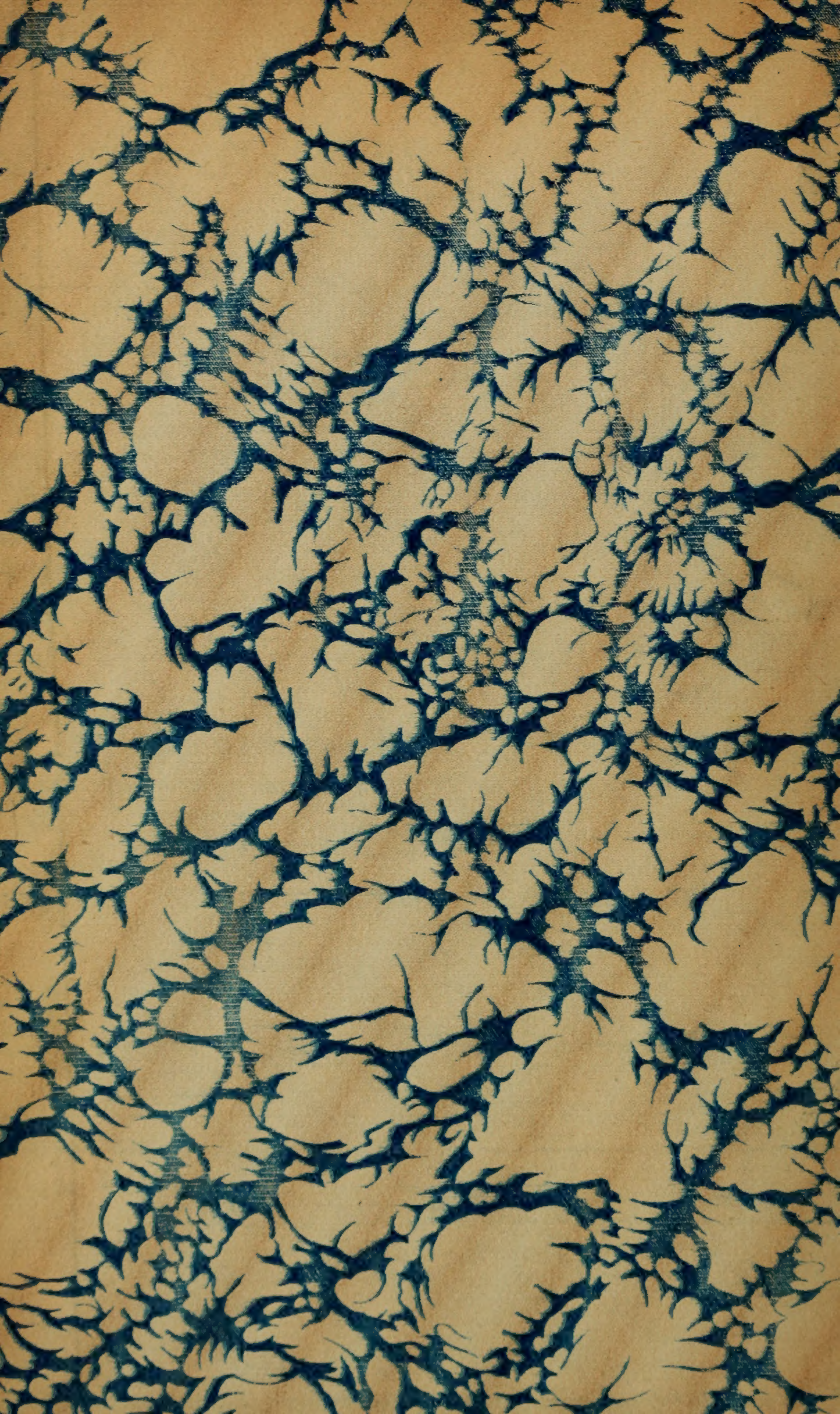
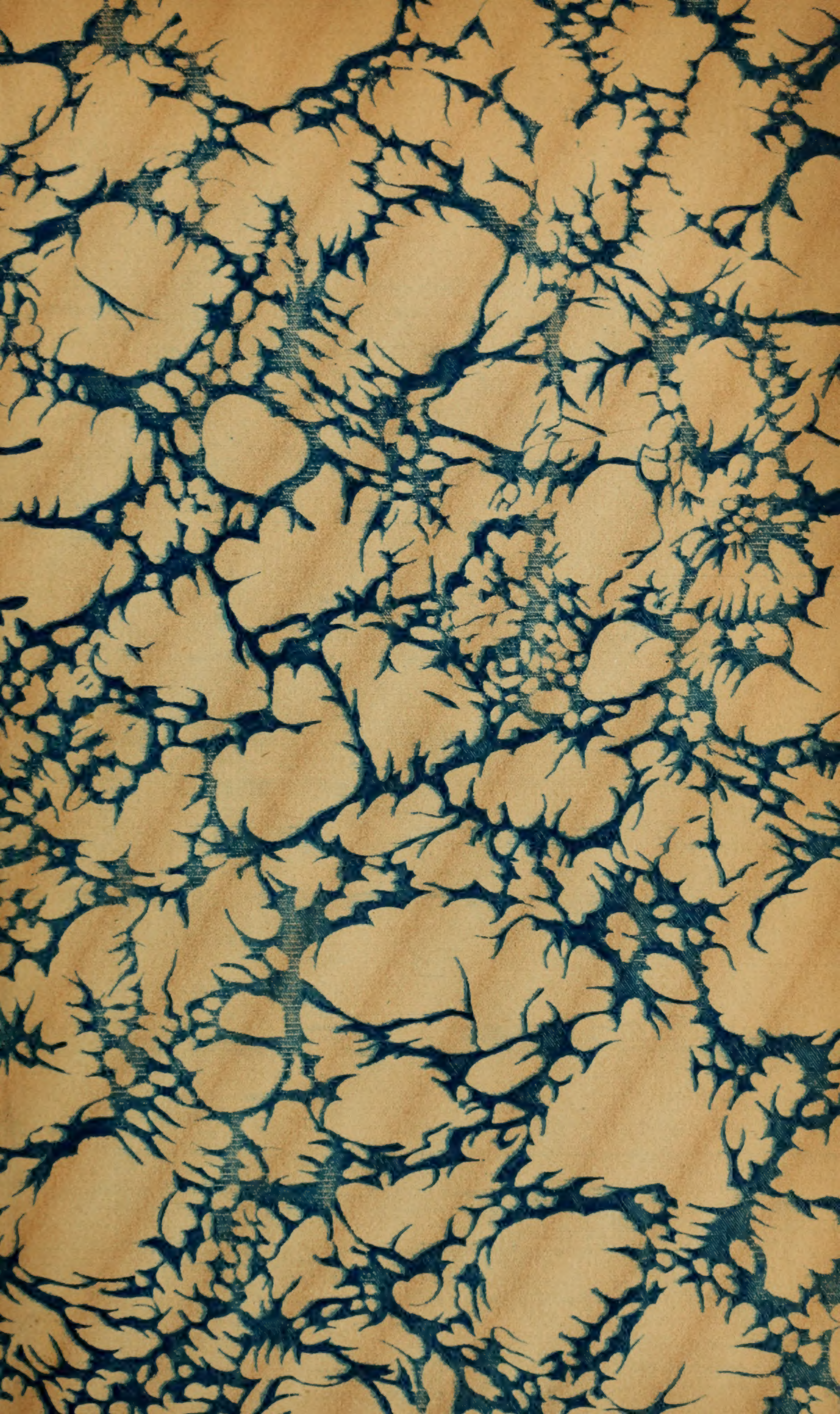






LES CRISES PÉRIODIQUES
DE
SURPRODUCTION

BIBLIOTHÈQUE GÉNÉRALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

LES CRISES PÉRIODIQUES DE SURPRODUCTION

PAR

Albert AFTALION
Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Lille

TOME II

Les mouvements périodiques de la production ; Essai d'une théorie

PARIS
LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
MARCEL RIVIÈRE ET Cie
31, rue Jacob et 1, rue Saint-Benoît
—
1913

LIVRE V

LE RYTHME DE LA PRODUCTION GÉNÉRALE ET PREMIER ESSAI D'EXPLICATION

Malgré que les crises périodiques soient dénommées des crises de surproduction, on a constaté dans le tome I de cet ouvrage que la plupart des théories rejettent l'hypothèse d'une surabondance positive des biens. Elles voient la raison du difficile écoulement des marchandises soit dans la trop faible production de certaines des industries, soit dans la pénurie de ressources chez les acheteurs. L'hypothèse si simple que les faits suggèrent, dès l'abord, d'une surproduction réelle doit-elle donc être abandonnée? Ou n'est-ce pas tout de même par les oscillations de l'offre des marchandises qu'on doit expliquer le rythme des prix?

Pour résoudre le problème, il faut maintenant soumettre les mouvements de la production à une observation analogue à celle que nous avons fait porter sur les prix. Comme pour les prix aussi, l'étude des fluctuations de la production générale, considérée d'ensemble, doit précéder celle des fluctuations de la production dans les industries particulières.

On ne possède pas pour la production, comme pour les prix, des index numbers généraux qui faciliteraient

l'examen des variations de la production prise d'ensemble. On ne peut saisir ces variations que d'après celles des manifestations les plus saisissantes de l'activité productrice.

On pourrait déjà s'attacher à l'inspection des mouvements des facteurs de la production. Mais pour le travail, on a déjà mis en œuvre les seules statistiques générales dont on dispose: celles du chômage. Pour le capital, il sera préférable de parler plus tard, à propos des fluctuations dans les industries productrices d'outillage, de ce qu'on peut appeler le *capital matériel,* matières premières et instruments de production. Il s'agit là de facteurs de la production quand on envisage l'aspect matériel des phénomènes. Mais si on considère leur aspect économique, leur aspect au point de vue de la valeur, il faut à la production du *capital-valeur,* du *capital en argent* qui n'est pour partie que le capital matériel aperçu sous un autre angle (1). On peut traiter ici, sinon des oscillations cycliques du capital-valeur total consacré à la production industrielle, du moins de celles d'une importante partie de ce capital, du capital en argent des sociétés par actions.

---

(1) On a encore ici un nouvel exemple, à côté de ceux qu'on a rencontrés au sujet de la productivité et du coût, de la nécessité, sur laquelle insiste M. Chatelain, de la distinction entre l'aspect physique, matériel, des phénomènes et leur aspect économique, leur aspect au point de vue de la valeur.

CHAPITRE PREMIER

Les oscillations périodiques du capital en argent des sociétés et le rythme de la production générale

---

Les fluctuations du capital des sociétés sont un des phénomènes qui jouent un rôle prépondérant dans les cycles économiques. Les sociétés réunissent et apportent à la production le capital en argent indispensable. La plus ou moins grande ampleur dans la création de sociétés nouvelles ou dans l'extension des sociétés existantes donne à la production un brillant essor, ou, au contraire, arrête son développement. Les sociétés sont ainsi les directrices de la production. Leurs variations président à celles de la production et leur impriment l'impulsion décisive. Si les crises sont effectivement des crises de surproduction, c'est l'accroissement excessif des sociétés et de leur capital qui porte la responsabilité de leur survenance. La recherche ultérieure des causes du rythme de la production se confondra avec la recherche des causes du rythme des sociétés.

Fort intéressantes à observer comme moyen, comme ressort des mouvements cycliques de la production, les fluctuations du capital des sociétés, du moins de celles que l'on peut connaître, de celles du capital en argent des sociétés par actions, sont utiles aussi à examiner comme indice des variations de la production générale. L'indice

est d'ailleurs défectueux pour plusieurs raisons que l'on devine et par exemple parce que nombre de sociétés ont un objet étranger à la production industrielle, tel que le commerce, les assurances, la banque.

Les statistiques annuelles dont nous disposons ont trait soit aux sociétés nouvellement créées, soit aux sociétés existantes.

Le tableau I en appendice à ce chapitre présente la succession des maxima et des minima du *capital nominal* des sociétés *fondées dans l'année* en divers pays. Pour les sociétés commerciales de toutes catégories en France dont le capital ne nous est pas indiqué, j'indique la succession des maxima et des minima du nombre de sociétés.

Le tableau II donne la succession des maxima et des minima dans l'accroissement annuel du *capital versé* des sociétés par actions *existantes* en certains pays. On pressent par avance que ce tableau ne pourra comporter que des chiffres plus réduits que le précédent. Premièrement, il s'agit du capital versé, et non pas du capital nominal. Deuxièmement, il s'agit de l'accroissement du capital des sociétés existantes, c'est-à-dire non plus, comme dans le tableau I, du capital des sociétés fondées dans l'année, mais de l'excédent de ce capital et de celui des extensions de sociétés sur celui des sociétés dissoutes. Les chiffres se réduisent tellement qu'ils deviennent parfois négatifs, qu'ils signalent une décroissance quand le capital des sociétés disparues dépasse celui des sociétés créées dans l'année. Dans ce cas, je donne comme minimum le chiffre de la plus forte décroissance.

L'un comme l'autre tableau accusent très nettement des oscillations en rapport avec les cycles économiques. Pendant la prospérité, le capital des sociétés nouvelles créées dans l'année ainsi que l'accroissement annuel du capital des sociétés existantes se montent à des chiffres bien plus élevés que dans la dépression. Le maximum est atteint aux environs de l'année de la crise, aux environs de 1857,

1864-1866, 1873, 1882, 1890, 1900, 1907 (1). Quelques discordances que révèlent les chiffres entre crochets ou les accolades s'observent cependant, en particulier entre 1890 et 1900, rappelant des discordances remarquées déjà à la même époque dans des statistiques antérieures.

Les oscillations présentent une très grande intensité. En France, d'après le tableau I, le capital nominal des sociétés nouvelles par actions bondit de 400 millions en 1896 à plus de 2 milliards et demi en 1899, et à plus d'un milliard et quart encore en 1901, après un fléchissement en 1900. En Angleterre, on voit dans la prospérité le capital nominal des sociétés nouvelles se monter en une seule année à 237, 255, 310, 354 millions de £, c'est-à-dire à des 6, 8 et près de 9 milliards de francs. Pendant une période entière

---

(1) Le fait que le maximum est parfois atteint dans l'année qui précède la crise ne doit pas faire nécessairement croire que le mouvement se soit arrêté quelques mois avant la crise. Il se peut très bien, malgré cela, que l'augmentation ait continué jusqu'au jour de la crise, pour ne fléchir que dans les mois consécutifs à la crise. C'est ainsi que, dans un cas où on nous donne des détails, en Autriche, l'accroissement du capital versé des sociétés existantes de toute nature a varié comme suit :

1871, accroissement de		325	millions	de couronnes	
1872	—	1.172	—	—	
1873 (avril)	—	550	—	—	par rapport à 1872
1873 (déc.)	—	166	—	—	par rapport à 1872

Ainsi, pendant les 3 à 4 premiers mois de 1873 l'augmentation continua à être considérable, puisqu'il fut de quelque 150 millions par mois, chiffre supérieur au chiffre mensuel moyen de 1872. Mais d'avril à décembre, après la crise, le capital total *diminua* de 384 millions. Il en résulte que l'accroissement total à la fin de l'année 1873 ne fut que de 166 millions (550 — 384 = 166), chiffre moindre que celui de 1872. Le total de 1873 fut très inférieur au total de 1872, bien que dans les mois de 1873 antérieurs à la crise l'augmentation ait été supérieure à 1872. C'est encore là un exemple de la prudence avec laquelle on doit user d'un chiffre *annuel* pour préciser la date du début ou de la fin d'un mouvement.

de prospérité, de 1895 à 1900, le capital total nominal des sociétés par actions nouvellement créées en Angleterre s'éleva à la somme énorme de 1.572 millions de £, soit à près de 40 milliards de francs. Inutile d'insister sur l'extraordinaire fièvre d'entreprise que de pareils chiffres révèlent et sur la foule de sociétés de pure spéculation qu'ils font supposer.

Le tableau II aussi, relatif à l'excédent du capital versé des sociétés nouvelles ou des sociétés anciennes agrandies sur le capital des sociétés dissoutes, révèle des augmentations pendant la prospérité, qui, tout en demeurant inférieures à celles du tableau I, n'en sont pas moins très sensibles. En Angleterre, ainsi, l'accroissement annuel du capital versé se monte, au terme de certaines années de prospérité, en 1891, en 1899, jusqu'à 116, 128 millions de £, jusqu'à 3 milliards de francs et davantage.

Après la crise, pendant la dépression, la fondation de sociétés nouvelles, comme le montre le tableau I, ne cesse pas totalement. Souvent même le capital versé des sociétés nouvelles arrive, comme le prouve le tableau II, à dépasser celui des sociétés dissoutes. Le capital total engagé dans la production augmenterait ainsi même durant la dépression. C'est seulement dans des cas assez rares qu'on observe une hécatombe de sociétés dissoutes telle que leur capital total, comme en Autriche après la crise de 1873, excède sensiblement celui des sociétés fondées dans l'année et que les chiffres deviennent, dans notre tableau II, des chiffres négatifs.

Tous ces faits sont fort importants en eux-mêmes. Ils révèlent les grandes variations de l'esprit d'entreprise dans les phases alternées des cycles. Quant au rythme de la production générale qu'ils font présumer, il consisterait d'une part dans une très notable augmentation pendant la prospérité. Mais, d'autre part, pendant la dépression, il n'est pas certain que fléchisse la production. Elle

cesserait seulement de croître comme dans la prospérité. En s'en tenant au seul témoignage du capital des sociétés, il faudrait penser que le plus souvent l'alternance existe, non pas entre une progression et un recul de la production, mais entre une progression et une simple stagnation ou même entre un accroissement accéléré pendant la prospérité et un accroissement très ralenti pendant la dépression.

De là résulte aussi, pour le capital des sociétés comme pour la production, un mouvement de « longue durée » d'augmentation fort accentuée.

APPENDICE

Tableau I. — *Rythme du capital nominal des sociétés fondées dans l'année*

France (1)				Angleterre (2)		Allemagne (3)	
Sociétés commerciales de toutes catégories		Sociétés par actions capital nominal)		Sociétés par actions (capital nominal)		Sociétés par actions (capital nominal)	
Années	Nombre	Années	Millions de fr.	Années	Millions de £	Années	Millions de marks
1845	2.758						
1848	*1.511*						
1856	4.159						
1859	*3.614*						
1866	4.119						
1867	*3.801*						
[1868	4.195]						
1871	*2.817*			1864	237		
1872	4.572			*1867*	*31*	1872	1.478
1873	*4.077*			1873	152	*1878*	*13*
[1874	4.232]			*1878*	*68*	1881	199
1878	*3.515*			1882	255	1883	176
1881	5.474			*1885*	*119*	*1885*	*53*
1884	*4.338*			1888	354	1889	403
[1885	4.473]	1892	608	1890	239	*1893*	*77*
1889	*4.146*	*1893*	*324*	*1893*	*93*	1899	544
1891	4.713	[1895	500]	1896	310	*1902*	*118*
1893	*4.586*	*1896*	*395*	1900	222	[1903	300]
1899	5.912	1899	2.674	*1904*	*93*	*1904*	*141*
1901	*5.485*	1901	1.267	1907	138	1906	475
1907	6.842	*1903*	*352*	*1908*	*104*	*1908*	*162*

(1) D'après les volumes annuels *Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale.*

(2) D'après le *Statistical Abstract of the United Kingdom:* les statistiques anglaises englobent, outre les sociétés industrielles, les banques, la plupart des Compagnies de tramways, mais non pas les chemins de fer.

(3) D'après le *Handwörterbuch de Conrad,* 3e édition, v° *Aktien-*

Tableau II. — *Rythme de l'accroissement annuel du capital versé des sociétés par actions*

Angleterre (1) — Années	Millions de £	Autriche (2) — Y compris les chemins de fer — Années	Millions de cour.	Hollande (3) — Années	Millions de florins
1885 (avril)	*19*	1872	1.172	1863-64	45
1891	116	*1874*	*-429*	*1870-71*	*-2*
1894	*22*	Sans les chemins de fer		1871-72	18
1897	140	1880	48	*1876-77*	*-4*
1899	128	*1885*	*-15*	1879-80	5
1903	*44*	[1887	25]	*1886-87*	*0*
1908	62	[*1889*	*1*]	1891-92	38
1909	*40*	1891	48	*1893-94*	*8*
		1894	*17*	[1894-95	127]
		1899	173	*1895-96*	*24*
		1902	*-31*	1899-00	84
		1906	222	*1903-04*	*26*
		1908	*88*	1907-08	125

gesellschaften, p. 314. Les chiffres de l'année 1908 sont empruntés au *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich* de 1908.

(1) Chiffres calculés d'après le *Statistical Abstract*, qui ne nous fournit ces renseignements que depuis 1884.

(2) D'après le *Handwörterbuch de Conrad*, v° *Aktiengesellschaften*, p. 320. Les deux derniers chiffres sont calculés d'après les chiffres donnés par le *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*.

(3) Chiffres calculés d'après le *Handwörterbuch* de Conrad, *loc. cit.*, p. 361. Le dernier chiffre est calculé d'après le *Statistisches Jahrbuch für das deutsche Reich*.

Nota. — Les chiffres précédés du signe - accusent, au lieu de la plus faible augmentation annuelle, la plus forte diminution annuelle. Les chiffres oscillent alors non plus entre un fort accroissement dans la prospérité et un faible accroissement dans la dépression, mais entre un fort accroissement dans la prospérité et un fléchissement dans la dépression.

CHAPITRE II

Le rythme de la production d'après celui de la circulation métallique et fiduciaire

---

A côté des facteurs de la production, une seconde catégorie d'indices de la production consiste dans les échanges auxquels donnent lieu les marchandises. Mais si les mouvements de la circulation font entrevoir ceux de la production, c'est comme à travers des lunettes grossissantes. Leur intensité dépasse de beaucoup celle des oscillations de la production.

Il en est ainsi déjà à cause des variations des stocks. Pendant la prospérité, l'accroissement des échanges excède celui de la production parce que les échanges portent, non seulement sur la production annuelle, mais encore sur les stocks anciennement accumulés et qui s'épuisent durant cette période. Pendant la dépression, et surtout au début, la diminution des échanges est plus accentuée que celle de la production parce qu'une partie de la production reste en magasin, parce que les stocks se reconstituent.

A cela s'ajoute pour les statistiques relatives, sinon au *poids*, du moins à la *valeur* des échanges, une seconde cause de plus grande ampleur des oscillations. Ce sont les variations même des prix. Si les quantités produites et échangées doublent, passent de 1 à 2, et si les prix doublent aussi, s'élèvent de 1 à 2 francs, la valeur des

marchandises échangées montera de 1 à 4 francs, quadruplera, au lieu de simplement doubler.

En outre, pour plusieurs des statistiques envisagées, agissent des facteurs d'intensification des mouvements spéciaux à chacune d'elles.

Il faudra donc tenir compte de ces faits dans la mesure du possible pour ramener à leurs véritables proportions les fluctuations de la production matérielle.

Parce qu'elles grossissent l'intensité des oscillations, les statistiques de la circulation, surtout celles de la circulation en valeur, constituent des indices très sensibles de l'état économique général. A côté de celles des prix des matières métalliques, elles figurent parmi les statistiques les plus précieuses à consulter, pour qui cherche à préciser le point du cycle périodique où on se trouve à un moment donné, pour qui cherche à prévoir le futur immédiat. Certaines de ces statistiques offrent en outre, au même point de vue, cet avantage qu'elles sont publiées sans presque de retards, mensuellement ou même hebdomadairement.

De là résulte également sans doute que les phénomènes de circulation ont été les plus étudiés parmi les caractéristiques des crises. Ce sont eux qui firent découvrir à la science l'existence du rythme économique. C'est sur eux qu'insistèrent Juglar et certains de ceux qui les suivirent. Je pourrai donc être très bref sur ces points fort connus.

Tout échange impliquant un paiement, les statistiques de la circulation se réfèrent soit à la valeur, au poids des marchandises en circulation, soit au règlement des échanges effectués. Je commence par les statistiques de cette seconde catégorie.

* * *

L'importance croissante des paiements par voie de compensation fait considérer les opérations des *Chambres de compensation* comme un témoignage précieux des mou-

vements des échanges. Le tableau I en appendice donne la succession des sommes annuelles maxima et minima compensées dans les Chambres de divers pays. J'y joins les virements à la Banque de France, qui visent au même but. Quand, au lieu d'une décroissance dans la dépression, il y a seulement ralentissement de l'augmentation des sommes compensées, j'indique comme maximum la dernière année de l'accroissement accéléré, et comme minimum la dernière année de l'accroissement ralenti.

Mais malgré l'ampleur prise par les procédés de compensation, les oscillations du volume des échanges entraînent des oscillations dans le besoin de monnaie, dans les appels au crédit à court terme des banques. D'où des variations dans le montant des *sommes escomptées par les banques,* dans leur *portefeuille moyen*, dans leur *encaisse* et aussi dans les mesures destinées à sauvegarder l'encaisse, dans le *taux de l'escompte.* Ce sont là des fluctuations dont, grâce à Juglar, nous savons depuis longtemps le sens et l'intérêt comme indices des cycles périodiques. Le tableau II nous indique leur rythme à la Banque de France. Mais pour le taux de l'escompte, comme la Banque de France s'efforce de lui assurer une grande stabilité et comme elle peut, jusqu'à un certain point, atteindre cette fin en défendant son encaisse par une prime sur ses paiements en or, j'ajoute au tableau les mouvements plus amples du taux de l'escompte à la Banque d'Angleterre.

Des deux tableaux découle le même enseignement. Quelques irrégularités existent sans doute que révèlent les chiffres entre crochets. Mais, en général, les mêmes phénomènes s'observent.

Pendant la prospérité, sous l'influence de l'accroissement des transactions et de la hausse des prix, le montant total des paiements augmente considérablement. Les sommes compensées s'élèvent. Les recours au crédit à court terme de la Banque se multiplient. Sommes com-

pensées, valeur totale des effets escomptés, portefeuille moyen, taux de l'escompte grossissent jusqu'à un maximum atteint aux environs des années des crises de 1847, 1857, 1864-1866, 1873, 1882, 1890, 1900, 1907. En même temps, malgré les efforts de la Banque qui parvient cependant parfois à ralentir ou paralyser le mouvement, l'encaisse fléchit jusqu'à un minimum atteint à peu près aux mêmes années.

Après la crise et pendant la dépression, ce sont les faits inverses.

Les fluctuations sont d'ordinaire fort accusées, malgré que celles de l'encaisse et du taux de l'escompte à la Banque de France le soient, en ces derniers temps, moins qu'autrefois à cause de la plus grande stabilité à laquelle vise la Banque.

Pour les sommes compensées, pour la valeur des effets escomptés et pour le portefeuille, les oscillations, le plus souvent, apparaissent beaucoup moins accentuées durant la dépression que durant la prospérité.

Les chiffres qui les signalent, progressant dans la prospérité plus qu'ils ne diminuent dans la dépression, témoignent ainsi d'un mouvement d'augmentation « de longue durée ». C'est ce qu'on peut constater aussi en comparant soit les maxima successifs, soit les minima successifs. Ce mouvement d'augmentation, cependant, s'interrompt ou se ralentit pendant une période qui coïncide approximativement avec la baisse des prix « de longue durée » qui s'est étendue entre 1873 et 1896.

On a dans tous ces faits des indices instructifs des variations de la production. Mais il ne faut pas oublier les raisons générales exposées plus haut qui doivent faire croire à des oscillations de la production matérielle bien moins intenses que celles que révèlent les statistiques de la circulation en valeur. D'autant plus que des raisons spéciales aux statistiques présentement étudiées viennent agir dans le même sens. Pendant la prospérité et surtout

au terme de cette période, à l'instant de la crise, les appels au crédit de la Banque augmentent beaucoup plus que la valeur des échanges effectués. On présente plus d'effets à l'escompte, non seulement parce que plus d'effets ont été émis, mais en outre parce qu'on a plus besoin de crédit. Le portefeuille se gonfle démesurément et le taux de l'escompte doit être fortement rehaussé. Dans la dépression, au contraire, non seulement la diminution des échanges entraîne une moindre émission d'effets de commerce, mais encore les particuliers éprouvent un moindre besoin de crédit, s'adressent moins aux banques et celles-ci réescomptent moins volontiers leur portefeuille à la Banque de France. Le rythme économique s'imprime donc dans les statistiques des banques en courbes plus accentuées que ne le seraient celles de la production.

Ces facteurs de rectification étant pris en considération, on peut présumer, d'après ce qui précède, que la production croît assurément dans la prospérité.

Il est moins sûr qu'elle diminue dans la dépression, ou sa diminution doit être relativement légère. Dans nos statistiques, en effet, les oscillations présentent moins d'ampleur pour la dépression que pour la prospérité. En outre, existent, pour ces statistiques, des facteurs de variations et de variations marquées — chute des prix, accroissement des stocks, moindre besoin de crédit — qui sont indépendantes de tout fléchissement de la production matérielle.

Le mouvement « de longue durée » de la production doit être dans le sens de l'accroissement. De 1873 à 1896 cependant, durant la longue période de baisse des prix, la production a peut-être rétrogradé ou plutôt n'a pas augmenté à une allure aussi rapide qu'avant et qu'après cette époque.

APPENDICE

Tableau I. — *Rythme des compensations effectuées*

Clearing House de Londres (1)		Clearing House de New-York (2)		Chambre de compensation de Paris (3)		Banque de France (virements) (3)	
Années	Milliards de £	Années	Milliards de doll.	Années	Milliards de fr.	Années	Milliards de fr.
						1856	23,5
						1858	*20,0*
						[1862	30,8]
						[*1864*	*28,0*]
		1866	28,7			[1869	43,4]
		1868	*28,5*			*1871*	*36,0*
		[1869	37,4]			1872	55,7
		1870	*27,8*			*1873*	*45,7*
1868	*3,5*	1873	35,5			[1875	59,6]
1873	6,1	*1876*	*21,6*			*1877*	*44,5*
1879	*4,9*	1881	48,6	1881-82	3,4	1881	95,2
1881	6,4	*1885*	*25,2*	*1885-86*	*3,1*	*1885*	*60,7*
1885	*5,5*	1890	37,7	1890-91	4,7	1891	97,2
1890	7,8	1892	36,3	*1892-93*	*3,8*	*1892*	*74,9*
1894	*6,3*	*1894*	*24,2*	[1894-95	5,5]	[1895	104,9]
1899	9,1	1899	57,4	*1896-97*	*4,9*	*1896*	*85,3*
1900	*9,0*	1902	74,8	1899-00	6,9	1899	102,6
1904	*10,6*	*1904*	*59,7*	*1901-02*	*7,4*	*1900*	*102,4*
1907	12,7	1906	103,8	1906-07	19,7	1906	189,3
1908	*12,1*	*1908*	*73,6*	*1908-09*	*20,4*	*1908*	*170,3*

(1) D'après le *Statistical Abstract of the United Kingdom*, qui nous donne cette statistique à partir de 1868.

(2) D'après le *Satistical Abstract of the United States*.

(3) D'après l'*Annuaire Statistique de la France*.

TABLEAU II. — *Rythme du montant des effets escomptés, du portefeuille, de l'encaisse et du taux de l'escompte*

Banque de France								Banque d'Angleterre	
Valeur totale des effets escomptés		Portefeuille moyen		Encaisse moyenne		Taux de l'escompte moyen		Taux de l'escompte	
Années	Milliards de fr.	Années	Millions de fr.	Années	Millions de fr.	Années	Pour %	Années	Pour %
1847	1,8	1847	255	1847	123	1847	4,95		
1849	*1,0*	*1850*	*114*	*1852*	*585*	*1852*	*3,17*	*1852*	*2,15*
1857	5,6	1857	566	1856	225	1857	6,15	1857	6,67
1858	*4,2*	*1858*	*418*	*1859*	*570*	*1859*	*3,45*	*1859*	*2,74*
1864	6,5	1864	635	1864	252	[1861	5,52]	[1861	5,19]
1864	6,6	1866	651	*1869*	*1.190*	*1862*	*3,77*	*1862*	*2,53*
1868	*5,6*	*1868*	*458*	[1871	551]	1864	6,50	1864	7,35
1873	14,6	1873	2.299	*1877*	*2.196*	*1869*	*2,50*	1866	6,95
1879	*7,3*	*1879*	*560*	*1879*	*2.115*	1871	5,71	*1868*	*2,09*
1881	11,4	1881	1.167	1881	1.824	1873	5,15	1873	4,86
1887	*8,3*	*1887*	*578*	*1886*	*2.423*	*1878*	*2,18*	*1876*	*2,60*
1891	10,0	1891	761	1888	2.301	1881	3,84	*1879*	*2,51*
1895	*8,2*	*1895*	*544*	*1895*	*3.292*	*1887*	*3,00*	1882	4,14
1900	12,2	1900	875	1899	3.062	1889	3,16	*1885*	*2,92*
1902	*9,6*	*1902*	*546*	*1905*	*3.956*	*1897*	*2,00*	1890	4,69
1907	15,8	1907	1.126	1907	3.674	1900	3,25	*1895*	*2,00*
1909	*12,3*	*1909*	*761*	*1909*	*4.524*	*1906*	*3,00*	1900	3,96
						1907	3,45	*1905*	*3,01*
						1909	*3,00*	1907	4,92
								1908	*3,00*

CHAPITRE III

Le rythme de la production d'après celui de la circulation de marchandises

---

Les oscillations de l'activité industrielle qui se manifestent dans les phénomènes se rattachant au paiement des choses échangées se manifestent naturellement aussi dans les fluctuations des choses échangées elles-mêmes. Mais notre ignorance du volume global exact des échanges égale notre ignorance du volume de la production. Nous pouvons seulement connaître le montant des échanges avec l'étranger et aussi le montant de marchandises véhiculées par certains moyens de transport, tels que, par exemple, les chemins de fer. Observons d'abord cette dernière catégorie de faits.

SECTION PREMIERE

LES FLUCTUATIONS DES QUANTITÉS TRANSPORTÉES PAR CHEMIN DE FER

J'ai déjà donné le tableau des mouvements de recettes kilométriques pour les chemins de fer, et signalé alors que, si les périodes d'ascension des recettes se dessinent fort nettement, celles de leur diminution sont parfois comme étouffées, réduites à des durées fort brèves.

Le tableau I en appendice à ce chapitre indique les va-

riations du trafic de marchandises par petite vitesse en France sur les chemins de fer d'intérêt général.

J'ai modifié la disposition ordinaire de nos tableaux afin de mieux faire ressortir la complexité des fluctuations qui ont lieu pendant la dépression. Au lieu de présenter seulement la succession des *maxima* et des *minima,* j'ai, dans ce tableau, formé des groupes de chiffres où le *premier* a trait à la dernière année de l'accroissement du trafic qui a lieu pendant la *prospérité,* et où ceux qui suivent ont trait à ce qui s'effectue pendant la *dépression.* J'ai mis en *italiques,* non pas *tous* les chiffres de la dépression, mais seulement ceux qui accusent une diminution ou tout au moins un ralentissement sensible de l'augmentation, un quasi-arrêt de l'augmentation.

Le mouvement du trafic durant la prospérité présente une parfaite netteté. Il augmente très considérablement. Le premier chiffre, en effet, de chacun des groupes excède, et souvent de beaucoup, le dernier chiffre du groupe antérieur. Ce qui signifie que vers la fin de la prospérité le trafic est notablement plus ample que durant la dépression antérieure.

Mais les variations du trafic pendant la dépression n'ont plus ni la même unité, ni la même netteté. La décroissance du trafic ne s'observe pas toujours. Quand elle existe, elle ne présente qu'une faible intensité. En outre, sa durée est fort brève. Sauf après 1883, elle ne se constate que pendant une année. Tout de suite après, l'accroissement reprend. Mais ce qui arrive fréquemment, c'est vers le terme de la dépression un nouveau fléchissement ou tout au moins un quasi-arrêt de l'augmentation : de là le *second* chiffre en *italiques* de plusieurs de nos groupes.

A la forte hausse du trafic total durant la prospérité succède donc durant la dépression une période de stagnation du trafic plutôt que de véritable diminution. Le montant des quantités transportées subit seulement deux

reculs d'ordinaire assez légers et assez brefs: l'un vers le début, l'autre vers le terme de la dépression.

Le mouvement « de longue durée » est une augmentation continue. Il y a eu seulement un ralentissement de cette augmentation dans le cycle qui s'est déroulé autour de 1891.

D'après ces faits, la *production* croît grandement pendant la prospérité. L'accroissement doit cependant être plus faible que celui qu'accusent les statistiques du trafic par la voie ferrée. Ces statistiques se ressentent en effet de ce que notre réseau ferré n'a cessé de s'allonger, quoique, il est vrai, dans de moindres proportions pour les époques plus récentes.

L'allongement du réseau ferré doit pendant la dépression entraîner une diminution du trafic inférieure à celle de la production. Mais, d'autre part, il faut tenir compte de ce que l'augmentation des stocks dans la même période agit en sens contraire, implique une réduction des ventes et des échanges plus grande que celle de la production.

On peut donc penser, en définitive, que si la production s'amplifie beaucoup pendant la prospérité, elle ne décroît guère pendant la dépression. Peut-être ne présente-t-elle que deux reculs très courts et très faibles, l'un au début, l'autre à la fin de la dépression (1).

SECTION II

LES MOUVEMENTS PÉRIODIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le mouvement des échanges avec l'étranger est un des indices de l'activité industrielle auquel on se réfère le

---

1. Les statistiques du trafic *kilométrique* des marchandises montrent des variations cycliques passablement différentes de celles du trafic *total*. Mais comme indices de la production, elles abusent en un sens opposé au trafic total. Elles se ressentent du fait que les nouveaux

plus fréquemment. Mais en appendice dans le tableau II, on a ajouté aux statistiques relatives à la *valeur* du commerce extérieur, dont on se contente généralement, la succession des maxima et minima du *poids* total des quantités échangées, symptôme de la production plus instructif. On s'est borné aux chiffres concernant la France.

Qu'il s'agisse de la valeur ou du tonnage du commerce avec l'étranger, on observe pendant la *prospérité* de très grands accroissements. L'augmentation pour la valeur des quantités échangées apparaît, pour les raisons qui nous sont connues, à cause de l'influence des variations des prix, plus considérable que pour leur poids. Mais, pour leur poids aussi, elle est encore très notable. En ne tenant pas compte de ce qui a eu lieu dans la prospérité antérieure à la crise de 1866 qui présente quelque chose d'exceptionnel, le calcul des moyennes indique pour le poids des marchandises une progression de 30 p. 100 aux importations par période de prospérité. La progression moyenne est de 50 p. 100 aux exportations.

Durant la *dépression,* les mouvements présentent une complexité qu'on avait déjà observée pour les statistiques du trafic par chemin de fer.

Les réductions pendant cette période ont beaucoup moins d'intensité que les accroissements pendant la prospérité. Aux importations, pour le tonnage des marchandises, en omettant ce qui survient après la crise de 1866, c'est une diminution moyenne insignifiante de 6 p. 100 par phase de dépression. Aux exportations, c'est une décroissance de seulement 7 p. 100.

La durée de la diminution est en outre fort brève. Une reprise a lieu de très bonne heure. Mais, à son tour, elle est suivie fréquemment d'un second fléchissement. De là

---

kilomètres mis en exploitation donnent de moindres rendements, qui viennent abaisser la moyenne. Il n'en a pas été parlé ici pour éviter de trop allonger et compliquer cette étude.

les nombreux chiffres entre crochets de notre tableau, et qui font ressortir la survenance de ces accroissements des échanges avec l'étranger, au milieu de la dépression, intercalés entre deux courtes diminutions.

En outre, les chiffres relatifs au poids des marchandises accusent certains retards sur l'année de la crise pour le début des diminutions. Aux importations ainsi, l'accroissement se prolonge jusqu'en 1868, 1876, 1883, au lieu de cesser dès l'année de la crise, en 1866, 1873, 1882. Il est vrai que ces retards peuvent s'expliquer par certains faits accidentels étrangers à notre matière, ou qu'ils ne sont pas toujours bien caractérisés.

Mais qu'on jette un regard sur les dernières colonnes de notre tableau II. On trouvera pour chaque cycle, au lieu des maxima et des minima, un groupe de quatre chiffres indiquant des moyennes calculées d'après les statistiques du poids des marchandises échangées avec l'étranger. Les deux premiers chiffres sont relatifs à la prospérité et donnent la moyenne des importations et des exportations, d'abord pour les premières années de la période, ensuite pour les *deux* dernières années. Les deux chiffres suivants (en *italiques*) sont relatifs à la *dépression* et donnent la moyenne, d'abord pour les *deux* premières années, ensuite pour les dernières années de la période. Sur six cas, on constate que, cinq fois aux importations et quatre fois aux exportations, la moyenne des deux premières années de la dépression n'accuse pas une décroissance par rapport à la moyenne des deux dernières années de la prospérité, mais au contraire une augmentation. Aux importations, en effet, sauf en 1901-1902, le troisième chiffre de notre tableau dépasse toujours le second. Il en est de même pour les exportations, sauf en 1867-1868 et en 1901-1902. Dans les dernières années de la dépression, au contraire, si l'augmentation continue encore parfois, fort souvent c'est une diminution par rapport aux premières années. Sur cinq cas, le quatrième

chiffre de nos groupes est trois fois inférieur au chiffre précédent et deux fois seulement supérieur.

En procédant ainsi par moyennes successives, on observe donc que l'accroissement continue encore dans les premiers temps de la dépression. La diminution, quand elle existe, se manifeste plutôt dans les dernières années de cette période.

Mais à travers les statistiques des échanges, ce sont les mouvements de la production qu'on cherche à saisir. De ce qui vient d'être noté on doit induire que cette production croît fortement pendant la prospérité. Elle ne décline que faiblement durant la dépression, et sans doute seulement pendant un temps très bref, un peu au début, un peu vers le terme de cette période. Il se pourrait même que parfois dans les premières années de la dépression, malgré une défaillance possible au lendemain de la crise, l'ampleur moyenne de la production demeure supérieure au montant moyen atteint dans les deux dernières années de la prospérité. L'excès de production qui a acculé l'industrie à la crise persisterait et s'aggraverait encore dans la première partie de la dépression. L'aggravation serait même d'autant plus marquée que vraisemblablement, ainsi que cela a été plusieurs fois signalé, au début de la dépression, on produit plus qu'on ne vend et que les stocks se reconstituent.

Quant aux mouvements « de longue durée » de la production, c'est un accroissement continu qu'il faut admettre, d'après les statistiques du poids des marchandises échangées. Un ralentissement dans l'augmentation, cependant, a dû s'être fait sentir dans certaines parties de la longue période de baisse des prix qui a duré de 1873 à 1896 (1).

---

(1) Les importations et exportations des matières premières ainsi que des produits fabriqués sont un indice de la production industrielle meilleur que le commerce extérieur spécial total. On a jugé

APPENDICE

TABLEAU I. — *Rythme des quantités de marchandises transportées par petite vitesse sur les chemins de fer français d'intérêt général* (1).

Tonnes transportées à toute distance		Tonnes transportées à 1 kilomètre	
Années	Milliers de tonnes	Années	Millions de tonnes
1857	14.967	1857	2.142
1861	27.897	1861	3.809
1862	*27.297*	*1862*	*3.884*
1866	37.373	1866	5.826
1867	*38.567*	*1867*	*5.845*
1869	44.013	1868	6.310
1870	*37.066*	*1869*	*6.271*
1873	57.481	1873	8.251
1874	*56.680*	*1874*	*7.926*
1876	61.337	1876	8.326
1877	*61.604*	*1877*	*8.185*
1883	89.056	1883	11.065
1886	*73.382*	*1886*	*9.314*
1891	96.554	1891	12.294
1892	*95.713*	*1892*	*12.120*
1900	126.830	1900	16.557
1902	*122.327*	*1901*	*16.015*
1903	129.305	1903	16.585
1904	*130.144*	*1904*	*16.551*
1907	156.504	1907	19.886
1908	*158.166*	*1908*	*20.603*
1910	173.242	1910	21.984

---

inutile cependant d'en parler pour ne pas trop allonger cet ouvrage et parce que leur étude ne fait que confirmer les conclusions présentées au texte.

(1) D'après la *Statistique annuelle des chemins de fer français* 1er volume.

TABLEAU II. — *Rythme du commerce spécial français*

Valeur totale (millions de francs) — Succession des maxima et des minima

Importations — Années		Exportations — Années	
1847	956	1846	852
1848	*474*	*1848*	*690*
1856	1.990	[1853	1.542]
1858	*1.563*	*1854*	*1.414*
[1861	2.442]	1856	1.893
1862	*2.199*	*1857*	*1.866*
1868	3.304	[1860	2.277]
1870	*2.867*	*1861*	*1.926*
1872	3.570	1866	3.181
1874	*3.508*	*1868*	*2.790*
[1876	3.988]	1873	3.787
1877	*3.670*	*1874*	*3.701*
1880	5.033	[1875	3.873]
1887	*4.026*	*1878*	*3.180*
1891	4.768	1882	3.574
1895	*3.720*	*1885*	*3.088*
1900	4.698	[1886	3.249]
1901	*4.369*	*1887*	*3.246*
[1903	4.801]	1890	3.753
1904	*4.502*	*1894*	*3.078*
1907	6.223	1899	4.153
1908	*5.640*	*1901*	*4.013*
		1907	5.596
		[illegible]	[illegible]

Poids total (millions de tonnes) — Succession des maxima et des minima

Importations — Années		Exportations — Années	
1857	7,8	1859	2,2
1858	*7,5*	*1861*	*1,9*
[1861	9,9]	1866	3,5
[*1863*	*9,2*]	*1867*	*3,1*
1868	13,2	[1868	3,3]
1869	*10,6*	*1869*	*3,0*
1873	13,59	1873	5,5
1874	*13,64*	*1874*	*5,3*
[1876	15,5]	[1875	5,6]
1877	*15,2*	*1879*	*4,2*
1883	23,2	1881	4,7
1886	*20,3*	*1882*	*4,6*
1891	24,2	[1884	4,7]
1893	*22,5*	*1885*	*4,6*
[1894	23,4]	1891	6,8
1895	*21,8*	*1893*	*6,4*
1900	28,3	[1897	7,9]
1902	*26,5*	*1898*	*7,8*
[1903	27,3]	1900	8,6
1904	*26,6*	*1901*	*8,0*
1907	33,7	[1902	8,5]
1908	*33,1*	*1903*	*8,3*
		1907	12,85
		1908	*12,81*

Poids total (millions de tonnes) — Moyennes annuelles

Années	Importations	Exportations
1861-64	9,5	2,3
1865-66	11,3	3,4
1867-68	*13,0*	*3,2*
1869-70	*10,7*	*3,0*
1871	11,2	3,2
1872-73	13,3	5,4
1874-75	*13,9*	*5,5*
1876-79	*16,7*	*4,7*
1880	21,8	4,5
1881-82	21,7	4,62
1883-84	*23,0*	*4,73*
1885-86	*20,6*	*4,68*
1887-88	21,1	5,4
1889-90	21,8	6,6
1891-92	*23,4*	*6,78*
1893-96	*22,8*	*6,82*
1897-98	25,0	7,8
1899-00	26,8	8,5
1901-02	*26,7*	*8,3*
1903-04	*26,9*	*9,3*
1905	26,7	11,6
1906-07	33,0	12,2
1908-09	*33,6*	*13,6*

CHAPITRE IV

Premier essai d'explication du rythme des prix par celui de la production

---

L'observation des divers phénomènes étudiés a conduit au sujet des mouvements de la production à des présomptions somme toute assez concordantes.

Pendant la prospérité, la production croît incontestablement et grandement. Ce qui a lieu dans la dépression présente une moindre netteté. Les diminutions qui surviennent sont assez modiques. Elles ont aussi une très faible durée. Des reprises se manifestent très tôt, mais assez souvent suivies d'un second recul vers le terme de la dépression. On peut dire que la courbe de la production globale s'élève fortement durant la prospérité et décrit durant la dépression des ondulations peu accentuées, de façon qu'elle ne s'écarte guère d'une ligne presque droite ou légèrement infléchie. A l'augmentation dans la prospérité c'est la stagnation qui s'oppose pendant la dépression.

Quant au mouvement de longue durée de la production, il est nettement orienté dans le sens de l'accroissement, depuis le milieu du XIXe siècle. La progression a dû subir, toutefois, un ralentissement d'allure durant tout ou partie de la période de baisse de longue durée des prix qui s'est écoulée entre 1873 et 1896.

*
* *

Les oscillations cycliques de la production globale qui viennent d'être dégagées n'apportent-elles pas l'explication cherchée du rythme des prix? La crise et la chute générale des prix ne résultent-elles pas tout simplement de l'augmentation excessive de la production? La prospérité et la hausse des prix ne proviennent-elles pas de la diminution ou de l'insuffisante ampleur de la production au terme de la dépression? Confrontons à cet effet les fluctuations de la production globale avec celles des prix et appliquons à la matière les lois couramment admises de la valeur.

On va d'abord se contenter, comme lois de la valeur, des vieilles formules de l'offre et de la demande. On leur substituera ensuite des notions plus précises.

Qu'on compare, pour commencer, les mouvements « de longue durée » de la production globale avec ceux des prix, en faisant abstraction des mouvements cycliques, comme s'ils n'existaient pas. On trouve qu'à une production générale quasi constamment et souvent très notablement ascendante ne correspondent nullement des prix quasi constamment en baisse. L'augmentation de longue durée de la production peut s'effectuer sans déterminer un fléchissement continu des prix. Sans doute une longue période de baisse des prix, de 1873 à 1896, vient se placer entre la longue période de hausse qui l'a précédée et celle qui l'a suivie. Mais de cette période de baisse des prix, l'accroissement de la production ne pourrait être rendu responsable, puisque de 1873 à 1896 la production, si elle n'a pas positivement fléchi, n'a en tout cas augmenté qu'à une allure très ralentie. On peut donc dire que dans l'ensemble, du milieu du XIXe siècle à nos jours, des masses toujours grossies de marchandises ont pu s'écouler sans déterminer nécessairement la chute des prix.

S'il en est ainsi, c'est donc qu'à cette offre de marchandises quasi constamment croissante correspond une demande également croissante. Et il est bien connu que l'augmentation de la population, l'élévation du revenu des classes ouvrières, ainsi que des classes possédantes, entraîne dans nos sociétés modernes une amplification de la demande, une extension des besoins totaux de la nation. Ainsi est mis en lumière, par la confrontation des mouvements de longue durée de la production et des prix, le phénomène important de la progression « de longue durée » de la demande.

Passons maintenant aux fluctuations cycliques.

La demande subit peut-être comme la production, comme l'offre des marchandises, des variations cycliques. Mais on ne les a pas encore observées. D'autre part, après avoir rejeté les théories qui expliquent le rythme des prix par celui de la demande, notre but est de rechercher si cette explication ne peut être, au contraire, trouvée dans les oscillations cycliques de l'offre. Il faut donc provisoirement ne pas tenir compte des mouvements rythmiques possibles de la demande, raisonner comme si leur absence était établie.

Les vérifications si probantes que donne l'expérimentation sont, en général, interdites aux économistes. Mais quelle est donc la supériorité de l'expérimentation comme procédé méthodologique? C'est que, au lieu de nous laisser en présence de l'entrelacement des phénomènes qu'offre en général la nature, elle nous permet d'isoler dans ce tout complexe certains éléments, de les faire varier et d'observer les conséquences de ces variations. On peut ainsi nettement séparer l'antécédent causal et son effet des autres éléments avec lesquels ils sont confondus d'ordinaire en des ensembles synthétiques et les rattacher l'un à l'autre avec un grand degré de certitude. Mais si dans les sciences sociales on ne peut provoquer ces isolements matériels des causes et des effets, on s'efforce par

l'analyse et le raisonnement d'arriver mentalement à des isolements semblables. Si un phénomène se meut sous l'action probable de deux facteurs, on s'efforce d'éliminer par la pensée celle de l'un d'eux afin de n'avoir devant soi que des variations logiquement dues à la seule influence du second et qu'on puisse lui attribuer sans trop craindre de se tromper.

Ici, pour dégager l'influence des oscillations cycliques de la production sur le rythme des prix, on va donc éliminer mentalement l'action d'un rythme possible de la demande, on va supposer que la demande conserve dans les phases alternées des cycles son allure « de longue durée », qu'elle est constamment et également ascendante. Plus tard, on verra s'il existe des mouvements périodiques de la demande et on apportera à nos conclusions les rectifications qui paraîtront s'imposer.

Si à cette demande supposée ainsi constamment et à peu près également croissante correspondait à tous moments un grossissement proportionnel de la production globale, les variations cycliques des prix ne se manifesteraient pas. On ne constaterait que des mouvements des prix de longue durée.

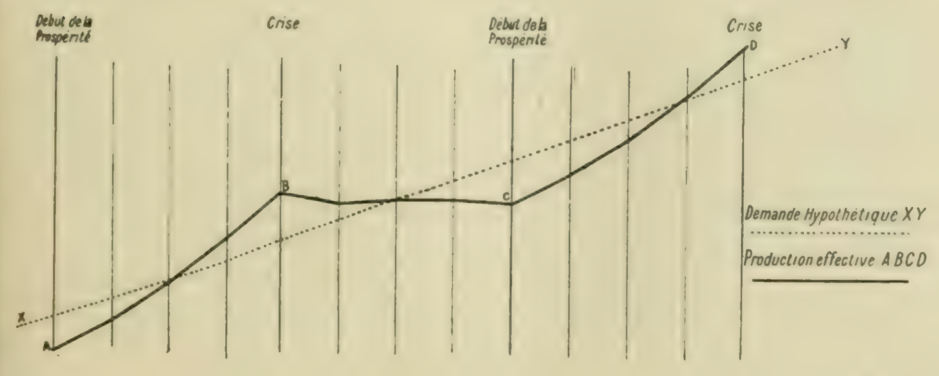
Mais l'observation a révélé la réalité d'un rythme de la production globale. Comme par hypothèse la demande se meut toujours à une même allure, la production, qui croît considérablement durant la prospérité et décroît ou reste à peu près stationnaire durant la dépression, augmente donc beaucoup plus que la demande pendant la prospérité, beaucoup moins que la demande pendant la dépression. Au terme de la prospérité, la production apparaît excessive. Elle est insuffisante au terme de la dépression. Il y a surproduction au terme de la prospérité et la crise éclate. Il y a sous-production au terme de la dépression, et la hausse des prix, la prospérité peuvent reprendre.

Supposons qu'un cycle entier dure à peu près 8 ans,

4 ans de prospérité et 4 ans de dépression. Supposons, en grossissant les chiffres probables afin de rendre les fluctuations plus apparentes, un taux d'augmentation annuelle de la demande de 5 p. 100. Pour la production, supposons un taux d'augmentation, pendant la prospérité, de de 10 p. 100, et laissons-la, au contraire, à peu près immobile pendant la dépression avec seulement deux légères réductions, l'une au début, l'autre au terme de cette période. Nous pouvons présenter comme suit le schéma de la demande et de la production.

		Schéma de la demande hypothétique	Schéma de la production effective
Début de la 1re année.	prospérité.	100	90
Fin de la 1re année...	prospérité.	105	99
Fin de la 2e année...	prospérité.	110	109
Fin de la 3e année...	prospérité.	115,5	121
Fin de la 4e année...	crise.	121	133
Fin de la 5e année...	*dépression.*	*127*	*131*
Fin de la 6e année...	*dépression.*	*133*	*132*
Fin de la 7e année...	*dépression.*	*140*	*132*
Fin de la 8e année...	*fin de la dépress.*	*147*	*131*
Début de la 9e année.	prospérité.	147	131

D'après les chiffres de ce schéma, on a figuré dans le graphique ci-dessous les mouvements de la demande hypothétique et de la production.



La ligne pointillée XY représente la demande constamment et modérément ascendante. La production prend l'allure de la ligne brisée ABCD. — Pendant la prospérité, la demande monte lentement de 100 à 121. Quant à la production, elle saute, par bonds rapides, de 90, au début de la prospérité, à 133 dans l'année de la crise. Tandis que la production au début de la prospérité était au point A inférieure à la demande, elle s'élève, au terme de la prospérité, au point B, fort au-dessus de la demande. — Pendant la dépression, la demande continue à croître jusqu'à 147. La production BC, au contraire, languit à peu près stationnaire, décline légèrement au début et au terme de la période, passe de 133 à 131. A la fin de la dépression, au point C, elle est de nouveau inférieure à la demande. — Mais avec le retour de la prospérité va reprendre son ascension accélérée jusqu'en D, jusqu'à la crise suivante.

A une demande qui augmente d'un mouvement égal répond ainsi une production qui grossit par saccades, par périodes d'activité fiévreuse suivies de périodes d'inertie.

Il n'est pas question, dans ce qui vient d'être dit, du mouvement de la production dans les industries particulières. Il s'est agi de la production prise d'ensemble, de la production générale. C'est la production générale qui, tour à tour, apparaît excessive et insuffisante.

Or, si on confronte ce rythme de la production globale avec celui des index numbers *généraux* des prix, l'explication des oscillations de ces derniers jaillit tout naturellement des faits eux-mêmes. La baisse générale des prix au terme de la prospérité, au moment de la crise, tient à l'excès de la production globale. Le relèvement des prix au terme de la dépression tient à la pénurie de la production. La crise résulte de la surproduction. Le retour de la prospérité doit être attribué à la sous-production.

A l'encontre des théories qui nient la réalité d'un excès de biens comme cause de la crise, qui nient la réalité de la surproduction générale, ce semble être un *truism* que

d'imputer la chute générale des prix à une surabondance générale de marchandises. La surproduction sans doute ne doit pas être universelle, concerner tous les produits pas plus que la baisse des prix n'est relative à toutes les marchandises. Mais pour l'ensemble de l'industrie, pour l'industrie prise en bloc, il y a pléthore parce que la surproduction dans nombre d'industries est telle qu'elle l'emporte sur les sous-productions possibles dans certaines autres, de même que pour les prix considérés en bloc, il y a baisse parce que l'avilissement des prix pour nombre de marchandises est tel qu'il l'emporte sur l'ascension possible des prix de certains produits.

*
* *

La loi de l'offre et de la demande, dans la forme simpliste où on vient de l'appliquer aux cycles périodiques, n'a plus sa place dans la science contemporaine où la théorie de la valeur a été profondément renouvelée.

Dans sa teneur ancienne, en effet, cette loi est viciée par une erreur essentielle qui consiste à présenter ou tout au moins à paraître présenter l'offre et la demande comme constituant à un moment donné des grandeurs fixes, déterminées. On n'a pas eu de peine à montrer combien l'offre et surtout la demande étaient singulièrement extensibles. Une expression telle que l'excès de l'offre sur la demande, prise à la lettre, ne saurait avoir de sens, puisqu'à une offre, quelque accrue qu'elle soit, pourra, pour presque tous les produits, correspondre une demande égale, à la condition que les prix soient suffisamment réduits. Au lieu d'une demande donnée, il existe autant de demandes diverses que de prix exigés, il existe toute une courbe des demandes. Aux vieilles formules, on a ainsi substitué la considération des courbes de l'offre et de la demande, dont le point de rencontre décide du prix sur chaque marché.

Par là, le jeu des offres et des demandes se trouve rat-

taché à la théorie de l'utilité finale dont l'économie politique moderne a fait le fondement de la valeur.

L'utilité finale des marchandises, l'intensité du dernier besoin satisfait décroît, pour chaque individu, avec l'augmentation des marchandises mises à sa disposition. La demande chez lui ne s'amplifie qu'à mesure que les prix fléchissent. Sa courbe individuelle de demandes ne s'allonge qu'en s'abaissant.

Il en est de même de la demande sociale, qui n'est que la totalisation des demandes individuelles. L'ensemble des quantités demandées augmente avec des prix plus faibles. La courbe de la demande totale s'allonge aussi en s'abaissant. Si la production croît et si ses détenteurs veulent s'en dessaisir en totalité, cet écoulement ne pourra avoir lieu qu'à des prix diminués. La courbe des offres devra rencontrer la courbe des demandes à un point plus bas, au point où la dernière unité offerte à un certain prix rencontre la dernière unité demandée au même prix.

Mais si telle est la théorie moderne de la valeur, à cette théorie aussi peut s'adapter l'explication du rythme des prix par le rythme de la production esquissée dans les pages qui précèdent. Sans rien changer au fond des choses, il suffit d'ajouter certaines précisions aux formules employées.

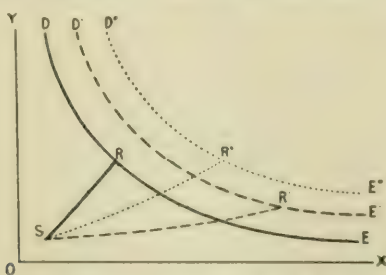
L'observation des mouvements « de longue durée » avait fait ressortir ce que nous avions appelé une demande constamment croissante. Si dans son sens littéral la notion est défectueuse, il est aisé de la remplacer par cette notion d'une demande constamment croissante au même prix. A cette demande on pourra opposer la production effective et imaginer que toute la production soit offerte, soit vendue. On aboutira aux mêmes conclusions que plus haut. Admettons qu'au début de ce qui sera la prospérité la demande au prix de 5 francs soit de 100. Nous pourrons conserver pour la demande le même schéma que précédemment. Mais il s'agira du schéma de la demande à

un prix déterminé, au prix de 5 francs. C'est cette demande au prix de 5 francs qui croît constamment et également de 5 pour 100 par an, qui est de 121 dans la quatrième année de notre schéma, année de la crise, de 146 au terme de la huitième année, au retour de la prospérité suivante. En regard de ce schéma, on mettra le schéma de la production effective, tel qu'il a été construit plus haut. La comparaison des deux schémas fera ressortir que l'insuffisance de la production au début de la prospérité doit élever les prix au-dessus de 5 francs, et que l'excès de la production à la date de la crise doit les faire tomber au-dessous de 5 francs (1).

Par l'application aux faits des formules plus exactes

---

(1) On pourrait préciser davantage. On pourrait dresser trois tableaux relatifs aux quantités croissantes demandées à des prix décroissants, à trois moments : au début de la prospérité, à l'instant de la crise et au début de la prospérité suivante. D'un tableau à l'autre, les quantités demandées apparaîtraient plus considérables pour les mêmes prix. En confrontant avec ces tableaux le montant de la production effective et en supposant que toute la production soit offerte, vendue, on fixerait le prix. Ce prix ressortirait en baisse à l'instant de la crise, en hausse au début de la prospérité suivante. Les courbes totales de l'offre et de la demande pourraient être tracées comme suit aux trois moments considérés :



DE, D′E′, D″E″ représentent les courbes de la demande à ces trois moments. SR, SR′, SR″ représentent les courbes de l'offre à ces mêmes moments ou du moins de ce que serait l'offre, si toute la production était offerte et vendue. On voit qu'au début de la prospérité le prix se fixe à la hauteur de R. Il se fixe à l'instant de la crise au niveau de R′, c'est-à-dire à un niveau plus bas, en dépit de l'augmentation des demandes aux mêmes prix, à cause

de la théorie moderne de la valeur, on arrive donc bien aux mêmes conséquences que celles qui découlaient de la loi de l'offre et de la demande dans son énoncé ancien. La pénurie de marchandises au début de la prospérité fait hausser leur utilité finale et leur prix. L'excès de marchandises à l'instant de la crise réduit leur utilité finale et déprime les prix. Les oscillations cycliques de la production, l'alternance de la surproduction et de la sous-production entraînent l'alternance d'une saturation et d'une insatisfaction des besoins, partant le rythme des prix. Les mouvements de la production, de l'*offre* de marchandises, parviennent à rendre compte des mouvements périodiques des prix. Leur chute, en particulier, la crise résultent bien de la surproduction. Et cette surproduction présente un caractère général puisque c'est de la production *in globo* qu'il a été jusqu'ici question.

*
* *

On a supposé dans les raisonnements qui précèdent que les producteurs évitaient les stocks et se résignaient aux prix les plus bas pour se dessaisir de la totalité de la production. En fait, il n'en est pas ainsi. Au moment de la crise et durant la dépression, bien des entrepreneurs préfèrent conserver une partie de leur production en magasin, plutôt que de la vendre à vil prix. La possibilité des stocks vient donc atténuer la gravité de la baisse. De même, au début de la prospérité, les stocks mis en réserve pendant la dépression viendront, en s'ajoutant à la production en cours, atténuer l'importance de la hausse des prix. La considération des stocks diminuerait donc l'écart des prix, mais ne modifierait en rien l'ensemble de notre démonstration.

---

de l'excessif accroissement des quantités produites et offertes. Il remonte au début de la prospérité suivante à un niveau plus élevé, à R″, malgré une production à peu près stationnaire et grâce à la progression des demandes.

CHAPITRE V

Les lacunes de la première explication

L'explication qui vient d'être proposée, et qui a été suggérée par la comparaison du rythme de la production *générale* avec celui des prix, présente l'avantage d'une grande simplicité. Les prix baissent à cause d'un excès de production. Ils haussent à cause d'une production insuffisante. Voilà qui s'entend aisément et qui concorde avec toutes les théories de la valeur, quelque primitives ou raffinées qu'elles soient.

Mais on s'aperçoit, à la réflexion, que cette explication ne peut valoir que comme première approximation très imparfaite du phénomène. Réduite aux termes qu'on vient de rappeler, elle constitue une forme élémentaire de la théorie des crises, dont on ne pourrait se contenter que dans des exposés de vulgarisation. Elle ne résout pas les graves difficultés que soulève notre sujet, et auxquelles il faut pourtant s'attaquer. On ne supprime pas, en effet, les difficultés en évitant de les regarder. On doit se résigner à la complexité des faits et en accepter comme conséquence inévitable les complications de la théorie économique.

Or, dès maintenant, la thèse esquissée se heurte à deux graves objections.

Une première objection est d'ordre théorique. Si les

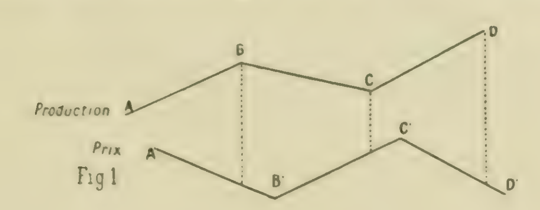
produits s'échangent contre les produits, comme l'enseigne la doctrine des débouchés, une surproduction générale, un excès des produits de certaines branches de l'industrie, auquel ne correspond pas une insuffisante production dans d'autres branches, ne constitue-t-il pas une impossibilité logique? Il faudra répondre à la question. Il le faudra d'autant plus, qu'en France surtout on demeure très fidèle à la loi des débouchés et à ce qu'on considère comme ses corollaires nécessaires.

Mais un second problème devra être élucidé d'abord, problème plus important parce qu'il se pose non à raison des théories régnantes, mais à raison des faits.

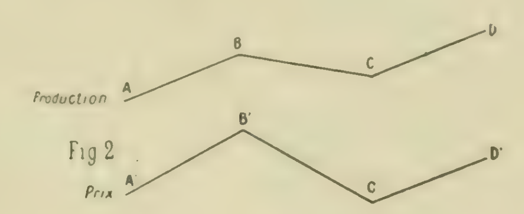
La thèse proposée éclaircit ce qui a lieu aux deux pôles du cycle périodique, au moment de la crise et au début de la prospérité. Mais elle ne projette aucune lumière sur ce qui s'effectue pendant le restant du cycle. Elle explique que les prix baissent à l'instant de la crise, à cause de l'accroissement de la production. Mais cet accroissement de la production s'accuse déjà auparavant, pendant tout le cours de la prospérité. Les prix n'auraient-ils pas dû fléchir durant toute cette période? Or, ils ont haussé. De même, on conçoit que la diminution ou la stagnation de la production au terme de la dépression relève les prix. Mais cette stagnation de la production se révèle immédiatement après la crise. Les prix n'auraient-ils pas dû monter presque aussitôt après la crise? En fait, ils ont continué à baisser.

Comme la courbe de la production s'élève dans la prospérité, elle devrait, peu après le début de la prospérité, dès que l'augmentation commence à manifester ses effets, déterminer une orientation de la courbe des prix inverse de la sienne, entraîner une baisse de cette courbe des prix. De même, comme la courbe de la production cesse de progresser dans la dépression, alors que, cependant, persiste l'augmentation des besoins, la courbe des prix devrait, quelques mois après la crise, reprendre une allure ascen-

dante. Les choses devraient se passer à peu près comme dans la figure 1, où la courbe des prix A'B'C'D' s'engage, bien qu'avec un peu de retard, dans des directions contraires à celles de la courbe de la production ABCD.



En fait, au contraire, courbes de la production et des prix se dirigent à peu près dans le même sens. Pendant la prospérité, en même temps que la production augmente, les prix s'élèvent aussi en dépit du développement de la production. Pendant la dépression, en même temps que la production diminue, ou tout au moins ne s'amplifie guère, les prix continuent à baisser en dépit de cet arrêt de la production et en dépit de l'extension des besoins. Les courbes effectives peuvent être représentées comme dans la figure 2 ci-dessous.



L'observation du rythme de la production *générale* fait donc seulement comprendre la *survenance* d'une hausse, puis d'une baisse générale des prix, l'existence d'un rythme. Elle ne nous donne pas l'explication de la *durée* de cette hausse ni de cette baisse, de la durée des phases du rythme. On touche là à une antinomie qui constitue une des grosses difficultés de la théorie des cycles et des crises périodiques. Comment la hausse des prix peut-elle se maintenir pendant les trois ou quatre années de la

prospérité, comment peut-elle faire croire à une persistante sous-production pendant toute une période où cependant la production se développe si grandement? Comment l'avilissement des prix peut-il continuer pendant les trois ou quatre années de la dépression, comment paraît-il impliquer une surproduction pendant toute une période où la production cesse d'augmenter?

*
* *

Il est vrai que pour rendre compte du prolongement de la hausse des prix pendant la prospérité, on peut invoquer le fait de l'accroissement de la demande, des besoins. Cet accroissement ne pourrait-il pas faire équilibre aux progrès de la production, faire durer la hausse des prix? Il suffit de se reporter à nos schémas de la demande et de la production effective, ainsi qu'au graphique qui accompagne ces schémas, pour apercevoir que l'argument ne porte pas pleinement. Quand la production reprend décidément son mouvement ascendant, elle augmente plus rapidement que les besoins. Sinon dès le début de la prospérité, du moins peu de temps après, la baisse des prix devrait se dessiner.

De même, on pourrait pour expliquer la persistance des bas prix pendant la dépression se prévaloir du fait que la production, alors, ne fléchit guère. Le maintien, en effet, de la production à un niveau à peu près égal à celui qu'elle avait atteint au moment de la crise signifie le maintien d'une production excessive, d'une surproduction fort peu diminuée. N'est-ce pas là ce qui détermine la persistance de la baisse des prix? — Mais cette fois encore l'explication ne vaut que pour une partie de la dépression. Comme le montrent nos schémas, pendant cette période l'extension des besoins ne cesse pas de s'effectuer. Par suite, une production stationnaire devrait être bientôt une production insuffisante. La hausse

des prix devrait reprendre, sinon dès le lendemain de la crise, du moins avant le temps où la reprise effective a lieu.

Les deux observations précédentes atténuent donc la portée de l'objection que je fais à la thèse présentée. Elles ne la font pas disparaître. Si les cycles étaient beaucoup plus courts, elles pourraient constituer une explication plausible du phénomène. Pendant une brève dépression, dirait-on, le faible recul de la production maintient la surproduction et la baisse des prix jusqu'à ce que la progression des besoins permette l'absorption des quantités excessives de marchandises et ramène la prospérité. Pendant une brève prospérité, l'augmentation des besoins soutient la hausse des prix jusqu'à ce que la production bientôt trop accrue détermine à nouveau la chute des cours et la crise. Mais comme les cycles réels se déroulent pendant une durée de 7 à 10 ans, l'explication ne vaut que pour une partie de chacune des phases alternées, non pour la phase tout entière.

Faut-il donc conclure que le rythme de la production, capable de rendre compte de certaines portions du cycle, est impuissant à rendre compte de l'ensemble? Des facteurs doivent être en action, une force doit agir pour soutenir la hausse des prix pendant toute la durée de la prospérité et prolonger la baisse pendant toute la durée de la dépression. Si cette force ne consiste pas dans l'offre, dans la production, ne faut-il pas admettre qu'elle consiste dans la *demande*? La tentative faite pour asseoir les fondements de la théorie des crises sur les oscillations de la production n'a-t-elle pas échoué, et ne convient-il pas de chercher ces fondements du côté des oscillations de la demande? Ne faut-il pas renoncer en particulier à faire dépendre la crise d'une surproduction générale effective et la rattacher à une sous-consommation. C'est cette nécessité d'expliquer la *durée* des mouvements de hausse ou de baisse des prix qui justifie l'éclo-

sion des théories variées de la sous-consommation et la faveur qu'elles ont rencontrée. En dépit de l'action contraire de la production, la demande pourrait, par son accroissement considérable, maintenir une hausse des prix et, par sa restriction, déterminer une baisse des prix pendant plusieurs années. Si l'examen critique des diverses théories de la sous-consommation a établi leur inexactitude, la vérité ne serait-elle pas dans une nouvelle théorie de la sous-consommation plus solidement construite que ses aînées? Avant de décider s'il faut en venir là, on doit soumettre à l'observation les mouvements de la production dans les industries particulières. Peut-être cette étude fera-t-elle apparaître des fluctuations spéciales qui, confondues avec les autres, ne se manifestent pas dans les oscillations de la production générale et qui pourront jeter quelque lumière sur le problème qui nous préoccupe.

LIVRE VI

LE RYTHME DE LA PRODUCTION DE L'OUTILLAGE INDUSTRIEL ET DES MATIÈRES PREMIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Le rythme de la production des matières premières, fonte, charbon, et l'action de la demande sur leurs prix

Après l'observation des mouvements cycliques de la production générale, si on passe maintenant aux industries particulières, il convient d'étudier successivement les fluctuations de la production dans les industries qui fabriquent des capitaux fixes et dans celles qui fabriquent des biens de consommation. Mais auparavant, il pourra être utile de jeter un regard sur les variations de la production de certaines matières premières. On va examiner ce qui concerne la fonte et le charbon, matières servant à la fabrication à la fois de capitaux fixes et d'objets de consommation.

On trouvera en appendice, dans le tableau I pour la fonte, dans le tableau II pour le charbon, les chiffres caractéristiques des oscillations de leur production dans divers pays. Ainsi que j'ai dû le faire pour d'autres phénomènes, la complexité de ce qui a lieu dans la dépression m'oblige à modifier la disposition ordinaire de nos ta-

bleaux. Au lieu de la simple succession des maxima et minima, je donne ici, pour chaque cycle, de petits groupes de plusieurs chiffres.

Le premier chiffre de chacun des groupes est relatif au *maximum* atteint au terme du mouvement ascendant qui se dessine pendant la prospérité. Ce maximum est touché en général la dernière année de la prospérité ou parfois plus tard. Parfois aussi, principalement pour le charbon, l'accroissement ne s'arrête pas durant la dépression. Il se ralentit seulement. De sorte que le premier chiffre du groupe indique alors le terme de la période, non pas d'accroissement, mais d'accroissement accéléré.

Les autres chiffres du groupe sont toujours relatifs à la dépression. Mais je ne mets en *italiques* que les chiffres de la dépression qui accusent une diminution ou un quasi-arrêt de l'augmentation.

Pendant la *prospérité,* la production de la fonte et du charbon croît dans de fortes proportions. Le premier chiffre de chacun de nos groupes dépasse de beaucoup les derniers chiffres du groupe antérieur qui ont trait à la dépression précédente. L'augmentation, déjà très notable en France, en Angleterre, se révèle bien plus considérable en Allemagne et davantage encore aux Etats-Unis, où, très fréquemment pendant la durée de la prospérité, la production s'est magnifiquement élevée comme du simple au double et plus haut encore.

Pendant la *dépression,* la production ne fléchit que faiblement. Parfois même, surtout pour le charbon, elle ne fléchit pas. Il y a seulement une modération dans l'allure de la progression.

En outre, le fléchissement ne présente qu'une durée fort brève. On a déjà dit que dans certains cycles, en particulier pour le charbon en Allemagne, cette diminution ne s'effectue que tardivement, un certain temps après l'année de la crise. Souvent en tout cas la reprise a lieu très tôt. Malgré que la dépression dure encore, la pro-

duction, celle du charbon plus encore que celle de la fonte, arrive à atteindre des chiffres supérieurs à ceux des maxima constatés à la fin de la prospérité. Mais vers les derniers temps de la dépression se manifeste souvent un second recul de la production, ou tout au moins un quasi-arrêt de l'augmentation. De là, le second chiffre en *italiques* de plusieurs de nos groupes.

Il résulte de ces faits un mouvement « de longue durée » consistant en un remarquable développement de la production de la fonte et du charbon dans le monde.

Mais pour nous en tenir aux seules oscillations cycliques, il faut reconnaître que l'explication du rythme des prix par celui de la production, de l'*offre* de marchandises, ne saurait convenir ni à la fonte ni au charbon.

Tout au plus est-ce pour ce qui s'effectue pendant la dépression qu'une certaine action de la production sur les prix pourrait être supposée. Les promptes reprises de la production de la fonte et du charbon pourraient être déclarées responsables du maintien de la surproduction et des nouvelles accentuations de la chute des prix. De même la restriction de la production au terme de la période pourrait être un facteur du relèvement des prix et du retour de la prospérité. Mais l'offre de marchandises ne doit pas être seule à agir, puisque même quand des fléchissements de la production ont lieu, les prix ne remontent pas toujours. En outre, les accroissements de la production sont moins accentués que pendant la prospérité, de sorte qu'ils ne rendent pas compte de la différence avec l'allure des prix dans la prospérité.

Mais c'est pour ce qui a lieu dans la prospérité que toute hypothèse d'une influence décisive de la *production* des matières premières considérées sur leurs prix doit être évidemment exclue. La progression énorme de la production, loin de déprimer les prix, coïncide avec leur forte ascension. On doit donc admettre que prix et production obéissent tous deux à l'influence de la *demande*.

Cette action de la demande sur les prix se conçoit fort bien pour des matières premières. Quand reprend l'activité industrielle, quand se dessine la hausse des prix des produits finis, augmente la demande des matières premières, s'élèvent leurs prix. L'accroissement de la production n'a lieu que pour répondre à cette amplification de la demande. Elle peut s'effectuer sans déprimer les prix. Quand se restreint l'activité industrielle, quand déclinent les prix des produits finis, se réduit la demande au même prix de matières premières. Si des quantités un peu plus considérables de matières premières sont fabriquées comme il arrive parfois pendant la dépression, le fait aggrave encore l'avilissement des cours. Si ces quantités arrivent à s'écouler, ce n'est qu'à des prix diminués. Leur consommation ne croît que moyennant des abaissements des prix.

Le facteur prépondérant des variations cycliques des prix des matières premières, de leur hausse surtout pendant la prospérité, consiste donc dans les variations, non pas de la production, mais de la demande. C'est pour cette raison qu'en dépit d'une production accrue se maintient la hausse des prix et qu'on se plaint vivement, à mesure qu'on avance dans la prospérité, de l'insuffisance des matières premières. Dans les derniers temps de la prospérité surtout, on parle, comme en 1900 pour le charbon, d'une *disette,* d'une *famine* de matières premières, alors que les statistiques accusent une progression formidable des quantités produites.

Pour les autres matières minérales, pour le cuivre, le plomb, le zinc, l'observation que permettent des statistiques fragmentaires, et pas toujours très sûres, conduit aux mêmes conclusions. Elle confirme la subordination des oscillations cycliques de leurs prix à celles principalement de la demande. Elle montre comment pendant la prospérité en particulier, sous l'influence de la demande, augmentent à la fois la production et les prix.

Pour les matières textiles, font défaut souvent les statistiques mondiales de la production qui seraient nécessaires à raison du débouché mondial de ces matières. Lorsqu'il en est qui soient dignes de foi, on constate que les irrégularités dans les mouvements annuels des récoltes, dues à l'instabilité des conditions atmosphériques, empêchent l'existence d'oscillations cycliques de la production. L'influence des variations périodiques de la demande sur les prix pourrait encore être dégagée. Mais il faudrait des développements un peu compliqués qu'on a cru devoir éviter (1).

Il reste donc que pour les matières premières notre essai d'explication des mouvements périodiques des prix par ceux de l'offre n'a pu réussir. C'est au contraire pour ces marchandises leur assujettissement à l'action de la demande, qui a été mis en relief.

---

(1) Voy. la manière dont on pourrait procéder d'après ce qui sera dit plus tard au sujet de l'action cyclique de la demande sur le prix du blé en France.

APPENDICE

Tableau I. — *Oscillations de la production de la fonte*

France		Angleterre		Allemagne		États-Unis	
Années	Mille tonnes	Années	Millions de tonnes	Années	Millions de tonnes	Années	Millions de tonnes
1857	992	1857	3,7			1856	0,8
1859	*864*	*1858*	*3,5*			*1858*	*0,6*
		1860	3,8			1860	0,8
		1861	*3,7*			*1862*	*0,7*
1866	1.260	1865	4,8			1864	1,0
1867	*1.229*	*1866*	*4,5*			*1865*	*0,8*
1869	1.381						
1872	*1.218*						
1875	1.448	1872	6,7	1873	2,2	1873	2,6
1876	*1.435*	*1874*	*6,0*	*1876*	*1,8*	*1876*	*1,9*
1878	1.521	1877	6,6	*1879*	*2,2*		
1879	*1.400*	*1879*	*6,0*				
1883	2.069	1882	8,6	1882	3,4	1882	4,6
1886	*1.517*	*1886*	*7,0*	1885	3,7	*1885*	*4,0*
				1886	*3,5*		
1890	1.962	1889	8,3	1890	4,6	1890	9,2
1891	*1.897*	*1892*	*6,7*	*1891*	*4,6*	1892	
1892	2.057			1894	5,4	*1894*	*7,1*
1895	*2.003*			*1895*	*5,5*	1895	9,4
						1896	*8,6*
1900	2.714	1899	9,4	1900	8,5	1903	18,0
1901	*2.389*	*1901*	*7,9*	*1901*	*7,8*	*1904*	*16,5*
		1903	8,9	1903	10,0		
		1904	*8,7*	*1904*	*10,0*		
1907	3.590	1906	10,2	1907	12,9	1907	25,8
1908	*3.401*	*1908*	*9,1*	*1908*	*11,8*	*1908*	*15,9*
						1910	27,3
						1911	*23,7*

TABLEAU II. — *Oscillations de la production de charbon.*

Production de charbon en France		Production de charbon en Angleterre		Production de charbon aux Etats-Unis		Production de charbon en Allemagne	
Années	Millions de tonnes	Années	Millions de tonnes	Années	Millions de tonnes	Années	Millions de tonnes
1857	7,9	1856	66,6	1856	12,1		
1858	*7,4*	*1858*	*65,0*	*1857*	*11,2*		
		1861	83,6	1859	14,0		
		1862	*81,7*	*1860*	*13,0*		
1866	12,3	1867	104,5	1868	29,4		
1867	*12,7*	*1868*	*103,1*	*1870*	*29,5*		
1868	13,3						
1869	*13,5*						
1873	17,5	1873	127,0	1873	51,4	1876	49,5
1874	*16,9*	*1874*	*125,1*	*1875*	*46,7*	*1877*	*48,2*
1876	17,1	1877	134,6	1877	54,0		
1877	*16,8*	*1878*	*132,7*	*1878*	*51,7*		
1883	21,3	1883	163,7	1884	107,3	1885	73,7
1885	*1,95*	*1886*	*157,5*	*1885*	*99,2*	*1886*	*73,7*
				1888	132,7		
				1889	*126,1*		
1890	26,1	1891	185,5	1893	162,8	1891	94,3
1891	*26,0*	*1893*	*164,3*	*1894*	*152,4*	*1892*	*92,5*
1892	26,2	1897	202,1	1895	172,4		
1893	*25,7*	*1898*	*202,0*	*1896*	*171,4*		
1900	33,4	1900	225,2	1903	319,1	1901	153,0
1902	*30,0*	*1901*	*219,0*	*1904*	*314,1*	*1902*	*150,6*
1903	34,9						
1904	*34,2*)						
1906	*34,2*)						
1907	36,8	1907	267,8	1907	428,9	1908	215,3
1908	*37,4*	*1908*	*261,5*	*1908*	*371,3*	*1909*	*217,4*

CHAPITRE II

Les oscillations périodiques dans l'intensité de la *production en cours* de capitaux fixes

---

Pour les industries productrices de capitaux fixes, la question qui se pose tout d'abord est de savoir s'il existe un rythme dans l'activité des industries productrices d'outillage, si des périodes d'activité accrue et d'activité ralentie se succèdent régulièrement et à quels moments se placent ces périodes. Or, les statistiques dont on dispose, statistiques précieuses et dont on fera usage dans les chapitres suivants, renseignent presque exclusivement sur les variations de l'outillage fini, achevé, prêt à entrer ou déjà entré en service. Elles fournissent peu d'informations sur l'importance des capitaux fixes nouveaux dont on vient d'entreprendre la production ou dont la production est en cours. Il serait cependant fort utile d'être instruit à ce sujet. Le moment où se ranime l'activité des industries productrices d'outillage dépend du début, et non pas de la fin des constructions. C'est lorsqu'elles reçoivent de nouvelles et fortes commandes, c'est quand elles se mettent à les exécuter que ces industries entrent dans une phase de plein travail. C'est quand les commandes diminuent que leur activité va faiblir. A quelles dates commencent et se terminent les périodes de mises en chantier plus considérables de capitaux fixes? Faute de

documents directs, nous ne pouvons guère saisir les mouvements de la production en cours de l'outillage qu'à travers des oscillations relatives à d'autres phénomènes.

* * *

Un des plus importants parmi ceux-ci consiste dans les fondations de sociétés nouvelles, dans les variations du capital en argent des sociétés par actions, qui ont été étudiées au livre précédent. Un lien étroit existe entre les mouvements du capital en argent des sociétés et ceux des commandes, des mises en construction de nouveaux capitaux fixes. Sans doute, une partie du capital en argent des sociétés par actions est ce qu'on appelle le fonds de roulement destiné entre autres à l'achat de matières premières, au paiement des salaires. Mais l'autre fraction, fort considérable, est immobilisée, employée à l'acquisition de capitaux fixes. On peut estimer que quand croît le capital en argent des sociétés industrielles, c'est pour une bonne part à l'achat de capitaux fixes qu'est consacrée cette augmentation. On peut penser aussi que les commandes d'outillage, l'entrée en construction des usines, suivent d'assez près la création de sociétés nouvelles ou l'extension des entreprises anciennes. Quand, au contraire, cessent ou diminuent les fondations nouvelles des sociétés, on diminue également les commandes et par suite la mise en construction de nouveaux capitaux fixes. Le rythme du capital en argent des sociétés par actions peut donc paraître assez symptomatique du rythme des commandes et du début de la fabrication de nouveaux capitaux fixes.

Or, on se souvient du rythme observé dans le capital en argent des sociétés nouvellement fondées. Des fluctuations semblables doivent exister pour les capitaux fixes.

1° Les commandes de capitaux fixes doivent se multiplier pendant la prospérité et se ralentir pendant la dépres-

sion. 2° Le contraste doit être très accusé entre les phases alternées. La prospérité est une période d'activité très intense pour les industries fabriquant ces capitaux et la dépression une période de chômage très grave. 3° Quant aux dates des mouvements alternés, ils doivent à peu près correspondre aux dates des phases de prospérité et de dépression, de hausse et de baisse des prix.

C'est là pour nous le fait le plus intéressant à retenir. D'après les statistiques du capital en argent des sociétés, c'est dès les premiers temps de la prospérité que commence la période de fortes commandes d'outillage, de nombreuses constructions d'usines nouvelles ou d'extension des anciennes, de mise en chantier de quantités accrues de capitaux fixes, d'augmentation du labeur consacré à leur fabrication, de grande activité pour les industries qui les produisent. De même dès que survient la crise, doivent s'amoindrir les commandes d'outillage. Dès ce moment, on doit cesser d'entreprendre l'édification de nombreuses usines nouvelles, la construction de grandes quantités de nouveaux capitaux fixes. Dès ce moment, doit se ralentir l'activité des industries productrices d'outillage.

*
* *

Aux inductions tirées des mouvements du capital en argent des sociétés, on peut joindre celles qu'autorisent les oscillations de la production de la fonte. Sans doute la fonte est la matière première de nombre d'objets de consommation. A ce fait, à l'emploi de la fonte dans la fabrication d'objets de cette nature, pourraient bien être dues les reprises qui ont été observées plus haut de la production de la fonte en pleine période de dépression. Mais la fonte est aussi une des matières premières les plus importantes des industries productrices d'outillage. L'accroissement accéléré de sa production pendant la prospérité doit être dû en tout ou en partie à son emploi dans

la fabrication de capitaux fixes. Or, c'est dès le début de la prospérité, parfois même avant, que la production de fonte se met à devenir ascendante. C'est dès qu'éclate la crise que la production de fonte recule, ne serait-ce que pour peu de temps. On doit donc supposer que des achats plus considérables de fonte sont effectués par les industries productrices de matériel dès le début de la prospérité, à cause d'une augmentation dès ce moment de la fabrication de l'outillage. Ces achats se ralentissent avec la crise parce que on n'entreprend plus la construction que de moindres quantités de capitaux fixes.

En outre, on ne doit pas omettre que la production de la fonte destinée à la fabrication de l'outillage constitue elle-même une production de capitaux fixes, une des premières phases de cette fabrication. A cet égard encore, le labeur consacré à la production de capitaux fixes croîtrait dès le début de la prospérité et déclinerait dès la survenance de la crise.

On aboutit donc aux mêmes conclusions que précédemment. L'activité des industries productrices d'outillage reprend dès le retour de la prospérité et faiblit dès qu'éclate la crise.

*
* *

Pour la construction de l'outillage dans les industries des transports, on possède des informations plus directes que les indices généraux auxquels on vient de se référer.

Pour les chemins de fer en France, on a quelques renseignements, sinon sur les périodes mêmes où on met en construction le nouveau matériel, du moins sur les époques où se placent les commandes de matériel. Le tableau I en appendice indique, d'après les chiffres empruntés par M. Villain (1) aux documents de la *Chambre*

(1) Villain, *op. cit.*, pp. 51-54.

syndicale des fabricants de matériel pour chemins de fer ainsi qu'aux statistiques fournies par les Compagnies, les commandes totales faites par les grands réseaux français, soit en France, soit à l'étranger, soit à l'industrie privée, soit à leurs propres ateliers, de 1896 à 1907.

Le tableau II donne la succession des maxima et des minima du chômage parmi les ouvriers syndiqués employés à la construction des navires en Angleterre. (Les maxima étant atteints pendant la dépression sont en *italiques*.) Le rythme qu'accuse ce tableau est évidemment symptomatique des fluctuations du labeur consacré à la construction des navires en Angleterre, des fluctuations de l'activité des industries productrices de l'outillage servant à la navigation maritime (1).

Or, l'un et l'autre tableau montrent: 1° une alternance de phases de forte et de faible construction d'outillage; 2° de grandes différences entre les chiffres des phases alternées; 3° la coïncidence de ces phases avec les périodes de prospérité et de dépression générales.

Dès que la prospérité se dessine, augmentent sensiblement les commandes de matériel roulant pour les chemins de fer, et s'amoindrit le chômage des ouvriers travaillant à la construction de navires. Sans doute, à mesure qu'on s'avance dans la prospérité, progressent encore les commandes, se restreint davantage le chômage. Mais c'est dès la première année de cette période que le mouvement commence. De même dès qu'éclate la crise, diminuent les commandes, s'aggrave le chômage des ouvriers.

L'activité des industries productrices d'outillage pour

(1) Pour les mouvements de l'ensemble de l'outillage industriel en cours de fabrication je n'ai pas voulu prendre comme indices les statistiques du chômage des ouvriers syndiqués dans la métallurgie parce que, pour partie, ces ouvriers travaillent à la confection d'objets de consommation en métal.

les transports terrestres ou maritimes croît donc dès le retour de la prospérité et faiblit dès la survenance de la crise. Les phases d'activité accrue se placent du début au terme de la prospérité. Celles de l'activité amoindrie s'étendent du début au terme de la dépression. Les faits présumés plus haut pour la production en cours de l'outillage destiné à l'ensemble de l'industrie se constatent également pour celle de l'outillage destiné aux industries des transports.

* * *

S'il en est ainsi, la difficulté d'expliquer les mouvements cycliques des prix par ceux de l'*offre* de marchandises qui avait été signalée au terme de l'étude de la production générale, ainsi qu'au terme de celle de la production de matières premières, se représente ici. La plus forte activité des industries productrices d'outillage devrait progressivement avilir les prix pendant la prospérité. En fait, elle coïncide avec l'ascension des cours. Le chômage de ces industries pendant la dépression devrait déterminer un relèvement des prix durant cette période. Il coïncide, au contraire, avec leur baisse. C'est donc que l'activité des industries productrices de capitaux fixes ne préside pas aux variations des prix, mais en est l'effet. C'est donc que les variations de cette activité sont déterminées par la *demande* plutôt que par l'*offre*. Pendant la prospérité, la hausse générale des prix amplifie la demande de capitaux fixes et multiplie les commandes d'outillage, les mises en construction de nouveaux capitaux fixes. Pendant la dépression, la chute générale des cours restreint la demande d'outillage, réduit les commandes, les constructions nouvelles. Ce qui est vrai des matières premières se trouve donc être vrai, je ne dis pas de l'outillage *fini* dont les oscillations n'ont pas encore été observées, mais de l'outillage *en cours de fabrication*. Non seulement pour les matières premières, mais encore pour tous les produits

mi-ouvrés utilisés dans la fabrication de l'outillage, pour l'ensemble de ce qu'on peut appeler les matériaux pour capitaux fixes, fer, fonte, acier, cuivre, poutrelles, rails, traverses pour voie ferrée, pièces pour navires, pièces de machines, matériaux de construction pour les bâtiments d'usines, et aussi pour les capitaux fixes en voie de construction, usines encore inachevées, navires en chantier, machines en cours de fabrication, la production croît très considérablement pendant toute la durée de la prospérité et fléchit sensiblement pendant toute la durée de la dépression. Ce rythme de la production n'est nullement le facteur déterminant du rythme des prix, mais apparaît comme ce dernier lui-même sous l'action d'un rythme de la *demande*.

APPENDICE

Tableau I. — *Commandes totales de matériel roulant pour les grands réseaux français*

(Millions de francs)

Années	Locomotives	Voitures et Wagons	Total	Moyenne annuelle
1896	*4,8*	*11,8*	*16,6*	*16,6*
1897	12,8	22,0	34,8	
1898	28,9	35,3	64,2	58,6
1899	19,6	33,6	53,2	
1900	45,2	37,0	82,2	
1901	*11,3*	*12,1*	*23,4*	
1902	*10,8*	*19,8*	*30,6*	*28,2*
1903	*9,2*	*22,5*	*31,7*	
1904	*11,4*	*15,6*	*27,0*	
1905	29,1	77,2	106,3	
1906	54,4	129,2	183,6	147,8
1907 (1er sem.)	47,2	32,1	79,3	

Tableau II. — *Succession du chômage maximum et minimum parmi les ouvriers syndiqués occupés à la construction de navires en Angleterre.*

Années	Chômeurs pour %
1872	1,0
1879	*9,5*
1882	0,7
1885	*22,2*
1889	2,0
1893	*17,0*
1899	2,1
1904	*14,0*
1906	7,0
1908	*22,7*

CHAPITRE III

Les oscillations cycliques dans l'accroissement des machines à vapeur en service

---

Pour les variations des capitaux fixes finis, entrés en exploitation ou prêts à y entrer, on n'est plus obligé de se contenter de simples présomptions. On dispose d'un certain nombre de renseignements directs fort instructifs. Ceux qui concernent la force motrice, le nombre de chevaux-vapeur en service, sont parmi les plus intéressants à cause que les mouvements de la force motrice sont grandement symptomatiques des mouvements de l'ensemble de l'outillage. On va donc étudier d'abord ces fluctuations de la puissance mécanique dans diverses industries.

On a la bonne fortune de posséder, mais pour la France seulement, grâce à la *Statistique de l'industrie minérale,* la statistique : 1° des machines à vapeur utilisées dans divers grands groupes d'industries depuis 1878 ; 2° des machines à vapeur utilisées dans les mines de charbon depuis le milieu du XIXe siècle jusqu'en 1903 ; 3° des machines à vapeur en service dans l'ensemble de l'industrie depuis près de trois quarts de siècle.

Au premier regard jeté sur ces statistiques, il semble que le développement de la force motrice mécanique échappe à toute fluctuation périodique. D'une année à l'autre, c'est toujours un accroissement du nombre de chevaux-vapeur.

Mais si on calcule le *montant annuel* de l'accroissement, une grande clarté est projetée sur nos chiffres. On constate des inégalités dans ce montant de l'accroissement

annuel. Des périodes où l'accroissement annuel est très considérable alternent avec des périodes où l'accroissement annuel est faible. A des séries d'années où les quantités nouvelles de chevaux-vapeur mis en service atteignent des chiffres élevés, succèdent des séries d'années où ces quantités nouvelles sont fort restreintes.

Dans chacune de ces périodes, cependant, on n'observe pas, comme dans les statistiques antérieures, un mouvement d'accélération continue allant jusqu'à un *maximum* où il s'arrête, ou un mouvement de diminution continue s'arrêtant à un *minimum*. A l'intérieur de chacune des périodes ont souvent lieu, d'une année à l'autre, des variations dans tous les sens. Aussi, au lieu de présenter seulement la succession des maxima et des minima, va-t-il être nécessaire de donner les tableaux complets des chiffres annuels. On groupera seulement ces chiffres de façon à faire ressortir l'alternance des phases de fort accroissement et des phases de faible accroissement. On mettra en *italiques* les chiffres relatifs à ces dernières. On calculera aussi la *moyenne annuelle* pour chacune de ces phases. La moyenne des phases de faible accroissement apparaîtra naturellement bien plus réduite que celle des phases de fort accroissement.

On pourrait aussi calculer la moyenne pour l'ensemble d'un cycle, pour l'ensemble des deux phases alternées. On constaterait alors que dans presque toutes les années de la phase de forte augmentation les chiffres sont supérieurs à cette moyenne générale. Dans presque toutes les années de la phase de faible accroissement les chiffres sont inférieurs à cette moyenne générale. Relativement à cette moyenne générale, l'outillage mécanique grandit trop vite dans l'une des phases et trop lentement dans l'autre.

On trouvera en appendice à ce chapitre, disposés comme il vient d'être indiqué, une série de tableaux relatifs à l'accroissement de la puissance mécanique en France :

Le tableau I concerne les mines de charbon;
le tableau II, les usines métallurgiques;
le tableau III, les industries électriques et le bâtiment;
le tableau IV, les industries chimiques et les tanneries;
le tableau V, les industries des tissus et du vêtement;
le tableau VI, l'ensemble de l'industrie française.

La *Statistique de l'industrie minérale* nous renseigne encore sur la puissance des machines à vapeur employées dans l'agriculture, dans les industries alimentaires, dans les papeteries et industries d'objets mobiliers, dans les services publics de l'Etat. Mais les phénomènes qui vont être signalés pour les autres industries ne s'observent aucunement pour la puissance mécanique utilisée dans l'agriculture et ne s'observent qu'irrégulièrement pour les industries alimentaires, pour les papeteries et objets mobiliers. A l'influence, sur les chiffres de l'ensemble de l'industrie, des chiffres compris sous ces dernières rubriques, et qui entrent pour plus du cinquième dans le total, peut être dû le fait que pour le nombre de chevaux-vapeur dans l'*ensemble de l'industrie* aussi, les mouvements présentent une moindre netteté que dans les industries particulières dont il va être question.

L'observation de la série de tableaux qu'on vient d'énumérer révèle ce qui suit:

1° Une alternance assez régulière, comme l'on avait fait prévoir, entre des séries d'années de fort accroissement et des séries d'années de faible accroissement de la puissance mécanique en service.

Cependant la régularité du rythme est parfois rompue. Après une période de faible progression, on observe dans certains cas une très longue période de forte progression qu'on a même pu décomposer en deux portions, de telle sorte que l'augmentation est plus accentuée dans la seconde que dans la première. Dans ce long espace de temps manque donc la phase ordinaire de faible accroissement.

Le fait a eu lieu surtout entre 1890 et 1900. On le constate alors pour les usines métallurgiques, pour l'ensemble de l'industrie, partiellement aussi pour les industries des tissus et des vêtements. On avait déjà noté antérieurement, dans l'étude des prix, maintes irrégularités à la même époque. On s'était demandé si ces irrégularités ne devaient pas être attribuées au renforcement de la protection douanière en France, qui aurait neutralisé certains des effets coutumiers de la dépression. On peut se poser encore ici la même question. Mais, pour l'ensemble de l'industrie, cette même absence d'une phase de faibles accroissements se remarque encore entre 1870 et 1880.

Sauf ces exceptions, le rythme existe. L'industrie française augmente sa puissance mécanique tour à tour grandement et modiquement. Pendant quelques années, elle procède à de très importants surcroîts d'installations nouvelles, reçoit des quantités considérables de machines à vapeur. Puis surviennent quelques années où se ralentissent installations et livraisons.

2° Les différences entre les chiffres moyens des deux périodes alternées apparaissent souvent très accusées.

Elles le sont surtout pour les mines et les industries métallurgiques. L'importance moyenne du surcroît de chevaux-vapeur mis en service dans ces industries est pour l'une des phases double, triple, quadruple, sextuple même de ce qu'elle était dans la phase antérieure, de ce qu'elle sera dans la phase postérieure. Dans les autres industries aussi, l'écart entre périodes d'accroissement accéléré et d'accroissement ralenti de la puissance mécanique, quoique moins accentué, demeure fort appréciable.

Pour l'ensemble de l'industrie, en ne tenant pas compte des irrégularités précédemment indiquées, dans les phases de fort accroissement, ce sont des chiffres en moyenne supérieurs de 91 p. 100 aux chiffres des phases de faible accroissement. Dans ces dernières, ce sont en moyenne

des chiffres inférieurs de 38 p. 100 à ceux des autres phases. La puissance mécanique utilisée par l'industrie française progresse ainsi par mouvements très saccadés. L'accroissement moyen annuel double d'une période alternée à l'autre et diminue ensuite du tiers. Plus exactement, il monte comme de 100 à 191, puis baisse comme de 191 à 126. Ce sont là des fluctuations beaucoup plus amples que celles de la production générale. Les industries productrices d'outillage éprouvent dans leur activité des oscillations assurément beaucoup plus accentuées que les autres industries. Elles passent par des alternatives très tranchées de labeur intense et de grave chômage.

3° Les phases de fort et de faible accroissement ne coïncident pas avec les phases de prospérité et de dépression, mais sont plus tardives. Ce n'est pas d'ordinaire dès le début de la prospérité, comme on l'avait noté pour la production globale, que les livraisons de nouvelles machines à vapeur se font plus considérables. C'est dans les derniers temps de la prospérité surtout que les chiffres deviennent très élevés. Et dans les premiers temps de la dépression, on trouve encore des chiffres qui restent fort notables. De même, les phases d'accroissement ralenti commencent un certain temps après la crise et se prolongent jusqu'au cœur de la prospérité.

Dans les mines de charbon, par exemple, de 1850 à 1903, sur un total de vingt-trois années comprises dans les six phases d'accroissement accéléré, les dix appartiennent à des périodes de prospérité générale et les treize autres à des périodes de dépression générale. Il est vrai que les prix du charbon accusent aussi en France des oscillations un peu tardives, par rapport à l'ensemble des prix. Mais relativement aux prix du charbon, sur les vingt-trois années d'accroissement accéléré de l'outillage mécanique, treize coïncident avec des années de prix en hausse et dix avec des années de prix en baisse. En moyenne, les phases de forte augmentation du machinisme

s'étendent du milieu de la prospérité au milieu de la dépression. Par suite, les périodes de faible augmentation vont du milieu de la dépression au milieu de la prospérité.

Pour l'ensemble de l'industrie, en ne tenant pas compte des irrégularités signalées, ce sont aussi de fréquents retards sur les périodes de prospérité et de dépression générale. Les phases de forte progression se prolongent ainsi jusqu'en 1859, 1868, 1883, 1893, 1903, 1908, alors que les crises ont déjà éclaté en 1857, 1866, 1882, 1890, 1900, 1907. Et ces phases commencent souvent, sinon toujours, assez en retard sur le début des périodes de prospérité, qui est d'ailleurs beaucoup plus malaisé à déterminer que l'année de la crise. C'est ainsi qu'elles débutent en 1853, en 1863, en 1889, en 1907, alors que d'après les index numbers des prix de M. Sauerbeck ou de M. March, les séries d'années de hausse des prix commencent déjà en 1850, 1860, 1888, 1904 ou 1905.

Pour les diverses industries au sujet desquelles le nombre de chevaux-vapeur ne nous est indiqué que depuis 1878, voici, en regard des dernières années de la prospérité et de la dépression, les dernières années des phases de fort et de faible accroissement des chevaux-vapeur en service :

Dernières années de la prospérité et de la dépression	Dernières années des phases de fort et de faible accroissement des chevaux-vapeur en service dans			
	les usines métallurgiques	les industries électriques, le bâtiment, etc.	les industries chimiques, les tanneries	les tissus, les vêtements
—	—	—	—	—
1879	*1880*	*1879*	*1879*	*1881*
1881	1884	1884	1882	1885
1887	*1888*	*1888*	*1890*	*1888*
1890	1891	1892	1893	1896
1896	*1894* ou *1897*	*1894*	*1898*	*1898*
1900	1903	1901	1902	1900
1903 ou *1904*	*1906*	*1905*	*1905*	*1904*
1907	1909	1908	1908	1908

Les phases d'accroissement accéléré commencent donc le plus souvent après le début de la prospérité, une, deux ou trois années plus tard. Elles s'achèvent aussi le plus fréquemment une ou deux ou trois années après la crise.

Pour les diverses industries considérées et même pour l'ensemble de l'industrie, malgré quelques exceptions, on peut donc bien dire que les phases de forte et de faible progression des chevaux-vapeur en service débutent et se terminent environ deux ans après les périodes correspondantes de prospérité et de dépression. C'est dans les derniers temps de la prospérité, et dans les premiers temps de la dépression, que se placent les chiffres les plus élevés.

* * *

Voilà pour l'outillage achevé, pour les livraisons de capitaux fixes, un rythme dissemblable de celui qui avait été observé pour la production générale, et dissemblable à un double égard. 1° Pour la production générale, au considérable accroissement pendant la prospérité ne succédaient que de légères diminutions dans la dépression. Pour les capitaux fixes finis avec les phases de livraisons très augmentées alternent fort souvent des phases de livraisons très sensiblement amoindries. L'écart entre les deux séries de périodes est ainsi beaucoup plus accusé. 2° A la différence de ce qui a lieu pour la production générale, les phases de l'accroissement et de la diminution des livraisons de nouveaux capitaux fixes finis ne coïncident pas exactement avec la prospérité et la dépression, mais chevauchent sur les deux périodes des cycles.

L'*offre* de capitaux fixes finis ne croît pas ainsi dès le début de la prospérité et ne fléchit pas dès le début de la dépression. Les quantités existantes de capitaux fixes finis et en service ne grossissent guère dans les premières années de la prospérité. Au contraire, elles grossissent notablement encore dans les premiers temps de la dé-

pression. Le besoin de capitaux fixes finis ne commence d'être satisfait qu'assez tard dans la prospérité. L'excès de capitaux fixes continue à s'aggraver pendant une bonne partie de la dépression. La contradiction antérieurement observée entre les oscillations cycliques des prix et ce qui devrait résulter des mouvements de l'offre ne se constate plus pendant une bonne partie des périodes de prospérité et de dépression. Les variations de l'*offre* de l'outillage fini sont maintenant en harmonie avec les variations des prix et en constituent peut-être la raison d'être.

On touche évidemment là à des phénomènes fort importants et susceptibles de jeter une grande clarté sur le problème des crises. Mais avant de tirer de ces faits tout l'enseignement qu'ils comportent et à cause de leur haut intérêt, il convient de poursuivre cette observation des mouvements de l'outillage fini, de rechercher si les mêmes caractéristiques se retrouvent dans le développement d'autres catégories de capitaux fixes (1).

(1) Pour ce qui concerne les machines à vapeur on peut signaler encore que les mouvements des exportations anglaises de machines à vapeur, qui peuvent être tenues pour assez symptomatiques du développement de la force motrice mécanique dans les pays où elles sont importées, accusent souvent des particularités analogues à celles qui ont été dégagées pour les machines à vapeur en France.

APPENDICE

Tableau I. — *Rythme de l'accroissement des chevaux-vapeur des machines en service dans les mines de charbon.*

Années	Puissance des machines en service (Milliers de chevaux)	Accroissement de l'année (Milliers de chevaux)	Accroissement moyen annuel par périodes
1850	11,4		
1851	12,0	0,6	0,6
1852	12,9	0,9	
1853	13,2	0,3	
1854	15,9	2,7	
1855	18,5	2,6	2,5
1856	21,0	2,5	
1857	23,4	2,4	
1858	24,5	1,1	
1859	?		
1860	26,3		
1861	27,6	1,3	0,9
1862	28,8	1,2	
1863	29,0	0,2	
1864	29,6	0,6	
1865	31,5	1,9	
1866	35,2	3,7	2,5
1867	37,1	1,9	
1868	38,6	1,5	
1869	39,8	1,2	
1870	40,5	0,7	0,7
1871	40,3	-0,2	
1872	40,8	0,5	

Années	Puissance des machines en service (Milliers de chevaux)	Accroissement de l'année (Milliers de chevaux)	Accroissement moyen annuel par périodes
1873.	43,7	2,9	
1874.	45.9	2,2	4,0
1875.	48,7	2,8	
1876.	56,8	8,1	
1877.	58,7	1,9	
1878.	62,6	3,9	
1879.	62,8	0,2	2,4
1880.	68,4	5,6	
1881.	68,7	0,3	
1882.	73,7	5,0	
1883.	76.0	2,3	3,2
1884.	78,4	2,4	
1885.	78,2	-0,2	
1886.	83,8	5,6	
1887.	83,3	-0,5	1,9
1888.	86,4	3,1	
1889.	88,1	1,7	
1890.	103,9	15,8	
1891.	114,5	10,6	
1892.	122,2	7,7	11,4
1893.	132,7	10,5	
1894.	145,3	12,5	
1895.	144,0	-1,3	
1896.	151,2	7,2	
1897.	159,0	7,8	4,8
1898.	164,6	5,6	
1899.	169,4	4,8	
1900.	200,5	31,1	
1901.	232,6	32,1	23,3
1902.	247,5	14.9	
1903.	262,7	15.2	

Tableau II. — *Rythme de l'accroissement de la force motrice mécanique dans les usines métallurgiques.*

Années	Puissance des machines en service (Milliers de chevaux)	Accroissement de l'année	Accroissement moyen annuel par périodes
—	—	—	—
1878	*102*		
1879	*104*	*2*	*3,5*
1880	*109*	*5*	
1881	117	8	
1882	125	8	10,0
1883	143	18	
1884	149	6	
1885	*147*	*-2*	
1886	*148*	*1*	*1,5*
1887	*153*	*5*	
1888	*155*	*2*	
1889	160	5	
1890	168	8	6,7
1891	175	7	
1892	*178*	*3*	
1893	*186*	*8*	*5,3*
1894	*191*	*3*	
1895	214	23	
1896	227	13	16,3
1897	240	15	
1898	261	21	
1899	298	37	
1900	314	16	
1901	332	18	26,7
1902	355	23	
1903	400	45	
1904	*404*	*4*	
1905	*412*	*8*	*6,3*
1906	*419*	*7*	
1907	443	24	
1908	488	45	33,0
1909	518	30	
1910	*543*	*25*	

TABLEAU III. — *Rythme de l'accroissement de la puissance des machines à vapeur dans les industries électriques, le bâtiment, etc.*

Années	Milliers de chevaux-vapeur en service	Accroissement de l'année	Accroissement moyen annuel
1878	34		
1879	37	3	
1880	42	5	
1881	47	5	
1882	51	4	4,6
1883	56	5	
1884	60	4	
1885	58	-2	
1886	62	4	3,2
1887	67	5	
1888	73	6	
1889	82	9	
1890	91	9	8,5
1891	99	8	
1892	107	8	
1893	113	6	7,5
1894	122	9	
1895	134	12	
1896	169	35	
1897	189	20	
1898	217	28	25,4
1899	256	39	
1900	274	18	
1901	300	26	
1902	316	16	
1903	334	18	17,7
1904	353	19	
1905	371	18	
1906	407	36	
1907	446	39	43,7
1908	501	55	
1909	526	25	

Tableau IV. — *Rythme de l'accroissement de la puissance motrice dans les industries chimiques et les tanneries.*

Années	Milliers de chevaux-vapeur en service	Accroissement de l'année	Accroissement moyen annuel
1878	27		
1879	28	1	
1880	30	2	
1881	32	2	2,0
1882	34	2	
1883	32	-2	
1884	34	2	
1885	35	1	
1886	36	1	1,0
1887	37	1	
1888	40	3	
1889	41	1	
1890	42	1	
1891	47	5	
1892	48	1	3.3
1893	52	4	
1894	55	3	
1895	57	2	
1896	60	3	2,8
1897	63	3	
1898	66	3	
1899	77	11	
1900	80	3	5,7
1901	85	5	
1902	89	4	
1903	92	3	
1904	94	2	2.3
1905	96	2	
1906	101	5	
1907	109	8	7.7
1908	119	10	
1909	123	4	
1910	125	2	

Tableau V. — *Rythme du développement de la force motrice dans les industries des tissus et vêtements*

Années	Milliers de chevaux-vapeur en service	Accroissement de l'année	Accroissement moyen annuel
1878	*91*		
1879	*102*	*11*	*5.7*
1880	*106*	*4*	
1881	*108*	*2*	
1882	114	6	
1883	135	21	9,7
1884	139	4	
1885	147	8	
1886	*151*	*4*	
1887	*154*	*3*	*3,3*
1888	*157*	*3*	
1889	164	7	
1890	173	9	10,7
1891	186	13	
1892	200	14	
1893	218	18	
1894	233	15	20,0
1895	255	22	
1896	280	25	
1897	*296*	*16*	*17,5*
1898	*315*	*19*	
1899	356	41	46,5
1900	408	52	
1901	*426*	*18*	
1902	*435*	*9*	*11,2*
1903	*447*	*12*	
1904	*453*	*6*	
1905	474	21	
1906	484	10	13,7
1907	493	9	
1908	508	15	
1909	*514*	*6*	

Tableau VI. — *Rythme de l'accroissement des chevaux-vapeur utilisés dans l'ensemble de l'industrie française*

Années —	Puissance des machines en service (Milliers de chevaux) —	Accroissement de l'année —	Accroissement moyen annuel par périodes —	
1849	*62*			
1850	*67*	*5*		
1851	*71*	*4*	*4,7*	
1852	*76*	*5*		
1853	87	11		
1854	102	15		10,7
1855	112	10		
1856	127	15	13,3	
1857	140	13		
1858	151	11		
1859	169	18		
1860	*178*	*9*		
1861	*191*	*13*	*12,0*	
1862	*205*	*14*		
1863	222	17		
1864	242	20		15,2
1865	256	14	16,8	
1866	275	19		
1867	289	14		
1868	306	17		
1869	*320*	*14*		
1870	*336*	*16*	*3,3*	
1871	*316*	*-20*		
1872	338	22		
1873	362	24		
1874	382	20		
1875	401	19	24,6	
1876	427	26		
1877	466	39		
1878	484	18		

Années	Puissance des machines en service (Milliers de chevaux)	Accroissement de l'année	Accroissement moyen annuel par périodes	
1879	516	32	34,0	
1880	544	28		
1881	576	32		
1882	612	36		
1883	654	42		
1884	*683*	*29*	*24,0*	37,0
1885	*695*	*12*		
1886	*718*	*23*		
1887	*748*	*30*		
1888	*775*	*27*		
1889	818	43	51,8	
1890	863	45		
1891	916	53		
1892	966	50		
1893	1.024	58		
1894	*1.072*	*48*	*48*	109,7
1895	1.163	91	86,0	
1896	1.263	100		
1897	1.330	67		
1898	1.441	111	130,0	
1899	1.647	206		
1900	1.791	144		
1901	1.908	117		
1902	1.999	91		
1903	2.121	122		
1904	*2.172*	*51*	*67*	108,6
1905	*2.232*	*60*		
1906	*2.322*	*90*		
1907	2.474	152	171	
1908	2.664	190		
1909	*2.759*	*95*		
1910	*2.913*	*154*		

CHAPITRE IV

Les oscillations dans l'importance des machines diverses en service dans les industries de transformation

---

L'examen auquel il vient d'être procédé des mouvements de la puissance en chevaux-vapeur des machines à vapeur utilisées dans l'industrie, outre son intérêt en soi, présente cet avantage de porter sur un phénomène qui constitue un bon indice de l'ensemble de l'outillage. On pourrait montrer cependant qu'à divers égards l'indice n'est pas parfait. Et il serait en tout cas fort intéressant d'ajouter à son étude des documents aussi directs et aussi sûrs ayant trait au reste de l'outillage, à tout le matériel actionné par les moteurs à vapeur, aux machines multiples, métiers à filer, à tisser, cardes, peigneuses, tours, scies mécaniques, machines à raboter, à fraiser, à percer, à découper, machines-outils de toutes sortes, que l'ingéniosité des inventeurs a accumulées dans nos usines.

Je n'ai pu malheureusement, et il me paraît qu'on ne peut guère rassembler d'informations directes portant sur un assez grand nombre d'années que pour le mouvement de *broches dans les filatures de coton.* Les *Rapports annuels de la Commission des Valeurs de douane* nous fournissent, d'après Shepperson et Ellisson, des chiffres intéressants sur les variations de l'outillage de la filature de coton dans le monde depuis un certain temps: « Assurément », nous dit-on très judicieusement, « ces statistiques peuvent être contestées », mais « si les mé-

thodes qui servent à les établir contiennent des causes d'erreur, ces causes agissant toujours dans le même sens ...la comparaison de ces chiffres entre eux présente de grandes garanties de certitude. » (1).

On constate dans les statistiques en question que le nombre de broches s'accroît toujours d'une année à l'autre. Mais, comme on l'a fait pour les machines à vapeur, on a calculé le *montant annuel de l'accroissement*. On a pu dresser ainsi le tableau I en appendice, qui, disposé comme les tableaux précédents relatifs aux machines à vapeur, indique la succession des années de forte et de faible augmentation des broches à filer le coton. Les chiffres concernant ces dernières sont en *italiques*.

Pour les industries textiles autres que la filature de coton, des données annuelles s'étendant sur un assez long espace de temps font défaut. Afin de suppléer dans une certaine mesure à cette absence de documents, on peut tirer parti du fait que la France demande à l'étranger une fraction considérable du matériel de ses industries textiles. Les importations françaises de machines peuvent être prises ainsi comme un indice, que d'ailleurs je ne prétends pas excellent, du développement en France du machinisme employé par les industries textiles. Le tableau II en appendice à ce chapitre présente, d'après les *tableaux décennaux* et *annuels du Commerce français*, la succession des années de fortes et de faibles importations en France de *machines de filature et de tissage* (métiers à filer continus et renvideurs, cardes, peigneuses, métiers à tisser et machines diverses).

Pour les industries autres que les industries textiles aussi, on peut recourir à cet indice approximatif du développement du matériel que constituent les importations en France. Le tableau III en appendice est relatif aux im-

(1) *Rapport de la Commission des Valeurs de douane pour 1908*, p. 330.

portations en France de *machines et mécaniques de toutes espèces.* Sous cette rubrique générale sont rangés non seulement des appareils comme les machines à vapeur et les machines employées dans les industries textiles dont les mouvements nous sont déjà connus, mais en outre la foule des machines utilisées dans les autres industries et que notre enquête n'a pas encore touchées.

D'autre part, on sait que l'Angleterre a été, reste peut-être le principal fournisseur de machines du monde. Par suite, on peut, dans les mouvements des exportations anglaises de machines, trouver comme une indication du rythme pouvant exister dans le développement du machinisme chez les nations importatrices de ce matériel. Le tableau IV est relatif à ces exportations.

Il va sans dire que les inductions qu'on peut tirer de nos tableaux II, III et IV établis d'après les chiffres du commerce extérieur ne valent pas celles qui découlent du tableau I ou de nos statistiques antérieures concernant les machines à vapeur.

L'accroissement, par exemple, des importations de machines en France n'est pas une preuve certaine d'une progression plus accentuée de l'outillage en service dans les usines françaises. Il peut tenir à ce qu'une part plus grande est faite à certains moments dans nos fabriques aux machines de provenance étrangère. C'est ainsi que pour la continuation des fortes importations de machines et mécaniques longtemps après la crise de 1907, on nous explique que « ce sont les primes d'exportation constituées par les cartels allemands qui ont produit ce résultat ». Elles ont favorisé l'envahissement du marché français par les machines allemandes en même temps que « des prix élevés » étaient « fixés par les cartels allemands pour la consommation intérieure de l'empire. » (1).

---

(1) *Rapport de la Commission des Valeurs de douane pour 1910*, p. 269.

De même pour les exportations anglaises de machines, les seuls chiffres dont je dispose, et que j'emprunte au *Statistical Abstract for the United Kingdom*, n'ont trait qu'aux *valeurs* déclarées des exportations de machines. Le montant des valeurs exportées se ressent ainsi non seulement des variations des quantités qui seules nous intéresseraient, mais encore de celles des prix entre les périodes successives de prospérité et de dépression. Or, quand les prix baissent, par exemple, il peut arriver que diminue le total des valeurs exportées, alors que cependant les quantités n'ont pas fléchi ou n'ont pas fléchi aussi tôt. Les phases de fortes exportations des quantités de machines se terminent et commencent peut-être plus tard que ne l'indiquent les chiffres de la valeur des exportations.

L'inspection de nos quatre tableaux conduit en tout cas aux constatations suivantes:

1° Une alternance s'observe de phases de progression accrue et de phases de progression ralentie de l'outillage. La régularité du rythme est surtout très grande d'après les tableaux relatifs aux industries textiles. Du tableau I en particulier, le seul qui comporte des données directes sur notre sujet, résulte très manifestement que le développement de l'outillage dans la filature de coton procède par périodes *alternées* de *forte* et de *faible* augmentation. A des années où le capital fixe de la filature s'accroît d'un nombre de broches très considérable, succèdent des années où le nombre de nouvelles broches est beaucoup plus modique. Dans les tableaux III et IV seulement, relatifs aux importations françaises et aux exportations anglaises de machines diverses, on remarque quelques exceptions au rythme ordinaire. Parfois, se succèdent deux périodes d'accroissement dont la seconde accuse des chiffres plus élevés que la précédente.

2° Abstraction faite des exceptions qui viennent d'être signalées, nos trois premiers tableaux, sinon le dernier, montrent des différences assez marquées dans les chiffres

des phases alternées. Si on confronte entre elles les *moyennes* successives, on trouve dans l'ensemble ce qui suit pour chacune des deux catégories de phases par rapport à l'autre:

	Augmentation °/o	*Diminution* °/o
Broches de coton dans le monde..	144	*47*
Importation de machines pour l'industrie textile en France........	55	*22*
Importation de machines de toutes espèces en France...............	86	*16*

Ce sont des fluctuations beaucoup plus intenses que celles qui paraissent exister pour la production générale entre la *moyenne* des années de prospérité et la *moyenne* des années de dépression.

3° Les phases alternées sur nos tableaux ne coïncident pas avec les phases de prospérité et de dépression. Les périodes d'augmentation débutent postérieurement aux périodes de prospérité et se terminent non pas dès la survenance de la crise, mais ultérieurement.

D'après notre tableau I, alors que la prospérité dans l'ensemble de l'industrie et spécialement dans la filature de coton reprend déjà en 1888, 1897, 1905, les périodes de forte progression des broches dans la filature de coton n'ont leur point de départ qu'en 1889, 1899, 1906, c'est-à-dire un ou deux ans plus tard. Alors que les crises ont éclaté en 1882, 1890, 1900, 1907, les périodes d'accroissement intensif du nombre de broches se prolongent deux ans encore après ces crises jusqu'en 1884, 1892, 1902, 1909.

Les retards sont plus considérables encore d'après les tableaux II et III relatifs aux importations de machines en France. Les phases de fortes importations ne commencent souvent que dans les tout derniers temps de la prospérité et se prolongent très longtemps après la crise durant une très grande partie de la dépression.

Les retards sont moins accentués d'après le tableau IV, qui a trait aux exportations anglaises de machines. Mais, ainsi qu'il a été dit, comme il s'agit dans ce tableau de la valeur des exportations, il faut tenir compte de ce que la hausse des prix peut relever la valeur des exportations au début de la prospérité et l'abaisser au début de la dépression sans que vraiment déjà les quantités exportées aient augmenté ou aient diminué.

*
* *

Les statistiques relatives aux machines autres que les machines à vapeur accusent donc les mêmes particularités que les statistiques concernant le nombre de chevaux-vapeur utilisés par les industries françaises. Ce sont encore les mêmes fluctuations alternées. Ce sont surtout encore les mêmes retards, les mêmes chevauchements des phases d'accroissement accéléré et d'accroissement ralenti sur les périodes de prospérité et de dépression. Pour l'ensemble du matériel, pour celui qui est commandé par la force motrice comme pour celui qui fournit cette force, il semble bien, malgré les quelques réserves qu'il faille faire sur certains des indices observés, que les livraisons de machines nouvelles ne deviennent très abondantes que lorsque s'est déjà écoulée une bonne partie de la prospérité. Et cette abondance des livraisons persiste pendant une bonne partie de la dépression, ne s'arrête que notablement après l'année de la crise. La quantité de nouveau matériel mis à la disposition de l'industrie, l'*offre* de matériel reste assez réduite pendant une portion de la prospérité. Elle continue à rester considérable, probablement excessive pendant plusieurs des années de dépression. Ce sont bien, cette fois, des mouvements de l'offre de produits finis qui pour une partie de chacune des phases alternées ne sont plus contraires, mais cadrent parfaitement avec les variations générales des prix et pourraient, par suite, en être la cause déterminante.

APPENDICE

Tableau I. — *Rythme de l'accroissement des broches de coton dans le monde*

Années	Millions de broches en service	Accroissement par rapport à l'année précédente	Accroissement moyen annuel par périodes
—	—	—	—
1881......	74,7		
1882......	76,8	2,1	
1883......	78,9	2,1	2,0
1884......	80,7	1,8	
1885......	*81,3*	*0,6*	
1886......	*81,3*	*0*	*0,4*
1887......	*81,8*	*0,5*	
1888......	*82,2*	*0,4*	
1889......	84,3	2,1	
1890......	86,0	1,7	2,0
1891......	88,8	2,8	
1892......	90,4	1,6	
1893......	*90,7*	*0,3*	
1894......	*91,9*	*1,2*	
1895......	*93,6*	*1,7*	*1,3*
1896......	*94,8*	*1,2*	
1897......	*96,4*	*1,6*	
1898......	*98*	*1,6*	
1899......	100,9	2,9	
1900......	102,7	1,8	2,4
1901......	104,7	2,0	
1902......	107,5	2,8	
1903......	*108,3*	*0,8*	
1904......	*110*	*1,7*	*1,7*
1905......	*112,5*	*2,5*	
1906......	115,4	2,9	
1907......	120,9	5,5	3,9
1908......	133,9	3,0	
1909......	128,1	4,2	
1910......	*130,6*	*2,5*	
1911......	*133,5*	*2,9*	

TABLEAU II. — *Rythme des importations en France de machines de filature et de tissage*

Années	Mille tonnes	Moyenne annuelle par périodes
1867	6,4	
1868	6,0	
1869	*4,8*	
1870	*3,2*	*3,9*
1871	*3,6*	
1872	9,0	
1873	7,3	
1874	6,9	
1875	9,0	9,2
1876	11,2	
1877	10,9	
1878	9,9	
1879	*7,6*	
1880	*7,4*	*7,9*
1881	*8,7*	
1882	11,2	
1883	13,2	13,0
1884	14,6	
1885	*9,9*	
1886	*8,7*	
1887	*11,6*	*9,8*
1888	*9,4*	
1889	*9,6*	
1890	14,6	
1891	16,6	
1892	14,0	
1893	14,3	16,4
1894	18,3	
1895	17,6	
1896	18,6	

Années	Mille tonnes	Moyenne annuelle par périodes
1897	*16,5*	
1898	*15,5*	*15,0*
1899	*12,9*	
1900	20,6	
1901	17,6	18,7
1902	19,0	
1903	17,7	
1904	*12,7*	*12,7*
1905	*12,7*	
1906	18,0	
1907	18,8	
1908	18,4	19.3
1909	19,0	
1910	22,2	

TABLEAU III. — *Importation en France de machines et mécaniques de toutes espèces*

Années	Mille tonnes	Moyenne annuelle par périodes
1855	4,2	
1856	4,0	4,4
1857	5,0	
1858	4,6	
1859	*3,4*	*3,1*
1860	*2,9*	
1861	9,1	
1862	9,1	8,3
1863	6,8	
1864	10,1	
1865	9,6	
1866	13,7	
1867	11,2	11,2
1868	11,4	
1869	11,1	
1870	*9,8*	
1871	*9,7*	*10,0*
1872	*10,6*	
1873	15,2	
1874	21,8	
1875	25,3	
1876	29,4	26,2
1877	31,6	
1878	33,9	
1879	*24,8*	*26,2*
1880	*27,6*	
1881	54,1	
1882	76,9	68,2
1883	73,5	

Années	Mille tonnes	Moyenne annuelle par périodes
—	—	—
1884	*49,1*	
1885	*37,0*	
1886	*31,8*	*34,1*
1887	*35,8*	
1888	*31,4*	
1889	*34,5*	
1890	40,9	
1891	46,9	
1892	47,4	
1893	43,2	
1894	50,7	51,0
1895	52,3	
1896	53,7	
1897	58,4	
1898	65,8	
1899	87,3	
1900	117,9	102,5
1901	102,1	
1902	*94,5*	
1903	*95,0*	*96,9*
1904	*94,3*	
1905	*103,9*	
1906	121,6	
1907	154,5	
1908	160,7	153,2
1909	155,5	
1910	173,8	

TABLEAU IV. — *Valeur des exportations anglaises de machines diverses.*

Années	Machines diverses (autres qu'à vapeur) — Millions de £	Moyenne annuelle par périodes
1854	*1,4*	
1855	*1,4*	
1856	*1,9*	
1857	2,8	
1858	2,5	2,7
1859	2,8	
1860	*2,6*	
1861	*3,0*	*2,7*
1862	*2,5*	
1863	2,8	
1864	3,2	
1865	3,3	
1866	3,0	
1867	2,9	3,2
1868	3,0	
1869	3,3	
1870	3,3	
1871	3,9	
1872	5,6	
1873	7,1	6,4
1874	6,5	
1875	6,4	
1876	*5,3*	
1877	*4,7*	*5,0*
1878	*5,1*	
1879	*5,1*	
1880	6,5	
1881	6,8	
1882	8,4	7,9
1883	9,1	
1884	8,9	

Années	Millions de £	Moyenne annuelle par périodes
—	—	—
1885	*7,0*	
1886	*6,7*	*7,2*
1887	*7,8*	
1888	9,0	
1889	10,8	10,5
1890	11,2	
1891	11,1	
1892	*9,8*	*9,8*
1893	*9,9*	
	Machines diverses (autres que les machines à vapeur, agricoles, textiles et les machines des mines)	
	—	
1893	*3,3*	
1894	*3,5*	
1895	*3,8*	*4,0*
1896	*4,3*	
1897	*4,9*	
1898	5,5	
1899	6,0	
1900	6,4	
1901	6,0	6.2
1902	6,3	
1903	6,3	
1904	6,8	
1905	8,0	
1906	9,7	10.1
1907	12,0	
1908	10,9	
1909	*8,9*	
1910	*10,2*	

CHAPITRE V

Les oscillations dans l'outillage en exploitation des chemins de fer

---

L'outillage des grandes industries des transports obéit-il dans son développement en France et à l'étranger à un rythme régulier, comme l'outillage des industries de transformation? Et ce rythme offre-t-il les mêmes particularités dans les deux catégories d'industries? Afin de répondre à cette question, notre observation va porter d'abord sur les chemins de fer et ensuite sur les constructions navales.

Les caractéristiques que présentent l'extension du réseau des chemins de fer et l'accroissement du matériel circulant sur la voie, locomotives et wagons, méritent une étude attentive. A cause des énormes capitaux engagés, de la masse des ouvriers nécessaires, des nombreuses industries indirectement intéressées, la construction de la ligne ou du matériel s'accompagne de répercussions multiples, fort étendues et fort profondes sur les parties les plus diverses de l'organisme économique.

Le tableau I en appendice à ce chapitre montre le développement et l'augmentation annuelle de l'ensemble du réseau ferré français, chemins de fer d'intérêt général, d'intérêt local, chemins de fer industriels. Le tableau spécial aux chemins de fer d'intérêt général révélerait les mêmes mouvements et conduirait aux mêmes conclusions. Mais à cause de l'importance croissante en ces derniers

temps des chemins de fer d'intérêt local, il m'a paru préférable de donner le tableau du total des voies ferrées en exploitation.

Le tableau II est relatif à l'accroissement des locomotives et le tableau III concerne l'accroissement des voitures et wagons sur les chemins de fer français d'intérêt général.

1° D'après ces tableaux, de même que l'outillage des industries de transformation, réseau ferré et matériel roulant se sont développés en France par périodes alternées de forte et de faible augmentation.

2° La différence dans l'accroissement moyen annuel entre phases alternées, déjà fort sensible pour la longueur des lignes exploitées, l'est bien plus encore pour les voitures et wagons et surtout pour les locomotives.

D'après le tableau II qui a trait aux locomotives on constate que d'une phase à l'autre l'augmentation annuelle pour les locomotives double, triple, quadruple ou sextuple. A certains moments, le matériel des chemins de fer ne s'enrichit que de quelques dizaines de locomotives par an. Puis, dans la période qui suit, c'est par centaines qu'arrivent les locomotives nouvelles.

En moyenne, les augmentations pour les phases d'accroissement accéléré ont été de 210 p. 100 et les diminutions pour les autres phases de 68 p. 100. Le nombre de locomotives nouvelles triple d'une phase à l'autre, et ensuite se réduit des deux tiers. Si au lieu de confronter entre eux les chiffres de l'accroissement moyen annuel de chaque phase on confrontait, comme on l'a fait pour d'autres phénomènes, les maxima et les minima annuels successifs, on trouverait pour les locomotives une progression moyenne de 880 p. 100 et un fléchissement de 93 p. 100.

Ces chiffres prouvent des oscillations beaucoup plus intenses que celles de la production générale qui, d'après ce qu'on a pu présumer, croît dans la prospérité de façon notable, mais cependant bien moins accentuée, et ne di-

minue dans la dépression que dans des proportions très faibles.

En outre, les oscillations sont bien plus fortes que celles qu'accuse le tableau I, relatif aux longueurs exploitées. Ceci suffit à établir qu'en général dans les périodes de forte progression l'augmentation du nombre des locomotives dépasse l'augmentation rendue nécessaire par le seul allongement de la voie ferrée. Dans les périodes de faible progression, l'accroissement du nombre des locomotives reste inférieur à ce que demanderait l'allongement, pourtant réduit, de la voie ferrée. Une comparaison plus précise entre les moyennes portées sur les tableaux relatifs à la voie ferrée et aux locomotives montre, à l'aide de calculs un peu compliqués et qu'il est inutile de reproduire, que sauf quelques exceptions c'est bien en effet ce qui a lieu. L'accélération ou le ralentissement dans l'allure sont pour les locomotives plus que proportionnels aux mouvements des longueurs exploitées.

L'alternance dans les oscillations de l'accroissement des locomotives n'est donc pas la simple conséquence des oscillations dans l'allongement de la voie ferrée. Ce n'est pas le même fait sous un autre aspect. C'est un second fait qui s'ajoute au précédent. Même si la longueur du réseau restait immobile, ce second fait se manifesterait.

Pour les voitures et wagons aussi, fort souvent les fluctuations sont plus considérables que celles des longueurs exploitées, que celles qui devraient résulter simplement de ces dernières.

3° Les retards des phases de forte et de faible augmentation sur les périodes de prospérité et de dépression, observées dans les statistiques antérieures, se découvrent encore ici. Ils sont très fréquents pour les longueurs exploitées, pour les voitures et wagons, constituent la règle, pour ainsi dire générale, pour les locomotives. C'est pour les locomotives aussi qu'ils sont le plus accentués. Les périodes de forte augmentation de locomotives com-

mencent d'ordinaire vers la fin de la prospérité, une fois même au lendemain de la crise. Elles se terminent assez longtemps après la crise. Les locomotives nouvelles se mettent à affluer ainsi à partir de 1865, 1872, 1881, 1892, 1900, 1907, quand la prospérité va disparaître ou même vient de disparaître. Et cet afflux de nouvelles machines continue encore jusqu'en 1869, 1875, 1884, 1895, 1903, 1909, alors que depuis deux ans, trois ans et plus, la prospérité a cessé.

En moyenne, d'après nos tableaux, le retard du début et du terme des périodes d'accroissement accéléré et d'accroissement ralenti sur le début et le terme des périodes de prospérité et de dépression a été de un an et demi pour les longueurs exploitées, les voitures et wagons, de trois ans pour les locomotives. Par rapport aux années de la recette brute kilométrique maxima et minima sur les chemins de fer français d'intérêt général, ce sont des retards en moyenne de deux ans pour les longueurs exploitées, les voitures et wagons, de trois ans et demi pour les locomotives.

Au reste, pour l'outillage des chemins de fer, pour le matériel roulant au moins, les retards des phases d'augmentation sur les périodes de prospérité et de trafic accru ont été souvent signalés et dénoncés. On a fréquemment reproché aux Compagnies de chemins de fer l'insuffisance de leur matériel dans les périodes de progression du trafic et l'augmentation tardive de ce matériel à la veille de la crise ou après la crise, lorsque le besoin ne s'en fait plus sentir de façon aussi pressante (1). L'atten-

(1) V. les articles de M. Colson dans la *Revue politique et parlementaire,* et la *Notice* de M. Villain sur la *Périodicité des crises économiques;* Adde dans le *Rapport de la Commission des Valeurs de douanes pour 1907,* p. 374, les doléances de la *Chambre syndicale des constructeurs de matériel pour les chemins de fer:* « Il est extrêmement regrettable, déclare-t-elle, que l'augmentation du trafic

tion du gouvernement lui-même s'est portée sur ce point. On a fait certains efforts pour remédier au mal. Mais nos observations antérieures ont montré qu'il n'y a point là un trait spécial à la politique des Compagnies de chemin de fer. Le phénomène constitue une des caractéristiques principales du développement de l'outillage dans l'ensemble de l'industrie. On aura plus tard à préciser la portée de ce phénomène et à rechercher s'il ne constitue pas un des facteurs essentiels de la survenance moderne des crises périodiques.

*
* *

Dirigeons maintenant notre enquête vers les pays étrangers, en commençant par l'Allemagne. Pour ce qui concerne l'extension du réseau ferré allemand, on constate assez souvent une alternance de phases de fort et de faible accroissement avec des retards fréquents sur le début et le terme des périodes de prospérité ou de dépression. Mais à certains moments et surtout dans les années récentes, en même temps que diminue l'importance des additions nouvelles apportées au réseau, tout rythme appréciable disparaît.

Le rythme est, au contraire, plus net et plus constant pour le matériel roulant, locomotives et wagons, comme le prouve notre tableau IV en appendice. Et ce rythme retarde aussi d'ordinaire sur les débuts des périodes de prospérité et de dépression générale. En moyenne, de 1872 à 1910, les retards ont été de un an pour les wagons de marchandises, de un an et demi pour les wagons de voyageurs, de deux ans pour les locomotives.

En Allemagne donc aussi, bien que les chemins de fer soient administrés par l'Etat, les mouvements du maté-

---

qui s'est produite en 1906 et 1907 n'ait pas été prévue à l'avance et que les commandes de matériel, qui en ont été la conséquence, n'aient pas été reportées sur plusieurs exercices. »

riel en service ne suivent pas immédiatement les fluctuations de l'activité industrielle et du trafic. Là encore, le surcroît de matériel nécessaire dans les périodes de grand essor n'arrive que tardivement. Et il continue à affluer quand le besoin en est moins intense, un ou deux ans après la crise. En Allemagne également, les plaintes à cet égard ont été souvent fort vives de la part des industriels. Les échos de ces plaintes sont parfois parvenus à la tribune du *Reichstag* (1).

Pour l'Angleterre, le *Statistical Abstract* ne donne pas de renseignements sur le matériel, mais seulement sur les longueurs exploitées. A partir du milieu du XIXe siècle, pendant une quarantaine d'années le même rythme que pour le développement du réseau ferré français avec les mêmes retards sur les débuts des périodes de prospérité et de dépression générale s'observaient assez fréquemment. Mais, depuis une vingtaine d'années, on ne découvre plus une correspondance bien nette entre les mouvements d'extension du réseau et les cycles économiques. Ici aussi, comme pour l'Allemagne, il faut dire qu'à mesure que fléchit l'importance des nouveaux allongements de la voie ferrée, ces allongements s'effectuent d'une manière irrégulière et n'offrent plus aucun rapport avec nos cycles. Le développement du réseau ferré anglais a cessé de jouer un rôle en notre sujet.

Aux Etats-Unis, si on s'en réfère au *Statistical Abstract of the United States,* la discordance entre les fluctuations de l'accroissement du réseau ferré et les cycles est plus accusée encore qu'en Angleterre. Aucun rapport présentant une certaine constance, rapport de simultanéité, de priorité ou de postériorité, ne peut être saisi entre les deux phénomènes.

En ce qui concerne le matériel utilisé, le rythme appa-

(1) V. *Revue Economie internationale*, avril 1911, p. 160.

raît aussi assez irrégulier, quoiqu'il le soit moins que celui de la voie ferrée. Il ne présente que rarement sur les cycles économiques les mêmes retards que ceux qui ont été notés pour les autres pays.

Sinon donc aux Etats-Unis, du moins en France, en Allemagne, partiellement aussi en Angleterre, l'outillage des chemins de fer s'est accru par périodes *alternées* correspondant à nos cycles, mais y correspondant avec certains *retards*. Ces retards constituent donc un des traits caractéristiques du développement des capitaux fixes, dans les chemins de fer de plusieurs pays comme dans les industries de transformation.

APPENDICE

TABLEAU I. — *Rythme de l'accroissement des chemins de fer français en exploitation*

Années	Nombre de kilomètres exploités au 31 décembre	Accroissement annuel	Accroissement moyen annuel par périodes
—	—	—	—
1845	956		
1846	1.411	455	
1847	1.921	510	494
1848	2.293	372	
1849	2.932	639	
1850	*3.083*	*151*	
1851	*3.627*	*544*	*300*
1852	*3.943*	*316*	
1853	*4.133*	*190*	
1854	4.722	589	
1855	5.611	889	
1856	6.280	669	927
1857	7.543	1.263	
1858	8.767	1.224	
1859	*9.160*	*393*	*379*
1860	*9.525*	*365*	
1861	10.208	683	
1862	11.227	1.019	
1863	12.191	964	
1864	13.211	1.020	910
1865	13.732	521	
1866	14.696	964	
1867	15.894	1.198	
1868	*16.507*	*613*	
1869	*17.304*	*797*	*678*
1870	*17.929*	*625*	
1871	*17.847*		
1872	18.749	902	1.032
1873	20.014	1.265	

Années	Nombre de kilomètres exploités au 31 décembre	Accroissement annuel	Accroissement moyen annuel par périodes
1874..........	20.781	767	
1875..........	21.770	989	
1876..........	22.676	906	
1877..........	23.533	857	861
1878..........	24.456	923	
1879..........	25.178	722	
1880..........	26.198	1.020	
1881..........	27.622	1.424	
1882..........	28.885	1.263	1.219
1883..........	29.715	830	
1884..........	31.222	1.507	
1885..........	32.491	1.269	
1886..........	33.341	850	868
1887..........	34.228	887	
1888..........	35.263	1.035	
1889..........	36.370	1.107	929
1890..........	36.895	525	
1891..........	37.946	1.051	
1892..........	38.645	699	
1893..........	39.579	934	
1894..........	40.206	627	
1895..........	40.453	247	569
1896..........	41.178	725	
1897..........	41.569	391	
1898..........	41.930	361	
1899..........	42.438	508	
1900..........	43.059	621	739
1901..........	43.890	831	
1902..........	44.887	997	
1903..........	45.456	569	559
1904..........	46.006	550	
1905..........	46.699	693	
1906..........	47.362	663	684
1907..........	48.058	696	
1908..........	48.357	299	
1909..........	48.816	459	

Tableau II.—*Rythme de l'accroissement des locomotives en service dans les chemins de fer français d'intérêt général.*

31 décembre des années	Accroissement de l'année	Accroissement moyen annuel
1863	*172*	*137*
1864	*102*	
1865	194	
1866	149	
1867	260	188
1868	130	
1869	208	
1870	*63*	*86*
1871	*110*	
1872	307	
1873	223	278
1874	330	
1875	254	
1876	*96*	
1877	*192*	
1878	*223*	*149*
1879	*85*	
1880	*140*	
1881	421	
1882	576	530
1883	645	
1884	480	
1885	*220*	
1886	*187*	
1887	*71*	
1888	*51*	*89*
1889	*9*	
1890	*24*	
1891	*59*	
1892	111	
1893	89	111
1894	123	
1895	121	

31 décembre des années	Accroissement de l'année	Accroissement moyen annuel
1896	*31*	
1897	*32*	*45*
1898	*37*	
1899	*81*	
1900	268	
1901	369	238
1902	158	
1903	156	
1904	*90*	
1905	*-31*	54
1906	*102*	
1907	277	
1908	558	390
1909	334	
1910	*298*	

Tableau III. — *Rythme de l'accroissement des voitures et wagons en service dans les chemins de fer français d'intérêt général.*

31 décembre des années	Accroissement en milliers	Accroissement moyen annuel
1863	*3,3*	
1864	*3,9*	*3,9*
1865	*4,4*	
1866	11,0	9,7
1867	8,4	
1868	*5,0*	
1869	*4,0*	*4,9*
1870	*5,6*	
1871	6,9	
1872	12,5	9,5
1873	9,2	

31 décembre des années	Accroissement en milliers	Accroissement moyen annuel
1874	5,9	
1875	1,9	
1876	1,1	4,7
1877	8,7	
1878	6,8	
1879	3,9	
1880	7,5	
1881	16,1	
1882	16,8	10,7
1883	9,9	
1884	8,3	
1885	5,8	
1886	3,7	
1887	3,2	3,9
1888	3,7	
1889	3,0	
1890	3,8	
1891	3,4	4,3
1892	5,7	
1893	2,6	
1894	3,3	
1895	1,9	2,2
1896	2,1	
1897	1,9	
1898	1,9	
1899	4,5	
1900	10,3	7,9
1901	8,9	
1902	2,8	
1903	3,5	
1904	4,0	2,5
1905	-0,6	
1906	2,8	
1907	12,3	14,7
1908	17,2	
1909	6,2	
1910	5,9	

TABLEAU IV. — *Rythme de l'accroissement du matériel roulant sur les chemins de fer allemands*

A. — LOCOMOTIVES

Années	Accroissement de l'année (par milliers)	Accroissement moyen annuel par périodes
1872	0,9	
1873	1,1	1,1
1874	1,4	
1875	*0,6*	
1876	*0,3*	
1877-78	*0,1*	
1878-79	*0,2*	
1879-80	*0,2*	*0,2*
1880-81	*0,0*	
1881-82	*0,2*	
1882-83	*0,2*	
1883-84	0,4	
1884-85	0,4	0,4
1885-86	0,4	
1886-87	*0,2*	
1887-88	*0,2*	*0,2*
1888-89	*0,3*	
1889-90	0,4	
1890-91	0,7	0,6
1891	0,6	
1892	0,7	
1893	*0,2*	
1894	*0,1*	*0,2*
1895	*0,3*	
1896	*0,2*	
1897	0,5	
1898	0,7	
1899	0,7	0,7
1900	0,8	
1901	0,7	

Années	Accroissement de l'année (par milliers)	Accroissement moyen annuel par périodes
1902	*0,6*	
1903	*0,5*	*0,6*
1904	*0,6*	
1905	*0,6*	
1906	0,9	
1907	1,4	1,2
1908	1,4	
1909	1,0	
1910	*0,6*	

B. — WAGONS DE VOYAGEURS

Années	Accroissement de l'année (par milliers)	Accroissement moyen annuel par périodes
1872	1,6	
1873	1,9	1,8
1874	1,8	
1875	*1,1*	
1876	*0,8*	
1877-78	*0,4*	
1878-79	*0,4*	*0,5*
1879-80	*0,5*	
1880-81	*0,1*	
1881-82	*0,5*	
1882-83	*0,4*	
1883-84	0,8	
1884-85	0.5	0,6
1885-86	0.6	
1886-87	*0,5*	*0,5*
1887-88	*0,5*	
1888-89	0,6	
1889-90	1,0	
1890-91	1,0	1,0
1891	1,1	
1892	1,4	

Années	Accroissement de l'année (par milliers)	Accroissement moyen annuel par périodes
1893	*0,8*	
1894	*0,7*	*0,9*
1895	*1,1*	
1896	*1,0*	
1897	1,3	
1898	1,4	
1899	1,6	1,5
1900	1,8	
1901	1,5	
1902	*1,3*	
1903	*0,9*	*1,1*
1904	*1,2*	
1905	1,5	
1906	2,1	2,5
1907	3,0	
1908	3,5	
1909	*2,3*	
1910	*1,7*	

C. — WAGONS DE MARCHANDISES

1872	28	
1873	24	25
1874	22	
1875	*9*	
1876	*4*	
1877-78	*3*	
1878-79	*3*	*4*
1879-80	*4*	
1880-81	*3*	
1881-82	*3*	
1882-83	9	
1883-84	6	7
1884-85	5	

Années	Accroissement de l'année (par milliers)	Accroissement moyen annuel par périodes
1885-86	*3*	
1886-87	*1*	*2*
1887-88	*3*	
1888-89	8	
1889-90	11	11
1890-91	14	
1891	12	
1892	*9*	
1893	*6*	*8*
1894	*8*	
1895	*8*	
1896	16	
1897	15	
1898	22	16
1899	14	
1900	14	
1901	*8*	
1902	*4*	*6*
1903	*4*	
1904	*9*	
1905	17	
1906	25	25
1907	31	
1908	24	
1909	*20*	
1910	*24*	

CHAPITRE VI

Les oscillations cycliques des constructions navales

Après la principale des industries des transports terrestres, j'étudie l'industrie des transports maritimes. Le tableau I en appendice à ce chapitre VI montre le rythme existant dans les constructions en France de navires à vapeur ou à voiles.

1) Une *alternance* des phases de constructions plus abondantes et de constructions plus réduites sur les chantiers maritimes français s'observe nettement dans notre tableau. La correspondance de ces phases avec les fluctuations cycliques générales se maintient fort régulière en dépit des modifications nombreuses de la législation relative aux primes à la construction. Ces modifications ont pu exercer quelque influence sur le montant absolu des constructions, sur les proportions des navires à vapeur ou des navires à voiles entrant dans les chiffres totaux, peut-être aussi sur les mouvements de longue durée. Elles n'ont pas empêché les constructions maritimes de subir la répercussion des périodes générales de prospérité et de dépression, de progresser considérablement sous l'action des premières et de décliner sous l'action des secondes. Cette influence des cycles cependant est souvent négligée dans l'étude des effets de la législation sur les primes. C'est encore ici un exemple de la nécessité dans les recherches

portant sur les matières les plus diverses de tenir compte d'un phénomène aussi important, aussi général que celui des cycles économiques.

2) Si les constructions navales suivent les oscillations périodiques générales, elles ne les suivent qu'avec des *retards*.

Elles n'augmentent pas dès le début de la prospérité, mais postérieurement, et parfois même, comme en 1882, à la fin seulement de la prospérité, au début de la dépression. — En 1896, cependant, les constructions maritimes se mettent à croître avant le retour de la hausse générale des prix qui n'a lieu que l'année suivante. Voilà peut-être l'unique cas de notre tableau où la législation sur les primes est venue troubler la régularité du rythme ordinaire. On peut penser en effet que la reprise hâtive du mouvement ascendant des constructions en 1896 tient à la législation de 1893, qui a grossi le montant des primes à la construction. L'influence de la prospérité se fait sentir, à l'intérieur de la même période, plus tard, avec les chiffres élevés atteints en 1900-1902. Si on divise en effet en deux parties la période 1896-1902, on trouve une moyenne annuelle de 50.000 tonneaux de jauge nette pour les constructions nouvelles en 1896-1899 et une moyenne annuelle de 118.000 tonneaux net pour 1900-1902. Le vrai début de l'augmentation des constructions due uniquement à la postérité recule ainsi jusqu'en 1900 ou au moins 1899, c'est-à-dire jusqu'à la veille de la crise. L'exception apparente devient une nouvelle vérification de la règle générale.

D'autre part, les périodes d'accroissement considérable des constructions maritimes ne s'achèvent pas avec la crise générale en 1873, 1882, 1890, 1900, 1907. Elles se prolongent encore pendant les premières années de la dépression jusqu'en 1876, 1884, 1891, 1902 et 1908. La prolongation dure en moyenne deux années.

*
* *

A l'étranger, c'est en Angleterre et aux Etats-Unis que la production de navires atteint le plus fort tonnage du monde. Les tableaux II et III en appendice nous donnent les chiffres annuels de cette production.

1° En Angleterre et aux Etats-Unis, comme en France, les constructions de navires passent, d'après ces tableaux, par des périodes *alternées* d'augmentation et de diminution.

2° Ces périodes correspondent aussi, le plus souvent, avec quelque *retard* aux phases successives des cycles généraux. Pour les débuts des périodes d'accroissement, le retard sur les débuts de la prospérité existe en Angleterre cinq fois sur six et aux Etats-Unis dans tous les cas. Pour la fin de ces périodes, le retard, le prolongement après la crise, se constate quatre fois sur six en Angleterre et dure deux ans environ. Aux Etats-Unis, les retards de la fin de ces périodes sur le terme de la prospérité sont assez difficiles à apprécier à cause que dans deux cas, comme on le sait, en 1890-1893 et en 1900-1903, les Etats-Unis ont d'abord ressenti en 1890 et 1900 le contre-coup des crises mondiales et ont éprouvé ensuite, en 1893 et 1903, des crises qui leur ont été particulières. Or, on remarque un retard de la fin des périodes de constructions nombreuses par rapport à 1890 et 1900, mais non par rapport à 1893 et 1903. Le retard s'observe en tout cas pour les trois autres cycles.

On peut donc conclure que les deux phénomènes du rythme alterné et des retards qu'on avait constatés pour le développement de l'outillage des industries de transformation et des chemins de fer caractérisent encore le développement de l'outillage servant aux industries des transports maritimes.

APPENDICE

TABLEAU I. — *Rythme des constructions en France de navires à vapeur et à voiles*

Années	Mille tonneaux net	Moyenne annuelle par périodes
1872	51	
1873	39	
1874	35	39
1875	38	
1876	33	
1877	*27*	
1878	*21*	
1879	*25*	*21*
1880	*13*	
1881	*21*	
1882	57	
1883	35	50
1884	57	
1885	*16*	
1886	*27*	*19*
1887	*15*	
1888	32	
1889	33	29
1890	24	
1891	28	
1892	*19*	
1893	*22*	*20*
1894	*18*	
1895	*23*	
1896	39	
1897	56	
1898	38	
1899	68	79
1900	89	
1901	106	
1902	160	

Années	Mille tonneaux net	Moyenne annuelle par périodes
1903	*50*	
1904	*74*	
1905	*50*	*47*
1906	*32*	
1907	*31*	
1908	76	
1909	33	

Tableau II. — *Rythme des constructions maritimes en Angleterre* (1)

Années	Mille tonneaux net construits	Moyenne annuelle par périodes
1859	*186*	
1860	*212*	*210*
1861	*201*	
1862	*241*	
1863	361	
1864	432	403
1865	415	
1866	*341*	
1867	*283*	
1868	*370*	*353*
1869	*369*	
1870	*363*	
1871	*391*	
1872	475	
1873	454	468
1874	521	
1875	421	

(1) Par suite de changements de rubriques dans les volumes annuels successifs du *Statistical Abstract*, les chiffres postérieurs à 1875, puis à 1897, ne sont pas entièrement comparables aux précédents. Mais, vérification faite, avec une rubrique demeurée identique, malgré certaines différences dans les chiffres absolus, les dates des mouvements cycliques de la construction seraient restées les mêmes que dans notre tableau.

Années	Mille tonneaux net construits	Moyenne annuelle par périodes
1876	*360*	
1877	*433*	
1878	*428*	*396*
1879	*357*	
1880	*404*	
1881	501	
1882	667	646
1883	769	
1884	*497*	
1885	*405*	
1886	*293*	*397*
1887	*307*	
1888	*483*	
1889	672	
1890	652	672
1891	671	
1892	693	
1893	*495*	
1894	*575*	
1895	*520*	*518*
1896	*520*	
1897	*482*	
1898	864	
1899	931	
1900	933	930
1901	972	
1902	950	
1903	*758*	*820*
1904	*882*	
1905	1.038	
1906	1.149	1.075
1907	1.037	
1908	*593*	*606*
1909	*620*	

Tableau III. — *Rythme des constructions maritimes aux Etats-Unis*

Années	Mille tonneaux brut construits	Moyenne annuelle par périodes
1871	273	
1872	209	
1873	359	396
1874	433	
1875	298	
1876	204	
1877	177	
1878	236	211
1879	193	
1880	157	
1881	280	
1882	282	263
1883	265	
1884	226	
1885	159	
1886	95	155
1887	150	
1888	218	
1889	231	
1890	294	298
1891	369	
1892	200	
1893	212	
1894	131	
1895	112	172
1896	227	
1897	232	
1898	180	

Années	Mille tonneaux brut construits	Moyenne annuelle par périodes
1899	300	
1900	394	
1901	483	416
1902	469	
1903	436	
1904	*379*	*354*
1905	*330*	
1906	419	
1907	471	501
1908	614	
1909	*238*	

CHAPITRE VII

La technique capitaliste de la production. Le long temps nécessaire à la fabrication de l'outillage et son influence

L'observation successivement concentrée sur les diverses parties de l'outillage industriel a donc révélé presque partout les mêmes particularités. Qu'il s'agisse de la force motrice à vapeur utilisée dans les industries métallurgiques, minières, textiles, chimiques, électriques ou du bâtiment; qu'il s'agisse de l'outillage merveilleusement varié actionné par cette force motrice, broches à filer le coton, cardes, peigneuses, métiers à filer ou à tisser dans les industries textiles, machines multiples employées dans les autres industries; qu'il s'agisse de l'outillage des industries des transports terrestres, voie ferrée, locomotives, wagons, ou qu'il s'agisse de constructions navales; soit directement soit indirectement, soit en France soit dans certains grands pays étrangers, les mêmes phénomènes ont été très fréquemment constatés. La grande loi à laquelle obéissent dans leur développement les différentes fractions du matériel industriel apparaît quasi constamment identique. 1° Les capitaux fixes augmentent par périodes *alternées* de fort et de faible accroissement. 2° Les écarts entre les chiffres de ces périodes sont extrêmement considérables. Les industries productrices de capitaux fixes voient leur activité tantôt démesurément croître, tantôt s'assoupir grandement. 3° Un même rapport

chronologique persiste presque toujours entre les mouvements des capitaux fixes et les phases alternées des cycles. Les périodes de fort accroissement de ces capitaux débutent et s'achèvent en *retard* sur le début et le terme de la prospérité générale. Les périodes de faible accroissement des capitaux fixes commencent dans la dépression un certain temps après la crise pour se prolonger pendant les premières années et jusqu'au cœur de la prospérité.

Or, il est un point commun aux statistiques qu'on vient d'étudier. Elles concernent des capitaux fixes *terminés,* souvent même déjà en service, machines à vapeur installées, broches de filature en mouvement, voie ferrée en exploitation, locomotives, wagons en circulation. Elles nous renseignent sur la date des livraisons ou de l'entrée en fonctionnement.

Si on compare les traits qui caractérisent le développement de l'outillage *en exploitation* à ceux qui, au chapitre II de ce livre, d'après des observations directes ou de sérieuses présomptions, nous ont paru caractériser les fluctuations de la *production en cours* des capitaux fixes, la concordance se manifeste pour les deux premiers traits, non pas pour le troisième. Que des oscillations cycliques aient lieu, qu'elles présentent une grande intensité, notre chapitre II n'y contredit pas. Mais qu'elles ne s'effectuent qu'en retard sur les périodes de prospérité et de dépression générale, voilà qui est nouveau. Pour la fabrication en cours, pour les mises en chantier, pour l'activité des industries productrices d'outillage, pour les commandes, c'est dès le début de la prospérité que la reprise a lieu, c'est dès la survenance de la crise que le fléchissement commence.

Les retards constatés par rapport aux périodes de prospérité et de dépression générale ont donc lieu aussi par rapport aux périodes d'activité productrice accrue et ralentie des industries de capitaux fixes, par rapport au rythme des commandes.

Qu'on confronte, par exemple, les dates des mouvements cycliques pour l'outillage fini et pour le capital en argent des sociétés par actions, phénomène qui nous a paru un assez bon indice de l'activité des industries productrices d'outillage. Les retards apparaîtront nombreux et assez durables pour les capitaux fixes en exploitation.

De même, pour le matériel roulant des chemins de fer, qu'on fasse la même comparaison entre commandes et outillage livré, entré en service. Voici quelles ont été les *dernières* années des phases de chiffres élevés et des phases de chiffres réduits pendant une décade en France. (Je mets en *italiques* les dernières années des phases de chiffres diminués.)

Commandes de matériel roulant	Matériel en service		Retards du rythme du matériel en service sur celui des commandes	
	Locomotives	Voitures et Wagons	Locomotives	Voitures et Wagons
—	—	—	—	—
1896	*1899*	*1898*	*3 ans*	*2 ans*
1900	1903	1901	3 ans	1 an
1904	*1906*	*1906*	*2 ans*	*2 ans*
1907	1909	1908	2 ans	1 an

Le retard moyen sur le rythme des commandes est donc de deux années pour le rythme du matériel en service.

De même, on se souvient que de 1872 à 1902 ont été constatés pour les constructions navales anglaises des retards sur les phases de prospérité et de dépression générales. Or, qu'on pointe, d'après les chiffres antérieurement donnés, les années des *maxima* et *minima* successifs des constructions navales anglaises terminées. Qu'on mette en regard les minima et les maxima du chômage dans les syndicats d'ouvriers anglais occupés à la construction des navires. On a le tableau suivant des années extrêmes successives. (On a mis en *italiques* les années des minima des constructions finies et des maxima du chômage.)

Constructions navales terminées	Chômage	Retards pour les navires terminés
1874	1872	2 ans
1879	*1879*	*0*
1883	1882	1 an
1886	*1885*	*1 an*
1892	1889	3 ans
1897	*1893*	*4 ans*
1901	1899	2 ans

Le retard moyen des maxima et minima des constructions navales achevées sur le rythme du chômage et, partant, vraisemblablement aussi sur le rythme de l'activité productrice des chantiers de construction maritimes est donc de deux ans en moyenne durant cette période de trente ans.

Plusieurs années séparent ainsi le début des phases de progression accélérée de l'outillage fini et entré en service du début non seulement des phases de prospérité mais encore des commandes accrues, des mises en chantier augmentées, de l'activité intensifiée des industries productrices des capitaux fixes. De même, les fortes livraisons, les achèvements de quantités considérables de capitaux fixes continuent non seulement plusieurs années après la crise, mais aussi plusieurs années après que les commandes ont diminué, que le labeur consacré à la fabrication de l'outillage a fléchi. Et ce fait nous donne l'explication des retards observés.



Si des années doivent passer avant que la multiplication des commandes parvienne à amener une augmentation sensible des livraisons de capitaux fixes, c'est qu'il faut du *temps* pour l'exécution de ces commandes. Il faut du *temps* pour la fabrication des machines à vapeur, des métiers à filer, des machines de toutes espèces, des

locomotives et wagons, pour la construction des navires, l'aménagement de nouvelles lignes ferrées. Il faut du temps aussi pour l'agrandissement des usines existantes ou l'édification des nouvelles usines qui recevront le nouveau matériel, du temps enfin pour que soient créés les établissements qui fabriqueront l'outillage demandé en quantité plus considérable. De même si, quand survient la crise, ne se clôt pas aussitôt la période d'accroissement intensif des capitaux fixes terminés, c'est encore à cause du *temps* requis pour leur fabrication. Il faut achever les travaux entrepris avant la crise, les usines encore en construction. Il faut continuer à prendre livraison du matériel antérieurement commandé et fini seulement après la crise.

Nos statistiques mettent ainsi en pleine lumière un des traits les plus caractéristiques de la technique moderne de la production, de la technique *capitaliste: le long temps nécessaire à la fabrication de capitaux fixes.*

La confection des outils qui suffisaient à la technique ancienne n'exigeait qu'un laps de temps assez bref. Les facteurs primitifs de la production, le travail et la nature, pouvaient s'employer ainsi presque immédiatement à la fabrication des biens de consommation désirés. La création préalable des outils ne les retenait qu'un bref moment. Aujourd'hui, au contraire, il faut, avant d'arriver à la production des biens de consommation, construire une série de capitaux fixes. Et plusieurs mois ou plusieurs années doivent s'écouler avant que soit achevée la fabrication de l'outillage, que soit terminé l'agrandissement ou la construction des usines de produits bruts, de produits mi-ouvrés, de produits finis, avant que le minerai de fer extrait de la terre, après avoir subi des transformations successives, serve enfin comme machine achevée et installée à confectionner les objets nécessaires.

M. de Böhm Bawerk a fortement insisté sur une idée voisine de celle qui est mentionnée ici, et qui constitue

l'une des bases empiriques de sa théorie de l'intérêt, sur l'allongement de la période de production dans la fabrication *capitaliste* moderne (1). Mais la notion de M. de Böhm Bawerk a prêté à des discussions dont il est inutile de s'embarrasser pour l'élaboration de la théorie des crises. Il suffit, pour nous, d'invoquer un fait incontestable et sans doute incontesté, la longue durée de la fabrication des capitaux fixes modernes. Il faut évidemment plus de temps pour créer le matériel indispensable à une filature ou à une Compagnie de chemins de fer qu'il n'en faut pour produire un marteau, une hache ou une quenouille.

De cette première caractéristique de la technique capitaliste résulte une seconde. Les capitaux fixes modernes sont des biens *durables,* comme l'étaient déjà les outils en usage dans la technique ancienne. Mais à la différence de ces outils, comme ils ont exigé un long temps pour leur fabrication, ils sont très *coûteux.* On ne veut donc pas les laisser chômer. On préférera, à cause des frais qui continuent à courir et en particulier à cause de l'intérêt des sommes dépensées, vendre à faible bénéfice, vendre à perte même, plutôt que de laisser l'outillage au repos et d'arrêter la production. La longue durée de la fabrication de capitaux fixes entraîne comme conséquence leur *long maintien en activité en dépit de circonstances défavorables.*

En s'inspirant de M. de Bôhm-Bawerk, on peut à l'aide du graphique ci-dessous représenter la masse des mar-

---

(1) Böhm Bawerk, *Positive théorie des Kapitals,* 3e édition, 1909, pp. 18 et s..., pp. 143 et s..., sa brochure *Einige strittige Fragen der Capitalstheorie,* 1900, I et II, ainsi que son article *in Qualerly journal of Economics,* 1895, pp. 383 et s... — Auparavant, d'ailleurs, Stanley Jevons aussi avait observé que l'emploi du capital allonge la période de production (*Théorie de l'économie politique,* trad. fr., pp. 310 et s...).

chandises aux divers stades de la production capitaliste (1).



La surface périphérique A, comprise entre les deux derniers cercles extérieurs, est relative aux biens de consommation, et aussi aux capitaux finis, en service dans des industries d'objets de consommation ou des industries similaires. Ce sont là des marchandises qui, dans l'année courante, demain ou dans quelques jours ou quelques mois, parviendront à satisfaire les besoins de la consommation, soit par eux-mêmes, soit par leurs produits, atteindront ainsi ce qui constitue le but final de l'œuvre de production. — La surface B, plus à l'intérieur, représente des biens plus distants de ce but final, des biens, qui ne contribueront à la satisfaction des besoins du public que dans plus d'un an et moins de deux ans. Il s'agit par exemple de l'outillage en voie d'achèvement qui servira aux industries de biens de consommation ou à des industries similaires, métiers à filer ou à tisser, machines diverses, bâtiments d'usines, locomotives, voie ferrée, navires dont la construction va assez prochainement toucher à sa fin. — La surface C, encore plus à l'intérieur, figure les biens qui ne coopéreront à la satisfaction des besoins que dans plus de deux ans, capitaux

(1) Böhm Bawerk, *op. cit.*, 3e *édit.*, p. 188.

fixes mis en construction, matériaux servant à la fabrication de ces capitaux fixes ou encore capitaux fixes finis employés à la production, non plus des objets de consommation, mais d'autres capitaux fixes. — La surface D concerne les biens qui, dans l'état où ils se trouvent, ne peuvent guère prétendre concourir à la satisfaction des besoins que, dans plus de trois ans, lignes ferrées, fabriques de machines, installations diverses dont la construction est à peine commencée, matières brutes ou mi-ouvrées servant à ces capitaux fixes. — La surface E a trait aux biens qui sont distants de quatre ans et plus de la satisfaction des besoins. — La direction des flèches montre le sens dans lequel s'achemine la production. Les biens qui cette année-ci sont en D se trouveront l'année prochaine en C, puis en B, puis en A, se rapprochant progressivement du moment où ils pourront concourir à la satisfaction des besoins, fin suprême de leur production.

On s'explique fort bien ainsi que les périodes de fort accroissement de l'outillage *fini* ne commencent dans nos statistiques qu'un certain temps après le retour de la prospérité. Les statistiques relatives à cet outillage marquent le surcroît de capitaux fixes parvenus en A, entrés en exploitation. Mais pour la plupart des capitaux fixes il faut, avant qu'ils touchent à ce stade ultime, qu'eux-mêmes ou les matériaux ou l'outillage utilisés pour leur fabrication aient passé en assez grand nombre par les stades antérieurs auxquels se réfèrent les surfaces E, D, C, B. L'accroissement ne peut donc se révéler en A, dans la masse de capitaux déjà en service, dans les statistiques de l'outillage fini, qu'assez longtemps après qu'il s'est manifesté aux stades antérieurs. Les retards observés dans nos statistiques résultent du temps indispensable pour que les biens passent de E en D, puis en C, puis en B, puis en A, du temps indispensable pour la construction de l'outillage.

Après la crise, de même, malgré que se ralentisse l'œuvre de la production de capitaux fixes, nos statistiques si-

gnalent encore d'assez grands accroissements en A, dans l'outillage terminé et installé. C'est qu'il faut bien finir l'ouvrage antérieurement commandé et en voie de construction, le faire passer par les états successifs auxquels correspondent les surfaces E, D, C, B.

Dès le début de la prospérité, reprend donc l'activité des industries productrices d'outillage. Dès les premiers jours on s'attaque à la fabrication d'un important surcroît d'outillage. Mais pendant une bonne partie de cette période on *attend* l'achèvement des capitaux fixes en cours de construction.

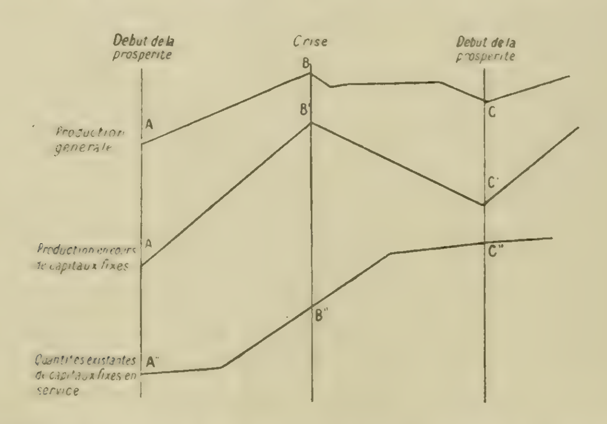
Dès le début de la dépression, fléchit le labeur consacré à la production de l'outillage. Mais il faut achever l'outillage en voie d'exécution. Pendant une bonne partie de la dépression, on reçoit livraison de grosses quantités d'outillage antérieurement commandées.

Il résulte de là que pendant une bonne partie de la prospérité, avec une extrême activité des industries productrices d'outillage, coïncide une pénurie d'outillage terminé. Malgré une forte production *en cours,* persistent les faibles livraisons de capitaux fixes *finis.* On sait tout ce que comprend cette production en cours: production de matières premières, d'objets mi-ouvrés, matériaux pour capitaux fixes, et aussi capitaux fixes en voie de construction, usines inachevées, navires en chantier, locomotives non terminées. Pendant les premières années de la prospérité, grandit considérablement la production en cours, la production de matériaux pour capitaux fixes, la production des biens qui sur notre graphique sont en E, en D, en C, ou en B. Mais les quantités de capitaux fixes finis, les quantités en A ne progressent guère. Si cependant on a grand besoin de ces dernières quantités, on peut dire qu'il y a rareté, *sous-production* de capitaux fixes finis. En dépit du grand labeur consacré à la production de capitaux fixes, subsiste donc la sous-production de l'outillage fini, l'insuffisance des quantités de matériel mis à la disposition

de l'industrie, de l'outillage en exploitation. La prospérité est, pour partie, une période où on travaille beaucoup à la satisfaction des besoins et où cependant les besoins restent insatisfaits.

De même pendant une bonne partie de la dépression, malgré le ralentissement de la production en cours, persévèrent les livraisons abondantes de capitaux fixes finis. Si les quantités reçues de ces biens sont déjà excessives, on peut dire qu'avec la diminution de la production en cours coïncident de nouvelles aggravations de la *surproduction* de capitaux fixes finis, un persistant excès de l'outillage mis à la disposition de l'industrie, de l'outillage en exploitation. La dépression est, pour partie, une période où on travaille moins à la satisfaction des besoins et où cependant les besoins sont plutôt trop largement satisfaits (1).

Les fluctuations cycliques de la production générale peuvent être représentées, on l'a vu, par une courbe ABC



qui s'élèverait durant la prospérité et ne fléchirait guère durant la dépression. Les mouvements de la production

(1) Les auteurs des *Rapports* publiés par la *Commission des Valeurs de douane*, s'ils n'ont pas observé systématiquement le phénomène des retards dans l'achèvement des capitaux fixes et ses conséquences, en ont cependant conscience. Ils le laissent entrevoir çà

en cours de capitaux fixes doivent être exprimés par une courbe A'B'C' qui monterait fortement pendant la prospérité et descendrait sensiblement durant la dépression. Mais pour figurer les quantités existantes de l'outillage en exploitation, il faut que la courbe schématique A''B''C'' ne s'élève qu'à peine pendant une partie de la prospérité, se mette à monter à une bonne allure vers le milieu de cette période, conserve cette allure jusque vers le milieu de la dépression et, dans les derniers temps de la dépression seulement, redevienne faiblement ascendante.

On remarquera que pour les capitaux fixes finis, à la considération des quantités annuellement produites, nous avons substitué la considération de *quantités existantes*. C'est que, comme il s'agit de biens *durables* et qu'on ne laisse pas chômer, ce qui importe pour la satisfaction du besoin, ce ne sont pas les quantités annuellement produites, mais les quantités existantes. De ce caractère durable des capitaux fixes, peuvent résulter des retards dans les mouvements de la satisfaction des besoins sur les périodes de prospérité et de dépression générales plus accusés encore que ceux que révélerait l'observation des quantités produites. Pour le montrer, admettons, comme dans des

---

et là de façon fragmentaire dans des phrases telles que celles-ci, où je souligne les expressions les plus typiques :

« Les nombreuses filatures (de coton) *commencées pendant la période de prospérité* se mettaient en marche » après la crise de 1907 ; « d'autres, *à peine sorties de terre*, menaçaient de *prolonger* la période de surproduction. » (*Rapport pour 1908*, p. 347.)

En 1909, deux ans après la crise, ils écrivent : « Il est à craindre que cet état fâcheux des affaires ne se prolonge, car par suite du *mouvement précédemment* donné, le nombre des broches anglaises s'est encore accru. » (*Rapport pour 1909*, p. 321.)

De même pour la filature de lin : « Excités par la prospérité..., de nombreux filateurs étaient sur le point d'augmenter le nombre de leurs broches... Le moment où ces broches, *arrivant à produire*, jetteraient sur le marché plus de fils serait... l'instant où il en faudrait le moins. » (*Rapport pour 1907*, p. 307.)

schémas antérieurs, que l'augmentation des besoins soit de 5 p. 100. Nous pouvons imaginer les variations suivantes pendant la dépression:

	Capitaux fixes nouveaux	Capitaux fixes existants	Besoin de capitaux fixes	Excédent des quantités existantes sur les besoins
	—	—	—	—
Début de la dernière année de prospérité		100	100	0
Fin de la dernière année de prospérité	10	110	105	5
Fin de la première année de dépression	*10*	*120*	*110*	*10*
Fin de la deuxième année de dépression	*8*	*128*	*115*	*13*
Fin de la troisième année de dépression	*7*	*135*	*121*	*14*
Fin de la quatrième année de dépression	*4*	*139*	*127*	*12*

D'après cet exemple, dès la deuxième année de dépression, diminuent les quantités de nouvel outillage reçu dans l'année. Mais la surproduction, l'excès de quantités existantes de capitaux fixes sur les besoins ne s'amoindrit pas. La surproduction s'aggrave encore pendant deux ans jusque y compris la troisième année. Le retard de la réduction des livraisons sur le début de la dépression est seulement d'une année. Celui de l'atténuation de la surproduction sur la crise est de trois ans. A cause du caractère durable de l'outillage qui oblige à tenir compte des quantités existantes, et non pas seulement des quantités produites, la surproduction persiste pendant la dépression plus tard que les phases de fort accroissement annuel de capitaux fixes. Elle continue et s'accentue tant que les chiffres annuels des livraisons dépassent ceux de l'augmentation des besoins.

On raisonnerait semblablement pour établir la possi-

bilité du maintien de la sous-production pendant la prospérité après même que s'est terminée la phase de faible accroissement de l'outillage.

Donc, même si fléchissent assez tôt les chiffres de l'accroissement annuel de capitaux fixes pendant la dépression, il se peut que dure encore la surproduction si les chiffres restent assez élevés. Même si augmentent assez tôt les chiffres de l'accroissement annuel de l'outillage pendant la prospérité, on peut parler d'une sous-production durant une bonne partie de cette période, pourvu que les chiffres ne soient pas encore trop considérables, pourvu que la très forte ascension des chiffres se place au terme de la prospérité.

Il semble donc bien que nous ayons dans les caractères de la technique capitaliste de la production et dans les mouvements cycliques de l'outillage en exploitation qui en sont la conséquence certains éléments d'une explication des mouvements périodiques des prix par les variations de la production, de l'offre de marchandises. Pour les matières premières, pour la production en cours de l'outillage, les oscillations rythmiques des prix s'effectuent sous l'influence de la demande et en dépit de ce que devraient entraîner les fluctuations de l'offre. Mais c'est qu'il s'agit là de biens dont les prix sont sous la dépendance des prix des biens finis. Or, pour les capitaux fixes finis et en exploitation, on constate que pendant une notable partie de la prospérité persiste leur insuffisance. Cette pénurie, cette sous-production, cet état de l'*offre* de capitaux fixes finis, ne sont-ils pas la cause de leurs prix élevés? S'il en est bien ainsi, et tant que l'outillage fini ne parvient pas à s'accroître en quantité notable, se maintient une demande active des biens servant à la fabrication des capitaux fixes et se maintiennent aussi leurs hauts prix en dépit de leur fabrication accrue. C'est la modicité de l'offre de capitaux fixes finis qui soutient l'ascension des prix et la demande élargie des matériaux pour capitaux fixes. Pendant une

bonne partie de la dépression, de même, c'est l'excès des quantités d'outillage en service, l'excès de l'offre, la surproduction, qui avilit les prix des capitaux fixes et par voie de conséquence entraîne la demande réduite de matériaux pour capitaux fixes, entraîne aussi leur bas prix en dépit de l'amoindrissement de leur production.

Mais il faut encore rechercher si, à cette explication qui se dégage peu à peu des faits observés, les mouvements cycliques de la production d'objets de consommation apportent ou non une confirmation.

LIVRE VII

LES OSCILLATIONS CYCLIQUES DANS LA PRODUCTION DE BIENS DE CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

Les fluctuations périodiques dans les quantités de maisons d'habitation

Je commence l'examen des mouvements cycliques relatifs à la production de biens de consommation par l'observation de ce qui concerne les habitations à cause des similitudes existant entre la fabrication de capitaux fixes et la construction des maisons.

L'administration des contributions directes en France nous fournit des renseignements sur le nombre de maisons nouvellement construites et sur le principal de l'impôt foncier qui les frappe. La statistique relative aux maisons peut abuser sur les fluctuations véritables de la satisfaction du besoin d'habitation car elle additionne sans distinction et met sur le même rang de modestes maisons de peu de pièces et d'immenses bâtisses parisiennes abritant des dizaines de familles. Aussi, les chiffres de l'impôt paraissent-ils plus symptomatiques des oscillations réelles car ils tiennent compte de l'importance des constructions. Le tableau I en appendice présente, pour les quatre derniers cycles, le montant des impôts relatifs aux

maisons nouvelles construites dans l'année. Je ne remonte pas au cycle antérieur pour éviter l'influence des événements de 1870-1871.

Il s'agit dans ce tableau d'impôts concernant des maisons nouvelles dont l'édification a été *terminée* dans l'année. Or, le phénomène de la longue durée de la production que nous avions observé pour les capitaux fixes finis caractérise aussi la construction des maisons. Il conduit donc aux mêmes résultats, à un rythme voisin de celui qui a été dégagé pour les capitaux fixes terminés. Premièrement, des années de constructions accrues alternent avec des années de constructions diminuées, qui sont les années en *italiques* dans le tableau. Deuxièmement et surtout, le début et la fin des périodes alternées retardent souvent sur le début et la fin des périodes de prospérité et de dépression. C'est ainsi que les années de constructions accrues commencent en 1889, 1899, 1906, en retard dans trois cas sur quatre sur le début de la prospérité qui s'était ouverte dès 1888, 1897, 1905. Et ces périodes s'achèvent en 1886, 1901, 1908 en retard encore dans trois cas sur l'année de la crise survenue en 1882, 1900, 1907.

Il est probable, cependant, que dès le début de la prospérité l'industrie du bâtiment a vu son activité renaître. Et dès l'année de la crise les commandes de nouvelles maisons ont dû se raréfier. Les retards n'existent que pour les maisons achevées et à cause du long temps nécessaire à leur édification.

On doit donc penser que pendant une bonne partie de la prospérité, malgré qu'on travaille énergiquement à bâtir de nouvelles maisons et tant que ces maisons ne sont pas terminées, le besoin de logement reste insatisfait. En 1888, en 1897-1898, en 1905, malgré qu'on soit entré dans l'ère de la prospérité, les chiffres relatifs aux maisons nouvelles demeurent très faibles. Le besoin ne commence à être satisfait que dans les derniers temps de la prospérité. Les chiffres vraiment élevés ne s'obser-

vent qu'en 1883-1886, 1889-1890, 1899-1901 et surtout 1901, 1906-1908 et surtout 1908, c'est-à-dire au terme de la prospérité ou même dans les premières années de la dépression.

Lorsque la crise survient, les maisons déjà construites suffisent à satisfaire les besoins. Elle les satisfont même de façon sans doute excessive. Et cependant, malgré que se ralentisse l'activité productrice de l'industrie du bâtiment, comme il faut bien prendre livraison des maisons antérieurement mises en construction, de nouveaux locaux, au début de la dépression, viennent en nombre considérable aggraver la saturation du besoin.

Comme pour les capitaux fixes, on constate de nouveau ici que l'œuvre de production s'accomplit surtout pendant la prospérité, et que la satisfaction du besoin grandit surtout pendant la dépression. On souffre de la *sous-production* de maisons prêtes à être habitées durant une bonne partie de la prospérité. Les propriétaires se plaignent de la *surproduction* de maisons finies durant une bonne partie de la dépression.

Si les maisons rappellent les capitaux fixes par la longue durée de leur construction, elles les rappellent aussi par leur caractère de bien durable. Par suite, pour le degré de satisfaction des besoins, il faut tenir compte non pas tant des quantités de maisons construites dans l'année, que des quantités de maisons existantes. Il peut ainsi se faire que, à cause de la surabondance de maisons construites dans les derniers temps de la prospérité et le début de la dépression, l'excès de maisons, la surproduction persiste et s'aggrave pendant la dépression, même après que diminuent les chiffres des maisons construites dans l'année, pourvu que ces chiffres ne soient pas très réduits. De même, à cause de la pénurie de maisons bâties dans les derniers temps de la dépression et le début de la prospérité, l'insuffisance de maisons peut subsister et s'accentuer pendant une bonne partie de la prospérité, même

après que le nombre de maisons nouvelles a commencé d'augmenter et tant que ce nombre n'est pas encore sensiblement élevé.

Il apparaît bien ainsi que pour les maisons, comme pour les capitaux fixes, soit possible une explication du rythme des prix par celui des quantités de biens finis existants.

Il va sans dire qu'il ne s'agit en ce moment que des fluctuations périodiques. Il se peut évidemment qu'à cause des mouvements de longue durée le besoin de logement soit satisfait de façon très inégale dans l'ensemble des deux cycles comparés entre eux.

APPENDICE

Tableau I. — *Fluctuations du principal de l'impôt foncier relatif aux maisons nouvellement construites.*

Années	Mille francs	Moyennes
1879	*1.097*	
1880	1.206	
1881	1.263	
1882	1.220	
1883	1.432	1.479
1884	1.621	
1885	1.768	
1886	1.840	
1887	*1.390*	*1.296*
1888	*1.203*	
1889	1.565	1.552
1890	1.539	
1891	*1.009*	
1892	*915*	
1893	*977*	
1894	*1.044*	*1.046*
1895	*1.087*	
1896	*1.128*	
1897	*1.128*	
1898	*1.079*	
1899	1.202	
1900	1.192	*1.297*
1901	1.498	
1902	*1.236*	
1903	*1.228*	*1.209*
1904	*1.139*	
1905	*1.233*	
1906	1.294	
1907	1.227	1.328
1908	1.464	
1909	*1.209*	
1910	*1.332*	

CHAPITRE II

Les oscillations cycliques dans la production de l'industrie cotonnière

---

Si de biens comme les maisons, biens durables et dont la construction exige un long temps, on passe aux autres biens de consommation, on ne trouve guère de renseignements sur la production que pour les industries textiles, et principalement pour l'industrie cotonnière.

Mais, même pour l'industrie cotonnière et les autres industries textiles, notre connaissance des mouvements de leur production est fort incertaine. Les statistiques dont on dispose, outre parfois la faible créance qu'elles méritent intrinsèquement, présentent surtout cet inconvénient de constituer non pas des statistiques *industrielles* sur les marchandises effectivement fabriquées par les usines, mais des statistiques *commerciales* sur les importations et les exportations de matières premières, ainsi que des statistiques *agricoles* sur le montant des récoltes dans les pays producteurs. Or, les chiffres qu'on peut ainsi calculer des quantités de matière demeurées dans le pays pour les approvisionnements des usines ne correspondent pas exactement aux quantités réellement transformées dans l'année par ces usines: 1° Les quantités de matières restant dans le pays augmentent souvent, sans aucun accroissement des besoins de l'industrie dans les années de fortes récoltes. Les matières non utilisées dans l'année par les filatures forment des stocks où on puisera aux années de

faibles récoltes. Il est donc difficile de distinguer dans les mouvements relatifs à la matière première ce qui tient aux mouvements de la production industrielle et ce qui tient aux variations des rendements agricoles. 2° Les quantités de matières premières importées ou exportées sont indiquées par années solaires et non par campagnes. De sorte que si, par suite de purs hasards, une fort grosse partie des arrivages de coton, par exemple, s'est effectuée à la fin de l'année ou, au contraire, au début de l'année suivante, le total d'une des deux années est indûment augmenté au détriment de l'autre. Peut-être, à cause de ce chevauchement d'une même campagne sur des années consécutives, des moyennes de plusieurs années seraient-elle un indice du montant de la production des usines meilleur que les chiffres absolus de chaque année.

En tout cas, on voit que pour ces raisons, alors même que la fabrication industrielle, des cotonnades en particulier, obéirait à un rythme d'une parfaite régularité, il se pourrait qu'entrevu à travers les fluctuations des approvisionnements de matières premières ce rythme n'apparaisse souvent que déformé et irrégulier.

D'après les statistiques néanmoins des excédents des importations de matières premières sur les exportations, on donne en appendice le tableau I des quantités de coton en laine demeurées en France et le tableau II des quantités demeurées en Angleterre. Pour la France, on ne remonte pas au delà de 1872, afin d'éviter les fluctuations exceptionnelles dues à la disette de coton qu'amena la guerre de Sécession américaine, ainsi qu'aux événements de 1870-1871. Pour l'Angleterre, on ne remonte pas au delà de 1870. On a groupé les chiffres par cycles distincts du début de la prospérité à la fin de la dépression. Pour chaque cycle (1), on a calculé successivement les

(1) Pour le second cycle de nos tableaux, j'ai considéré l'année 1881 comme la dernière année de la prospérité à cause que la crise

moyennes: 1° des premières années de la prospérité; 2° des deux dernières années de la prospérité; 3° des deux ou trois premières années de la dépression; 4° des dernières années de la dépression. Parfois, à cause de la brièveté de la prospérité, la première division manque. Je mets en italiques les chiffres relatifs aux années de *dépression.*

Malgré les changements accidentels des récoltes qui exercent vraisemblablement quelque influence sur le montant des importations annuelles de coton et qui, par suite, eussent pu masquer l'existence de tout rythme, une assez grande régularité se manifeste dans les mouvements que révèlent nos tableaux. Pour chaque cycle, nous trouvons des fluctuations assez semblables et que voici :

Premières années de la prospérité: augmentation.

Deux dernières années de la prospérité: augmentation (mais parfois diminution).

Premières années de la dépression: forte augmentation (sauf de rares exceptions).

Dernières années de la dépression: diminution (sauf une légère exception).

Les moyennes générales pour les cinq cycles pris ensemble, en omettant ce qui concerne les premières années de la prospérité pour lesquelles des chiffres spéciaux manquent dans certains cycles, sont les suivantes:

---

est survenue tout à fait au début de 1882 et que la hausse des prix a cessé dès 1881. Si au contraire on comptait l'année 1882 comme la dernière année de la prospérité, tout le cycle aurait une allure différente des autres cycles. Ce serait une exception au rythme général.

	France — Millions de kilos	Angleterre — Millions de Lbs	
Dernières années de la prospérité	135	1.526	
Premières années de la dépression	*165*	*1.576*	*Augmentation*
Dernières années de la dépression	*143*	*1.473*	*Diminution*

La décroissance qu'on observe parfois dans les dernières années de la prospérité paraît difficile à expliquer. Il semble difficile que la production d'articles en coton ait fléchi en pleine prospérité. Peut-être n'y a-t-il pas eu en réalité diminution de cette production et faut-il incriminer seulement les défectuosités de nos statistiques comme source de renseignements sur la fabrication industrielle.

Mais ce qui est intéressant, ce qu'il faut surtout remarquer, c'est le maintien, le plus souvent, de l'augmentation de nos chiffres pendant les premières années de la dépression, c'est le fait que la diminution ne se manifeste que tardivement dans les derniers temps de cette période.

Si nos statistiques ne nous abusent pas, le rythme de la production d'articles en coton offrirait un assez vif contraste avec celui de la *production en cours* de capitaux fixes. Tandis que la prospérité, et la prospérité tout entière, nous est apparue comme une période d'intense labeur consacré à la fabrication de l'outillage industriel, elle ne serait marquée que par une faible augmentation de la production de ces biens de consommation que constituent les cotonnades. Tandis que la dépression, et la dépression tout entière, nous est apparue comme une période de très considérable ralentissement dans la production en cours de capitaux fixes, elle serait au contraire caractérisée par une nouvelle progression, pendant quelques années, de la production de biens de consommation tels que les coton-

nades. La décroissance dans la production d'objets en coton n'aurait lieu que dans les dernières années de la dépression. Pendant la prospérité, le gros effort de l'industrie se porterait surtout vers l'outillage. C'est à sa construction qu'on travaillerait principalement. Pendant la dépression, alors que cette construction d'outillage serait de plus en plus abandonnée, la production de biens de consommation grandirait encore, au moins durant quelques années.

Mais si les mouvements de la fabrication de cotonnades contrastent ainsi avec ceux de la production *en cours* de capitaux fixes, ils présentent au contraire une assez grande conformité avec ceux des capitaux fixes *terminés* et *entrés en service*. On se rappelle, en effet, qu'à cause de la longue durée de sa fabrication le nouvel outillage n'est achevé et livré en quantités accrues que quelques années après le début de la prospérité; que, de plus, quelques années après la crise persistent les fortes livraisons de capitaux fixes antérieurement commandés. On conçoit fort bien ainsi que la production de cotonnades ne puisse pas beaucoup grossir pendant une bonne partie de la prospérité en dépit des grandes quantités de broches en construction. Cette production ne peut croître de façon notable que quand d'importantes portions de l'outillage en voie d'exécution sont achevées. De même, pendant les premières années de la dépression, malgré que diminuent les commandes d'outillage supplémentaire, la production de cotonnades continue à fortement augmenter parce qu'à cause « du mouvement précédemment donné » le nombre de broches commandées pendant la prospérité et dont on reçoit seulement livraison pendant la dépression, le nombre de « filatures à peine sorties de terre » demeure encore fort élevé.

Les caractères de la technique capitaliste de la production qui expliquent le rythme des capitaux fixes en exploitation expliquent en même temps celui de la production d'objets de consommation à laquelle on emploie ces capitaux fixes. Cette technique capitaliste exige, pour l'ac-

croissement de la fabrication de cotonnades, une construction préalable de capitaux fixes, d'usines, de machines à vapeur, de broches et de métiers. Mais comme cette construction demande un long temps, jusqu'à ce qu'elle soit achevée, le développement de la production de cotonnades ne peut guère s'effectuer. Pendant une bonne partie de la prospérité, subsiste ainsi une *sous-production* d'articles en coton. Sans doute, la fabrication de cotonnades progresse un peu grâce à des heures de travail supplémentaires, grâce à la cessation des chômages partiels de l'outillage qui ont pu avoir lieu pendant la dépression. Mais elle ne progresse pas suffisamment. Pendant la dépression, d'autre part, le caractère durable et coûteux de l'outillage fait qu'on ne le laisse pas volontiers au repos. Cet outillage, en outre, se voit durant les premières années de la période encore accru par des achèvements en quantité considérable de broches, de métiers, d'usines mis en construction pendant la prospérité. Ainsi se maintient et s'aggrave la *surproduction* de cotonnades.

Voici encore un rythme de la production, de l'*offre* de biens de consommation en quoi on peut chercher une explication du rythme des prix. La sous-production de cotonnades pendant la prospérité détermine la persistance de la hausse des prix. Leur surproduction pendant une bonne partie de la dépression entraîne la persistance de la baisse. La réduction de la production ne se manifeste que dans les derniers temps de cette période, faisant ainsi le vide sur le marché et préparant le retour de la prospérité.

Le tableau II relatif à l'Angleterre nous apprend cependant que l'accroissement de la production dans les premiers temps de la dépression peut parfois ne pas se produire. Elle n'a pas eu lieu, en effet, dans la dépression qui a suivi la crise de 1907. A cette époque, la violence de la crise, et aussi l'entente entre filateurs, a conduit à une pratique intense du *short time*, à la réduction à 40 heures de

la durée hebdomadaire du travail. Malgré que le nombre de broches de la filature anglaise, de 1907 à 1909, se soit élevé de 52 à 55 millions et demi, se soit ainsi accru de 7 p. 100 après la crise et malgré la crise à cause des livraisons de commandes anciennes, la production dans les deux premières années de la dépression a reculé de 3 p. 100 sur la production moyenne des deux dernières années de la prospérité. Ce fut en 1908, dit le *Rapport de la Commission des Valeurs de douane,* « l'équivalent d'un chômage de six à sept semaines pour l'ensemble des broches anglaises » (1).

Quand la crise est trop ruineuse, il peut donc se faire qu'en dépit de l'outillage qui augmente, la production de biens de consommation recule parce que les fabricants préfèrent arrêter plus ou moins complètement leurs usines plutôt que de produire à des conditions trop onéreuses. Le développement des trusts et cartels pourra multiplier les exceptions à ce qui paraît l'allure normale des cycles, pourra modifier certains de leurs aspects dans l'avenir.

Il est possible aussi que dans les derniers temps de la dépression, quand la chute des prix se fait de plus en plus profonde, on recoure encore à des chômages de métiers. D'après les statistiques générales des capitaux fixes en exploitation, en effet, ou d'après les statistiques spéciales aux broches de la filature de coton, le nombre de broches existantes dans les dernières années de la dépression n'augmente guère. Mais cependant il ne diminue pas. La production de cotonnades eût dû simplement cesser de croître. Or, elle va souvent jusqu'à rétrograder. Les arrêts partiels des métiers peuvent expliquer ces réductions, ou au moins certaines d'entre elles.

(1) *Rapport pour 1908,* p. 348.

*
* *

On pourrait se demander si les fluctuations des quantités de coton demeurées en France et en Angleterre chaque année, spécialement si la persistance de l'augmentation dans les premiers temps de la dépression et la diminution ou l'arrêt de l'augmentation dans les dernières années de cette période ne résultent pas, malgré leur quasi constante répétition, des hasards des récoltes. Or, à défaut de données annuelles remontant assez haut sur l'ensemble des récoltes cotonnières du monde, on possède les chiffres des récoltes américaines qui représentent la très grosse portion des récoltes mondiales. Mais si on compare année par année le tableau des récoltes cotonnières américaines depuis 1870 à nos deux tableaux en appendice relatifs aux approvisionnements de coton en France et en Angleterre, sans qu'il soit nécessaire de reproduire ici cette comparaison détaillée qui exigerait des développements fort longs et fastidieux, on peut dire que la concordance des mouvements ne se manifeste pas dans l'ensemble. Certaines des variations de récoltes concordent tantôt avec les fluctuations des approvisionnements français, tantôt avec celles des approvisionnements anglais. Mais, plus souvent, les fluctuations s'effectuent dans des sens différents. Le rythme des approvisionnements en France et en Angleterre n'obéit pas servilement au rythme des récoltes américaines. Il a sa loi propre qui dépend de l'état de l'industrie dans ces pays.

Ce qui le prouve encore, c'est que si on observe d'après le *Statistical Abstract of the United States* les mouvements de la *proportion* de la récolte américaine exportée, on constate que cette proportion se modifie chaque année. Preuve qu'aucun strict parallélisme ne se maintient entre récoltes américaines et expéditions de coton américain dans les pays étrangers. Bien plus, si on y regarde de près, on remarque que le plus souvent la proportion de la récolte américaine exportée augmente, par rapport aux dernières

années de la prospérité, dans les premières années de la dépression, et qu'elle diminue dans les derniers temps de la dépression.

C'est ce qui résulte du tableau III donné en appendice, tableau relatif à la proportion des récoltes américaines exportées. Ce tableau est disposé, comme les deux qui le précèdent, de façon à faire apparaître pour chaque cycle ce qui a lieu dans les premiers puis dans les derniers temps de la prospérité, dans les premiers puis dans les derniers temps de la dépression. Mais comme il s'agit d'années des récoltes, chacune des années correspond à l'année qui suit pour les approvisionnements de coton à l'étranger. C'est la récolte de 1906, par exemple, qui correspond aux quantités reçues en Angleterre et en France en 1907. De là, pour le tableau III par rapport aux tableaux I et II, le décalage des années sur lesquelles portent les moyennes successives. (Les chiffres relatifs à la dépression sont en *italiques*.)

Ce tableau montre que, sinon pour le second cycle, du moins pour les autres, on assiste à un accroissement de la *proportion* de la récolte exportée dans les premières années de la dépression, après les crises de 1873, 1890, 1900 et 1907 et à un recul de cette proportion dans les dernières années. Or, bien évidemment, la progression de la *proportion* exportée dans les premiers temps de la dépression ne peut résulter d'un accroissement dans le montant absolu de la récolte mais d'un accroissement dans les besoins des filatures des Etats importateurs qui ont beaucoup amplifié leurs capacités productrices. La diminution de la *proportion* exportée vers le terme de la dépression ne peut tenir à un fléchissement de la récolte, mais à un fléchissement des besoins des filatures qui ont cessé d'agrandir leur outillage.

Sans nier l'influence des récoltes sur les mouvements des approvisionnements, il est donc permis de penser que l'assez grande régularité observée pour ces mouve-

ments en France et en Angleterre constitue un phénomène au moins partiellement indépendant des vicissitudes des récoltes, une des manifestations caractéristiques des cycles industriels.

* * *

Mais hors de France et d'Angleterre, aux Etats-Unis, en Allemagne, nous ne trouvons plus de rythme bien net dans les quantités de coton demeurées dans le pays à la disposition des filatures.

Il ne pouvait guère en être différemment aux Etats-Unis. Les quantités de coton restant dans le pays ne sont pas autre chose que la partie de la récolte américaine non achetée par les autres nations. Mais il n'y a aucune nécessité à ce que ces quantités soient achetées et transformées dans l'année même par les filateurs américains. Nous avons là des statistiques intéressant l'agriculture et le commerce des Etats-Unis plus que leur industrie. Les variations qu'elles révèlent sont sous l'étroite dépendance des mouvements des récoltes et doivent présenter la même allure irrégulière. La tendance générale est un accroissement avec, de temps en temps, des reculs correspondant à des diminutions des récoltes américaines.

En Allemagne de même, les excédents des importations sur les exportations de coton vont presque toujours en augmentant. Mais parfois apparaissent de brèves diminutions se plaçant d'une façon capricieuse aux moments les plus divers de la prospérité et de la dépression. La plupart de ces diminutions correspondent aux années des faibles récoltes américaines. Les statistiques des approvisionnements concordent-elles bien avec les fluctuations des quantités produites? N'existe-t-il aucun rythme dans ces fluctuations? On ne peut que poser la question.

APPENDICE

TABLEAU I. — *Quantités de coton en laine demeurées en France*

Années	Millions de kilos	Moyennes
1872	80	67
1873	55	
1874	*100*	
1875	*101*	*101*
1876	*103*	
1877	*85*	
1878	*80*	*85*
1879	*90*	
1880	89	99
1881	109	
1882	*111*	*113*
1883	*116*	
1884	*97*	
1885	*108*	*105*
1886	*111*	
1887	121	108
1888	95	
1889	124	124
1890	125	
1891	*154*	*166*
1892	*178*	
1893	*138*	
1894	*160*	*143*
1895	*141*	
1896	*134*	
1897	189	182
1898	176	
1899	175	167
1900	159	
1901	*185*	
1902	*187*	*197*
1903	*219*	
1904	*176*	*176*

Années	Millions de kilos	Moyennes
1905	202	*202*
1906	205	217
1907	229	
1908	*232*	*246*
1909	*260*	
1910	*158*	*205*
1911	*252*	

TABLEAU II. — *Quantités de coton en laine demeurées en Angleterre*

Années	Millions de Lbs	Moyennes
1870	1.101	1.258
1871	1.416	
1872	1.136	1.222
1873	1.308	
1874	*1.308*	*1.274*
1875	*1.229*	
1876	*1.285*	
1877	*1.186*	*1.220*
1878	*1.193*	
1879	*1.281*	
1880	1.404	1.437
1881	1.471	
1882	*1.519*	*1.501*
1883	*1.487*	
1884	*1.498*	
1885	*1.219*	*1.368*
1886	*1.517*	
1887	1.499	1.477
1888	1.456	
1889	1.660	1.619
1890	1.579	
1891	*1.813*	*1.677*
1892	*1.542*	
1893	*1.192*	*1.466*
1894	*1.548*	
1895	*1.554*	
1896	*1.571*	

Années	Millions de lbs	Moyennes
1897	1.499	1.712
1898	1.925	
1899	1.342	1.443
1900	1.544	
1901	*1.623*	*1.582*
1902	*1.542*	
1903	*1.488*	*1.594*
1904	*1.701*	
1905	1.920	1.920
1906	1.762	1.909
1907	2.057	
1908	*1.770*	*1.845*
1909	*1.920*	
1910	*1.717*	

Tableau III. — *Proportion des récoltes américaines exportées*

Années des récoltes	Proportion moyenne p. °/₀ exportée	Années des rcéoltes	Proportion moyenne p. °/₀ exportée
1871 à 1872	66,9	1896 à 1897	71,6
1873 à 1875	*70,3*	1898 à 1899	66,3
1876 à 1878	*69,7*	*1900 à 1901*	*69,2*
1879 à 1880	69,2	*1902 à 1903*	*62,9*
1881 à 1882	*66,4*	1904	66,7
1883 à 1885	*67,2*	1905 à 1906	64,7
1886 à 1887	65,8	*1907 à 1908*	*67,3*
1888 à 1889	67,0	*1909 à 1910*	*64,9*
1890 à 1893	*68,2*		
1894 à 1895	*68,0*		

CHAPITRE III

Les mouvements de la production dans l'industrie de la laine et les autres industries textiles

---

Les données dont nous disposons pour la production dans l'industrie lainière sont beaucoup plus restreintes que pour l'industrie cotonnière.

Ici encore, nous ne pouvons saisir les fluctuations de la production industrielle qu'à travers les fluctuations de la matière. Mais aux imperfections déjà signalées de cet indice s'ajoute pour la laine cette circonstance aggravante qu'une même quantité de *laine en masse* donne, après les lavages, des rendements très inégaux en matière utilisable pour l'industrie. Il peut arriver ainsi que, quand la statistique des laines en masse marque une augmentation; la quantité de laine réellement disponible pour l'industrie, la quantité de laine *lavée à fond* soit au contraire en diminution.

En outre, même ces renseignements si défectueux sur les quantités de matière demeurées dans les pays font défaut fort souvent. Tandis que pour le coton la statistique relative à ce sujet résulte simplement, dans la plupart des pays, de l'excédent des importations sur les exportations, pour la laine il faut tenir compte aussi de la production indigène de matière première. Et pour nombre d'années dans bien des pays cette production n'est

10.

pas connue. En France, des chiffres annuels de la production nationale ne nous sont fournis que pour dix-huit ans, de 1885 à 1902. Hors de France, je ne possède de renseignements sur la production indigène qu'aux Etats-Unis, d'après le *Statistical Abstract.* Mais ces renseignements portent sur un plus grand nombre d'années. C'est pourquoi je commence par l'observation des faits aux Etats-Unis.

Le tableau I en appendice indique depuis une trentaine d'années les quantités de laine demeurées aux Etats-Unis, c'est-à-dire le montant de la production américaine non exportée ajoutée à l'excédent des importations sur les exportations de laine étrangère. Comme pour le coton, je groupe les chiffres par cycles. Pour chaque cycle, je calcule successivement les moyennes : 1) des premières années de la prospérité, 2) des deux dernières années de la prospérité, 3) des premières années de la dépression, 4) des dernières années de la dépression. Pour le premier et le dernier cycle du tableau, à cause de la brièveté de la prospérité, la première moyenne manque. Les chiffres relatifs aux années de dépression sont en *italiques.*

Dans l'ensemble, les *moyennes* indiquent des fluctuations assez semblables à celles qui ont été observées pour le coton en France et en Angleterre : augmentation pendant la prospérité ; augmentation encore pendant une bonne partie de la dépression ; diminution ou *statu quo* à la fin de la dépression ou au début de la prospérité suivante. On peut donc répéter ici que dans la prospérité si la production progresse, elle ne progresse durant plusieurs années qu'insuffisamment. Le niveau moyen le plus élevé n'est atteint que dans les premières années de la dépression. Et le fléchissement à la fin de la dépression favorise le retour de la prospérité. Il y a *sous-production* pendant une bonne partie de la prospérité. Il y a prolongement de la *surproduction* pendant une bonne partie de la dépression.

Mais si au lieu de considérer les moyennes on observe

les mouvements annuels, on note de sensibles fléchissements au lendemain sinon de toutes les crises, du moins des crises de 1893 et 1907, de deux crises sur les quatre du tableau. En outre, en 1904 s'il n'y a pas diminution il y a arrêt de l'augmentation. Le recul dans ces divers cas ne dure qu'une année, est suivi d'une forte reprise de la production : ce qui permet à la moyenne des premières années de la dépression d'être néanmoins supérieure à la moyenne de la fin de la prospérité.

C'est là aussi un fait qu'on avait parfois constaté pour l'industrie cotonnière. Le mouvement normal, pendant les premières années de la dépression, est sans doute l'accroissement de la production de biens de consommation, sous l'influence du surcroît d'outillage mis en construction pendant la prospérité et dont on continue encore à prendre livraison. Mais immédiatement après la crise, la gravité des pertes subies peut déterminer un chômage partiel de l'outillage dans bien des usines. Seulement, dès que la situation s'améliore légèrement, ou si aucune entente durable n'a pu s'établir entre industriels pour maintenir la limitation de la production, l'outillage marche bientôt de nouveau à plein. Et malgré la décroissance de la production dans la toute première année de la dépression, la moyenne générale des premières années de cette période se maintient élevée. La surproduction de biens de consommation pendant une bonne partie de la dépression, si on envisage la moyenne, continue à alterner avec la sous-production d'une partie de la prospérité.

* * *

En France, des estimations d'ailleurs assez problématiques sur le montant de la tonte nationale n'existent guère que pour les années qui s'écoulent de 1885 à 1902. Mais depuis 1903, la *Commission des Valeurs de douane* présume que le montant de notre production est demeuré à

peu près stationnaire à 43 millions de kilogs jusqu'en 1909, et à 35,5 millions en 1910 et 1911. On peut ainsi dresser le tableau II en appendice, relatif aux trois derniers cycles écoulés. Mais je signale que la crise ayant fait fortement sentir ses effets pour l'industrie lainière dès les débuts des années 1890 et 1900, chacune de ces deux années devra être considérée comme la première année de la dépression et non comme la dernière année de la prospérité.

D'après ce tableau, on ne trouve pas en France le même rythme que pour l'industrie lainière aux Etats-Unis, ni le même rythme que pour l'industrie cotonnière. Ce qui se manifeste en France, ce sont plutôt les mouvements que voici :

Prospérité : augmentation.
Année de la crise: diminution.
Années suivantes de la dépression: augmentation.
Fin de la dépression: diminution.

L'année de la crise, malgré l'accroissement de l'outillage, la situation est si ruineuse qu'un notable arrêt des métiers et des broches s'impose. C'est ainsi qu'en 1908 « tous les établissements furent obligés de recourir au chômage d'une façon plus ou moins grande pour éviter l'accumulation désastreuse des stocks. Dans certaines filatures, l'arrêt des broches fut presque complet pendant plusieurs semaines » (1).

Mais aussitôt après, la production reprend et la surproduction persiste ainsi durant la dépression. A la fin seulement de cette période survient une nouvelle diminution de la production qui, allégeant le marché, contribue peut-être à déterminer le retour de la prospérité.

La période de dépression demeure ainsi, pour une bonne

---

(1) *Rapport de la Commission des Valeurs de douane pour 1908*, p. 313.

part, une période de production élevée. Mais la moyenne générale des premières années de la dépression n'est pas toujours supérieure à la moyenne générale de la prospérité. De sorte qu'on n'est plus autorisé à écrire qu'une bonne partie de la prospérité apparaît comme une période d'augmentation insuffisante de la production, de sous-production, alors que les premières années de la dépression seraient une période de production encore plus considérable, de surproduction. Il est vrai, d'ailleurs, que nos documents portent sur si peu de cycles et sont si incertains que toute généralisation serait fort risquée.

*
* *

Quant à ce qui concerne les industries de la soie, du lin et du chanvre, on ne découvre aucun rythme appréciable dans les mouvements des matières premières mises annuellement à la disposition de l'industrie. Il se peut que le fait tienne au mauvais indice de la fabrication industrielle que constitue la matière première restant dans le pays. Mais il se peut que, vraiment, la production industrielle n'obéisse à aucun rythme régulier. Or, nous savons que les industries en question ne subissent qu'assez capricieusement les fluctuations périodiques des prix. Partiellement étrangères à nos cycles en ce qui concerne les prix, elles le seraient donc encore en ce qui concerne la production, en ce qui concerne l'*offre* de marchandises. Il y aurait concordance à cet égard dans les mouvements de leurs prix et de leur production. Et cette concordance confirme l'opinion déjà émise que *certaines* industries de biens de consommation, mais non pas *toutes*, doivent jouer un rôle très effacé en notre sujet des cycles économiques et n'être guère touchées que par répercussion.

APPENDICE

TABLEAU I. — *Quantités de laine demeurées aux Etats-Unis*

1881	290	313
1882	336	
1883	*357*	*383*
1884	*376*	
1885	*375*	
1886	*424*	
1887	*392*	*385*
1888	*378*	
1889	388	383
1890	378	
1891	411	440
1892	439	
1893	471	
1894	*347*	*487*
1895	*509*	
1896	*490*	
1897	*601*	
1898	*397*	*366*
1899	*335*	
1900	437	420
1901	403	
1902	480	470
1903	461	
1904	*462*	*502*
1905	*542*	
1906	495	497
1907	499	
1908	*431*	*511*
1909	*591*	
1910	*581*	*514*
1911	*448*	

TABLEAU II. — *Quantités approximatives de laines en masse demeurées en France*

1887	211	
1888	205	211
1889	218	
1890	*210*	*210*
1891	*227*	
1892	*230*	*234*
1893	*237*	
1894	*241*	
1895	*230*	*230*
1896	266	254
1897	243	
1898	262	263
1899	265	
1900	*203*	*203*
1901	*263*	
1902	*237*	*250*
1903	*249*	
1904	*222*	*225*
1905	*228*	
1906	251	254
1907	257	
1908	*239*	*239*
1909	*284*	*279*
1910	*274*	
1911	*272*	*272*

CHAPITRE IV

Les oscillations cycliques dans la production des objets de consommation en métal

---

Tandis que nous avons quelques renseignements sur la production dans l'industrie textile, renseignements qui nous ont permis de dégager, surtout pour l'industrie cotonnière de certains pays, un peu aussi pour l'industrie lainière, une alternance de la *sous-production* pendant une bonne partie de la prospérité et de la *surproduction* pendant une bonne partie de la dépression, nous ne disposons d'aucune statistique spéciale pour les autres biens de consommation, et en particulier pour les objets de consommation en métal.

Peut-être cependant la confrontation du rythme de la production de la fonte avec celui de l'accroissement des capitaux fixes en exploitation peut-elle jeter quelque lumière sur ce point.

On se souvient des grandes différences constatées pour l'augmentation de l'outillage en service, entre les périodes de forte et les périodes de faible progression. Pour la *moyenne* de ces périodes, on a trouvé en France des variations allant comme du simple au triple pour les locomotives, du simple au double pour les machines à vapeur, les constructions navales. Puis c'étaient des fléchissements tels que dans les phases de faible accroissement, la moyenne en France tombait au tiers de la moyenne de la phase antérieure pour les locomotives, à la moitié pour le tonnage des navires construits, aux deux tiers pour les machines à vapeur.

A ces écarts entre phases alternées, doivent correspondre des écarts parallèles dans l'emploi de matières premières, de fonte en particulier, pour la fabrication de l'outillage. Mais les acquisitions de fonte pour cette fabrication ont lieu dès le début de la construction des capitaux fixes et non pas au moment de leur achèvement. Les retards sur les périodes de prospérité et de dépression générale observées pour les livraisons d'outillage ne doivent pas exister pour les achats de fonte par les entreprises productrices de capitaux fixes. C'est dès le début de la prospérité qu'augmentent, c'est dès le début de la dépression que fléchissent les achats. Et entre les deux périodes doit exister dans les achats un contraste très accusé, à peu près semblable à celui qu'on vient de rappeler pour les accroissements de capitaux fixes.

Or, en France, la production *moyenne* de fonte n'est guère pendant les années de prospérité que d'un cinquième supérieure à la production *moyenne* des années de dépression antérieures.

S'il en est ainsi, si la production moyenne de fonte pendant la prospérité croît beaucoup moins que les acquisitions présumées de fonte par les industries productrices de capitaux fixes, n'est-ce donc pas que l'emploi de la fonte dans la fabrication de produits autres que les capitaux fixes, c'est-à-dire dans la fabrication des biens de consommation, ne grandit que fort modérément durant cette période. La production des biens de consommation dont la fonte est la matière première n'augmenterait dans la prospérité que dans de faibles proportions.

Durant la dépression, la production de la fonte recule d'ordinaire aussitôt après la crise. Mais très vite elle reprend pour diminuer parfois une seconde fois vers la fin de la dépression. Il résulte de là que la production *moyenne* de fonte est, pour l'ensemble de la dépression, supérieure à la production moyenne de la prospérité anté-

rieure, supérieure même le plus souvent à la production maxima atteinte au terme de la prospérité.

Si la production de fonte peut ainsi demeurer considérable alors que se restreint si gravement son emploi dans la fabrication de capitaux fixes, n'est-ce pas parce que progresse durant la dépression son emploi dans la fabrication de biens de consommation? La production des objets de consommation en métal croîtrait sensiblement dans la dépression.

La succession détaillée des mouvements de la fonte pendant la dépression pourrait permettre même d'entrevoir le détail de la succession des mouvements relatifs aux biens de consommation en métal durant cette période.

Si la production de la fonte fléchit au début de la dépression, c'est à cause du fléchissement de la production de capitaux fixes. Il se peut fort bien que ne diminue pas la fabrication des objets de consommation en métal. En tout cas, peu après la crise, la production de la fonte se relève légèrement. C'est vraisemblablement que les fabricants de fonte dont les débouchés se restreignent du côté des capitaux fixes trouvent des débouchés plus que compensateurs du côté des biens de consommation. Ils facilitent, d'ailleurs, l'élargissement de ce débouché, favorisent la forte production de biens de consommation par la baisse des prix de vente que rend plus aisée la baisse du coût. Au terme de la dépression, si la production de fonte recule parfois à nouveau, c'est peut-être que la production de capitaux fixes continue à décroître, alors que celle des objets de consommation cesse d'augmenter. Il se peut aussi que, comme dans l'industrie cotonnière, diminue la fabrication des objets de consommation elle-même. La production d'objets de consommation en métal augmenterait donc considérablement pendant une bonne partie de la dépression et demeurerait stationnaire ou peut-être même rétrograderait vers la fin de la dépression, contribuant par là à aider au retour de la prospérité.

On peut ainsi supposer le schéma suivant où pour la production de la fonte les chiffres sont établis d'après les variations proportionnelles de la production réelle de la fonte en France depuis le milieu du XIXe siècle, mais où les autres chiffres sont naturellement hypothétiques :

	Production totale de fonte	Fonte employée dans la production totale de capitaux fixes	Fonte employée dans la production de biens de consommation
	—	—	—
Fin de la dépression.	*200*	*100*	*100*
Deux dernières années de la prospérité....	265	150	115
La plus grande partie de la dépression....	*265*	*120*	*145*
Fin de la dépression.	*260*	*117*	*143*

La production de biens de consommation en métal ne croîtrait donc que faiblement, insuffisamment durant la prospérité. Elle se maintiendrait à un niveau très élevé, progresserait même notablement pendant une grande partie de la dépression. La prospérité serait une période de *sous-production* de biens de consommation en métal. La plus grande partie de la dépression serait une période de *surproduction* aggravée de ces biens. A la fin seulement de la dépression, cette production diminuerait peut-être, désencombrant le marché et facilitant la reprise industrielle (1).

(1) Dans les raisonnements qui précèdent, on n'a tenu compte pour la production de capitaux fixes que des capitaux fixes nouveaux qui viennent augmenter la masse existante de l'outillage, et non pas de ceux qui viennent remplacer l'outillage hors de service. Peut-être, si on connaissait l'importance de la production de ces derniers, le contraste de la fabrication en cours de capitaux fixes entre la prospérité et la dépression serait-il moins accusé. Mais quoique affaibli, il n'en persisterait sans doute pas moins. Nos inductions au sujet de la production d'objets de consommation en métal pourraient être encore exactes.

CHAPITRE V

Les oscillations de la production dans l'ensemble des industries de biens de consommation

---

L'observation ou la présomption des mouvements de la production dans un petit nombre d'industries particulières a montré la persistance de la sous-production de biens de consommation pendant une bonne partie de la prospérité et celle de la surproduction pendant une bonne partie de la dépression. Pour les autres industries, à défaut d'informations directes, on doit se contenter des inductions qui suivent et qui sont relatives aux oscillations de la production dans l'ensemble des industries de biens de consommation.

*
* *

Les statistiques de la production, de la consommation et des prix du charbon peuvent déjà nous donner quelque enseignement en cette matière.

On connaît les mouvements cycliques de la production de charbon qui ont été précédemment étudiés. Sans qu'il soit besoin de nouveaux tableaux, il suffit de dire que les fluctuations de la consommation de charbon concordent à peu près exactement comme direction, intensité et dates à celles de la production. La consommation de charbon, ainsi que la production, croît fortement pendant la pros-

périté. Elle ne décline pas toujours immédiatement après la crise. Quand elle décline, la réduction est faible et de courte durée. La consommation *moyenne* de charbon durant l'ensemble de la dépression est parfois supérieure aux chiffres *maxima* atteints au terme de la prospérité précédente, parfois égale, rarement inférieure. Vers la fin de la dépression a lieu souvent un second recul de la consommation ou tout au moins un quasi-arrêt de l'accroissement.

Or, la production *en cours* de capitaux fixes décroît notablement pendant la dépression. Il doit en être de même de la consommation de charbon par les industries productrices d'outillage. Si la consommation moyenne de charbon dans l'ensemble de la dépression ne diminue pas considérablement aussi, mais au contraire reste stationnaire ou même augmente, n'est-ce pas que grandit la consommation de charbon par les industries productrices de biens de consommation, que grandit par suite également la production de ces industries? On aurait là une preuve du maintien de la *surproduction* de biens de consommation durant une bonne partie de la dépression, non seulement dans les quelques industries où on l'avait précédemment constaté, mais d'une façon plus générale dans les industries de biens de consommation considérées d'ensemble (1). Parmi ces industries surproductrices de biens

(1) On a constaté plus haut une prompte reprise, pendant la dépression, de la production de la fonte et on en a induit l'accroissement de la production d'objets de consommation en métal durant cette période. Le maintien d'une abondante consommation de charbon que l'on observe présentement pendant la dépression ne tient-il pas uniquement à ces mouvements de la production de la fonte ? N'est-ce pas le même fait que l'on utilise ainsi deux fois ? La comparaison, année par année, des quantités de fonte et de charbon produites ou consommées dans les divers pays montre qu'il n'en est rien. Les années de production accrue ou non diminuée sont encore plus nombreuses pendant la dépression pour le charbon que pour la fonte.

de consommation qui absorbent beaucoup de charbon pendant la dépression, il faut comprendre entre autres les industries qui ne produisent pas des choses, mais que l'on doit cependant assimiler partiellement ou totalement aux industries de biens de consommation, industries des transports satisfaisant le besoin de locomotion, industries satisfaisant le besoin d'éclairage au gaz ou à l'électricité et autres semblables. On conçoit ainsi que la continuation d'une production considérable, d'une surproduction, entraîne la continuation de la baisse des prix.

Dans les derniers temps de la dépression, les secondes diminutions ou les quasi-arrêts de l'augmentation qu'on observe fréquemment dans la consommation de charbon semblent témoigner d'un recul ou d'un arrêt de l'accroissement vers cette époque de la production de biens de consommation. Et cet état de choses favorisera le retour de la prospérité.

Les statistiques concernant le prix du charbon pourraient encore constituer une présomption en faveur des mêmes faits.

On se souvient que, *au moins pour les marchés intérieurs,* les prix du charbon ne baissent pas aussitôt après la crise générale, mais souvent haussent encore la première année de la dépression. Cette continuation de la hausse s'explique-t-elle entièrement par la pratique des contrats de longue durée? Ne peut-elle pas être due, au moins pour partie, à ce que malgré la crise la demande de charbon reste encore considérable de la part des industries productrices de biens de consommation dont l'outillage vient

---

Le fléchissement ou le quasi-arrêt de l'augmentation ne commence que plus tard pour le charbon ou se termine plus tôt. La persistance d'une large consommation de charbon durant la dépression n'est donc pas une simple conséquence de l'activité des hauts fourneaux. Elle suppose une forte consommation de charbon dans nombre d'autres industries.

de s'accroître grandement? N'est-elle pas un indice de la production accrue de biens de consommation dans les premiers temps de la dépression?

Si cependant les prix du charbon finissent par baisser malgré que les achats de charbon par les industries de biens de consommation demeurent encore considérables, c'est que la chute des prix de ces biens finit par déterminer la chute des prix des matières premières utilisées dans leur fabrication. On aurait ici un exemple de la nécessité qu'il y a pour la compréhension des phénomènes à substituer aux vieilles formules de l'offre et de la demande la considération des changements dans les courbes de l'offre et de la demande. Les industries productrices d'objets de consommation demandent encore de grandes quantités de charbon. Mais à cause de l'abaissement de leurs propres prix de vente elles ne peuvent les demander qu'à des prix réduits. Les charbonnages, de leur côté, préfèrent augmenter leur extraction, vendre davantage à des prix plus faibles plutôt que d'amoindrir leur production. La baisse des prix du charbon coïncidant avec une certaine reprise de la production et de la consommation de charbon révèle à la fois et la possibilité d'un plus large écoulement de charbon auprès des industries productrices de biens de consommation et la mévente, la surproduction dont souffrent ces industries, surproduction qui ne rend possible que des achats de matière à des prix amoindris.

De même au retour de la prospérité, on a vu que les prix du charbon ne remontent qu'un certain temps après le début de la hausse générale des prix. Ce retard ne tient-il pas à ce que la production dans les industries de biens de consommation et le charbon consommé par elles ne peuvent pas beaucoup augmenter pendant une partie de la prospérité, tant que l'outillage en construction ne leur a pas été fourni?

Les retards des variations des prix du charbon sur

celles de l'ensemble des prix, s'ils étaient certains, autoriseraient à affirmer une persistance de la surproduction d'objets de consommation durant une partie de la dépression et une persistance de leur sous-production durant une partie de la prospérité (1). Ils confirmeraient ainsi les inductions auxquelles conduisent les mouvements de la consommation de charbon.

*
* *

Certaines des particularités des fluctuations observées pour le poids des marchandises entrant dans le commerce de la France avec l'étranger semblent devoir faire présumer des faits analogues à ceux qu'on vient d'exposer. On a indiqué en effet, lorsqu'il a été traité de ces fluctuations, que le tonnage des échanges avec l'extérieur est plus élevé souvent pour la moyenne des deux premières années de la dépression que pour la moyenne des deux dernières années de la prospérité, et diminue plutôt dans les dernières années de la dépression. Peut-être est-ce là encore un indice d'une production qui, pour certaines catégories de biens, croîtrait pendant une partie de la dépression et fléchirait vers la fin de cette période.

---

(1) Mais ces retards sont-ils certains ? On ne doit pas oublier qu'ils ne se remarquent pas dans les statistiques relatives aux prix à l'importation en France et à Hambourg. Faut-il ajouter plus de créance à celles-ci qu'aux statistiques concernant les prix sur les marchés intérieurs ? Ou bien doit-on penser que sur les marchés internationaux, à cause de l'extrême concurrence, les prix du charbon subissent plus rapidement l'influence de la situation industrielle *générale,* accusent avec une grande sensibilité toutes les vicissitudes de cette situation, alors que sur les marchés intérieurs les prix du charbon seraient strictement soumis à l'action de la demande spéciale de charbon et conserveraient plus longtemps leur allure ancienne tant que cette demande n'est pas trop grandement modifiée? On est réduit aux conjectures.

*
* *

La source indirecte de renseignements la plus intéressante au sujet de la production dans les industries de biens de consommation consiste dans les statistiques relatives à l'outillage en service que nous avons longuement étudiées.

Il est déjà une série d'industries pour lesquelles il paraît difficile de se rendre compte des variations dans la manière dont elles répondent aux besoins autrement que par la considération des mouvements de l'outillage. Je fais allusion à ces industries fort importantes assimilables totalement ou partiellement à des industries de biens de consommation parce qu'elles aussi satisfont directement les besoins du public, industries des transports par terre ou par eau, industries de l'éclairage.

Or, pour certaines de ces industries, pour les chemins de fer, la navigation maritime, on a vu ce qu'enseignent les fluctuations de l'outillage en service.

Quand, au début de la prospérité, se manifeste l'insatisfaction du besoin, les industries productrices de l'outillage reçoivent des commandes considérables et entrent en pleine activité. Mais à cause du long temps requis pour la construction de cet outillage, c'est seulement plusieurs années après le début de la prospérité, c'est parfois même à la fin de cette période que matériel de chemin de fer et constructions navales peuvent être mis en service en quantités accrues. Pendant une grande partie de la prospérité, les besoins restent en souffrance et les réclamations du public se multiplient.

D'autre part, les abondantes livraisons du matériel persévèrent un assez long temps après la crise. L'outillage en exploitation continue à s'accroître pendant les premières années de la dépression alors que le besoin s'en fait moins sentir. Malgré qu'on mette en chantier beaucoup moins de navires ou de locomotives, malgré le ralentissement

du labeur des industries productrices de capitaux fixes, persiste une satisfaction des besoins plutôt trop large, plutôt excessive.

Comme les industries en question remplissent leur tâche par l'exécution de services, par des prestations et non par une production de *choses*, on ne peut à la lettre parler pour elles de l'alternance de la sous-production de biens de consommation pendant une partie de la prospérité avec leur surproduction pendant une partie de la dépression. Mais la situation, en ce qui concerne les besoins, est identique à celle qui résulterait d'une pareille alternance. Il y a toujours insuffisante satisfaction des besoins du public pendant une portion de la prospérité et satisfaction trop ample des besoins durant une partie de la dépression.

Cette alternance s'aperçoit très nettement en particulier dans les cas qui sont très fréquents pour ces industries où elles s'adressent à des clientèles distinctes, indépendantes les unes des autres. Des installations nouvelles pour l'éclairage par le gaz ou l'électricité, des lignes ferrées, des tramways urbains sont entrepris durant la prospérité dans des localités ou régions fort différentes, d'abord souvent dans les plus riches et ensuite dans d'autres qui le sont beaucoup moins. Tant que leur construction n'est pas terminée, malgré l'importance de la production en cours, le besoin reste insatisfait. Lorsque les travaux sont achevés, lorsqu'ils le sont surtout dans des endroits où à cause de la pénurie ou de la pauvreté de la population ils ne peuvent être rémunérateurs, la satisfaction du besoin, l'excès même de satisfaction, la surproduction apparaissent. Les faibles recettes des installations dans les régions peu fortunées sont la manifestation du même état de choses que celui qui se traduit dans d'autres industries par les bas prix. La surproduction, la saturation des besoins se révèlent et s'aggravent, durant la dépression, à mesure que toute la série des installations nouvelles entrent successivement en exploitation.

*
* *

Mais ce qui vient d'être noté pour les industries satisfaisant les besoins par l'exécution de services est au fond exactement ce qui a lieu aussi pour les industries qui les satisfont par la production de marchandises. Les mouvements de leur fabrication sont subordonnés à ceux de l'outillage en exploitation. D'après ce qu'on sait des uns, on peut présumer des autres.

Ou du moins il convient de faire une distinction entre industries de biens de consommation. Je qualifierai de *peu capitaliste* la production de certaines industries, parce qu'elles font usage de capitaux fixes peu importants, parce que le travail s'effectue principalement ou pour partie à la main, soit en atelier, soit à domicile. Dans ces industries, la production n'est pas étroitement assujettie à l'outillage. Et les statistiques ayant trait au matériel nous apprendraient peu de chose sur les fluctuations de leur production. Mais la production de nombre d'industries est une *production très capitaliste*. J'entends par là que les capitaux fixes employés par ces industries sont très importants et jouent dans la fabrication un rôle considérable, qu'il ne subsiste presque plus de travail manuel ni à domicile. Dans ces industries, les quantités d'objets de consommation qu'on produit dépendent, dans une très large mesure, de l'outillage existant. Sans doute grâce à des modifications dans la durée de la journée de labeur, grâce au chômage accru ou diminué d'une partie du matériel, le montant de la production peut varier en dehors de toute variation dans l'outillage. Il faudra tenir compte de ce fait. Mais le coût élevé des capitaux fixes oblige à les laisser chômer le moins possible, à en tirer à tout moment le maximum de rendement. De sorte que dans ces industries l'importance de la production est en principe à peu près proportionnelle à l'importance de l'outillage. Le rythme de la production obéit donc au rythme

du matériel en service, présente les mêmes particularités.

Or, si les mouvements de la production en cours de capitaux fixes coïncident avec ceux des prix, les mouvements des capitaux fixes finis et livrés, de l'outillage en exploitation, s'effectuent en retard sur les périodes de prospérité et de dépression. Les fluctuations des biens de consommation doivent d'ordinaire subir les mêmes retards.

Quand revient la période de prospérité, la production de biens de consommation ne peut pas se mettre à progresser immédiatement. L'outillage nécessaire à la fabrication du surplus de biens de consommation requis est sans doute commandé, en cours d'exécution. Mais du temps doit s'écouler avant qu'il soit achevé. Par suite, de nouvelles sociétés ont beau s'être créées, la fondation de nouvelles usines ou l'extension des anciennes, la construction d'un nouvel outillage ont beau avoir été entreprises, ce qui croît fortement au début, c'est le labeur consacré à la production de capitaux fixes. Ce ne peut être encore la fabrication de biens de consommation. Cette fabrication bénéficie cependant d'une certaine augmentation à cause que des métiers ou machines arrêtés pendant la dépression sont remis en marche, que des ouvriers antérieurement en chômage retournent dans les ateliers, que la journée de labeur est parfois prolongée. Mais l'augmentation reste nécessairement modique. C'est seulement quelques années après le début de la prospérité, quand les capitaux fixes en quantité plus considérable commencent à fonctionner, que la fabrication peut fortement grossir. Jusque-là persiste malgré tout l'insuffisante satisfaction du besoin des biens de consommation. A cause des caractères de la technique capitaliste de la production, à cause du long temps nécessaire à la construction de l'outillage, se maintient pendant une partie de la prospérité la *sous-production* de biens de consommation.

De même, quand la crise s'est déclarée, la production des objets de consommation doit en principe continuer

à grandir pendant une partie de la dépression. La période des forts accroissements de l'outillage se prolonge en effet un certain temps encore après la crise. Malgré la surproduction que la crise a révélée, malgré que s'arrêtent les commandes, que l'on n'entreprenne plus guère de nouvelles constructions d'outillage, les usines dont l'édification se termine, les nouveaux capitaux fixes qu'on reçoit, viennent encore aggraver, pendant les premières années de la dépression, cette *surproduction* des biens de consommation, cette *saturation des besoins*. Un autre trait de la technique capitaliste intervient alors. C'est le caractère durable et coûteux des capitaux fixes qui fait qu'on ne se décide pas volontiers à les laisser chômer et qu'on préfère vendre à faible bénéfice ou même à perte plutôt que de supporter les pertes plus considérables résultant de l'arrêt des usines.

Ce caractère durable de l'outillage entraîne encore une conséquence sur laquelle on a appelé déjà précédemment l'attention. C'est que même si l'afflux d'outillage dans les premiers temps de la dépression cesse d'être à peu près aussi considérable que dans les dernières années de la prospérité, et pourvu que cet afflux soit encore important, la surproduction d'objets de consommation peut néanmoins continuer à s'aggraver.

La quantité de biens de consommation susceptibles d'être produits dépend des quantités existantes de capitaux fixes, et non pas seulement des livraisons de l'année. Par suite, l'énorme outillage légué par la période de prospérité pèse sur la situation industrielle, accentue la chute des prix, alors même qu'un certain fléchissement dans la somme des livraisons annuelles a lieu. Sans doute, il faut tenir compte de l'augmentation des besoins, de l'augmentation de la demande au même prix que nous supposons dans nos raisonnements persévérer à une allure égale. Mais si le montant annuel de l'accroissement de l'outillage, tout en étant assez inférieur aux chiffres des derniers

temps de la prospérité, est supérieur à la progression présumée de la demande, l'excédent sur la demande des quantités existantes d'outillage, et par suite de la production de biens de consommation, se trouve augmenté. Qu'on se reporte aux chiffres schématiques donnés au terme de l'étude relative aux capitaux fixes en service. On comprendra que si la progression de la demande est de 6, si les nouvelles livraisons d'outillage sont de 7 au lieu qu'elles étaient de 10 la dernière année de la prospérité, l'excédent sur la demande des quantités existantes d'outillage et par suite des quantités de biens de consommation susceptibles d'être produites est accru de 1. La surproduction est plus intense en dépit de la réduction des livraisons de capitaux fixes.

De même, dans les premiers temps de la prospérité, malgré que grossissent déjà les chiffres des nouvelles livraisons d'outillage, si ces chiffres ne sont pas encore égaux à ceux de l'accroissement des besoins, la pénurie d'objets de consommation, la sous-production deviendront plus accusées.

Pour qu'il y ait persistance de la surproduction pendant une bonne partie de la dépression, il n'est donc pas nécessaire que les livraisons d'outillage demeurent aussi élevées qu'au terme de la prospérité. Il suffit qu'elles restent assez notables. De même pour que persiste la sous-production pendant une bonne partie de la prospérité, il n'est pas nécessaire que les accroissements d'outillage soient aussi faibles qu'au terme de la dépression. Il suffit qu'ils soient peu considérables. Il n'est naturellement pas possible de préciser le point où on peut dire des chiffres de l'accroissement de l'outillage qu'ils commencent d'être notables ou de ne plus l'être, puisqu'on ignore le montant annuel de l'extension des besoins. Les considérations qui précèdent montrent seulement que la surproduction pendant la dépression et la sous-production pendant la prospérité doivent continuer assez longtemps,

plus longtemps même qu'il ne semblerait résulter de la fin des phases alternées de fort et de faible accroissement de l'outillage qui ont été observées.

Une rectification cependant doit être apportée à ce qu'on peut tenir pour le schéma normal de ce qui a lieu pendant la dépression. La production effective peut parfois être inférieure à la production possible. Si la crise est trop ruineuse et si des ententes s'établissent entre chefs d'usine, il peut se faire que par un chômage intense d'une partie de l'outillage on arrive à réduire la production de biens de consommation au lendemain de la crise. Mais cette production moindre que la forte production de la fin de la prospérité peut encore être une production excessive. En outre, les stocks non vendus l'année de la crise menacent plus tard de s'ajouter à la production de l'année courante et pèsent sur le marché. Enfin, à la moindre amélioration de l'état des affaires, la production remonte à un niveau élevé. De sorte que le court fléchissement de la production ne réussit pas à suffisamment désencombrer le marché, et la surproduction subsiste.

Dans les derniers temps des périodes de prospérité et de dépression, la situation se modifie. Les achèvements de quantités importantes de capitaux fixes finissent par faire apparaître la surproduction au terme de la prospérité. De même au terme de la dépression cesse la sous-production de biens de consommation. Comme l'outillage ne grandit plus que dans des proportions fort réduites, la production de biens de consommation doit aussi ne plus augmenter que légèrement. Ou même elle recule. Un certain chômage partiel de l'outillage a toujours sévi pendant la dépression ; ce chômage ne parvient pas, au moins en principe, à amoindrir la production dans une partie de la dépression à cause des livraisons considérables de nouveau matériel qui font plus que compensation. Mais le chômage va croissant durant tout le cours de la période de dépression. C'est au terme qu'il est le plus grave. De

sorte qu'à ce moment, comme le chômage atteint son maximum et que les livraisons de matériel deviennent très faibles, la compensation n'a plus lieu. La production qui a progressé pendant plusieurs des années de dépression peut rester stationnaire ou même rétrograder. Mais il suffit qu'elle reste stationnaire ou ne progresse qu'à peine pour que l'accroissement des besoins finisse par faire apparaître la sous-production et fasse revenir la prospérité.

L'enseignement que l'on peut tirer des statistiques de l'outillage pour la production dans l'ensemble des industries de biens de consommation, du moins des industries *très capitalistes,* est donc identique à celui qui résulte de l'examen d'un certain nombre d'industries particulières. Cette fois encore, comme au sujet de quelques-unes des industries textiles, comme pour les industries de biens de consommation en métal, comme pour l'industrie du bâtiment, les industries des transports et autres semblables, on doit conclure à une persistance de la *sous-production* pendant une bonne partie de la prospérité, de la *surproduction* pendant une bonne partie de la dépression, ou suivant des formules qui conviennent mieux à toutes les industries, à une alternance de l'*insatisfaction* et de la *saturation* des besoins. L'explication des mouvements cycliques des prix par ceux de l'offre des marchandises, pendant une portion des périodes alternées, va devenir aisée.

*
* *

Mais il s'agit dans ce qui précède des mouvements relatifs à des industries où la fabrication est subordonnée à un outillage puissant. Dans les industries, au contraire, où le rôle de l'outillage est assez secondaire, dans les industries *peu capitalistes,* où la production s'effectue, ne serait-ce que pour partie, à la main, soit en atelier, soit à domicile, les fluctuations de la fabrication peuvent être

fort différentes de celles qui viennent d'être signalées. Lorsqu'en effet la prospérité commence, on n'a pas dans ces industries à attendre la construction préalable d'un surcroît d'outillage. Par l'augmentation du nombre de travailleurs en atelier, par un appel plus large aux forces ouvrières disponibles à domicile, on peut rapidement accroître la fabrication. La *sous-production* durant la prospérité n'a pas de raison d'être. De même, quand la crise survient, on n'est plus incité à une forte production par l'outillage considérable fabriqué durant la prospérité, par le nouvel afflux d'outillage au début de la dépression. On diminue le nombre d'ouvriers employés en atelier. On restreint l'ouvrage donné aux ouvriers à domicile. La persistance de la *surproduction* pendant une grande partie de la dépression n'a pas lieu d'exister.

C'est là sans doute une des raisons pour lesquelles, dans certaines des industries textiles qui recourent pour partie au travail à domicile, dans la soierie, dans le tissage de toiles, par exemple, la production ne présente pas un rythme régulier analogue à celui qui a été constaté dans l'industrie cotonnière ou présumé dans les industries de biens de consommation en métal.

Au terme de l'étude des prix, il était apparu qu'une distinction devait être faite entre industries de biens de consommation. Certaines seulement d'entre elles participent régulièrement aux fluctuations périodiques des prix, auxquelles les autres restent étrangères. Il en est de même pour ce qui est de la production. C'est précisément dans les industries où le rythme des prix offre le plus de régularité que la production obéit à ce qui a semblé le rythme caractéristique des industries de biens de consommation. De même, c'est à la fois en ce qui concerne les prix et la production que les autres industries sont rebelles aux oscillations cycliques typiques. La cause de cette différence doit être identique dans les deux cas et commence à se laisser entrevoir. Elle tient sans doute à l'allure plus

ou moins *capitaliste* de la production, au rôle très considérable des capitaux fixes dans certaines des industries et peu notable dans les autres. C'est dans les industries très *capitalistes* que production et prix obéissent à des mouvements réguliers. Ce sont ces industries seules qui coopèrent nettement aux fluctuations périodiques. C'est leur observation qui peut renseigner sur ce qu'il y a d'essentiel dans le phénomène étudié.

LIVRE VIII

SECOND ESSAI D'EXPLICATION DU RYTHME DES PRIX

CHAPITRE PREMIER

L'explication du rythme général des prix

L'observation des mouvements cycliques de la production dans les industries particulières nous a progressivement fourni les éléments permettant de résoudre le problème qui s'était posé à nous après l'examen des oscillations de la production générale. Le maintien de la hausse des prix durant la prospérité nous était apparu contraire à ce qui devait résulter de l'accroissement de la production totale pendant cette période. Le maintien des bas prix durant la dépression ne se conciliait pas avec la stagnation concomitante de la production. Mais c'est qu'à cause de certaines caractéristiques de la technique capitaliste de la production, à cause du long temps nécessaire à la fabrication de l'outillage, ainsi qu'à cause du long maintien en activité de cet outillage durable et coûteux, ce sont deux rythmes dissemblables qu'on constate dans les industries particulières. Et c'est de la combinaison de ces deux rythmes que celui de la production générale est la résultante.

Il y a bien progression de la production totale durant la prospérité. Mais la technique capitaliste exige que, quand se dessine un mouvement d'augmentation de la

production, on commence d'abord par l'accroissement de l'outillage. Les facteurs originaires de la production, le travail et la nature, au lieu d'être employés à la fabrication immédiate des biens de consommation, doivent produire au préalable toute une série de capitaux fixes ou, comme on a dit encore, de « biens intermédiaires », de « biens instrumentaux », de « biens productifs ». C'est ce qui a lieu pendant la prospérité. C'est vers la fabrication d'un *surplus* d'outillage que la société porte son principal effort. Machines à vapeur, métiers et machines de toutes sortes, usines, navires, locomotives, voies ferrées, lignes de tramways, installations en vue de l'éclairage électrique ou de la fourniture de gaz, à quoi il faut ajouter les maisons d'habitation qui, par certains traits de leur construction, se rapprochent des capitaux fixes, c'est à la production de biens de cette nature qu'on s'attaque vigoureusement durant cette époque. C'est cette considérable fabrication *en cours* de l'outillage ou de biens de consommation longs à construire comme les maisons, c'est cette extrême activité des industries productrices de capitaux fixes qui caractérisent la période de prospérité.

C'est aussi à ces faits que tient surtout l'accroissement de la production globale qu'on observe alors. Le volume grossi des échanges, l'intensité grandie du trafic, le montant plus élevé des règlements par effets de commerce, procédés de compensation ou monnaie que nos statistiques générales nous avaient révélés, proviennent principalement d'une circulation très amplifiée des matières premières, produits mi-ouvrés, matériaux et pièces diverses entrant dans la construction des machines ou bâtiments.

Mais à cause du long temps nécessaire à la fabrication de l'outillage, pendant une bonne partie de la prospérité, ni capitaux fixes finis, entrés en service, ni par suite objets de consommation ne peuvent augmenter de façon notable. Or, capitaux fixes finis, maisons achevées, objets

de consommation divers, ce sont là des biens susceptibles de satisfaire très prochainement les besoins du public, susceptibles de les satisfaire dans quelques jours, quelques semaines, quelques mois. Les quantités existantes de ces biens demeurent longtemps insuffisantes. Ce qui croît d'abord, c'est une fabrication destinée à ne satisfaire les besoins de la consommation que dans un temps plus éloigné, un an, deux ans ou davantage. Pendant une partie de la prospérité, en dépit du grand labeur accompli pour la satisfaction ultérieure des besoins, ceux-ci demeurent insatisfaits. La *sous-production* des biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins persiste malgré l'augmentation de la production globale.

Mais si on parle d'une sous-production de biens de cette nature, on n'entend pas affirmer une réduction de leur production. Au contraire elle augmente. Avec l'outillage existant, on peut tout de même par des moyens divers, emploi d'un plus grand nombre d'ouvriers, diminution du chômage, prolongement de la journée de labeur, amplifier la production. Mais l'accroissement est insuffisant. Il est moindre que la progression présumée des besoins. C'est en ce sens seulement qu'il y a sous-production.

De là, la netteté des mouvements de la production globale pendant la prospérité. La production en cours de capitaux fixes grandit beaucoup. La production de biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins ne grandit que de peu. Mais quoique présentant une allure inégale les deux rythmes s'associent pour déterminer une augmentation de la production totale. Dans les industries peu capitalistes en outre, dans celles où le montant de la production n'est pas étroitement assujetti à l'importance de l'outillage, il est possible qu'aient lieu des grossissements sensibles de la production qui influent encore sur le total.

Durant la dépression, les mouvements de la production globale nous ont paru présenter une certaine com-

plexité. Ce qui est sûr, c'est qu'elle cesse de croître dans les mêmes proportions que pendant la prospérité. Mais sauf ce point on n'a rien pu affirmer de bien précis. On a dû se contenter de déclarer que la production devait rester à peu près stationnaire, peut-être légèrement amoindrie, avec de faibles variations autour d'un niveau moyen, avec des fléchissements possibles aussitôt après la crise et vers la fin de la période.

C'est que les deux rythmes distingués, celui de la production destinée à ne satisfaire les besoins qu'à une date éloignée, et celui de la production destinée à les satisfaire prochainement, au lieu de s'effectuer dans le même sens, se contredisent. Et des modalités diverses dans la manière dont ils se croisent, de l'allure tantôt plus accentuée de l'un et tantôt de l'autre, résulte un mouvement général assez indécis.

D'une part le labeur consacré à l'augmentation de l'outillage se restreint considérablement. La production *en cours* de cet outillage diminue. Les industries productrices de capitaux fixes renvoient de fortes portions de leur personnel. C'est dans ces industries que le chômage sévit le plus fortement.

Mais d'autre part interviennent les traits caractéristiques de la technique capitaliste. A cause de la longue durée de la fabrication de l'outillage, nombre de capitaux fixes antérieurement commandés continuent à affluer pendant une bonne partie de la dépression. A cause de son coût élevé, on maintient en activité, tant qu'on le peut, tout l'outillage légué par la prospérité, grossi encore par les nouvelles et importantes livraisons des premiers temps de la dépression. Les quantités produites d'objets de consommation à l'aide d'un outillage trop accru demeurent longtemps excessives. Peut-être des réductions dans la fabrication d'objets de consommation ont-elles lieu au lendemain de la crise. Peut-être aussi décline la production des biens de cette nature dans les industries peu

capitalistes faisant travailler partiellement à la main ou à domicile. Mais pendant une bonne partie de la dépression, pour nombre d'industries de biens de consommation, la fabrication progresse plutôt qu'elle ne décroît. La surproduction de biens de consommation persiste. En outre, pour tous les biens durables, capitaux fixes finis, maisons, la pléthore, comme on l'a montré, se maintient et s'aggrave, à cause des fortes quantités existantes, même si fléchissent les quantités annuellement produites tant que le fléchissement n'est pas très prononcé. Tandis que se restreint ainsi la production destinée à ne satisfaire les besoins qu'à des dates éloignées, subsiste la surabondance des biens, objets de consommation, capitaux fixes finis, aptes à une satisfaction prochaine des besoins. Dans les derniers temps de la dépression seulement, s'atténue cette surabondance grâce peut-être à des amoindrissements de la production et grâce à l'extension des besoins.

Les résultats auxquels a conduit l'observation des faits étant ainsi rappelés, il faut maintenant, comme dans notre premier essai d'explication, rechercher si d'après les lois couramment admises de la valeur, les variations de l'offre de marchandises peuvent rendre compte des variations des prix. Mais dans le premier essai d'explication à propos de la production globale, on avait fait intervenir les lois de la valeur dans leur formule générale. Au point présent de cette étude après l'examen de ce qui concerne les diverses industries particulières, il faut faire appel aux lois spéciales de la valeur, aux lois concernant les différentes catégories de marchandises.

Or, ces lois nous apprennent que c'est des quantités de biens capables de satisfaire prochainement les besoins que dépend surtout l'allure générale des prix.

Les biens directs seuls, les biens parvenus à leur dernier état de transformation et susceptibles de satisfaire les besoins des consommateurs sont désirés pour eux-mêmes, reçoivent leur valeur de leur confrontation avec

ces besoins. Mais les biens indirects, la série des biens intermédiaires successifs qui dans un procès de fabrication s'échelonnent avant d'arriver au but suprême de toute œuvre productrice, à la satisfaction des besoins de la consommation, ne sont pas désirés pour eux-mêmes. Ils n'ont de valeur que parce qu'ils servent à la création des objets de consommation ou d'autres objets lesquels permettront cette création. La demande de biens indirects est une demande non pas de consommateurs appréciant les objets d'après leur utilité pour eux-mêmes, mais une demande de producteurs appréciant les objets d'après le prix de vente de ceux qu'ils pourront fabriquer par leur entremise.

La valeur de chacun des biens qui se succèdent au cours du procès de production dépend donc d'une part de leur quantité, mais d'autre part de la valeur des biens dont ils sont la matière première ou l'instrument de production. C'est leur quantité qui détermine la courbe de leur offre. Mais c'est le prix du bien qu'ils serviront à produire qui détermine la courbe de leur demande.

Cette courbe de leur demande est ainsi une courbe dérivée, résultant des prix de vente des marchandises à la fabrication desquelles on les emploie. La demande au même prix de filés augmente quand s'élève le prix du tissu. Celle du cuivre fléchit quand baisse le prix des objets en cuivre. Même les économistes qui attribuent une grande importance à l'influence du coût sur le prix des marchandises déclarent très volontiers que pour les mouvements de courte durée, tels que sont les mouvements cycliques, les éléments du coût et en particulier les prix des matières premières, des produits mi-ouvrés, des instruments de production sont sous la dépendance étroite des prix du produit fabriqué.

Ces vérités bien connues et généralement acceptées permettent de comprendre aisément que ce soit l'état des quantités existantes des biens plus proches de la satis-

faction des besoins, objets de consommation, capitaux fixes finis, qui commande aux prix des biens plus éloignés des besoins, aux prix des biens entrant dans la production en cours de l'outillage.

Pendant la *prospérité,* cette fabrication en cours est très considérable. Matières premières, fonte, cuivre, plomb, charbon, produits mi-ouvrés, pièces de machines, matériaux de construction sont produits en quantités très accrues. Cette abondante fabrication, si elle était seule à agir sur les prix, les déprimerait assurément par l'augmentation des *offres.* Mais les objets plus proches des besoins sont encore rares et leurs prix élevés. La hausse de ces prix entraîne une *demande* amplifiée des biens de la première catégorie, fait plus que compenser l'augmentation de leur production, soutient l'ascension générale des cours. Qu'importe la masse de capitaux fixes en construction? Ils ne sont pas encore terminés. En attendant, ni la quantité existante de ces capitaux n'est suffisante, ni les objets de consommation qu'ils permettent de fabriquer ne peuvent beaucoup croître. Il n'y a ni assez de métiers à filer, de machines-outils, de machines à vapeur, d'usines, de navires, de tramways, de locomotives, d'installations électriques, ni par suite assez de cotonnades, d'objets de consommation en métal, ni satisfaction suffisante du besoin de locomotion, du besoin d'éclairage, ni non plus assez de maisons. Cette insatisfaction générale des besoins détermine les hauts prix des objets de consommation, les fortes recettes des industries de transports, par répercussion les hauts prix de l'outillage et de tous les matériaux qu'exige sa construction. La sous-production des biens proches des besoins élargit la demande des biens éloignés de la satisfaction des besoins servant à leur fabrication et partant maintient la hausse de leurs prix.

Malgré l'accroissement de la production générale, les prix peuvent ainsi demeurer élevés pendant la prospé-

rité. Cet accroissement porte principalement sur des biens qui, à cause de la longue durée nécessaire à leur achèvement, ne sont confrontés avec les besoins que longtemps après leur mise en construction. En attendant, les besoins demeurent en souffrance et les prix conservent toute leur fermeté.

De même pendant la *dépression,* la production en cours de capitaux fixes a beau décroître sensiblement, obligeant à des réductions parallèles les industries qui fournissent les matériaux entrant dans leur fabrication. L'excès observé dans les quantités existantes d'outillage fini et de maisons d'habitation, l'excès dans les quantités annuellement produites d'objets de consommation subsiste malgré les chômages partiels auxquels on est souvent obligé de se résoudre. Les bas prix des objets de consommation, les faibles recettes, les bas prix des capitaux fixes finis entraînent la restriction de la demande de produits bruts ou mi-ouvrés, l'avilissement général des prix. La production qui diminue c'est surtout celle qui n'est susceptible de satisfaire les besoins qu'à une date éloignée. Au contraire persiste la surabondance des biens capables de satisfaire prochainement les besoins. Cette surabondance de certaines des marchandises suffit à prolonger la faiblesse des prix.

Dans les derniers temps seulement des périodes de prospérité et de dépression ce qu'il y a d'exagéré dans les mouvements de la production en cours de capitaux fixes finit par se manifester. L'excès de cette fabrication apparaît au terme de la prospérité et précipite la crise. Au terme de la dépression, le très grand ralentissement dans la production de l'outillage, l'arrêt ou le quasi-arrêt de la progression dans les quantités produites d'objets de consommation, l'augmentation des besoins qui rend le marché capable d'absorber plus de marchandises et à des prix plus rémunérateurs relèvent les prix. La prospérité reprend avec ses caractéristiques ordinaires.

Une comparaison empruntée à un ordre de faits familiers fera mieux comprendre encore ce qui a lieu.

Si en présence de la basse température constatée dans une pièce on se met à alimenter le feu du foyer, la chaleur désirée n'est pas immédiatement obtenue. A cause de l'intervalle qui s'écoule jusqu'à ce que rougisse le charbon, le froid persiste un assez long temps malgré les grandes quantités de combustible qu'on entasse dans l'appareil de chauffage. Plus tard, si l'appareil a été trop empli, la chaleur dégagée va demeurer longtemps insupportable malgré qu'on cesse tout jet nouveau de charbon. La période où on charge l'appareil est celle où le besoin de chaleur reste insatisfait. La période où le besoin est trop satisfait est celle où on ne verse plus de combustible.

Il en est à peu près de même dans la production capitaliste, à cause de la nécessaire fabrication préalable de capitaux fixes, à cause du long temps requis pour cette fabrication et du long temps ensuite pendant lequel reste en fonction l'outillage ainsi construit. C'est pendant la prospérité qu'augmente le plus la production en cours de capitaux fixes, et par suite aussi la production générale. C'est durant cette période cependant que les besoins sont le moins satisfaits, que les prix sont le plus élevés. Pendant la dépression la production en cours de capitaux fixes a beau diminuer fortement, la production générale par suite a beau demeurer stationnaire, les besoins sont amplement satisfaits, trop satisfaits et les prix restent très affaiblis. C'est pendant la prospérité que croît le plus le travail total de production. C'est pendant la dépression que la satisfaction des besoins est le plus considérable, est même excessive (1).

Si deux rythmes dissemblables s'observent dans la production des diverses sortes de marchandises, dans celle

---

(1) Dans les industries saisonnières du vêtement, de la mode, des phénomènes un peu semblables s'observent. Au retour de la saison, la

des biens éloignés et dans celle des biens proches de la satisfaction des besoins, c'est le rythme de la production, de l'*offre* de cette seconde catégorie d'objets qui préside au mouvement général des prix. Non seulement il commande aux prix de cette dernière catégorie de marchandises, mais encore il agit sur les prix des biens de la première espèce, triomphe même des effets contraires qui eussent pu résulter des variations de leur propre production. En dépit des deux rythmes différents de la production, le rythme général des prix est *unique* parce qu'il obéit à l'impulsion décisive de l'un d'entre eux. C'est le rythme de l'offre des biens plus proches de la satisfaction des besoins, capitaux fixes finis, objets de consommation, qui est le moteur dernier des oscillations générales des prix.

On peut encore condenser en un schéma, comme on l'a fait dans le premier essai d'explication, les mouvements de l'offre et de la demande durant l'ensemble d'un cycle. Pour la demande, pour la demande à un prix donné, à un prix de 5 francs, par exemple, on continuera à supposer que son allure reste uniforme, qu'elle est toujours croissante à un taux de 5 p. 100. On pourra donc reproduire le schéma de la demande à 5 francs précédemment tracé. Mais ce qu'il faut confronter avec cette demande, ce n'est plus le schéma de la production générale. C'est celui des biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins, quantités *existantes* de biens durables, capitaux fixes finis,

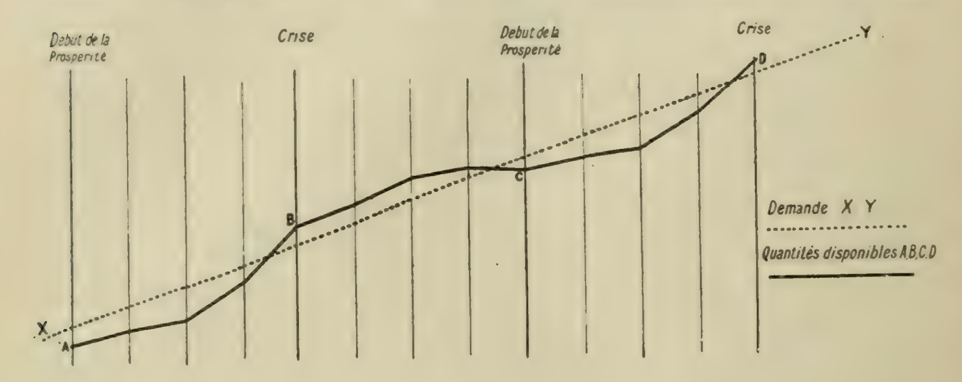
---

production est très intense et cependant, durant un assez long moment, le besoin n'arrive qu'à être très imparfaitement satisfait. Pendant la morte saison, au contraire, coïncident l'arrêt de la production et la très suffisante satisfaction du besoin. Le temps qu'il faut pour exécuter les commandes d'une part, l'assez long temps pendant lequel, d'autre part, durent les objets acquis expliquent ces mouvements en sens inverse de l'activité industrielle et de la satisfaction du besoin. L'alternance des saisons conduit à des oscillations comparables, malgré leur brièveté, à celles qui résultent de la technique capitaliste de la production.

maisons, quantités *produites annuellement* d'objets de consommation peu durables. C'est du rapport en effet de ces quantités avec l'état des besoins que résulte l'allure générale des prix. Pendant la prospérité il faudra donc que l'accroissement apparaisse d'abord modéré, puis dans les derniers temps beaucoup plus accentué. Pendant la dépression, il faudra indiquer une augmentation d'abord considérable, puis ralentie. Le schéma devra être à peu près conforme aux mouvements observés ou présumés pour les quantités de capitaux fixes en exploitation, les quantités existantes de maisons d'habitation, la production en France de cotonnades ou d'objets de consommation en métal. On a ainsi le tableau suivant:

	Demande à un prix de 5 francs	Quantités de biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins	Accroissement ou diminution annuels de ces quantités	Excédent ou déficit par rapport à la demande
Début de la première année: prospérité	100	95		— 5
Fin de la première année: prospérité	105	98	+ 3	— 7
Fin de la deuxième année: prospérité	110	102	+ 4	— 8
Fin de la troisième année: prospérité	115,5	112	+ 10	— 3.5
Fin de la quatrième année: crise	121	126	+ 14	+ 5
Fin de la cinquième année: dépression	*127*	*132*	+ *6*	+ *5*
Fin de la sixième année: dépression	*133*	*139*	+ *7*	+ *6*
Fin de la septième année: dépression	*140*	*142*	+ *3*	+ *2*
Fin de la huitième année: fin de la dépression	*147*	*141*	— *1*	— *6*
Début de la neuvième année: prospérité	147	141		— 6

On peut, d'après les chiffres de ce schéma, représenter dans le graphique que voici les fluctuations comparées.



La ligne pointillée XY représente la demande à un prix donné de 5 francs. Elle est constamment et également ascendante. Les quantités susceptibles de satisfaire prochainement les besoins sont figurées par la courbe ABCD. Si on compare ce graphique et ce schéma à ceux qui ont été donnés lors du premier essai d'explication, on voit que les mouvements des prix sont maintenant plus aisés à comprendre.

Pendant la prospérité, la demande augmente. Mais comme les quantités susceptibles de satisfaire prochainement les besoins ne grossissent d'abord que lentement, leur insuffisance par rapport à la demande s'aggrave durant une bonne partie de la prospérité. Dans les derniers temps seulement de cette période, la courbe des quantités produites ou existantes se mettant à s'élever d'une manière plus rapide se rapproche de la demande qu'elle finit par dépasser, déterminant ainsi la chute des prix et la crise.

Pendant la dépression, la demande par hypothèse progresse. Mais la courbe des produits monte d'abord plus haut encore. L'excédent des marchandises se fait plus accusé. La surproduction se prolonge. Dans les derniers temps de la dépression seulement le mouvement ascensionnel des produits se ralentit. Peut-être même y a-t-il recul d'ailleurs

très faible. La courbe des produits est ainsi croisée par celle de la demande, puis dépassée par elle. L'arrêt de l'accroissement des marchandises et l'augmentation des besoins se joignent pour entraîner le relèvement des prix.

La diminution de la production de biens de consommation dans certaines industries au lendemain de la crise vient parfois modifier l'allure de la courbe des quantités satisfaisant prochainement les besoins. Mais la prompte reprise de la production, alors que les besoins n'ont pas pu beaucoup croître, maintient la baisse des prix.

Dans le second comme dans le premier essai d'explication, c'est par les variations de l'offre de marchandises qu'on a rendu compte des variations cycliques des prix. Mais dans le premier essai, comme on n'avait encore étudié que les oscillations de la production totale, l'explication n'a pu valoir que pour ce qui s'effectue aux deux pôles des cycles, au moment de la crise, au début de la prospérité. La considération des industries particulières permet maintenant de faire davantage, d'attribuer à l'alternance de la sous-production et de la surproduction de certaines catégories de marchandises la responsabilité des fluctuations des prix dans l'intervalle qui s'écoule entre les deux tournants des phases successives, ou au moins dans une bonne partie de cet intervalle, dans une bonne partie de la prospérité et de la dépression. C'est le rythme de l'offre, mais le rythme de l'offre tel qu'il s'observe dans une production à technique *capitaliste* qui détermine les mouvements cycliques des prix. C'est le jeu des lois ordinaires de la valeur dans une production capitaliste, caractérisée par le long temps nécessaire à la fabrication de l'outillage et par le long maintien en activité de cet outillage, qui permet de concevoir les fluctuations périodiques des prix.

CHAPITRE II

Les particularités des mouvements des prix pour les diverses catégories de marchandises. Les industries motrices.

L'explication qui vient d'être proposée paraît bien rendre compte des mouvements cycliques généraux des prix. Mais elle ne peut être tenue pour valable que si elle cadre également avec toute la variété des fluctuations des prix pour les marchandises particulières. Or, l'étude des prix dans les diverses industries avait conduit aux constatations suivantes:

1° Les prix de certains objets de consommation subissent avec une grande fidélité les oscillations rythmiques. D'autres au contraire n'éprouvent ces oscillations que fort irrégulièrement;

2° Les prix des matières premières paraissent présenter des fluctuations plus intenses que les prix des produits finis;

3° Il n'est pas sûr que les mouvements des prix des capitaux fixes soient plus accentués que ceux de toutes espèces d'objets de consommation. Mais le fait est possible. Il se pourrait également que la constance de leur participation au rythme des prix soit plus grande;

4° La grande constance et la forte intensité des oscillations cycliques caractérisent en tout cas les prix des mé-

taux, matières premières à la fois de capitaux fixes et d'objets de consommation.

Il faut donner les raisons de ces faits comme on a donné celles des variations périodiques générales des prix. Il faut en même temps rechercher s'ils confirment l'explication proposée, y ajoutent de nouveaux arguments, ou tout au moins s'ils cadrent avec elle.

Selon cette explication, ce seraient les variations de la production et par suite des prix de certaines marchandises qui commanderaient aux prix d'autres marchandises, qui réussiraient même à leur imprimer des fluctuations contraires à ce qui semblerait devoir résulter de l'état de leur propre production. Les prix de certaines marchandises seraient donc les prix moteurs. Ceux d'autres marchandises ne feraient qu'obéir aux impulsions venant des précédents. Par prix moteurs, il faut d'ailleurs entendre, non pas ceux qui les premiers accusent les changements rythmiques à la suite de ce qui peut n'être qu'un hasard ou à cause des imperfections des statistiques, mais ceux qui soutiennent tout le mouvement des prix durant les phases alternées par la répercussion de leurs variations sur les prix des autres marchandises.

On doit donc examiner si, d'après la série de constatations faites dans notre étude des prix et qu'on vient de rappeler, ce sont les prix des marchandises présentant les caractères que notre explication comporte qui dans la réalité apparaissent bien comme les prix moteurs. On va de suite procéder à cet examen pour les biens de consommation. On passera ensuite aux capitaux fixes.

SECTION PREMIERE

LES DIFFÉRENCES ENTRE INDUSTRIES ET LA TECHNIQUE « CAPITALISTE » DE LA PRODUCTION

Si l'explication proposée est conforme aux faits, un des caractères des marchandises motrices des fluctua-

tions périodiques générales doit consister en ce que leur production s'effectue suivant une technique très *capitaliste* au sens donné par nous à cette expression. La persistance des prix élevés pendant la prospérité et des prix avilis pendant la dépression a été en effet attribuée au fait que pour nombre de marchandises susceptibles de satisfaire prochainement les besoins, en particulier pour nombre d'objets de consommation, les quantités produites ne peuvent pendant un assez long temps croître de façon notable en dépit de l'énorme labeur entrepris pour amener cet accroissement, ou en sens inverse continuent à augmenter pendant un assez long temps en dépit du ralentissement du labeur destiné à cette augmentation. Mais s'il en est ainsi c'est à cause de la technique capitaliste de la production, à cause, d'une part, de la nécessaire création préalable de l'outillage et de la longue durée de cette création, à cause, d'autre part, du long maintien en activité de cet outillage fort coûteux et que par suite on ne veut pas laisser chômer. Le montant des quantités fabriquées est donc subordonné aux quantités existantes de capitaux fixes finis, reste insuffisant pendant une bonne partie de la prospérité et excessif pendant une bonne partie de la dépression.

Il doit résulter de là que ne peuvent jouer un rôle actif en notre matière, ne peuvent jouer le rôle d'industries motrices des cycles, les industries où l'offre de marchandises ne dépend pas des fluctuations d'un important outillage, où la production n'est pas encore devenue entièrement *capitaliste*. Lorsque subsistent le travail manuel ou le travail à domicile, sans la nécessité d'un matériel considérable, d'installations compliquées, d'usines édifiées *ad hoc*, la fabrication conserve une grande *élasticité*. Elle peut grossir rapidement par la progression du nombre des ouvriers sans qu'on soit obligé d'attendre l'achèvement d'un outillage long à construire. Elle peut décliner très vite par le chômage des travailleurs sans que l'entrepre-

neur ait à s'inquiéter des pertes que pourrait entraîner l'arrêt d'un matériel dispendieux. La production conserve cette liberté d'allures, même si le travail à domicile ou à la main ne se maintient que pour partie. Le rappel à l'activité ou le chômage du contingent supplémentaire des ouvriers travaillant à la main ou à domicile viennent augmenter ou diminuer la production totale dans les proportions qui conviennent. Il n'y a pas de raison pour que la sous-production se prolonge durant une bonne partie de la prospérité ni la surproduction durant une bonne partie de la dépression. Ni les mouvements de la production ni ceux des prix qui en sont la conséquence ne doivent présenter dans ces industries des fluctuations cycliques d'une grande netteté.

Effectivement, dans des industries partiellement demeurées au stade du travail à la main ou à domicile, comme les industries de la soie, du tissage de toile, comme la plupart des industries de l'habillement, comme l'industrie de l'ameublement, comme le tissage de la laine même, on a vu précédemment que la production ou les prix, quand il a été possible de les soumettre à l'observation, n'obéissent pas régulièrement aux oscillations périodiques. Il en est de même dans l'agriculture.

Mais pour d'autres causes encore dans certaines industries de biens de consommation, la production échappe aux mouvements qu'entraîne la technique capitaliste.

Dans les industries très assujetties aux caprices de la mode, l'activité productrice subit des variations tout à fait indépendantes de nos cycles. Il faut bien se résoudre au chômage quand la mode délaisse totalement des articles qu'elle favorisait auparavant. Et la production reprend quand la mode redevient propice. Comme exemple de ces industries, on retrouve encore la plupart des industries citées plus haut et non encore parvenues au stade où toute la production s'effectue en fabrique. La considération de la mode est même un des facteurs qui entravent

dans ces industries le développement de la fabrique où la production n'a pas une suffisante mobilité. Le maintien partiel du travail à la main ou à domicile et les fluctuations de la mode s'associent ainsi dans la soierie, dans mainte industrie de l'habillement, dans le *tissage* de la laine aussi (1) pour imprimer à la production, ainsi qu'aux prix, des mouvements particuliers, différents des mouvements cycliques. Il est vrai qu'on constate cependant dans ces industries des variations partiellement parallèles aux variations cycliques. On en cherchera plus tard les raisons. Il suffit pour l'instant de noter qu'à cause des discordances, les fluctuations de la production, de l'offre de marchandises dans ces industries ne peuvent être considérées comme contribuant régulièrement à la direction des cycles périodiques. Même dans une industrie parvenue au stade de la production entièrement *capitaliste,* et dont la fabrication en principe dépend bien de l'importance de l'outillage, comme la *filature* de laine (2), l'influence de la mode peut venir troubler parfois la netteté des oscillations de la production. On aura là une industrie qui parfois jouera dans les cycles le rôle d'industrie motrice, mais qui parfois en sera empêchée et obéira à des fluctuations qui lui seront propres.

La variabilité des rendements agricoles qui modifie les quantités de matière première mises à la disposition de l'industrie peut aussi déterminer des mouvements de la production étrangers aux oscillations cycliques. Ce facteur agit dans les industries textiles, dans les industries de la

(1) « Le tissage de laine a été favorisé par plusieurs circonstances. La principale a été la mode généralisée du costume tailleur. » (*Rapport de la Commission des Valeurs de douane pour 1909,* p. 306.)

(2) « Autant la filature de laine peignée a été favorisée, autant celle de laine cardée a été malheureuse... C'est que cette industrie souffre depuis deux ans de la vogue extraordinaire des étoffes en laine peignée. » (*Rapport de la Commission des Valeurs de douane pour 1909,* p. 296.)

soie, de la laine, du lin et même dans l'industrie cotonnière. Cette dernière industrie qui, à tant de titres, peut être tenue pour une des industries motrices typiques des cycles ne pourra plus exercer son action ordinaire lorsque en dépit par exemple de l'accroissement de son outillage la pénurie de la récolte l'obligera à une restriction de sa production.

L'industrie cotonnière cependant, la filature de laine aussi quoique à un moindre degré restent susceptibles d'être des industries motrices des cycles. Les changements de la mode pour la seconde, ceux des quantités de matière première pour l'une et l'autre leur interdisent seulement ce rôle dans certains cycles. Mais elles le conservent dans d'autres quand n'interviennent pas ces causes perturbatrices. Leur production est bien alors sous la dépendance des fluctuations de l'outillage. L'influence de la longue durée de la création de capitaux fixes et de la longue durée de fonctionnement d'un matériel coûteux peut se manifester.

Mais à côté de ces industries et plus régulièrement encore pourront agir d'autres industries productrices de biens de consommation également *capitalistes* et pour lesquelles les variations de la production ne se ressentent ni des variations de la mode, ni de rien d'analogue aux changements des récoltes: les industries productrices d'objets de consommation en métal, les industries satisfaisant le besoin d'éclairage, celles qui satisfont le besoin de locomotion pour autant qu'elles sont assimilables aux industries de biens de consommation. Il faut y ajouter l'édification de maisons bien qu'elle ne s'effectue pas suivant une technique *capitaliste* parce qu'elle présente les mêmes caractères de longue durée que la production capitaliste.

Les différences de la technique de la production entre les industries qui participent le plus fidèlement aux fluctuations cycliques des prix et celles qui n'y concourent

que par intermittence constituent ainsi une confirmation de l'explication présentée. C'est dans les industries où les traits capitalistes de la production existent le plus nettement, exercent le plus librement leur action, que le rythme des prix s'accuse avec le plus de régularité. Et c'est en effet dans ces industries que la nécessité d'une fabrication préalable de capitaux fixes considérables pour arriver à la confection des biens requis, que la subordination du montant de la production à l'importance de l'outillage entraînent cette production alternativement excessive puis insuffisante pendant plusieurs années qui constitue pour nous la raison des mouvements alternés des prix.

Une confirmation de même nature peut être tirée de la comparaison de la technique dans les divers pays. C'est en Angleterre où de bonne heure la production a pris le caractère capitaliste que le phénomène des crises périodiques a commencé le plus tôt à être observé. C'est quand la production capitaliste s'est acclimatée ailleurs, en France, aux Etats-Unis, plus récemment en Allemagne, que les crises, devenues plus largement internationales, ont pu avoir leur point de départ non plus seulement en Angleterre, mais aussi dans l'un ou l'autre de ces Etats. Alors que les premières crises du XIX[e] siècle étaient principalement anglaises, la crise de 1882 paraît s'être surtout manifestée en France, celle de 1900 a été surtout allemande et celle de 1907 surtout américaine. De même présentement, ce sont encore les pays où la technique de la production est très *capitaliste* qui commandent aux mouvements cycliques mondiaux. Dans les pays peu *capitalistes*, au contraire, le montant de la production, n'étant pas assujetti à l'importance de l'outillage, n'a pas de motifs d'obéir à des oscillations périodiques. Si néanmoins parfois les prix y présentent de semblables variations, ce ne peut être que par répercussion de ce qui survient chez les autres nations.

SECTION II

MATIÈRES PREMIÈRES ET PRODUITS FABRIQUÉS

§ 1. — *Produits finis et produits mi-ouvrés*

On vient de montrer que l'une des particularités observées dans l'étude des prix des diverses industries est en parfaite harmonie avec l'explication proposée. En est-il de même de la seconde, du fait que les oscillations des prix des matières premières apparaissent souvent plus accentuées que celles des produits qu'elles servent à fabriquer?

Il ne s'agit certes pas là d'une règle absolue. Des exemples contraires ont été rencontrés. Je rappelle que si les fluctuations des prix sont pour la fonte plus accusés que pour les objets en métal, elles le sont pour le minerai de fer moins que pour la fonte. Dans les industries textiles aussi des cas semblables ont été signalés. L'incertitude et l'insuffisance de nos documents ajoutent encore aux réserves qu'il convient de faire sur le sujet. Il semble bien cependant qu'assez fréquemment les matières premières, matières textiles, métaux, charbon, et aussi les produits mi-ouvrés subissent des variations de prix plus fortes que celles des produits finis, plus fortes en particulier dans les industries de biens de consommation dont il est question pour l'instant.

Or, notre explication du rythme général des prix implique que les prix des biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins soient les prix moteurs, et commandent aux prix des biens plus éloignés du contact avec le consommateur. Ce principe se concilie-t-il avec l'intensité plus grande des mouvements des prix des matières premières? Et à quoi tient cette plus grande intensité.

Voyons d'abord ce qu'il en est pour les prix des produits mi-ouvrés comparés aux prix des produits finis. Nous exa-

minerons ensuite ce qui concerne le prix des matières brutes.

Il est une série de cas où les variations plus accentuées pour les prix des produits mi-ouvrés que pour les prix des produits finis tiennent à ce que ce sont les produits mi-ouvrés qui dirigent les mouvements cycliques. Et ceci va permettre de dissiper un malentendu possible. C'est à dessein qu'on a simplement opposé plus haut d'une façon vague les biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins aux biens qui ne les satisferont qu'à des dates plus lointaines. On n'a pas dit davantage, parce que les faits ne le permettaient pas. On s'est gardé de prétendre que les fluctuations cycliques des prix obéissaient aux prix des biens tout à fait finis.

Certains économistes étrangers appellent ces biens qui sont prêts à être acquis par le consommateur au détail, les objets d'habillement terminés par exemple, biens de premier rang. Les biens de second rang sont ceux qui les précèdent immédiatement dans le procès de production, les tissus. Seront biens de troisième rang, les filés, ou les métiers à tisser. Les matières textiles ou les métiers à filer constitueront des biens de rang encore plus éloigné.

Si on adopte cette terminologie qui peut être assez commode pour le sujet traité en ce moment, on doit déclarer qu'on n'a pas entendu tenir les biens de tout premier rang, tels que les objets d'habillement, comme moteurs nécessaires et uniques des oscillations périodiques des prix. L'impulsion peut fort bien émaner des biens de deuxième ou de troisième rang, des tissus et non pas des objets d'habillement, des filés et non des tissus, des produits mi-ouvrés et non pas des produits finis.

Les fluctuations périodiques des prix nous ont paru résulter de ce qu'à une demande par hypothèse à peu près également ascendante répond une production tantôt trop considérable et tantôt insuffisante. Mais il peut se faire que la production des biens de premier rang, des objets

d'habillement, je suppose, ne passe pas par de pareilles fluctuations, qu'elle grandisse dans la même mesure que la demande. Les prix des objets d'habillement ne varieraient pas. Et la demande de tissu par les fabricants d'objets d'habillement conserverait, comme la demande même de ces derniers objets, une allure toujours identique, une allure lentement ascendante.

Mais ce serait la production du produit de deuxième rang, du tissu, qui présenterait les variations cycliques caractéristiques, qui serait tour à tour excessive pendant la dépression à cause d'un outillage trop accru mais cependant maintenu en service, et insuffisante pendant la prospérité à cause du long temps nécessaire à la fabrication du surplus d'outillage désiré. L'excédent de tissu produit pendant la dépression et que par hypothèse les fabricants d'objets d'habillement n'achètent pas formerait des stocks considérables où on puiserait pendant la prospérité. Les prix des tissus très bas durant la dépression et très élevés pendant la prospérité continueraient à déterminer par une série de répercussions la baisse et la hausse des prix des filés, des matières textiles, des métiers à tisser, des métaux, du charbon.

Des marchandises autres que les produits tout à fait finis peuvent donc être les marchandises motrices et donner l'impulsion aux variations périodiques des prix des biens de rang plus éloigné.

Elles peuvent également commander aux prix des biens finis, et les entraîner dans des fluctuations alternées. Si pendant la prospérité la pénurie des tissus est telle qu'elle empêche les fabricants d'objets d'habillement d'augmenter leur production à la même allure que la demande, les prix de ces objets s'élèveront. Si en principe le prix de la matière première dépend dans une large mesure du prix du produit fabriqué, une matière première rare et d'un prix élevé peut amener la hausse des prix du produit fabriqué en occasionnant une limitation de sa pro-

duction. De même, elle peut pousser à la baisse du prix du produit fabriqué en favorisant l'extension de sa fabrication.

Quand il en est ainsi, on conçoit fort bien que les prix des produits mi-ouvrés, étant les prix moteurs, passent par des fluctuations très marquées et que les prix des produits finis à la confection desquels les premiers sont employés ne variant, quand ils varient, que par répercussion, n'accusent que de plus faibles oscillations.

Des faits de cette nature doivent surtout survenir quand la technique de la production est pour les produits mi-ouvrés déjà très *capitaliste,* et l'est beaucoup moins pour les produits finis.

Il est fort possible par exemple qu'effectivement le fabricant de tissus, dans les industries de la laine ou du lin, puisse grâce à l'appoint du travail à domicile successivement accru et diminué maintenir en principe sa production à un niveau à peu près égal à celui des besoins, et vendre à peu près aux mêmes prix. Mais ce serait la filature, qui, très dépendante de l'importance de son outillage, serait fort sujette quant à sa production et ses prix aux oscillations périodiques. De la filature partirait le mouvement qui gagnerait d'une part les industries productrices de biens de rang plus éloigné, productrices de capitaux fixes, de matériaux pour capitaux fixes, et parfois aussi d'autre part les industries productrices de biens de rang plus rapproché, tissus et objets d'habillement.

De même les prix des vêtements, des articles de lingerie, ne connaissent peut-être guère les mouvements rythmiques, ou ne subissent que le contre-coup de ceux auxquels obéissent les prix dans les industries textiles. Il se peut que le besoin de vêtements demeure à peu près également satisfait, que le consommateur paie à peu près toujours les mêmes prix dans l'une et l'autre phase des cycles. Mais le confectionneur de vêtements, le tailleur, le fabricant de chemises souffriraient pendant la pros-

périté de la hausse des prix de la matière première qui réduirait leurs profits et bénéficieraient pendant la dépression de la baisse des prix qui augmenterait leurs gains.

Peut-être même doit-on généraliser cette dernière hypothèse, admettre que dans une assez large mesure les prix de détail non seulement des produits agricoles mais aussi des produits industriels échappent aux fluctuations cycliques éprouvées par les prix de gros. L'acheteur au détail ne serait pas très atteint par les conséquences des cycles. Mais le commerce de détail, le commerce de gros et les fabricants s'en ressentiraient grandement. Pendant la dépression, les stocks s'accumuleraient chez les uns ou les autres et déprimeraient les prix de gros. Pendant la prospérité, les stocks s'allégeraient et les prix de gros se relèveraient. Tout un mouvement d'augmentation tantôt accéléré et tantôt ralenti dans la production de capitaux fixes et de biens de consommation pourrait avoir lieu sans que le consommateur en ait conscience. Ou bien s'il en subit les effets ce peut n'être qu'au bout d'un certain temps, lorsqu'à la longue la pénurie ou l'abondance des biens finit par entraîner un changement dans les quantités vendues au détail ainsi que dans les prix.

§ 2. — *Les matières brutes et les autres produits*

Si des produits mi-ouvrés peuvent ainsi commander aux oscillations cycliques générales des prix et présenter des variations de prix plus intenses que les marchandises finies, il n'est nullement établi cependant que des prix de produits finis ne puissent aussi jouer le rôle de prix moteurs. Les mouvements rythmiques peuvent fort bien émaner de biens tels que les objets de consommation en métal, que les maisons, d'industries telles que celles qui satisfont les besoins du public par des services qu'on peut

appeler de premier rang, industries des transports, industries de l'éclairage.

Comment expliquer alors les cas fréquents de hausses et de baisses plus fortes pour les matières brutes et les produits mi-ouvrés que pour les produits finis? De même quand des produits mi-ouvrés sont moteurs des cycles, comment expliquer encore les mouvements des prix souvent plus accentués pour les matières brutes? La même réponse doit convenir aux deux questions. Dans l'un et l'autre cas il s'agit d'expliquer comment les oscillations des prix peuvent être plus intenses pour des matières qui ne sont pas motrices des cycles que pour les produits qui le sont.

La réponse est grandement facilitée par ce qui a été déjà vu au sujet des revenus et du coût. Elle tient dans la manière inégale dont la hausse ou la baisse du prix d'un objet se répercute sur les éléments divers de son coût, sur les prix des objets ou des services producteurs utilisés pour sa fabrication.

On sait combien est délicate la théorie de la valeur des biens qu'on a appelés *complémentaires,* des biens qui participent à une même production. Peut-être y a-t-il, comme le pensent certains économistes, un niveau d'équilibre vers lequel tend la valeur de ces biens. Peut-être la hausse ou la baisse des prix de vente d'une marchandise tend-elle à se prolonger en hausses ou baisses proportionnelles des divers éléments du coût. Mais tout le monde admet que si même la tendance existe, elle est très lente à se réaliser. En attendant, c'est la force respective des parties, l'organisation en syndicats patronaux ou ouvriers, en cartels ou trusts, c'est l'intensité de la concurrence, c'est la manière même dont le marché du travail ou des produits fonctionne et qui peut plus ou moins favoriser les uns au détriment des autres, lesquelles décident, quand survient, je suppose, une ascension des prix, de la part plus ou moins considérable que chacun réussit à se tailler dans cette hausse.

Les répercussions des prix de vente sur les éléments du coût se font ainsi de façon très variée suivant chacun de ces éléments. En particulier, on a vu que hausses et baisses pour le salaire surtout, pour l'intérêt aussi, sont moindres que pour les prix des marchandises. La marge qui comme profit pourrait rester entre les mains de l'entrepreneur devient ainsi, dans la prospérité par exemple, de plus en plus considérable. Mais cette marge, il ne réussit pas toujours à la conserver en entier. Si certains éléments du coût, trop faibles, ne parviennent à lui soutirer qu'une portion trop petite de ce qui devrait proportionnellement leur revenir, d'autres plus forts réussissent à prendre plus que leur part. Ces sommes accrues que l'entrepreneur ne verse pas à certains des agents de la production, il peut être obligé d'en céder une portion aux fournisseurs d'autres éléments du coût, notamment aux vendeurs de matières premières.

Il y a des raisons pour qu'il en soit souvent ainsi:

1° Le marché des matières brutes offre plus de sensibilité que celui des produits fabriqués. Il est plus centralisé dans les Bourses. Il concerne des marchandises de type plus uniforme. De là résulte que les variations de la situation industrielle, les changements des stocks sont plus apparents, mieux connus et entraînent des modifications plus profondes des cours pour les matières brutes;

2° Cette plus grande uniformité même des matières premières jointe à d'autres facteurs rend la formation d'ententes de courte ou de longue durée, de cartels et de trusts, plus aisée aux producteurs de matières brutes qu'aux producteurs d'objets fabriqués. C'est là une cause de force plus grande pour les premiers et, partant, de hausse des prix plus accentuée dans la prospérité. Il est vrai que dans la dépression ce serait là plutôt une cause de baisse de prix moins prononcée;

3° Pour nombre d'articles, la matière première ne constitue pas un élément très important du coût alors que la

part de la main-d'œuvre est très grande. Or, si le salaire ne varie que modérément, c'est un motif pour le fabricant d'accepter plus facilement pendant la prospérité et d'exiger plus impérieusement pendant la dépression de très notables changements du prix de la matière première (1).

Si par là se trouve expliquée l'intensité plus grande des oscillations des prix des matières premières, les prix des produits fabriqués n'en demeurent pas moins les prix moteurs des fluctuations cycliques générales. Tout provient de la différence dans la répercussion des prix de ces produits, d'une part, sur des éléments du coût, tels que les salaires, d'autre part, sur les prix des matières premières.

Les prix des objets finis peuvent d'autant plus constituer les prix moteurs que, comme on l'a montré dans l'étude du coût et pour les motifs alors donnés, des oscillations des prix plus fortes pour les matières premières que pour les marchandises fabriquées n'empêchent pas nécessairement les profits touchés par les producteurs de ces derniers biens d'être très augmentés dans la prospérité et très diminués dans la dépression. Il se peut par exemple que le salaire ou que telle matière première haussent dans la prospérité de 5 p. 100 mais que les vendeurs de telle autre matière parviennent à imposer une hausse de 30 p. 100. Si la hausse en fin de compte du prix de revient total est de 10 p. 100 mais que celle du prix de vente des produits finis soit de 15 p. 100, les bénéfices des fabricants de ces derniers objets apparaîtront en définitive fort grossis.

On doit aller plus loin et affirmer que le mouvement peut émaner des prix des marchandises finies, être soutenu par ces prix, même dans des cas où la hausse

(1) « L'influence du prix des matières... diminue à mesure que la proportion de la main-d'œuvre augmente. » (*Rapport de la Commission des Valeurs de douane pour 1889*, p. 132.)

« Les variations des prix des métaux ont peu d'influence sur le prix de revient des ouvrages de serrurerie, où la main-d'œuvre domine. » (*Ibid.*, p. 136.)

par exemple des prix de la matière première serait telle qu'elle finirait par réduire les bénéfices restant aux producteurs des objets fabriqués.

Lorsque, je suppose, une pénurie de tissus élève leurs prix, amplifie la demande de filés, si la même pénurie existe pour ces derniers biens, mais que les filateurs sachent mieux tirer parti de la situation que les fabricants de tissus, ils peuvent faire subir à ces fabricants une hausse telle des prix des filés qu'elle diminue leurs profits. La filature seule paraîtra avoir participé à une prospérité dont le tissage serait exclu. Et cependant l'ascension des prix des filés n'aura été que la conséquence de celle des tissus.

En fait, des hypothèses de cette nature doivent surtout se réaliser dans les cas où une même marchandise est la matière première de plusieurs industries ou des industries de plusieurs pays, comme on l'a déjà indiqué à propos du coût. Ce qui a lieu alors est l'application de certaines des règles les plus délicates de la valeur, de celles qui commandent à la valeur des biens constituant l'objet de ce qu'on a appelé une *demande conjointe* (1).

La pénurie d'appareils de chauffage ou d'objets de quincaillerie peut avoir déterminé une hausse modique de leurs prix et par répercussion contribué à la hausse des prix des matières brutes, fer, cuivre. Mais si l'ascension des prix a été bien plus considérable pour d'autres objets de consommation en métal, et si elle a entraîné une élévation très accentuée des prix du fer, du cuivre, cette élévation peut être telle qu'elle amoindrisse les profits dans les industries productrices d'appareils de chauffage ou d'objets de quincaillerie.

De même quand il s'agit d'une matière première dont le marché est mondial, du coton par exemple, il se pour-

(1) Cf. Marshall, *Principes d'économie politique*, t. II de la *trad.* Sauvaire Jourdan, p. 74.

rait que la filature dans tel pays du Continent européen, malgré que ses prix de vente haussent et soient ainsi facteurs de la hausse du prix du coton brut, ne soit cependant pas dans une situation prospère à cause d'une hausse extrême du coton brut due à une très grande prospérité de la filature anglaise ou de la filature d'autres pays.

Dans tous ces cas, malgré que l'industrie productrice de produits finis ou mi-ouvrés ne bénéficie pas de la prospérité, elle est cependant un des soutiens de la hausse des prix des matières brutes.

L'intensité des oscillations des prix, plus grande souvent pour les matières brutes que pour les produits finis ou mi-ouvrés, n'est pas un obstacle à ce que ces derniers biens soient les moteurs des oscillations cycliques des prix comme l'implique l'explication que nous avons présentée.

SECTION III

LES CAPITAUX FIXES

On a rendu compte du caractère fréquemment plus accentué des variations cycliques des prix pour les matières premières que pour les objets finis de consommation, et montré que le fait est en parfaite harmonie avec notre explication du mouvement général des prix. Plusieurs de nos observations ou analyses précédentes peuvent être répétées à peu près telles quelles pour les capitaux fixes qui comme les matières premières ou les produits mi-ouvrés sont des biens indirects tirant leur valeur de la valeur des biens qu'ils servent à fabriquer.

*
* *

On doit déclarer d'abord que les prix des capitaux fixes peuvent fort bien être parmi les prix moteurs des oscillations périodiques générales. On a vu en effet que les capitaux fixes finis figurent parmi les biens existant en

quantité insuffisante pendant une bonne partie de la prospérité, et en quantité excessive pendant une bonne partie de la dépression. Les fluctuations rythmiques de leur offre entraîneraient des fluctuations de leurs prix et par répercussion un rythme semblable pour toutes les matières utilisées dans leur production.

En fait, ce rôle directeur ne doit pas souvent incomber à l'outillage, parce que sa construction a d'ordinaire lieu sur commande. Pour des raisons diverses, on ne tient pas les navires, les locomotives, ni dans une certaine mesure non plus les machines à vapeur, les machines multiples en usage dans les diverses industries, ni *a fortiori* les installations de toute nature destinées à l'éclairage, à l'eau, les voies ferrées, les gares, les usines, à la disposition des acheteurs. On ne produit pas d'avance. On ne fait pas de stock. On attend les ordres de la clientèle. Si la fabrication passe par des fluctuations alternées, c'est pour obéir à un rythme semblable de la demande. L'impulsion ne vient donc pas des industries productrices d'outillage, mais vraisemblablement de leurs clientes, des industries productrices de biens de consommation ou des industries telles que les industries des transports, de l'éclairage satisfaisant directement les besoins par leurs services. Ce sont plutôt les variations des prix dans ces dernières industries qui commandent aux variations des prix de l'outillage et par contre-coup à celles des biens de rang plus éloigné servant à la fabrication de cet outillage.

*
* *

De même, par analogie avec ce qui a été dit au sujet des matières premières, il faut ajouter que les mouvements des prix peuvent être plus accusés pour les capitaux fixes que pour les objets de consommation. Ils peuvent l'être dans les cas où les industries productrices d'outillage seraient les industries motrices. Mais ils peuvent l'être aussi, même

dans le cas où ces industries ne seraient pas motrices. Il serait aisé de le montrer, comme en ce qui concerne les matières premières, en invoquant le fait de l'inégale répercussion des prix des objets de consommation sur les divers éléments de leur coût. Les variations relativement faibles de certains de ces éléments tels que le salaire permettent des variations plus fortes pour d'autres éléments tels que les capitaux fixes. Peut-être les constructeurs d'outillage sont-ils parmi ceux qui bénéficient le plus de la hausse des prix et souffrent le plus de la baisse. Nos documents ne nous ont pas permis de préciser ce point.

De cette plus grande intensité possible des fluctuations des prix des capitaux fixes peut résulter aussi leur *antériorité apparente* sur celles des biens de consommation. Il se peut qu'au mois de *mars* d'une année, par exemple, ait lieu une baisse des prix des biens de consommation à peine perceptible, ou même un simple arrêt de la hausse occasionné par les débuts de l'accroissement des stocks. Les commandes d'outillage se mettent à décliner. Vers le mois de *juillet,* cette diminution des commandes devient telle que la chute des prix des capitaux fixes se dessine nettement et que la crise éclate fort ruineuse pour les industries productrices d'outillage. Quant aux biens de consommation, le mouvement qui était à peine esquissé en mars peut ne prendre d'importance que progressivement, s'aggraver par suite de certaines répercussions qui seront examinées ultérieurement, comme conséquence même de la crise des industries productrices de capitaux fixes, et n'aboutir à la crise *aiguë* que vers le mois de *novembre.* En apparence, la crise aurait atteint d'abord les capitaux fixes en juillet et ensuite par contre-coup les biens de consommation en novembre. En fait, tout le changement des prix viendrait des biens de consommation et serait dû à des modifications, encore trop ténues pour être bien visibles, dans les marchés des biens de consommation au mois de mars.

Ni parce qu'elles sont plus intenses, ni parfois parce

qu'elles paraissent avoir commencé antérieurement, il n'est certain que les variations des prix des capitaux fixes soient motrices des cycles. On doit se mettre en garde contre les inductions que suggère une observation trop hâtive ou insuffisamment perspicace.

*
* *

Quant à la constance de la participation aux oscillations périodiques des prix, plus grande pour les capitaux fixes que pour les objets de consommation, bien qu'elle n'ait pu être directement observée, elle apparaît assez vraisemblable. Si dans chaque cycle on découvre nombre d'industries de biens de consommation subissant les fluctuations des prix, il ne s'agit pas toujours des mêmes industries. Peut-être, au contraire, les industries productrices d'outillage éprouvent-elles ces variations dans tous les cycles.

Si le phénomène est réel, il doit tenir à l'étroite solidarité qui lie les industries productrices d'outillage à la plupart des autres, de façon qu'elles subissent les répercussions de tout ce qui atteint chacune de ces dernières. Que l'industrie lainière ou l'industrie cotonnière, que le besoin de locomotion, de lumière ou d'habillement soit le propulseur de l'activité économique, les industries productrices de capitaux fixes en ressentent à chaque fois le contrecoup. Peut-être dans un cas leur commandera-t-on plus de métiers à filer, dans un autre cas plus de métiers à tisser, ou de turbines, de machines à fraiser ou à tourner. Il n'importe. Chaque fois telles ou telles sections des industries productrices de capitaux fixes se trouveront entraînées dans les mouvements cycliques. Et d'ailleurs dans tous les cas on leur demandera plus de machines à vapeur, de dynamos, de fonte, de fer, d'acier. Les industries productrices de capitaux forment ou paraissent former un tout dont il est malaisé de discerner les parties hétérogènes.

Prises ainsi en bloc, elles constituent le fournisseur commun de mille autres industries. Elles sont donc toujours touchées par les fluctuations rythmiques, quelque dissemblables que soient d'un cycle à un autre les industries qui mènent le mouvement.

Ce qui tend à prouver que telle est bien l'explication du fait considéré, c'est qu'il se constate pour d'autres industries qui ne sont pas exclusivement productrices de capitaux fixes, pour les industries du charbon, pour les industries des transports, industries que nous avons qualifiées de mixtes, parce qu'elles sont partiellement assimilables aux industries de biens de consommation. Sans doute agit encore la même cause. C'est que ce sont là des industries appelées à supporter le contre-coup de tout ce qui touche la très grande foule des industries qui sont leurs clientes.

Mais cette plus grande constance dans la participation aux cycles périodiques de la part des industries productrices d'outillage n'implique pas, on le voit, que la direction du rythme économique leur appartienne. Il n'en faut tirer aucun argument en faveur de l'opinion qui ferait d'elles les moteurs nécessaires et exclusifs des fluctuations cycliques.

Qu'un mouvement de circulation plus intense naisse tantôt dans telle rue et tantôt dans l'une ou l'autre des rues voisines, l'intensité accrue de la circulation se manifeste chaque fois au carrefour où ces rues se croisent. Elle ne se manifeste pas toutes les fois à l'intérieur de chacune des rues en question, bien que par hypothèse ce soit dans l'une ou l'autre d'entre elles que le mouvement prenne son point de départ. C'est du côté du carrefour que devra regarder celui qui veut connaître les variations de la circulation générale. Mais s'il désire davantage, s'il est curieux de savoir les origines de ces variations, il lui faudra poursuivre plus loin son enquête, s'informer de ce qui se passe dans les différentes rues.

De même l'homme d'affaires ou l'homme politique qui cherche seulement à préciser le point du cycle pério-

dique général où on se trouve peut se contenter de l'observation des changements qui s'effectuent dans les industries productrices d'outillage. Mais l'économiste doit pénétrer au cœur des choses, remonter aux sources des fluctuations rythmiques. Or, s'il est possible et nullement contraire à notre thèse que des capitaux fixes figurent parmi les biens moteurs des cycles, ce rôle doit incomber aussi, même si les apparences sont contraires, à des biens de consommation.

SECTION IV

LES MÉTAUX

Mais plus encore que pour les capitaux fixes, ce qui vient d'être dit au sujet de l'intensité des oscillations des prix et de leur répétition constante est vrai pour certaines des matières entrant dans la fabrication de l'outillage en même temps, d'ailleurs, que dans celle d'objets de consommation, est vrai pour le charbon, est vrai surtout pour les métaux.

Comme matières premières d'objets de consommation en métal, les métaux subissent les répercussions de ce qui atteint ces derniers biens. Comme matières premières des capitaux fixes, ils subissent le contre-coup de ce qui atteint ces capitaux et par suite aussi de ce qui survient à la masse variée des biens de consommation à la production desquels est employé un outillage métallique. On conçoit ainsi la grande régularité avec laquelle les prix des métaux accusent les oscillations périodiques.

Elles doivent aussi les accuser avec une grande intensité. On a montré pourquoi les matières premières pouvaient éprouver des variations des prix plus fortes que celles des produits finis. Or, il s'agit dans la métallurgie d'objets finis, objets de consommation, capitaux fixes dont les prix passent déjà par des fluctuations très accentuées. Il s'agit aussi de marchandises finies nécessitant souvent

beaucoup de main-d'œuvre. Par suite, si les mouvements de cet élément très important de leur coût que constitue la main-d'œuvre sont proportionnellement faibles, ceux de la matière première peuvent être très considérables. Pour ces raisons et d'autres encore, les prix des métaux présentent des oscillations très amples.

Ces deux caractères des fluctuations des prix des métaux rendent compte, l'un et l'autre, du très grand intérêt que les cours de ces biens présentent comme indice du rythme économique général. Mais il n'est plus besoin d'ajouter que ni l'un ni l'autre n'impliquent que les prix des métaux commandent à ce rythme.

Les particularités qu'a révélées l'étude des prix des diverses marchandises peuvent donc, d'après ce qui précède, fort bien se concevoir. Et elles cadrent parfaitement avec notre explication d'ensemble des variations cycliques des prix.

CHAPITRE III

Les lacunes de l'explication. Les compléments possibles.

L'explication des mouvements cycliques des prix par les mouvements de l'offre de certaines catégories de marchandises paraît donc satisfaisante soit quand on considère les fluctuations générales des prix, soit quand on s'attache aux oscillations des prix dans les diverses industries. Ces variations des prix proviennent de ce que, à cause des caractères de la technique moderne de la production, de la technique capitaliste, il y a insuffisance des marchandises susceptibles de satisfaire prochainement les besoins pendant une bonne partie de la prospérité, et surabondance des mêmes produits pendant une bonne partie de la dépression. Comme les prix de ces biens commandent aux prix des autres, leur pénurie maintient la hausse générale des prix pendant la prospérité en dépit de l'accroissement de la production totale, et leur excès maintient la baisse des prix durant la dépression en dépit du ralentissement de la production globale.

Mais les formules même qui viennent d'être employées révèlent ce que ce second essai d'explication à son tour peut avoir d'incomplet. C'est pendant une *bonne partie* de la prospérité, disons-nous, que persiste l'insuffisance des biens disponibles pour une consommation prochaine.

Or, c'est pendant *toute* la prospérité que dure l'ascension des prix. C'est pendant une *bonne partie* de la dépression, ajoutons-nous, que continue la pléthore des mêmes marchandises. Or, c'est *toute* la dépression qui est caractérisée par l'avilissement des prix. Dans les dernières années de la prospérité, dès que les capitaux fixes finis commencent à être livrés en quantités augmentées, que les biens de consommation, par suite, peuvent aussi être produits en quantités plus considérables, la baisse des prix ne devrait-elle pas déjà se dessiner? De même dans les dernières années de dépression, dès que cessent les livraisons nombreuses d'outillage ainsi que l'accroissement notable des quantités de biens de consommation, la progression des besoins ne devrait-elle pas ramener aussitôt la hausse des prix?

Qu'on se reporte au schéma et au graphique qui ont servi à illustrer notre second essai d'explication. Qu'on confronte les chiffres ou la courbe des quantités de marchandises susceptibles de satisfaire prochainement les besoins avec les chiffres ou la courbe de la demande. On constate que si le déficit des biens en question par rapport à la demande va s'accentuant dans les deux premières années de la prospérité, il s'atténue dans les deux dernières années. La baisse des prix devrait donc être, d'après notre schéma, plus hâtive qu'elle ne l'est effectivement. De même l'excédent des biens par rapport à la demande qui s'aggrave pendant les deux premières années de la dépression, diminue dans les deux dernières années. La hausse des prix devrait être plus prompte qu'elle ne l'est réellement.

Si notre schéma était conforme aux faits, hausses et baisses des prix ne devraient se maintenir qu'un peu plus de deux ans. Au cours ou au plus tard au terme de la troisième année, on devrait passer d'une phase alternée à l'autre. Or, si parfois ces phases ont été aussi courtes, le plus souvent elles se sont prolongées davantage. Des

événements accidentels particuliers à quelques-uns des cycles où l'influence des mouvements des prix « de longue durée » peuvent rendre compte de la grande ampleur de certaines des périodes alternées. Mais en moyenne, depuis le milieu du XIXe siècle, c'est environ quatre ans qu'on trouve par phase de prospérité ou de dépression. Il s'agit donc de un ou deux ans de plus que dans notre schéma. A quoi doit-on attribuer la persistance de l'ascension ou de l'avilissement des prix pendant les derniers temps de la prospérité ou de la dépression?

*

On peut d'abord se demander si notre schéma des quantités susceptibles de satisfaire prochainement les besoins répond strictement à la réalité, s'il n'a pas été dressé avec le scrupule excessif de ne pas trop faciliter l'explication. On a, dès la troisième année, accru ou diminué notablement les chiffres parce que dès la troisième année grandit beaucoup dans la prospérité et fléchit sensiblement dans la dépression l'affluence du surcroît d'outillage.

Mais peut-être aurait-il fallu tenir davantage compte de certaines conséquences qu'entraîne le caractère *durable* de l'outillage industriel et sur lesquelles on a déjà appelé l'attention. A cause de ce caractère durable, les quantités existantes de capitaux fixes peuvent pendant la dépression, par exemple, demeurer excessives par rapport aux besoins, même quand les chiffres annuels des nouvelles livraisons ont baissé, pourvu que ces chiffres ne soient pas trop faibles, qu'ils dépassent encore l'accroissement annuel des besoins. Comme on l'a montré, si le besoin pendant la troisième année de la dépression augmente de 5, et si les nouvelles livraisons d'outillage sont tombées de 10 à 6, c'est, malgré cette décroissance, une aggravation de la surproduction, c'est un nouvel excédent de 1 par

rapport à la demande qui s'ajoute aux excédents antérieurs. Une accentuation parallèle de la surabondance de marchandises a lieu également dans les quantités de biens de consommation fabriquées avec cet outillage. La surproduction subsisterait encore pendant la troisième année de la dépression. Et c'est durant la quatrième année seulement que s'effectuerait, grâce à un plus notable amoindrissement des livraisons d'outillage, le changement des conditions qui finirait par entraîner le retour de l'ère des prix élevés.

Pendant la prospérité, on raisonnerait de même pour établir la possibilité d'une persistance de la sous-production par rapport aux besoins, en dépit de l'accroissement notable de l'outillage et des biens de consommation, durant la troisième année. Ce serait seulement au cours de la quatrième année que se manifesterait la surproduction. C'est vers les derniers mois de cette année qu'éclaterait la crise (1).

A elles seules ainsi, les variations dans les quantités existantes de biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins pourraient expliquer la durée de quatre ans qu'on observe en moyenne pour les phases alternées des cycles.

*
* *

La prolongation des périodes de prospérité et de dépression peut encore tenir à une autre particularité des mouvements de l'offre des marchandises dont il n'a pas été fait état dans les démonstrations antérieures, aux fluctuations des stocks.

On a supposé dans les pages précédentes que l'*offre* de marchandises égalait la production, que la production de l'année était offerte et vendue en entier, que par suite aussi

(1) Le schéma rectifié des demandes et des quantités disponibles de marchandises pourrait donc être dressé comme suit :

il n'était jamais offert ni vendu plus que la production de l'année. Mais il n'en est rien à cause de la possibilité pour certaines catégories au moins de marchandises tantôt de faire du stock, tantôt de puiser pour la vente dans les stocks antérieurement amassés. Or, dans la formule exacte de la

---

	Quantités demandées au prix de 5 fr. —	Quantités de biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins —	Accroissement ou diminution annuels de ces quantités —	Excédent ou déficit par rapport à la demande —	Prix (en francs) —
Début de la 1re année : prospérité	100	99		— 1	5,10
Fin de la 1re année : prospérité	105	102	+ 3	— 3	5,30
Fin de la 2e année : prospérité	110	105	+ 3	— 5	5,50
Fin de la 3e année : prospérité	115,5	110	+ 5	— 5,5	5,55
Fin de la 4e année : crise	121	119	+ 9	— 2	5,20
Fin de la 5e année : dépression	*127*	*127*	*+ 8*	*0*	*5,00*
Fin de la 6e année : dépression	*133*	*135*	*+ 8*	*+ 2*	*4,80*
Fin de la 7e année : dépression	*140*	*142*	*+ 7*	*+ 2*	*4,80*
Fin de la 8e année : fin de la dépression.	*147*	*145*	*+ 3*	*— 2*	*5,20*
Début de la 9e année : prospérité	147	144		— 2	5,20

Malgré une notable accentuation dans la progression des quantités existantes pendant la 3e année de la prospérité, malgré que l'accroissement soit de 5 au lieu qu'il était seulement de 3 l'année antérieure, le déficit par rapport à la demande persisterait et s'aggraverait légèrement. Les prix accuseraient une nouvelle hausse. La baisse des prix et la crise ne surviendraient que la 4e année.

De même les bas prix dureraient encore pendant la 3e année de la dépression et la hausse ne reprendrait que la 4e année.

loi de l'offre et de la demande la science moderne a soin de noter que l'offre qui importe pour l'établissement des prix n'est pas l'offre *virtuelle,* mais l'offre *effective,* la quantité qui arrive à se vendre. Il convient donc de prendre en considération les mouvements des stocks. Malheureusement, on n'a sur ces mouvements aucune source de renseignements précis. On doit se borner à des hypothèses. On peut tenir pour vraisemblable que les stocks se reforment surtout aux environs de la crise et dans les premières années de la dépression, quand on s'efforce encore de résister à la baisse des prix. Quand les stocks ont atteint un certain niveau, ils n'augmentent plus que légèrement. On se résigne à la vente à perte ou au chômage. De même, il est possible que la forte décroissance des stocks s'effectue surtout dans les premiers temps de la prospérité. Au début de la période, existent des stocks importants qu'on écoule de plus en plus aisément. Mais une fois les stocks largement réduits, leur faible importance même empêche que dans les derniers temps de la prospérité ils puissent venir ajouter de notables contingents aux quantités vendues dans l'année.

Si cette hypothèse est exacte, il en résulte les conséquences suivantes dans les mouvements des quantités de marchandises effectivement offertes et vendues.

Dans les deux premières années de la prospérité, à la production annuelle de marchandises on ajoute pour la vente une grande portion des stocks légués par la période de dépression. On vend plus qu'on ne produit. L'offre effective annuelle dépasse la production annuelle. Vers la troisième année de la prospérité, admettons que l'outillage commençant à être livré en abondance la production se mette à augmenter sensiblement. Les quantités offertes et vendues cependant ne progressent guère à cause que les stocks très amoindris ne viennent plus fournir leur contingent supplémentaire. Le fléchissement des quantités vendues qu'entraîne l'affaiblissement des stocks fait en partie compen-

sation à l'accroissement dû au développement de la production. L'insuffisance des marchandises offertes pendant la troisième année de la prospérité demeure à peu près telle qu'elle était pendant la deuxième année. Les prix n'ont pas de raison de baisser. Leur chute se trouve reculée jusqu'au moment où la production grandit dans de bien plus amples proportions, jusqu'à l'année suivante.

Durant la dépression, d'autre part, on peut supposer que, dans les deux premières années, d'importantes fractions de la production ne soient pas vendues et que les stocks se reconstituent rapidement. On vend moins qu'on ne produit. L'offre annuelle effective est inférieure à la production effective. Mais lorsque les quantités entassées en magasin deviennent très considérables, on est bien obligé de vendre au prix de lourds sacrifices plutôt que d'amplifier encore les stocks. On va donc vendre pendant la troisième année de la dépression à peu près toute la production au lieu d'en mettre une partie en réserve. Admettons que cette année-là, l'outillage n'étant plus livré qu'en quantités moindres, la production ne progresse plus guère. Les quantités offertes et vendues pourront cependant être sensiblement supérieures à celles de la deuxième année, parce qu'aucune fraction notable n'est plus retranchée de la production pour être laissée en magasin. Tandis que la production ne monte que de 2, la vente peut croître de 6 parce que les stocks n'ont été grossis que de 1, au lieu qu'ils l'avaient été de 5 l'année précédente. La vente peut croître beaucoup plus que la production. La baisse des prix persistera donc encore. La hausse ne se dessinera que plus tard, vers la fin de la quatrième année (1).

(1) A l'aide des chiffres du tableau schématique inséré dans le chapitre I du présent livre, on pourrait dresser le schéma des quantités effectivement offertes et vendues. Il suffirait de reprendre les chiffres des quantités disponibles de marchandises donnés dans le tableau. Mais on les majorerait pour les deux premières années de

La considération des stocks permettrait de reculer d'une année, de faire reporter de la troisième à la quatrième année le moment où doit avoir lieu le passage de l'une des phases alternées à la suivante.

*
* *

On peut déclarer enfin que compte doit être tenu aussi de la lenteur des actions et réactions économiques. Peut-être un certain délai est-il nécessaire pour que les mouvements des prix des biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins, orientés dans une direction donnée, s'arrêtent et retournent en sens contraire. Il faut du temps également pour que les prix des biens éloignés du contact avec les consommateurs, des matériaux pour capitaux fixes, soient atteints par contre-coup, pour que la prospérité ou la crise se généralisent.

On a remarqué en particulier pour ce qui est de la crise, que souvent elle éclate plusieurs mois seulement après que les conditions de la baisse des prix sont déjà réalisées (1). La possibilité de faire du stock intervient encore pour entraîner ce résultat, jointe à l'influence de la spéculation et du crédit dont il sera reparlé bientôt plus longuement. Fabricants et commerçants ne pouvant

---

la prospérité à cause que les quantités *vendues* comprennent outre les quantités produites dans l'année, des quantités empruntées aux stocks anciens. On les diminuerait pour les deux premières années de la dépression à cause qu'une partie de la production annuelle n'est pas vendue mais sert à la reconstitution des stocks. Majorations et diminutions seraient faites de telle façon qu'il en résulterait pour la troisième année de la prospérité une accentuation de la pénurie de marchandises par rapport à la demande et pour la troisième année de la dépression une accentuation de leur surabondance par rapport à la demande.

(1) Cf. TUGAN-BARANOWSKY, *op. cit.*, p. 128; LESCURE, *op. cit.*, 2e édit., p. 353.

admettre le changement de la situation industrielle se refusent à vendre à des prix amoindris. Ils conservent leurs marchandises en magasin, les mettent en entrepôt. Pour répondre aux échéances, ils font appel au crédit au lieu d'écouler leurs produits. La date de la crise se trouve ainsi retardée.

Mais quand elle survient, elle n'en est que plus ruineuse. Cet ajournement de la crise est sans doute une des causes de sa violence, de l'intensité de la chute des prix qui a été observée la première année de la dépression. Au lieu de descendre lentement pendant plusieurs mois les prix tombent d'un seul coup et très profondément (1). Le crédit qui avait favorisé le maintien de la hausse des prix dans les derniers temps de la prospérité contribue à accentuer leur avilissement dans les semaines de la crise. On avait résisté à la baisse grâce au crédit. Mais le crédit se resserre au moment de la crise et refuse le soutien qu'il avait accordé jusqu'alors. Il faut alors vendre pour satisfaire aux échéances. Il faut vendre en peu de temps ce qu'on aurait dû écouler en l'espace de plusieurs mois. Tandis que les entreprises les plus solides continuent encore à faire du stock plutôt que d'accepter des prix abaissés, les autres se voient acculées à des ventes forcées qui dépriment grandement les cours.

---

(1) Si elle était survenue en *juillet*, la baisse des prix aurait pu n'être d'abord que de 2 p. 100 pour ce mois et continuer progressivement ensuite à la même allure. Retardée jusqu'en novembre, elle est brusquement de 10 p. 100.

On aurait dû avoir :	Prix	On a :	Prix
Juin	100	Octobre	100
Juillet	98	Novembre	90
Août	96		
Septembre	94		
Octobre	92		
Novembre	90		

*
* *

En ajoutant à notre explication les considérations qui précèdent, on peut tenir pour possible que les oscillations cycliques des prix pendant toute leur durée soient dues aux mouvements de l'*offre*, à l'alternance de la surproduction et de la sous-production de certaines catégories de marchandises, outillage terminé et biens de consommation. Mais on ne peut en être certain. Peut-être le rythme de l'offre est-il suffisamment explicatif de toute l'étendue du rythme des prix. Mais peut-être d'autres facteurs interviennent-ils à côté de l'offre. Il convient donc maintenant d'examiner ce qui concerne la demande.

LIVRE IX

LE RYTHME DE LA DEMANDE SON ACTION SUR LES PRIX

Pour dégager l'influence de l'un des deux grands facteurs qui commandent aux variations des prix, on a jusqu'ici, usant d'un procédé méthodologique fort utile, fait abstraction du second. Pour mettre en lumière l'action décisive du rythme de l'*offre,* on a supposé l'absence d'un rythme de la *demande.*

Sans doute dans l'étude de la production, lorsqu'on a été conduit à l'opposition entre biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins et biens plus éloignés du consommateur, on a admis que les prix des seconds se meuvent sous l'influence de la demande résultant des prix des premiers. Mais c'est là une conséquence du sectionnement du procès entier de production en une série d'opérations exécutées par des industries successives. Avec une intégration complète du travail, ces répercussions n'auraient pas eu de raison d'être. Aucun rythme de la demande ne nous serait apparu. A la base en effet, pour les biens proches du consommateur, l'hypothèse d'une demande évoluant à une allure toujours égale, d'une demande lentement ascendante, a été maintenue jusqu'à présent.

De cette façon, il a pu être établi qu'à lui seul le rythme de l'offre de certaines catégories de marchandises parvient

à rendre compte de ce qu'il y a d'essentiel dans les mouvements cycliques des prix, de leur départ initial vers la hausse et vers la baisse ainsi que de la durée des hausses et des baisses pendant la totalité ou tout au moins pendant une bonne partie des phases alternées.

C'est maintenant le moment d'abandonner le postulat provisoire auquel on avait eu recours, et de rechercher s'il n'existe pas un rythme de la demande dont l'action se fait sentir à côté de celui de l'offre, même sur les prix des biens proches de la satisfaction des besoins. Je commence par étudier le rôle de la demande réelle. Je passerai ensuite à ce que j'appellerai la demande de spéculation.

CHAPITRE PREMIER

Le rythme de la demande réelle d'objets de consommation

SECTION PREMIERE

PRODUITS A TECHNIQUE PEU CAPITALISTE

De même que pour les prix et la production, il faudra pour la demande examiner successivement ce qui concerne les biens de consommation et ce qui concerne les capitaux fixes.

Pour ce qui est des premiers, l'étude des prix a fait distinguer quant à la fidélité de l'obéissance aux oscillations rythmiques deux catégories d'industries. L'étude de la production a fait apparaître les causes de ces différences entre industries.

Les marchandises qui ne subissent qu'assez irrégulièrement les fluctuations cycliques des prix sont celles dont la technique de la fabrication reste encore peu *capitaliste.* Leur production n'étant pas subordonnée aux variations d'un outillage important, il n'y a pas de raison pour qu'alternent rythmiquement plusieurs années de surproduction maintenant la chute des prix avec plusieurs années de sous-production entraînant l'ascension des cours. On conçoit donc que ces marchandises puissent échapper aux oscillations cycliques des prix.

On s'explique aussi, pour nombre de ces produits, la fréquence de variations des prix qui leur soient particulières. Tantôt pour certains d'entre eux, comme pour la soierie, pour la toile aussi quoique à un moindre degré, intervient l'influence de la mode. Tantôt pour d'autres, comme pour les denrées alimentaires, pour la soie aussi ou le lin, agit l'action des rendements inégaux des récoltes. Les fluctuations d'une demande capricieuse dans le premier cas, d'une offre capricieuse dans le second rendent fort bien compte des modifications des prix spéciales à chacune de ces marchandises.

Mais pourquoi en outre dans les industries productrices de ces biens, quelque irrégulière qu'elle soit, une participation à nos cycles? Vers les derniers temps surtout de la prospérité générale, ou encore au début de la dépression, au moment de la crise générale, c'est-à-dire dans les moments où les hausses et les baisses générales des prix présentent le plus d'intensité, pourquoi assez souvent des hausses ou des baisses concomitantes des prix pour les marchandises en question?

§ 1. — *L'action de la demande cyclique dans l'industrie de la soie*

Si on considère par exemple l'industrie de la soie, peut-on penser que ce soient des hasards qui fassent coïncider des variations de la demande due à la mode avec les mouvements cycliques généraux des prix? Un hasard qui se répète avec une certaine fréquence paraît bien invraisemblable. Il est plus rationnel de croire, comme le suggèrent certaines de nos sources, à l'influence d'une demande due aux oscillations rythmiques générales, d'une demande cyclique (1). Cette demande, impuissante quand elle se

(1) Voici un exemple de cette double influence, au cours d'une même année, de la demande cyclique et de la demande due à la

heurte à des tendances adverses trop fortes provenant de la mode, parvient à exercer son action sur l'industrie de la soie quand la mode ne la contredit pas, spécialement au terme des périodes de prospérité et au moment de la crise quand elle atteint sa plus grande puissance. De là cette combinaison des oscillations particulières à la soierie et des oscillations synchroniques de celles des cycles généraux, les unes, comme on l'a vu, s'intercalant dans les autres.

Ce n'est là sans doute qu'une présomption d'ailleurs des plus plausibles. Pour établir nettement l'action d'une demande cyclique sur l'industrie de la soie, pour écarter l'hypothèse pourtant bien téméraire d'un effet du hasard, il faudrait pouvoir montrer qu'effectivement la mode n'intervient pas, faire abstraction de la mode. Tâche malaisée: les variations fugitives de la mode ne se laissent guère fixer dans les chiffres des statisticiens.

§ 2. — *Les preuves d'une action de la demande cyclique sur les prix du blé en France*

Il est des marchandises sur lesquelles la mode n'exerce aucun empire. Pour les denrées alimentaires, le facteur qui joint son action à celle de la demande cyclique, si cette dernière existe, consiste dans le résultat des récoltes. Peut-on, à côté de l'influence de l'offre, faire apparaître celle de la demande?

Prenons comme exemple typique le prix du blé en

---

mode telle que l'observent les hommes du métier qui rédigent les *Rapports de la Commission des Valeurs de douane:* « L'industrie et le commerce de la soierie ont été cruellement atteints par la *crise générale*... au début de l'année... Heureusement... la *mode* étant devenue franchement favorable à l'emploi des tissus de soie souples et brillants, l'industrie a repris de l'activité à partir du second semestre. » *Rapport pour 1908*, p. 262.) C'est moi qui souligne les termes de crise générale et de mode.

France. La confrontation des mouvements de la production et des prix tels qu'ils résultent de la *Statistique agricole annuelle* ne révèle au premier abord aucune relation régulière entre prix et production. Prix et récoltes se modifient capricieusement d'une année à l'autre sans que le plus souvent le montant des récoltes semble commander à l'allure des prix.

Si cependant on admet que les prix du blé dépendent non seulement de la production de l'année mais encore de celle de l'année précédente, les statistiques deviennent lisibles. On peut dresser un tableau qu'il est inutile de reproduire ici où, chaque année, en regard des prix on inscrirait le total de deux récoltes, de celles de l'année en cours et de l'année précédente. On observe alors dans la grande majorité des cas un rapport manifeste entre les mouvements de la production et ceux des prix. Les cours s'élèvent quand la production diminue. Ils fléchissent quand la production augmente. Il y a cependant des exceptions.

Mais la règle n'est que l'application normale et banale des lois ordinaires de la valeur. On s'attend bien à une hausse des prix dans les années de récoltes déficitaires et à une baisse dans les années de récoltes abondantes. Un autre point nous intéresse. Il s'agirait de savoir si le prix du blé n'obéit pas aussi à l'action d'une demande cyclique.

Il faut encore recourir au procédé qui consiste pour dégager l'influence possible d'un facteur sur un phénomène d'éliminer celle des autres facteurs. Pour mettre en lumière l'action de l'offre sur les prix on a précédemment fait abstraction de l'influence de la demande. Pour découvrir le rôle de la demande, il faut ici faire abstraction de l'influence de l'offre, des récoltes.

A cet effet, on pourrait comparer entre elles certaines années de prospérité générale et certaines années de dépression générale où la production serait à peu près identique, et observer la manière dont se comportent les prix.

Mais on risque ainsi de faire porter la comparaison sur des années arbitrairement choisies.

Afin de se lier soi-même dans cette sélection des années comparables, il vaut mieux confronter la production et les prix du blé à des moments identiques pour toutes les phases alternées des cycles généraux, par exemple dans la dernière année de la prospérité et de la dépression générales. Quand il arrivera qu'entre ces ultimes années de la prospérité et de la dépression la récolte ne sera pas trop dissemblable, l'action de cette dernière ne pourra guère rendre compte des différences entre les prix.

Le tableau I en appendice à ce chapitre nous donne pour la dernière année de chaque période générale de prospérité et de dépression le prix du blé en France, ainsi que le total des récoltes de l'année en cours et de l'année antérieure. J'ai seulement omis ce qui a eu lieu aux environs de 1870.

Que dans ce tableau on compare le prix du blé de la dernière année de la prospérité à celui de la dernière année de la dépression qui précède ou qui suit. Chaque fois, sauf dans le cycle qui se déroule autour de l'année 1900, le prix est sensiblement plus élevé dans la dernière année de la prospérité générale, sensiblement plus réduit dans la dernière année de la dépression générale.

Qu'on observe ensuite le montant des récoltes aux mêmes dates. Dans deux cas seulement, en *1887* par rapport à 1881, en *1896* par rapport à 1890, la baisse des prix coïncide avec une production accrue (1). Dans les autres années de dépression, en 1859, en 1908, le recul du prix a lieu malgré des récoltes à peu près égales à celles de l'année de la prospérité qui précède. Plus en-

(1) De plus, pour un de ces cas, on peut noter que si la baisse du prix *en 1896* correspond à une production augmentée, la baisse dans une autre année de la même période de dépression, *en 1894*, a lieu malgré une production inférieure à celle de 1890.

core: en 1879 il a lieu en dépit même d'une production inférieure.

Dans les années de prospérité aussi, loin qu'on trouve simultanément avec la hausse des prix des récoltes moindres, c'est toujours en 1857, en 1864, en 1881, en 1890, en 1907 une production soit légèrement, soit assez fortement supérieure à celle des ultimes années de dépression qui précèdent.

Les différences des prix constatées ne tiennent donc pas à des différences correspondantes dans le montant des récoltes.

Il suffit aussi d'examiner le tableau I pour se rendre compte qu'elles ne tiennent nullement aux changements de la législation douanière (1). S'expliquent-elles par les mouvements de la récolte mondiale? C'est à quoi il n'est plus aussi aisé de répondre par la négative. On possède depuis trop peu d'années des données qu'on puisse considérer comme approximativement représentatives de la production mondiale. Mais on peut premièrement redire ici ce qu'aurait de singulier le retour régulier de phénomènes qui seraient dus au hasard, deuxièmement, observer que le prix du blé en France, dans une certaine mesure, dans une mesure qui est plus ou moins large suivant les années, échappe à l'influence des variations mondiales des récoltes.

En tout cas, si on s'en tient à l'observation des faits en France, il apparaît nettement que l'action de l'offre ne pourrait être invoquée pour rendre compte des écarts aper-

---

(1) Les différences des prix sont même parfois contraires à ce qu'on devait attendre des modifications de la législation douanière. Malgré la suppression de l'échelle mobile en 1861, et malgré des récoltes abondantes, notre tableau montre en 1864 des prix en hausse. Les partisans du libre-échange en tiraient argument en faveur de la nouvelle politique et invoquaient l'accroissement de la demande. Cet accroissement eut assurément lieu. Mais il doit sans doute être attribué avant tout au retour de la période de prospérité.

çus entre les prix, puisque ces écarts ont lieu en des sens différents de ce qui devrait résulter des récoltes. Ils ne peuvent donc être imputés qu'à un autre facteur, à l'influence de la demande qui augmenterait pendant la prospérité et se restreindrait pendant la dépression. L'existence d'oscillations cycliques de la demande se trouve ainsi établie.

Un seul cycle, a-t-il été dit, fait exception, sur notre tableau, à la règle qui pousse le prix du blé dans la dernière année de la prospérité notablement au-dessus du niveau atteint dans la dernière année de la dépression antérieure. En 1900, le prix est à peu près égal à celui de 1896 et inférieur à celui de 1894. C'est que plusieurs fortes récoltes venaient de se succéder en France, et leur abondance a, en 1899, en 1900, avili le prix du blé malgré qu'on fût en une période de prospérité. De même, les récoltes amoindries qui suivirent entraînèrent le relèvement des cours malgré la période de dépression générale qu'on traversa de 1901 à 1904 (1).

Ces exceptions rapprochées de la règle qui s'observe pour les autres cycles font excellemment ressortir la double influence de l'offre et de la demande qui agit sur les prix du blé. Pendant la prospérité, les récoltes sont-elles très accrues comme en 1898, 1899, 1900? L'action de l'offre est la plus puissante. En dépit de la demande augmentée, le prix fléchit. Ne sont-elles que faiblement accrues? La tendance à la baisse due à la récolte sera combattue par la tendance à la hausse due à la progression de la demande. Celle-ci pourra être victorieuse. Et le prix sera plus élevé que dans des années de dépression à récolte égale ou même légèrement plus réduite.

(1) L'élévation du prix du blé pendant cette période de dépression peut être attribuée aussi aux causes qui depuis les dernières années du XIXe siècle ont déterminé un mouvement de hausse générale des prix « de longue durée », causes qu'on n'a pas à étudier ici.

On a là un exemple fort précieux de la complexité des phénomènes économiques et de la possibilité cependant de démêler dans cette complexité les phénomènes plus simples, de les isoler, de paralyser par la pensée l'action d'un facteur afin de dégager l'action d'un second. Tour à tour peut être mise en relief l'influence des oscillations capricieuses de l'offre de blé et celle de la demande cyclique. Les deux doivent agir constamment et simultanément. De leur conflit ou de leur combinaison résulte le niveau des prix du blé.

* *

D'autres observations conduisent aux mêmes conclusions.

Si on considère le détail des variations annuelles pour le prix du blé et pour les récoltes, si dans un tableau on inscrit chaque année, de 1850 à 1910, en regard du prix du blé en France, le total des deux récoltes de l'année en cours et de l'année antérieure, on constate le plus fréquemment, ainsi qu'on l'a indiqué, la subordination des changements annuels des prix aux changements des récoltes. Mais dans un tiers des cas le contraire a lieu. Cinq de ces exceptions ne jettent aucune clarté sur notre sujet. Mais il en est autrement des quatorze autres. Sept fois on découvre que, quand d'une année à l'autre le prix s'élève malgré la progression de la récolte, c'est qu'on se trouve en période de prospérité générale. Sept fois encore, quand les prix baissent malgré le fléchissement des récoltes, c'est qu'on se trouve en période de dépression générale. L'action conjointe du montant des récoltes et de la demande cyclique se révèle encore ainsi. Tantôt et le plus souvent l'influence des variations de l'offre, plus énergique, masque celle des variations de la demande. Tantôt et quoique plus rarement, ce sont les mouvements annuels de la demande cyclique qui deviennent plus puissants et neutralisent l'action de l'offre.

*
* *

On peut, en utilisant surtout les cas de modifications annuelles des prix contraires à ce qui devrait résulter de l'influence de l'offre, former dans le tableau II en appendice à ce chapitre des séries de petits groupes de chiffres. D'une part, ce sont des années de prospérité qui se succèdent sans que l'augmentation des récoltes parvienne à réduire le prix du blé ou à le réduire de façon sensible. D'autre part, ce sont des années de dépression qui se suivent et où malgré la stagnation ou la décroissance des récoltes le prix fléchit ou reste à peu près stationnaire.

Le tableau I montrait l'influence de la demande cyclique par des différences de prix entre les dernières années de la prospérité et de la dépression nullement imputables à des différences dans l'offre de blé. Le tableau II fait apparaître cette influence *à l'intérieur* d'une même période soit de prospérité, soit de dépression. Les prix s'élèvent d'une année à l'autre de la prospérité, s'abaissent d'une année à l'autre de la dépression, en dépit de l'impulsion contraire qu'ils reçoivent des mouvements de la production. Le fait n'a pas lieu sans doute de façon constante. Mais il suffit qu'il s'observe parfois pour que se laisse saisir l'action d'une demande cyclique.

*
* *

Dans cette suite d'expériences relatives au prix du blé, se répète toujours une même constatation. Quand l'action de l'offre n'y contredit pas ou n'y contredit pas trop, se manifeste l'influence d'une demande cyclique, d'une demande au même prix, accrue dans la prospérité et réduite dans la dépression. Si la production de blé conservait une allure toujours égale, si elle progressait lentement dans des proportions toujours mêmes, les variations « de courte durée » des prix ne seraient plus dues qu'aux oscil-

lations cycliques de la demande. Le prix du blé présenterait vraisemblablement alors un rythme fort régulier. Il s'élèverait au cours de la prospérité pour décroître au long des années de dépression.

*
* *

Pour les diverses marchandises dont la production s'effectue suivant une technique peu *capitaliste,* des influences semblables à celles qui ont pu être mises en lumière pour le blé doivent vraisemblablement s'exercer. L'*offre* de ces marchandises ne subit pas de variations cycliques. Si cependant leurs prix accusent parfois des fluctuations conformes aux fluctuations périodiques générales, ce ne peut être que sous l'action de la *demande.* L'offre pour ces produits n'est pas rythmique. Seule, la demande peut l'être. Seule, la demande peut expliquer l'obéissance de leurs prix à certaines au moins des oscillations périodiques.

SECTION II

INDUSTRIES A TECHNIQUE CAPITALISTE

L'existence de variations cycliques de la demande peut le plus nettement être saisie pour les marchandises à production peu *capitaliste,* parce que seules elles peuvent rendre compte des oscillations des prix de ces biens concomitantes des oscillations générales. Mais si ces mouvements alternés de la demande ont réellement lieu, on ne voit pas pourquoi leur action ne s'exercerait pas aussi sur les biens dont la technique de la production est très *capitaliste.* Sans doute pour ces marchandises, pour les objets de consommation en particulier qu'on considère présentement, le rythme des prix a pu être imputé au rythme de l'offre. Mais pourquoi la demande ne viendrait-elle pas joindre son action à celle de l'offre?

Ainsi pourraient être comblées certaines lacunes que

présente peut-être notre explication des fluctuations des prix par le rythme de l'offre. Il est possible, a-t-il été dit, mais il n'est pas sûr que les variations de l'offre puissent être déclarées responsables de la prolongation de la prospérité et de la dépression pendant quatre années en moyenne. Le rythme de la demande peut apporter à notre explication le complément qui peut-être lui manque.

Dans le tableau II en appendice à ce chapitre et relatif aux prix du blé en France, on vient d'observer que durant des séries d'années successives de prospérité l'accroissement de la production n'empêche pas la persistance de la hausse des prix du blé, que durant des années successives de dépression, l'état stationnaire ou la diminution des récoltes n'empêche pas la persistance de la baisse des prix. Ce qui a été noté pour le blé rappelle ce qui a été signalé pour les marchandises à technique très *capitaliste*.

Peut-être au bout de deux ou trois années de prospérité, lorsque les livraisons d'outillage deviennent plus abondantes, que la production peut grandir, si l'offre de marchandises avait été seule à agir, le cycle aurait-il accompli une de ses phases. L'ère de la dépression se serait ouverte. S'il n'en est pas ainsi, c'est peut-être à cause du changement survenu dans l'allure de la demande. Si l'augmentation de l'offre n'avilit pas les prix, ce serait à cause de l'extension de la demande. Une production qui au début de la prospérité eût pu être considérée comme abondante apparaîtrait encore insuffisante. La hausse des prix persisterait. Les choses se passeraient exactement de la même manière que pour le blé dont les récoltes modérément accrues ne parviennent pas dans les années de prospérité à abaisser le prix. La chute générale des cours ne se prononcerait qu'ultérieurement, dans la quatrième année, quand la période des fortes livraisons de capitaux fixes aurait déjà duré un temps, quand ces livraisons auraient atteint une importance bien plus considérable.

Ce ne serait qu'à ce moment-là que la production deviendrait excessive non seulement par rapport à l'ancienne demande ou par rapport à une demande lentement et modérément augmentée, mais même par rapport à la demande nouvelle très élargie. — Des faits analogues auraient lieu pendant la dépression.

Peut-être en effet est-ce là ce qui s'effectue. Si les oscillations de l'offre ne peuvent à elles seules rendre compte de toute la durée des phases alternées, l'action conjointe de la demande peut constituer la cause de leur prolongation.

Même si l'offre doit être considérée comme suffisamment explicative de toute la durée des cycles, il faut maintenir que l'influence de la demande s'exerce. Elle doit dans tous les cas contribuer à une accentuation de la hausse et de la baisse alternées des prix. Durant la prospérité, à la pénurie de l'offre s'ajoute la progression de la demande. Durant la dépression, la surproduction de marchandises s'aggrave de la restriction de la demande. Hausses et baisses des prix n'en sont que plus accusées.

Pour les industries peu capitalistes, le rythme de la demande est le seul facteur de leur participation, régulière ou non, aux mouvements cycliques des prix. Pour les autres industries, c'est un second facteur qui unit son action au rythme de l'offre de façon à entraîner une intensité plus grande des oscillations des prix et peut-être une prolongation de la durée des cycles. Si les premières sont affectées par la crise et la dépression générale, c'est en principe à cause seulement d'une sous-demande. Pour les secondes, il y a à la fois surproduction et sous-demande.

APPENDICE

TABLEAU I. — *Récoltes et prix du blé en France dans la dernière année des périodes de prospérité et de dépression générales.*

Années	Prix de l'hectolitre	Récoltes de l'année et de l'année précédente — Millions d'hectolitres
1850	*14,32*	*179*
1857	24,37	196
1859	*16,74*	*197*
1864	17,80	228
1866	19,59	181
...	.....	....
1873	25,70	203
1879	*21,92*	*175*
1881	22,28	196
1887	*18,13*	*220*
1890	19,05	225
1894	*15,21*	*220*
1896	*14,33*	*240*
1900	14,45	243
1904	*16,31*	*235*
1907	18,03	247
1908	*17,25*	*245*

Tableau II. — *Prix du blé et récoltes en France dans certaines années successives*

a) *de prospérité*

Années	Prix de l'hectolitre	Recoltes de l'année et de l'année précédente — Millions d'hectolitres
1853	22,39	150
1854	28,82	161
1855	29,32	170
1872	22,90	190
1873	25,70	203
1879	21,92	175
1880	22,90	179
1881	22,28	196
1889	18,45	207
1890	19,05	225
1905	17,56	225
1906	17,61	233
1907	18,03	247

b) *de dépression*

Années	Prix de l'hectolitre	Recoltes de l'année et de l'année précédente — Millions d'hectolitres
1858	*16,75*	*220*
1859	*16,74*	*197*
1877	*23,42*	*196*
1878	*23,08*	*196*
1879	*21,92*	*175*
1883	*19,16*	*226*
1884	*17,76*	*218*
1885	*16,80*	*224*
1886	*16,94*	*217*
1891	*20,58*	*194*
1892	*17,87*	*187*

CHAPITRE II

Causes du rythme de la demande et nature de son action

A quoi peut tenir le rythme de la demande dont l'existence vient d'être établie? La demande n'a pas par elle-même de raisons de passer par des fluctuations cycliques. A cause du développement de la population et de l'accroissement du revenu national total, elle devrait toujours grandir lentement à une allure à peu près égale comme on l'avait provisoirement admis dans les explications antérieures. Pourquoi donc n'en est-il pas effectivement ainsi?

C'est sans doute parce que le *revenu en argent* total du pays, au lieu de progresser lentement à une allure à peu près égale, subit lui aussi, comme on l'a signalé, des variations périodiques. Il augmente pendant la prospérité et décline pendant la dépression.

Ainsi qu'on l'a indiqué déjà, la plus grosse part du revenu global en argent d'une nation n'est pas autre chose que la valeur totale de la production annuelle sous un autre aspect. Ce qui d'une part constitue l'ensemble des prix de vente des marchandises, représente d'autre part les sommes partagées en salaires, intérêts, profits et rentes foncières. Or on sait que la valeur annuelle totale de la production obéit à des oscillations rythmiques, que ces oscillations tiennent à deux chefs, et que les mêmes

mouvements ont lieu nécessairement aussi pour les revenus.

Durant la prospérité s'élève la valeur annuelle de la production globale, premièrement à cause de la hausse des prix de vente. En même temps, hausse le taux des revenus en argent, augmentent les sommes touchées par unité produite comme profits, salaires, intérêts, peut-être aussi rentes foncières.

Mais la valeur annuelle de la production totale grossit en second lieu à cause de l'accroissement de la production matérielle, principalement de la production en cours de l'outillage industriel. C'est là également une seconde raison de progression pour le total des revenus. Les salaires globaux de la classe ouvrière s'amplifient grâce au plus grand nombre d'ouvriers qu'il faut occuper pour cette production accrue. Les revenus capitalistes augmentent grâce à des profits perçus sur de plus fortes quantités de marchandises fabriquées.

Durant la dépression, c'est une diminution des revenus globaux comme conséquence à la fois de la chute des prix et de la stagnation de la production due principalement au très sensible fléchissement de la production en cours de capitaux fixes.

*
* *

On conçoit aisément que les fluctuations du revenu en argent soient une cause de fluctuations de la demande, spécialement de la demande de biens de consommation, que varient les quantités demandées au même prix, ou, ce qui revient au même, que varient les prix auxquels sont demandées les mêmes quantités.

Pendant la prospérité, chacun des individus dont croît le revenu est disposé à acquérir plus d'objets de consommation au même prix, ou à payer, s'il le faut, un prix plus élevé pour se réserver une même quantité de produits qu'auparavant. La demande sociale de marchan-

dises qui n'est que le total des demandes individuelles progresse semblablement. L'ensemble des quantités demandées au même prix sur le marché, ou les prix maxima que l'on se résignerait à payer pour les mêmes quantités, grandissent. — Durant la dépression, au contraire, fléchit la demande au même prix.

De là doit résulter l'accentuation des mouvements des prix durant les phases alternées des cycles et peut-être aussi la prolongation de durée de ces périodes.

Pendant la prospérité s'agit-il en effet de l'accroissement des revenus en argent dû au développement de la production? Le surcroît de production consiste surtout en capitaux fixes en voie de construction ou matériaux pour capitaux fixes. Mais cette production demande à s'échanger en partie contre des biens de consommation. Le prix total en argent de cette production constitue un supplément de revenus, qui vient accentuer la hausse des prix des objets de consommation.

Ce sont des biens de consommation que désirent la masse des nouveaux ouvriers embauchés pour fabriquer le nouvel outillage. Toute la population des anciens chômeurs que le défaut de ressources écartait presque du marché, qui n'arrivait pour ainsi dire pas à participer aux échanges, attire à elle maintenant une portion sensiblement plus notable des marchandises vendues. Ce qui demeure au reste de la nation se trouve diminué. L'insatisfaction du besoin social s'aggrave. Les prix s'élèvent davantage.

Peut-être doit-on ajouter que cette insatisfaction du besoin va durer plus longtemps. Elle durera tant que ne sera pas comblé non seulement le déficit premier d'objets de consommation qui a donné naissance à la prospérité, mais encore ce second déficit occasionné par l'amplification de la demande des ouvriers rappelés au travail. Autrement dit, le besoin ne sera satisfait que quand sera terminée non seulement la fabrication de l'outillage mis

en chantier au début de la prospérité, mais encore celle du nouvel outillage dont la construction n'a été entreprise que plus tard pour répondre à l'accroissement de la demande. Les premières grosses livraisons de capitaux fixes n'arriveront pas à remédier à la pénurie des marchandises. Il faudra attendre des livraisons plus considérables permettant une plus ample production d'objets de consommation. La hausse des prix continuera jusqu'à ce que se manifeste une progression plus accusée encore de la production, laquelle finira par déchaîner la crise.

La demande de biens de consommation croît également chez ceux qui touchent les revenus capitalistes correspondant au surcroît de production. Par suite s'accuse encore la pénurie de ces biens pendant la prospérité, s'intensifie et peut-être se prolonge l'ascension des prix.

De la même manière agit en second lieu l'augmentation du revenu en argent due à la hausse des prix. La classe ouvrière est disposée à acheter davantage, à payer un prix plus élevé non seulement parce que le chômage a diminué, mais aussi parce qu'elle est mieux payée. La hausse du niveau des revenus capitalistes, profits, intérêts, incite également à des demandes plus considérables. Les chefs d'entreprise, qui comme vendeurs ont bénéficié de la hausse des prix, devenus acheteurs à leur tour, tendent à propager cette hausse.

A partir de la crise et durant la dépression se font sentir des influences inverses. La restriction de la production en cours de capitaux fixes, ainsi que la chute des prix, par le renvoi de travailleurs hors des ateliers, par l'amputation des revenus capitalistes et ouvriers qu'elles déterminent, entraînent une réduction des demandes au même prix qui aggrave et peut-être prolonge la baisse des prix des objets de consommation. Au premier excédent des biens dû à la surproduction s'ajoute un second excédent dû au fléchissement de la demande. Atteints comme vendeurs par la chute des prix, les producteurs imposent à

d'autres, comme acheteurs, une baisse semblable. Alors que sévit la surproduction, le recul de la demande vient empirer la situation et rendre plus malaisé l'écoulement des marchandises.

*
* *

Certains points cependant restent obscurs dans ce qui précède. Certaines difficultés théoriques demandent à être résolues. En particulier au moment de la crise et pendant la dépression, est supposée une restriction de la demande. Je ne l'appellerai pas une *sous-consommation,* de peur que cette expression ne fasse croire à une réduction effective des biens acquis par les consommateurs. Les quantités de biens de consommation achetées pendant la dépression augmentent au contraire. Ce qui diminue, c'est la demande au même prix, c'est le prix que l'acheteur accepte de payer pour les mêmes quantités. Aussi, préférerai-je parler de *sous-demande.* Mais quelle que soit la terminologie employée, la détermination du sens de la notion exige plus de précisions. La possibilité d'une sous-demande a besoin d'une démonstration, surtout après les critiques qui ont été antérieurement adressées aux théories de la sous-consommation.

Des questions de cette nature et dont l'examen a dû être ajourné se sont posées à propos du sens et de la possibilité de la surproduction. Le même ajournement est nécessaire pour la sous-demande. Les deux sujets se touchent. Ce qui sera dit pour l'un facilitera la compréhension de l'autre.

*
* *

Mais ce qu'on peut faire déjà à cette place, c'est marquer le rôle exact de la demande dans notre explication du rythme des prix, appuyer sur ce que ce rôle a de secondaire, et le différencier par là de celui qu'attribuent à la demande les théories de la sous-consommation.

Rien en effet de ce qui vient d'être dit n'implique l'abandon des conclusions auxquelles avait conduit l'étude des mouvements de l'offre. Il ne serait pas non plus tout à fait exact de déclarer qu'on aboutit à une sorte de théorie dualiste d'après laquelle les oscillations rythmiques combinées de l'offre et de la demande, la surproduction et la sous-demande rendraient compte des crises périodiques. Cette formule exagérerait l'importance du rôle de la demande, abuserait sur sa véritable portée.

Les mouvements cycliques de la demande résultent de ceux des revenus. Mais à quoi avons-nous imputé ces derniers? A ceux des prix et de la production. Et ceux-ci encore? A ceux de l'offre de marchandises.

Pendant la prospérité, si augmentent les revenus globaux tant ouvriers que capitalistes, c'est parce que la production, principalement la production en cours de capitaux fixes, grandit et parce que les marchandises se vendent à des prix plus élevés.

Mais s'il en est ainsi, c'est, on le sait, à cause de l'insuffisance de certaines catégories de marchandises, à cause de l'insuffisance des biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins, spécialement des biens à technique capitaliste. C'est la sous-production de ces biens, c'est la faiblesse de l'*offre* qui soutient tout l'édifice des hauts prix et stimule l'augmentation de la fabrication en cours de nouvelles quantités d'outillage.

Durant la dépression, c'est la surproduction des mêmes biens qui avilit les prix, fait ralentir la construction en cours de capitaux fixes, aggrave le chômage, par là réduit la masse totale des revenus capitalistes et ouvriers.

Derrière les oscillations de la demande et comme explication de ces oscillations, ce sont donc encore celles de l'offre que l'on retrouve.

Le rythme de la demande ne doit pas être mis par suite, en notre matière, sur le même rang que celui de l'offre. Il intervient dans le même sens mais seulement comme

un effet qui réagit sur la cause, et renforce son influence. Sans les fluctuations de la demande, cycles économiques et crises périodiques persisteraient avec certaines altérations seulement dans plusieurs de leurs caractères. Sans les fluctuations de l'offre, ni cycles, ni crises périodiques ne s'observeraient.

L'alternance de la surproduction et de la sous-production explique ce qu'il y a d'essentiel dans le phénomène. Les variations de l'offre sont le facteur initial et déterminant, le moteur de tout le mécanisme. Quant au rythme de la demande, il faut dire que son rôle est secondaire. Premièrement, il n'est que la répercussion du rythme de l'offre. Deuxièmement, il se borne à intensifier des oscillations nées indépendamment de lui, à aggraver l'ascension et la chute des prix quand l'état de l'offre a entraîné soit la hausse, soit la baisse.

*
* *

Malgré le caractère subordonné de leur action, les variations de la demande présentent néanmoins un grand intérêt. Là où existent déjà, comme conséquence des variations de l'offre, des mouvements cycliques des prix, elles leur donnent plus de force. Là où ces oscillations manquent, elles les font apparaître. Elles sont un agent puissant de généralisation et d'accentuation de la crise comme de la prospérité.

On se souvient qu'il avait été déjà question de la demande dans notre étude de la production. On avait montré que les prix des marchandises propres à la satisfaction prochaine des besoins, capitaux fixes finis, objets de consommation, entraînaient des oscillations de la demande des biens plus éloignés du contact avec le consommateur et par suite des oscillations de leurs prix. Ici, il s'agit d'une influence de la demande sur les biens proches des besoins eux-mêmes, en particulier sur les objets de consomma-

tion. Et cette influence est due en partie, on vient de le voir, aux changements des prix ainsi que de la production des biens de rang éloigné. C'est pendant la prospérité par exemple, l'accroissement surtout de la construction en cours de l'outillage, la hausse aussi des prix des marchandises utilisées dans cette construction, qui augmentent le revenu national en argent total et amplifient la demande d'objets de consommation. Le mouvement part de ces dernières marchandises. Mais l'augmentation des prix et de la fabrication en cours qu'il détermine dans les industries productrices d'outillage rétroagit, par l'intermédiaire des revenus majorés et de la demande, sur les prix des biens de consommation. Un courant d'actions et de réactions successives s'établit entre objets de consommation et matériaux pour capitaux fixes, de manière à renforcer l'intensité des oscillations des prix.

Ce jeu des actions et réactions ne se limite pas aux marchandises que rattache entre elles un lien naturel, aux marchandises qui coopèrent à un même procès de production. Par l'intermédiaire des revenus (1) et de la demande, les fluctuations des prix des industries motrices se communiquent à une foule d'autres industries n'ayant aucun lien apparent avec les premières. La baisse des prix

(1) Indépendamment des oscillations du revenu, d'autres variations de la demande, dues à la loi de *substitution*, peuvent encore avoir lieu, qui tendent à la généralisation des mouvements alternés. Quand dans un groupe d'industries voisines a progressé fortement la production de certaines d'entre elles sans que celle d'aucune ait diminué de façon sensible, la conséquence est une tendance à la baisse des prix pour toutes, même pour celles où on n'a constaté aucune surproduction. L'excès des cotonnades tend à avilir le prix de tous les produits textiles. L'abaissement du prix du gaz menace les prix de tous les moyens d'éclairage, électricité, pétrole et autres. Le besoin étant satisfait à bas prix par l'industrie surproductrice, les prix qu'on est disposé à payer, la demande au même prix des marchandises fabriquées par les industries voisines, diminuent.

des objets de consommation en métal, par exemple, n'entraîne pas seulement la baisse des prix de l'outillage et des matières brutes nécessaires à sa fabrication. Comme elle diminue les revenus des entrepreneurs et des ouvriers appartenant aux industries produisant ces objets en métal, comme elle diminue par suite aussi leur demande, elle avilit également par une série de contre-coups les prix des marchandises les plus diverses. Les ouvriers employés dans ces industries restreignent leur demande au même prix d'objets d'habillement, de cotonnades, de denrées alimentaires. Les chefs d'usine, les employés supérieurs, les actionnaires réduisent leur demande au même prix des mêmes marchandises et aussi d'une foule d'autres, soieries, dentelles, broderies, bijoux, fourrures, automobiles. Ou encore ils se font bâtir moins de maisons, de villas, déprimant par là les prix des matériaux de construction. Des mouvements émanant de certaines industries à technique capitaliste se propagent dans d'autres industries à technique faiblement ou fortement capitaliste. Grâce à l'action des revenus, de la demande, les industries les plus étrangères les unes aux autres se voient liées par des rapports d'interdépendance mutuelle. La solidarité économique s'étend non seulement aux industries se succédant dans un même procès de production, mais à l'ensemble, peut-on dire, des industries.

La généralisation des oscillations, si elle ne se heurte pas à des obstacles résultant de l'offre, peut prendre d'autant plus d'ampleur que les prix des marchandises touchées par répercussion réagissent à leur tour par l'entremise des revenus et de la demande sur l'ensemble des prix, sur ceux des industries qui ont donné l'impulsion à la chute des cours comme sur les autres.

Toute baisse des prix d'une marchandise, par la diminution qu'elle entraîne dans les revenus et par suite dans la demande de ceux qui s'emploient à sa production, est un facteur de baisse des prix des autres marchandises, de

baisse générale des prix. Toute hausse des prix de même est un facteur d'ascension générale des cours.

Mais ce serait confondre les traits superficiels du phénomène avec ses causes profondes que de présenter cette action de la demande, de la solidarité économique, comme une explication de l'essentiel du problème des crises. A elle seule, la solidarité économique est impuissante à faire pencher les prix dans un sens ou dans un autre. Elle n'est *génératrice* d'aucun mouvement des prix. Sa fonction consiste seulement à propager des fluctuations nées indépendamment d'elle. C'est donc en dehors d'elle qu'il faut chercher la force capable de donner naissance aux mouvements et de les soutenir. Si on n'avait pas trouvé cette force dans les oscillations de l'*offre* de certaines des marchandises, les manifestations rythmiques de la demande, de la solidarité économique demeureraient inexpliquées.

CHAPITRE III

Le rythme de la demande de capitaux fixes

Les variations de la demande doivent aussi exercer leur action sur les prix des biens constituant l'outillage industriel. Déjà dans l'étude de la production on a expliqué comment les fluctuations des prix des objets de consommation déterminent des fluctuations de la demande, des commandes de capitaux fixes et par suite de leurs prix. Mais en outre il se peut que les mouvements des revenus influent sur les prix de l'outillage. Ils influent indirectement par l'action qu'ils exercent sur les prix des objets de consommation et par cet intermédiaire sur les prix de l'outillage nécessaire à la fabrication de ces objets. Ils peuvent aussi influer directement sur ces prix.

Une grosse partie des revenus capitalistes en effet est employée à l'achat, non pas de biens de consommation, mais de capitaux fixes. Elle est *épargnée*. Elle est *placée*. Elle est *capitalisée*. Or, la très forte augmentation des revenus capitalistes, des profits principalement, pendant la prospérité, et leur très forte diminution pendant la dépression impliquent un rythme de cette portion du revenu destinée à l'acquisition de capitaux fixes, un rythme des sommes susceptibles d'être épargnées. De même que pour les biens de consommation, ne doit-on pas dire ici que cette alternance dans le montant du revenu constitue un facteur

de hausse et de baisse de la demande ainsi que des prix des capitaux fixes? Pendant la prospérité, par exemple, on commanderait plus d'outillage et on contribuerait par là à la hausse de ses prix, non seulement parce que la hausse des prix des objets de consommation pousse à l'extension des moyens de production, mais encore parce qu'on dispose de plus de ressources, de plus d'épargnes. Le rythme des revenus et des épargnes ne constitue-t-il pas par lui même une nouvelle cause des variations des prix des capitaux fixes?

En principe, on devrait répondre à cette question par la négative. L'acquisition de capitaux fixes n'a pas pour but comme celle d'objets de consommation la satisfaction d'un besoin. Elle constitue un placement. On augmente les commandes d'outillage non parce qu'on a davantage les moyens de le faire, mais pour bénéficier de l'ascension des prix des objets qui seront fabriqués avec cet outillage. La hausse des revenus paraîtrait par elle seule incapable d'inciter directement à de plus larges demandes de capitaux fixes.

En fait cependant ce facteur agit. Il est des dépenses d'outillage grandement subordonnées à l'importance des revenus dont on dispose. Il s'agit surtout des dépenses qui ne sont pas immédiatement rémunératrices, des dépenses à rendement lointain: travaux neufs dans les mines, reconstruction des bâtiments ou renouvellement de l'outillage dans les usines, réparation de la voie, démolition du vieux matériel, agrandissement des gares dans les chemins de fer. Pendant la dépression, alors que les profits sont si faibles, on recule devant des dépenses de cette nature, même devenues fort nécessaires, de peur de réduire encore le bénéfice net présent. Pendant la prospérité, au contraire, on peut, tout en distribuant des dividendes accrus, conserver une partie des profits et les employer aux travaux ci-dessus indiqués. Pour les chemins de fer en France, le souci de ne pas faire de trop larges appels

à la garantie d'intérêt durant la dépression agit dans le même sens.

On peut encore ajouter que les Etats adoptent parfois une conduite analogue pour certaines grandes dépenses en vue de l'accroissement de la flotte, en vue de la réfection du matériel de guerre. Les plus-values que donne la perception des impôts durant la prospérité les encourage alors à des dépenses devant lesquelles ils hésitent dans les années où le déficit des budgets est trop considérable.

En dehors du désir de bénéficier des hauts prix des biens que les capitaux fixes servent à fabriquer, les épargnes, les profits des entreprises industrielles auxquels j'ai joint les plus-values fiscales, constituent donc un chef d'augmentation de la demande et des prix de ces capitaux pendant la prospérité, un chef de décroissance, pendant la dépression. C'est donc bien là encore un facteur de généralisation et d'accentuation des mouvements alternés des prix. Mais il faut répéter que c'est un facteur secondaire. Les mouvements des revenus et des épargnes qui agissent ainsi sur les prix ne sont que la conséquence des mouvements des prix, dus eux-mêmes aux variations de l'offre des marchandises.

CHAPITRE IV

Troisième essai d'explication du rythme des prix

Nous avons antérieurement cherché par deux essais d'explication successifs à nous rapprocher progressivement de la complexité des faits. Nous venons de faire maintenant un pas de plus, de rassembler les éléments d'un troisième essai d'explication qui serre de plus près encore la réalité.

Il a été montré, au moment de la seconde explication, que ce qui donne l'impulsion aux mouvements généraux des prix, ce sont les quantités de biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins, objets de consommation et capitaux fixes finis. Aux variations des quantités de ces biens à travers les phases alternées des cycles économiques, on avait opposé une demande hypothétique qui aurait été lentement ascendante, à une allure toujours égale. A cette demande imaginaire, il faut substituer maintenant la demande réelle. Les fluctuations de cette dernière ont pour conséquence certaine d'accentuer et de généraliser grandement les variations cycliques des prix. Une seconde conséquence est moins sûre. Si, malgré les considérations complémentaires qu'on a fait valoir au terme du livre précédent, caractère durable de l'outillage, mouvements des stocks, lenteurs des répercussions, il fallait admettre en définitive que le rythme de l'offre fût im-

puissant à rendre compte de la prolongation au delà de deux ou trois ans et jusqu'à quatre ans en moyenne de la durée des phases cycliques alternées, ce serait le rythme de la demande qu'on devrait rendre responsable de cette prolongation.

Supposons qu'il faille effectivement attribuer à la demande ce second effet. Si on veut encore condenser en un schéma les traits essentiels de cette troisième approximation, on pourra reprendre pour l'offre de marchandises les chiffres portés sur le tableau schématique servant à illustrer le second essai d'explication, au chapitre 1 du livre VIII. Mais, en regard, pour ce qui concerne la demande, au lieu d'une demande augmentant chaque année de 5 p. 100, il faudra faire subir à la demande un accroissement bien plus notable pendant la prospérité et bien moindre pendant la dépression. Pendant la prospérité, la demande grandit non seulement à raison du mouvement « de longue durée » d'extension des besoins, mais encore à raison de l'accroissement cyclique des revenus. Au lieu d'une progression annuelle de 5 p. 100, il faudra indiquer une progression par exemple de 10 p. 100. Pendant la dépression, l'influence de l'augmentation de longue durée des besoins se trouve partiellement paralysée par la diminution des revenus. On n'inscrira qu'un accroissement à peine sensible de 1,5 p. 100.

En outre, les variations cycliques de la demande et des revenus étant la répercussion des oscillations des prix et de l'activité industrielle, immédiatement après la crise doit s'effectuer une restriction positive de la demande par suite du brusque et considérable changement dans l'allure des prix et de l'activité industrielle. A cause des variations cycliques des prix, la demande est pendant la prospérité au-dessus et pendant la dépression au-dessous de ce qu'elle serait sans ces variations, de ce qu'on peut appeler la demande *normale*. Au moment de la crise, la chute de la demande, d'un niveau qui dépasse la normale à

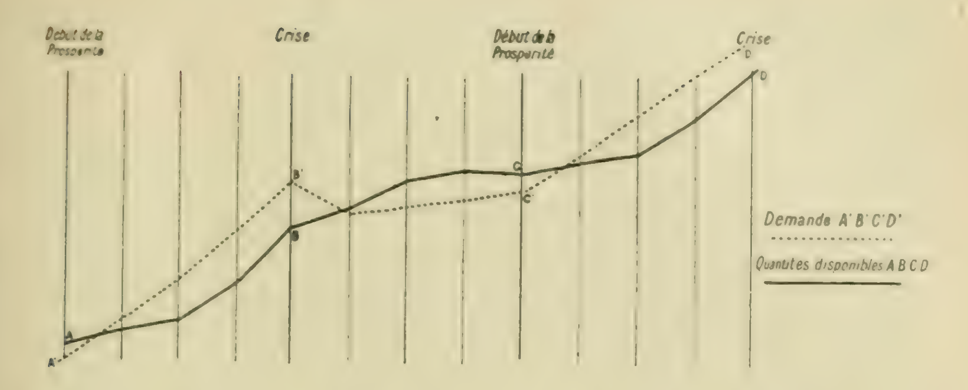
niveau qui lui est inférieur, doit se traduire par une diminution assez sensible de son montant.

On peut ainsi dresser le schéma que voici:

Schéma des offres et des demandes dans les années successives d'un cycle

	Quantités demandées au prix de 5 francs	Quantités disponibles des biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins	Excédent ou déficit de ces dernières quantités par rapport à la demande	Prix de vente
Début de la première année: prospérité	92	95	+ 3	4,70
Fin de la première année: prospérité	102	98	— 4	5,30
Fin de la deuxième année: prospérité	113	102	— 11	5,80
Fin de la troisième année: prospérité	125	112	— 13	6,00
Fin de la quatrième année: crise	138	126	— 12	5,90
Fin de la cinquième année: dépression	*130*	*132*	+ *2*	*4,90*
Fin de la sixième année: dépression	*132*	*139*	+ *7*	*4,40*
Fin de la septième année: dépression	*134*	*142*	+ *8*	*4,30*
Fin de la huitième année: fin de la dépression	*136*	*141*	+ *5*	*4,70*
Début de la neuvième année: prospérité	136	141	+ 5	4,70

A l'aide des chiffres de ce schéma, on peut tracer le graphique qui suit:



La confrontation de ce schéma et de ce graphique avec les schémas et graphiques antérieurs fait ressortir l'influence de la demande qui intensifie les mouvements cycliques des prix et qui peut-être prolonge de un ou deux ans leur durée.

Dans le second essai d'explication, au cours de la troisième année déjà, soit de la prospérité, soit de la dépression, l'écart diminuait entre quantités disponibles et quantités demandées. Au contraire, ici l'écart ne diminue que pendant la quatrième année. La ligne pointillée représentant la demande, et la ligne pleine représentant l'offre ne commencent à se rapprocher qu'à ce moment. Jusque-là, l'écart va augmentant. Pendant la prospérité la demande A'B' s'élève de plus en plus au-dessus de l'offre AB. Par suite, les prix montent de plus en plus. Pendant la dépression l'infériorité de la demande B'C' par rapport à la production BC va s'accusant. L'excès des marchandises avilit de plus en plus les prix. Dans les tout derniers temps de la prospérité seulement, une progression plus forte encore de la production finit par déclencher la crise. Dans les tout derniers temps de la dépression, la stagnation de la production jointe à l'accroissement des besoins finit par ramener la prospérité.

Si la demande contribue réellement de cette manière à prolonger la durée de phases cycliques, on pourrait donc dire que notre premier essai d'explication, basé sur les

seuls mouvements de la production globale, rendait seulement compte de ce qui a lieu aux deux pôles des cycles, au début de la prospérité et au moment de la crise. La seconde approximation, basée, après une discrimination des diverses espèces de marchandises, sur les fluctuations de l'offre de ces catégories de biens dont les prix commandent à l'ensemble des autres prix, rendait compte de l'état des cours pendant une bonne partie des phases alternées. La troisième, enfin, basée sur les oscillations non plus seulement de l'offre mais encore sur celles de la demande, rend compte de l'orientation des prix pendant toute la durée des cycles. La crise en particulier n'éclaterait pas dès les premiers accroissements de la production, mais seulement lorsque ces accroissements deviendraient si considérables qu'ils dépasseraient la progression de la demande survenue dans l'intervalle.

Si la demande n'agit pas sur la durée des cycles, il reste qu'à coup sûr elle agit sur l'intensité des fluctuations des prix, augmentant à la fois le niveau de la hausse ou de la baisse et le nombre de marchandises atteintes par ces variations de prix. Tableau et graphique font ressortir cette accentuation du rythme des prix due à la demande. Les écarts entre ligne pleine de l'offre et ligne pointillée de la demande sont plus accusés que sur les graphiques antérieurs. Déficit ou excédent maxima de l'offre par rapport à la demande sont plus considérables que dans le tableau schématique de notre seconde explication. Les prix par suite doivent osciller entre des maxima plus élevés et des minima plus réduits.

Tout en restant subordonné au rythme de l'offre, le rythme de la demande renforce donc l'action de ce dernier d'une façon fort appréciable quant à l'intensité et peut-être aussi quant à la durée des oscillations des prix.

CHAPITRE V

Le rythme de la demande de spéculation

Au rythme de la demande réelle il faut ajouter comme facteur d'accentuation des mouvements des prix aussi bien des objets de consommation que de l'outillage le rythme de la demande factice due à la spéculation.

Dans les études relatives aux crises, le rôle de la spéculation et celui du crédit sont souvent confondus à un tel point qu'on pourrait penser qu'il s'agit là d'une seule et même notion. Mais il n'en est évidemment rien. Malgré les liens existant entre eux, l'action de chacun de ces deux phénomènes demeure distincte. La spéculation est sans doute malaisée à définir et son domaine fort difficile à délimiter, puisque presque tout acte industriel ou commercial comporte une spéculation. On pourra parler ici de spéculation pour des opérations qui ne sont pas nécessitées par les conditions présentes de la production et des besoins, mais sont inspirées par des prévisions sur les conditions futures dont on veut bénéficier ou contre lesquelles on veut se prémunir. Il ne pourra être question du crédit que dans le cas où il y aura appel aux biens d'autrui, argent ou marchandises, sans immédiate contrepartie équivalente.

On conçoit ainsi que quand on recherche, comme nous le ferons ultérieurement, les causes du rythme de la production, plus que la spéculation, ce soit le crédit qui paraisse jouer un rôle important. Quand on étudie, comme on le fait présentement, les facteurs du rythme des prix, c'est plutôt l'inverse. Sans doute tout ce qui commande à la production se trouve par là même commander aux prix. Mais c'est une action indirecte, au second degré. Pour la clarté de nos développements, nous devons en ajourner l'examen à plus tard et nous en tenir pour l'instant aux actions directes exercées sur les prix. Il a été déjà fait allusion au crédit à propos de l'influence de l'offre sur les prix. Il faut maintenant traiter de la spéculation à propos de l'influence de la demande sur les prix.

La spéculation agit déjà sur les prix de certaines marchandises, spécialement des matières cotées dans les Bourses, au moyen de ceux des marchés à terme qui sont destinés à se régler par le paiement de différences. Ces marchés fictifs, en notre sujet comme en beaucoup d'autres, ont pour conséquence d'amplifier les fluctuations naturelles des cours. Pendant la prospérité, quand les prix sont orientés vers la hausse, les spéculateurs se portent plus volontiers acheteurs que vendeurs. Ils ne trouvent par suite de contre-partie qu'en s'engageant à des prix élevés. Par là s'exagère l'ascension des prix. Au moment de la crise inversement, l'abandon précipité des anciennes positions aggrave la chute brusque des cours. Pendant le reste de la dépression aussi il est possible que le marché à terme fictif augmente l'avilissement des prix.

Mais la spéculation exerce également une influence sur les prix par les variations qu'elle détermine dans la demande ferme de marchandises.

Pendant la prospérité, il est d'une psychologie bien humaine qu'on s'attende à la continuation et l'accentuation du mouvement de hausse auquel on assiste. Négociants et fabricants escomptent d'une part les aptitudes

de la consommation à absorber à des prix de plus en plus majorés les biens qu'ils vendent. Mais ils redoutent d'autre part la hausse excessive des produits qu'ils achètent. Ils craignent même de ne plus trouver de marchandises à acquérir. Ils se croient sûrs de la vente. L'achat seul les inquiète. Ils se hâtent donc de s'approvisionner largement des articles qu'ils utilisent dans leur fabrication ou qui font l'objet de leur commerce.

On ne s'en tient pas là. Afin de se prémunir contre la pénurie éventuelle de marchandises, on multiplie les ordres de produits à livrer à des dates de plus en plus reculées, dans plusieurs mois, dans un an, dans deux ans. Un tel empressement augmente encore la conviction de l'insuffisance de marchandises, intensifie la hausse des prix. C'est là une des principales raisons de la si grande intensité de la hausse des matières brutes pendant la prospérité. Et il est bien connu que les producteurs de ces matières, de fonte ou de fer par exemple, lorsqu'ils sont organisés en cartels puissants, tirent parti de cette situation pour imposer à leurs acheteurs, qui pendant la prospérité les acceptent facilement, des marchés à long terme à des prix élevés, par lesquels ceux-ci s'obligent à prendre livraison d'importantes quantités de marchandises pendant un long espace de temps. Mais dans bien des industries, en dehors de toute intervention de cartels, et quand même il n'existe aucun cartel, l'affolement des acheteurs suffit à déterminer les mêmes faits (1).

(1) Cf., au sujet de l'industrie cotonnière, le *Rapport de la Commission des Valeurs de douane pour 1907*, p. 295 : « Un trait caractéristique de l'année 1907 a été l'entraînement général des acheteurs à remettre des ordres à long terme ; à ce point que... les fabriques des Vosges avaient engagé leur production totale jusqu'à la fin de 1908 et même une notable partie de la production du premier semestre de 1909... Lorsque les affaires sont animées, l'acheteur s'aperçoit que notre industrie cotonnière peut à peine suffire à la

Lorsque la crise survient, que s'effondrent les prix des produits fabriqués, les hauts prix qu'on doit continuer à payer pour les matières premières antérieurement commandées rendent plus pénible la situation des chefs d'établissement, amplifient les pertes (1).

Aussi pendant toute la durée de la dépression adopte-t-on une tactique exactement inverse de celle de la prospérité et qui aboutit à la même exagération du mouvement naturel des prix. De peur d'une nouvelle baisse des cours, on évite soigneusement de s'approvisionner à l'avance. On n'achète qu'au jour le jour les quantités strictement nécessaires. On augmente par là l'entassement des stocks chez les fabricants. On raffermit et on renforce la croyance à une extrême surabondance de marchandises. On avilit les prix au delà de ce qui serait commandé par l'état du marché (2).

---

consommation; il prend peur et pour être certain de ne pas manquer de marchandises, il se lie par des marchés échelonnés livrables à long terme et fait ainsi monter les cours d'une façon factice et parfois dangereuse pour l'avenir. »

Adde, *Rapport pour 1908*, p. 339: « Lorsque la crise... éclata... les filatures et les tissages avaient presque entièrement engagé leur fabrication pour 18 mois. »

(1) Il est vrai que, pour éviter de trop grands désastres, les cartels consentent parfois, comme l'a fait le Comptoir de Longwy après la crise de 1900, à suspendre l'exécution des marchés antérieurement conclus. En dehors de toute décision d'un cartel, dans les industries textiles en France, après la crise de 1907, pour ne pas acculer leurs acheteurs à la ruine ou ne pas perdre une clientèle sur laquelle ils veulent pouvoir compter plus tard, bien des filateurs se sont résignés à ajourner l'exécution des ordres à livrer.

(2) Cf. encore pour l'industrie cotonnière le *Rapport de la Commission des Valeurs de douane pour 1909*, p. 375: « Lorsque le manque de confiance enlève au commerce son initiative et que les affaires... se font au jour le jour en laissant épuiser partout les approvisionnements les plus nécessaires, alors les stocks de filés qui, répandus en mille mains, n'apparaissaient pas, s'accumulent chez

Cette alternance dans l'augmentation factice de la demande pendant la prospérité avec sa restriction excessive pendant la dépression accentue l'intensité de la hausse et de la baisse des prix, surtout de celles des matières premières. Elle est aussi la source indirecte d'une nouvelle aggravation des mouvements des prix à cause des changements qu'elle détermine dans les revenus. C'est ici un nouvel exemple de ces actions et réactions, de ces répercussions et généralisations qui ont été exposées dans les chapitres précédents. En relevant les prix pendant la prospérité la spéculation accroît en même temps les revenus en argent. L'augmentation des revenus à leur tour pousse à la hausse des prix. On assiste au jeu complexe d'une série de rouages qui se commandent mutuellement et qui par leur influence réciproque accélèrent leur vitesse commune.

Mais on doit répéter qu'il faut une force centrale pour soutenir le mouvement. La spéculation ne porte pas en soi de motif d'être tour à tour optimiste et pessimiste durant plusieurs années. Son orientation dépend du sens même dans lequel se meuvent les prix. Le moteur déterminant des oscillations des prix demeure le rythme de l'offre de certaines catégories de marchandises. Le rythme de la demande de spéculation comme celui de la demande réelle ne constitue qu'un effet qui réagit sur la cause et fortifie son action.

En tenant compte de la spéculation, on se rapproche de la réalité plus qu'on ne l'avait encore fait précédemment. On peut dresser le schéma d'une nouvelle et quatrième approximation. On continuera à inscrire les mêmes

---

les filateurs et semblent hors de proportion avec les besoins courants de l'industrie. Et pourtant, la crise passée et la confiance revenue, ils disparaîtront en quelques semaines, parfois en quelques jours. Mais en attendant, les prix se sont avilis, la filature a fait des pertes sensibles. »

chiffres que dans le schéma antérieur pour les quantités de biens susceptibles de servir à une consommation prochaine. Mais pour la demande influencée par la spéculation on apportera certaines corrections aux chiffres de la demande donnés dans le précédent schéma. Pendant la prospérité, afin d'accuser le rôle de la spéculation ces chiffres devront à la fois être majorés et comporter une progression plus rapide. Pendant la dépression, ils seront plus faibles et croîtront plus lentement. Au terme de ces deux périodes, on indiquera un changement dans l'allure de la spéculation résultant du changement qui est en voie de s'accomplir dans les prix. A la fin de la prospérité par exemple, les prix ne parvenant plus à s'élever à cause d'un accroissement trop considérable de la production, la spéculation commence aussi à garder plus de réserve. Et la persistance d'une forte augmentation des quantités produites finit par déterminer la chute des prix et la crise.

Eu égard à ces considérations, on aboutit à un schéma tel que celui qui suit:

Quantités disponibles et demandes en tenant compte de la spéculation

	Quantités demandées au prix de 5 francs	Quantités disponibles de biens utilisables pour une consommation prochaine	Excédent ou déficit de ces biens par rapport à la demande à 5 francs	Prix de vente
Début de la première année: prospérité	90	95	+ 5	4,60
Fin de la première année: prospérité	102	98	— 4	5,30
Fin de la deuxième année: prospérité	115	102	— 13	6,00
Fin de la troisième année: prospérité	129	112	— 17	6,30
Quatrième année :				
Fin du 1er sem.: prospérité.	137	120	— 17	6,30
Fin du 3e trim.: prospérité.	140	123	— 17	6,30
Fin de l'année: crise.	139	126	— 13	6,00
Fin de la cinquième année: dépression	*128*	*132*	+ *4*	*4,60*
Fin de la sixième année: dépression	*129*	*139*	+ *10*	*4,20*
Fin de la septième année: dépression	*130*	*142*	+ *12*	*4*
Fin de la huitième année: dépression, puis reprise. .	*134*	*141*	+ *7*	*4,40*
Début de la neuvième année: prospérité	134	141	+ 7	4,40

La comparaison de ce schéma avec celui de la troisième approximation montre l'influence de la spéculation qui augmente la demande pendant la prospérité et la restreint pendant la dépression. La pénurie des marchandises disponibles dans la première de ces deux phases et leur

surabondance dans la seconde apparaissent plus marquées. Les prix montent plus haut dans les bonnes années pour descendre plus bas dans les années de surproduction. Au lieu de passer d'un maximum de 6 francs à un minimum de 4 fr. 30, ils se meuvent entre un maximum de 6 fr. 30 et un minimum de 4 francs. L'écart entre le prix le plus élevé et le prix le plus réduit est de 2 fr. 30 au lieu de 1 fr. 70.

*
* *

Tandis qu'avec la demande influencée par la spéculation nous serrons d'assez près les faits, nous restons en ce qui concerne la contre-partie opposée à cette demande, assez éloignés de l'offre effective de marchandises. On sait que notre notion des quantités disponibles ne se confond pas avec celle des quantités effectivement offertes et vendues parce qu'elle ne tient pas compte des stocks. A défaut de renseignements précis sur les mouvements des stocks, on pourrait reprendre l'hypothèse émise au terme du livre précédent et raisonner d'après elle. Il n'en résulterait pas un enseignement bien différent de celui qui a été dégagé à cet endroit.

*
* *

On a ainsi terminé l'examen des approximations successives par où il a fallu passer pour tenir compte de la complexité des facteurs agissant sur le rythme des prix et mettre en lumière l'influence respective de chacun d'eux. C'est en définitive l'offre de certaines catégories de marchandises telle qu'elle agit dans les conditions créées par la technique capitaliste de la production qui, aidée par une action secondaire de la demande, a paru, à la suite de répercussions successives, expliquer le rythme des prix et par voie de conséquence celui des revenus.

On n'a d'ailleurs essayé de rendre compte que de ce

qu'il y a d'assez fréquemment identique dans les mouvements des prix des divers cycles. Pour saisir plus étroitement la réalité, il faudrait exposer les causes qui différencient ces mouvements d'un cycle à l'autre. On montrerait comment déjà les facteurs dominants des variations rythmiques, l'offre, la demande, la spéculation, peuvent jouer de façon diverse suivant les circonstances, entraîner une crise tantôt très violente et tantôt bénigne, une dépression tantôt très brève et tantôt prolongée. On ferait intervenir ensuite nombre d'autres facteurs, mouvements de longue durée des prix, besoins nouveaux, découvertes techniques, changements de la législation douanière, variations des récoltes, oscillations des stocks métalliques pour ceux qui croient à l'importance de leur action sur les prix, guerres, événements politiques et autres qui expliqueraient toute la variété des traits particuliers à chacun des cycles. Mais il entre dans le cadre de cet ouvrage d'étudier seulement les similitudes et non les contrastes entre cycles successifs.

L'enchaînement logique des causes et des effets voudrait qu'après avoir imputé principalement le rythme des prix à celui de l'offre, on recherchât les raisons de ce dernier. Mais il nous faut auparavant élucider de sérieuses difficultés théoriques rencontrées sur notre chemin et dont l'examen avait dû jusqu'ici être ajourné.

LIVRE X

POSSIBILITÉ THÉORIQUE DE LA SURPRODUCTION GÉNÉRALE ET DE LA SOUS-DEMANDE

CHAPITRE PREMIER

Les faits et la surproduction générale

L'observation de la réalité nous a conduit à expliquer le rythme des prix et les crises par les mouvements de la production des marchandises. Bien qu'une place ait été faite à l'action secondaire de la demande et de la spéculation, c'est l'offre des produits qui nous a toujours paru porter la responsabilité de ce qu'il y a d'essentiel dans les variations des prix. La baisse des prix qui caractérise la crise et la dépression doit être attribuée à la surproduction de marchandises. La hausse des prix de la prospérité résulte de la sous-production. Les besoins sont trop amplement satisfaits dans une des phases des cycles. Ils le sont de façon insuffisante dans l'autre.

Assurément les oscillations de la production, pas plus que celles des prix, n'ont trait à toutes les espèces de biens. Elles ne présentent pas non plus la même intensité dans toutes les industries. Elles ne se manifestent pas en même

temps partout. On a au contraire constaté que ce sont certaines catégories de marchandises dont les fluctuations déterminent par une série de répercussions successives les mouvements d'ensemble. C'est l'excès des biens disponibles pour une satisfaction prochaine des besoins, capitaux fixes finis, objets de consommation et services assimilés, qui déchaîne la crise périodique, laquelle se propage à une foule d'industries. Certaines branches de la production peuvent d'ailleurs fort bien échapper entièrement à la mauvaise fortune. La crise n'a pas un caractère universel. Elle est bien une crise généralisée.

Il a été dit déjà que toutes les doctrines des crises, quelles qu'elles soient, admettent cette généralisation des mouvements, ou tout au moins n'y contredisent pas. On a déclaré que, pour ce qui est de la seule constatation du développement de la crise, elles peuvent être toutes tenues pour des théories de la surproduction partielle généralisée. Mais il est certaines doctrines auxquelles il serait préférable de réserver cette dénomination de théories de la surproduction partielle généralisée, parce qu'elles ne se contentent pas d'affirmer le fait de la généralisation, parce qu'elles prétendent expliquer au moyen de ce fait les difficultés théoriques que le sujet soulève, et les expliquer de manière à rester fidèle à la doctrine des débouchés. Pour ces théories, la crise ne peut résulter que d'une *rupture d'équilibre entre les diverses industries,* d'un manque de proportion dans la production des différentes espèces de marchandises. La *surproduction* ne pourrait être que *partielle,* en ce sens qu'elle supposerait nécessairement une *sous-production* dans d'autres industries. Mais le mouvement partiel s'amplifierait en une crise d'une grande étendue.

Or il faut maintenir que les faits ne nous ont révélé rien de semblable aux données impliquées par ces dernières théories. Ils ne nous ont présenté ni au moment de la crise ni pendant la dépression le spectacle de ces sous-

productions de certaines industries qui seraient la contre-partie nécessaire de la surproduction des autres.

Déjà en ce qui concerne les prix on n'a pas constaté que le recul de certains des prix ne fût que le corollaire de la progression de certains autres. La crise est caractérisée par une chute des prix sans compensation. Il n'y a pas baisse de tous les prix. Mais les baisses l'emportent sur les hausses. Aussi doit-il être question d'une baisse pour les prix globalement envisagés, d'une baisse *générale,* qu'accusent les index numbers généraux des prix.

De même pour la production. La surabondance de certains biens ne nous est pas apparue comme le corollaire de la pénurie de certains autres. La crise consiste dans une surabondance sans suffisante compensation. La rupture d'équilibre n'existe pas entre les diverses industries, mais entre la production et les besoins. Le procédé des index numbers fait défaut ici. On peut cependant parler de l'ensemble de la production considérée en bloc comme on a parlé de l'ensemble des prix. Du moment que les compensations n'existent pas, on peut écrire qu'il y a un excès de la production globalement envisagée par rapport aux besoins. On peut dire qu'il y a surproduction *générale.*

Peu importe que le mouvement soit d'abord plus restreint et se développe ensuite. Ni au début, ni au cours, ni au terme du mouvement de généralisation on n'a observé que la surproduction fût seulement la contre-partie d'une sous-production. Dès le début, la surproduction est générale en ce sens qu'à la pléthore de certaines marchandises manque une compensation suffisante provenant de la disette de certaines autres. Dès le début, c'est un défaut d'équilibre non pas simplement entre les diverses industries, mais entre *production et besoins.* Et c'est pourquoi dès le début il s'agit d'une chute de certains prix sans hausses compensatrices suffisantes de certains autres, une chute de la moyenne des prix. Au cours du mouvement

de généralisation de même, il n'y a pas lieu d'imaginer que se transforme le caractère de la surproduction. Ce n'est pas une rupture d'équilibre entre industries qui par une impossible magie se mue en une rupture d'équilibre entre production et besoins. La surabondance positive des produits était apparue dès l'origine. Elle n'a plus eu qu'à persister et à prendre une importance de plus en plus grande.

Peu importe aussi qu'au terme du mouvement de généralisation la surproduction ne soit pas universelle. A côté des industries surproductrices, il existe des industries qui ne le sont pas, qui sont même sous-productrices. Ce que les faits montrent c'est que, dans l'ensemble, la surproduction à l'époque de la crise l'emporte sur la sous-production. Le nombre par exemple ou l'importance des industries surproductrices ou l'intensité de leur surproduction sont telles qu'elles déterminent des baisses des prix plus considérables que les hausses, qu'elles entraînent l'avilissement des index numbers généraux des prix. On peut même aller jusqu'à dire, en sortant d'ailleurs du domaine des faits observés, que la surproduction d'une seule mais fort puissante industrie, si elle offrait une gravité tout à fait exceptionnelle et si l'état des autres industries n'arrivait pas à faire compensation, serait à la rigueur susceptible de constituer la surproduction générale. Point n'est besoin que tous ses affluents grossissent pour qu'un fleuve déborde. La pénurie de certains biens a beau venir compenser pour partie la surabondance de certains autres. La hausse des prix des uns a beau venir s'opposer à la baisse des autres. La crise se déclare quand pour l'ensemble de l'industrie il y a tout de même un excès des marchandises déterminant une baisse de la moyenne des prix.

On peut à l'aide des graphiques qui suivent schématiser la situation telle que la révèlent les faits.

Supposons pour simplifier, suivant un procédé cher à

J.-B. Say et aux partisans de la doctrine des débouchés, que deux seules marchandises soient produites, drap et blé. Supposons que dans les figures ci-dessous AB représente une production de drap et CD une production de blé telles que l'équilibre serait parfait, qu'on serait loin de toute crise. La figure 1 est relative à cet état d'équilibre

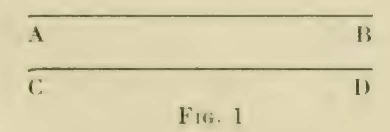


Fig. 1

Mais au moment de la crise ce n'est pas là ce qui a effectivement lieu. En fait, la surproduction générale se manifeste. Mais cette surproduction générale peut résulter de combinaisons fort diverses.

Peut-être est-ce la production de drap ABB′ qui seule soit supérieure à la production d'équilibre AB comme dans la fig. 2.

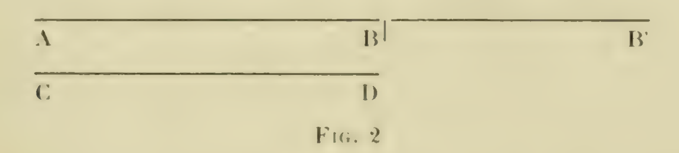


Fig. 2

Peut-être la production de drap ABB′ est-elle très supérieure à la production d'équilibre, alors que celle de blé CDD′ n'excède que légèrement cette production (fig. 3).

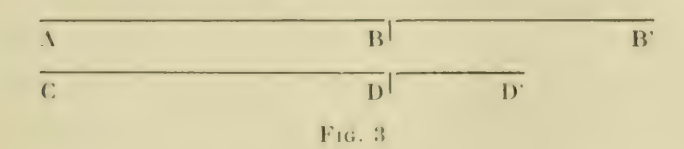


Fig. 3

Peut-être même la production de blé CD′ est-elle un peu inférieure à la production d'équilibre CD. Mais celle du drap ABB′ dépasse tellement l'équilibre que pour l'en-

semble de l'organisme économique il y a néanmoins surproduction (fig. 4).

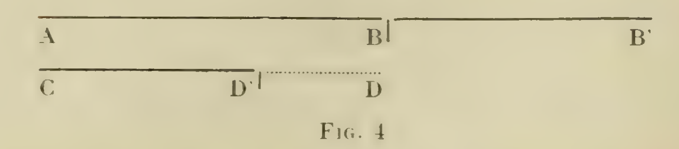


Fig. 4

Dans tous ces cas la production d'ensemble dépasse la production d'équilibre. On peut parler d'une surproduction générale. Tous les prix ne baissent pas. Ceux qui baissent, ne baissent pas au même degré. Mais la moyenne des prix, telle que la mesurent les index numbers généraux des prix, fléchit.

Si on trouve excessive cette simplification de la vie économique, si on veut se rapprocher davantage de la réalité complexe, on peut représenter les faits à peu près comme il suit:

Fig. 5

La figure 5 montre qu'à toute surproduction ne correspond pas une sous-production équivalente dans d'autres industries. Il n'y a pas simplement rupture d'équilibre entre les diverses industries.

Mais, d'autre part, il n'est point besoin de croire que toutes les industries soient surproductrices ni également surproductrices. Ainsi KL' représente une sous-production et, par suite, pour une industrie particulière, ce sera, mal-

gré la crise générale, la prospérité et les prix élevés. Dans une autre industrie la production IJ et les prix sont à peu près conformes à l'état d'équilibre. Seules, les autres industries souffrent de la surproduction et elles en souffrent à un degré inégal. Mais étant donné leur nombre ou leur importance, cela suffit pour que se manifeste une surproduction générale des marchandises, pour que fléchisse la moyenne des prix, pour que sévisse la crise.

La figure 5 indique aussi que des ruptures d'équilibre, des modifications dans les rapports d'échange entre les diverses industries ont assurément lieu au moment de la crise. Dans l'industrie où la production est représentée par la ligne ABB′ l'excès des marchandises a beaucoup plus de gravité que dans l'industrie où la production est de EFF′. La baisse des prix sera plus profonde dans la première industrie que dans la seconde et *a fortiori* que dans les industries qui ne souffrent d'aucun encombrement de marchandises, comme celles où la production est de IJ ou de KL′. Les produits de la première industrie s'échangeront contre moins de produits des autres. Mais la crise générale ne vient pas de cette rupture d'équilibre entre les industries particulières.

Lorsque survient une crue de plusieurs affluents d'un fleuve, cette crue est d'ordinaire inégale. Mais si le fleuve déborde, ce n'est pas à cause de l'*inégalité* des masses d'eaux que lui apportent ses affluents. C'est à cause de la crue de plusieurs d'entre eux.

Le manque d'équilibre entre les diverses industries doit être tenu pour un phénomène chronique. Il est toujours des industries plus prospères contrastant avec d'autres qui le sont moins. L'équilibre entre les diverses industries tend constamment à se rétablir sans y parvenir jamais. Cette instabilité permanente entraîne des mouvements partiels, des surproductions et des sous-productions relatives, des changements continuels dans le taux d'échange des marchandises entre elles. Elle ne peut ren-

dre compte des larges périodes alternées de hausse et de baisse *générales*. La perpétuelle agitation des menues vagues de l'Océan qui déplace incessamment leur situation respective ne les empêche pas d'obéir au même grand rythme du flux et du reflux. C'est ce rythme d'ensemble qui constitue la surproduction générale.

Au lieu de graphiques on peut recourir, pour rendre compte de ce qui existe au sujet de la production, à un tableau d'index numbers fictifs calqué sur celui qui sert à établir les index numbers généraux des prix. Supposons que si la production était de 100, les prix seraient de 5 francs, et que la crise n'éclaterait pas. Si la crise a tout de même lieu c'est que pour diverses industries A, B, C, D, E, la production atteint par exemple les niveaux suivants, auxquels correspondraient les prix mis en regard :

	Production	Prix
Industrie A	120	3
Industrie B	115	3.50
Industrie C	110	4
Industrie D	112	3,80
Industrie E	100	5
Industrie F	90	6
Index number général...	108	4,22

Ce tableau précise encore que l'on ne souffre de l'encombrement de marchandises que dans certaines industries. Aucune pléthore ne s'observe dans les industries E ni F. Mais pour l'industrie considérée d'ensemble il y a surabondance de produits puisque les sous-productions n'arrivent pas à faire compensation aux surproductions.

S'il en est ainsi, on est en droit de parler de *surproduction générale,* de même que pour les prix on parle d'une baisse *générale.*

Il n'est pas en effet contraire aux usages de se servir

de cette expression pour traduire le concept auquel nous nous référons. On emploie les termes de crise générale, de baisse générale des prix, sans vouloir affirmer une crise, une baisse des prix ayant trait à *tous* les produits.

D'autres expressions auxquelles on pourrait songer, comme ceux de surproduction ***absolue,*** de surproduction *réelle,* présenteraient des dangers ou tout au moins des inconvénients.

En outre, l'expression est commandée par les formules employées dans l'exposé de doctrines qui ont été réfutées, dans celles des débouchés et de la surproduction partielle généralisée. Ces dernières n'admettent qu'une rupture d'équilibre entre les diverses industries, que des surproductions partielles impliquant des sous-productions partielles. Par opposition à ces doctrines, afin d'accuser l'absence de ces sous-productions corrélatives. de la surabondance de certaines autres marchandises, afin d'affirmer l'excès des produits pour l'industrie prise dans son ensemble, il convient d'adopter l'expression de surproduction générale.

Si on insiste sur cette différence entre la surproduction générale qui s'observe dans les faits et les théories de la surproduction partielle généralisée, c'est que la différence présente un réel intérêt pratique et théorique.

Au point de vue pratique, d'après les théories en question, la crise résultant d'une mauvaise répartition des forces productrices entre les diverses industries, une meilleure répartition de ces forces aurait fait échapper au désastre. La crise aurait été évitée si un surcroît de forces productrices avait permis un développement de la production de la part des industries sous-productrices. Et le remède à la crise pourrait justement être cherché dans cette voie, dans une production amplifiée des industries sous-productrices. Au contraire, si notre interprétation des faits est exacte, une répartition différente des forces productrices n'aurait pas empêché la crise. Elle en aurait

seulement fait supporter le poids à d'autres industries. Et une extension de la production de la part des industries qui se trouvent être sous-productrices ne ferait qu'augmenter l'intensité de la crise. Ce serait la crue de nouveaux affluents venant grossir la crue du fleuve.

Au point de vue théorique, si la surproduction générale n'implique pas une surproduction universelle, il reste que pour qui accepte la première de ces deux notions, la seconde n'apparaît plus logiquement impossible. Du moment que toute surproduction n'a pas comme contre-partie nécessaire une sous-production, on ne voit pas pourquoi il serait absurde en soi que la surproduction atteignît toutes les industries. Assurément en fait une telle rencontre de toutes les industries en une orientation identique resterait invraisemblable. Elle n'a jamais été observée jusqu'ici et ne le sera sans doute pas davantage dans l'avenir. Mais elle ne constitue pas un non-sens logique.

On touche par là aux difficultés théoriques que soulève l'affirmation d'une surproduction générale. Ces difficultés sont si graves que deux conceptions du phénomène, nettement contradictoires, paraissent l'une et l'autre simultanément dominantes dans la science, sont fréquemment acceptées à la fois par les mêmes esprits, suivant qu'ils restent dans le domaine de l'observation ou qu'ils s'élèvent aux considérations dogmatiques.

S'agit-il des faits? L'existence de la surproduction dans nombre d'industries au moment de la crise sans sous-production corrélative dans d'autres est assez volontiers admise. La possibilité d'une pareille surproduction générale va même de soi et se passe de toute explication pour ceux qui ne s'embarrassent pas de préoccupations théoriques. Toute insistance sur une telle vérité serait à leurs yeux vain pédantisme. Dans les descriptions concrètes des faits c'est d'une surproduction générale analogue à celle qu'illustrent nos graphiques qu'avec plus ou moins de netteté il est le plus souvent question.

Arrive-t-on à l'examen doctrinal du problème? L'opinion la plus répandue apparaît toute différente. Tandis que la sous-production générale ne choque pas les esprits, la surproduction générale au contraire semble à beaucoup d'économistes, en France principalement, une thèse insoutenable. Ceux-là même qui dans l'exposé historique des crises parleraient volontiers de leur généralité s'élèvent énergiquement contre cette notion lorsqu'ils passent à la théorie. Leur raison se rebelle contre le témoignage de l'expérience.

Comment pourrait-il y avoir excès de marchandises sinon par rapport à l'insuffisance d'autres marchandises? Comment peut-il y avoir d'excès pour l'industrie considérée d'ensemble? Relativement à quoi pourrait bien exister cet excès? Relativement aux besoins? Mais ils sont insatiables. Par rapport au pouvoir d'acquisition? Mais le pouvoir d'acquisition social égale le total de la production sociale. Si vraiment la baisse des prix présente un caractère général, cette baisse peut-elle être due à autre chose qu'au facteur monétaire, à l'insuffisant accroissement du stock métallique?

Telles sont les objections auxquelles il faut répondre. La conciliation de la généralité des phénomènes que les faits révèlent et de la possibilité logique d'une pareille surproduction constitue, on l'a vu, l'écueil où viennent échouer la plupart des théories des crises. La conciliation pourtant doit se faire. Elle est imposée par la force des choses. Puisque l'observation a établi la réalité de la surproduction générale, il faut faire apparaître sa possibilité logique.

Il faut reconnaître que nous n'avons ni facilité la démonstration, ni modifié sensiblement sa teneur en déclarant que la crise est bien une crise généralisée et qu'elle n'a jamais pris un caractère universel. Que la surproduction se manifeste dans toutes les industries ou seulement dans certaines d'entre elles, que le nombre des industries surpro-

ductrices soit considérable ou restreint, qu'il soit ou non réduit au début pour n'augmenter qu'ensuite grâce à un mouvement de généralisation, la difficulté théorique demeure la même. J.-B. Say l'avait exactement aperçu et après lui ceux qui ont su mettre de la rigueur dans leurs conceptions et leurs raisonnements. Comment la vérité peut-elle être ailleurs que dans une simple rupture d'équilibre entre industries, que dans un faisceau de sous-productions comme contre-partie nécessaire de la surproduction d'autres industries? Voilà le nœud du problème à résoudre.

CHAPITRE II

Le sens de la surproduction générale.
Le mécanisme de la baisse des prix.

En quel sens peut-il y avoir excès de produits? Comment cet excès peut-il constituer la cause de la chute générale des prix?

Dans les essais d'explication successifs qui précèdent, on a constamment déclaré que la manière dont la surabondance générale de marchandises agit sur les prix ne saurait être différente de la manière dont on conçoit l'action déprimante de l'augmentation de l'offre sur les prix quand il est question de marchandises particulières. On a toujours entendu faire simplement application des lois de la valeur couramment admises.

On sait quel est le mécanisme de l'établissement des prix d'après ce qu'on appelle volontiers la théorie moderne de la valeur. On sait comment est décrite la façon dont à mesure que grossit la quantité d'objets de même espèce et qualité offerts au public fléchissent leur valeur et leur prix.

Ces objets ne pouvant satisfaire en un individu donné que des besoins d'intensité décroissante, le dernier d'entre eux ne correspond plus qu'à un besoin de moins en moins notable. Or, parmi un groupe d'articles similaires, chacun des articles est le dernier, n'est qu'une unité nouvelle

et dernière ajoutée à d'autres. Notre individu ne reconnaît donc à chacun d'eux que l'importance qu'il attache à l'intensité du dernier de ses besoins qu'ils peuvent satisfaire. Leur augmentation diminue ainsi leur utilité finale et leur valeur.

Si, comme dans le régime monétaire où nous vivons, c'est au moyen de la monnaie qu'on se procure des marchandises, l'individu considéré ne consentira à acheter plus de produits qu'à des prix en monnaie de plus en plus réduits. Disposé à payer 6 francs pour un objet, il n'en voudra payer que 5 par objet, quand il en acquiert deux, parce qu'il n'estime qu'à 5 francs la satisfaction du deuxième besoin dont sont susceptibles ces objets, et il ne voudra donner que 4 francs par objet, quand il en prend trois, parce qu'il évalue à 4 francs l'intérêt de la satisfaction du troisième besoin.

On sait aussi comment de ces estimations subjectives, différentes d'un individu à l'autre, résulte le prix unique du marché, phénomène objectif. Les mille demandes individuelles s'ajoutent pour former la demande sociale. Le prix qui s'établit est celui qui permet l'écoulement de tous les articles effectivement offerts et qui correspond pour chaque acheteur à l'utilité finale de la quantité de marchandises qu'il acquiert.

Supposons que trois individus seulement constituent les acheteurs possibles et fixons comme il suit leurs tableaux individuels de demande, ainsi que celui de la demande totale:

	Individu A — Articles	Individu B — Articles	Individu C — Articles	Total ou demande sociale — Articles
Demande à 6 francs	1	2	0	3
Demande à 5 francs	2	3	1	6
Demande à 4 francs	3	4	2	9

Dans ce tableau l'un quelconque des prix de demande correspond pour chacun des acheteurs à l'utilité finale de

la marchandise d'après le nombre des articles qu'il se procure à ce prix.

Le prix de 6 francs par exemple mesure l'utilité d'un deuxième objet pour l'individu B, d'un premier objet pour l'individu A. C'est un prix supérieur à l'utilité même d'un seul objet pour l'individu C. Aussi, à ce prix de 6 francs, A est-il acheteur d'un article, B de deux. Quant à C, il s'abstient. La demande sociale à 6 francs, total des demandes individuelles est de trois objets. Une production de trois objets peut se vendre en totalité à un prix de 6 francs.

Mais si la production passe de trois articles à neuf sans que le tableau des demandes ait changé, et si les vendeurs tiennent à s'en défaire en totalité, le prix tombera de 6 francs à 4 francs. Ce n'est qu'à ce prix abaissé, équivalant pour lui à l'utilité d'un troisième article, que A prendra trois objets, que B en prendra quatre, que C au lieu de s'abstenir comme auparavant en prendra deux. Ce n'est qu'à ce prix que la demande sociale pourra atteindre neuf articles. L'utilité finale de la marchandise aura fléchi pour chacun des acheteurs parce que la quantité plus grande d'articles acquis par chacun d'eux ne permet que la satisfaction de besoins de moindre intensité.

Le prix unique du marché, résultante d'estimations particulières très dissemblables, se fixe cependant à un niveau où il égale pour chaque individu l'utilité finale du nombre de marchandises qu'il acquiert. Et ce prix baisse quand croît la quantité de marchandises offertes.

Si certains des détenteurs des produits ne veulent pas vendre à des prix aussi déprimés, ils les conservent en magasin, ils font du stock et le prix fléchit moins profondément. Dans notre exemple, si la production est de neuf articles et si la partie non écoulée est de trois articles, l'*offre effective* n'est plus que de six produits. Elle se rencontre alors avec la demande sociale à 5 francs qui est aussi de six articles. Le prix quoique amoindri ne descend qu'à 5 francs au lieu de reculer jusqu'à 4.

C'est à ce jeu bien connu de la loi de l'offre et de la demande qu'on a eu recours dans les explications antérieures pour rendre compte de l'avilissement des prix à l'instant de la crise. Non pas pour toutes les marchandises, mais pour nombre d'entre elles, s'observe à ce moment l'accroissement notable de la production. Dans chacune de celles où cette progression a lieu fonctionne comme il vient d'être rappelé le mécanisme de l'établissement des prix. L'utilité finale de la marchandise diminue pour les individus à mesure qu'on leur en offre des quantités augmentées. Par suite baisse aussi le prix en monnaie. Les prix d'une série d'articles sont avilis. Sans doute il se peut que simultanément ait lieu une hausse de certains autres produits. Mais ces quelques hausses sont moins nombreuses ou moins accentuées que les baisses. On assiste ainsi à une chute générale des prix au sens qu'il convient d'attribuer à cette notion, à une chute de la moyenne des prix, des index numbers généraux des prix.

En raisonnant de cette manière on ne fait donc que répéter pour un ensemble de marchandises ce qui nous est enseigné pour les marchandises envisagées séparément. Pour un ensemble de biens comme pour chaque article particulier on est en droit de déclarer que le développement de la production fait fléchir les prix. On peut parler dans ce cas d'une surproduction.

La surproduction, qu'il s'agisse d'une seule espèce d'articles ou de plusieurs, n'implique pas que leur quantité dépasse les capacités matérielles de la consommation. Mais il y a trop de biens pour qu'on puisse les acquérir sans les employer à la satisfaction de besoins d'intensité de plus en plus faible. La surproduction signifie surabondance pour la seule satisfaction des besoins d'un certain degré, des besoins *de même importance que ceux qui étaient contentés auparavant.* Par excès des biens relativement aux besoins, on entend simplement que pour nombre de marchandises diminue l'intensité des derniers besoins sa-

tisfaits, par suite aussi l'utilité finale, la valeur et les prix.

C'est l'extension aux index numbers généraux des prix de ce qui est généralement admis pour les prix individuels qui constitue donc la seule nouveauté de notre argumentation. Mais on ne voit pas que cette addition soit si étrange qu'elle puisse transformer une répétition banale de vérités connues en une thèse malaisée à admettre. Qu'on accepte la théorie moderne de l'utilité finale ou qu'on se réclame de n'importe quelle autre théorie de la valeur, nul ne songe à nier que l'accroissement de la production d'une marchandise puisse faire baisser son prix. Mais pourquoi ce qui apparaît comme évident pour une marchandise envisagée séparément deviendrait-il un paradoxe pour plusieurs catégories de marchandises? Pourquoi la surproduction d'une série de marchandises ne pourrait-elle pas déprimer la moyenne des prix sans que nécessairement existe une hausse compensatrice des prix d'autres marchandises. Pourquoi, en dehors de toute influence du facteur monétaire, une pareille surproduction ne pourrait-elle pas avilir les index numbers généraux des prix?

C'est la doctrine des débouchés qui vient empêcher l'acquiescement à de telles propositions. Il eût été en effet difficile de répondre aux objections qu'elle suggère avec les théories anciennes de la valeur. Avec la théorie de l'utilité finale au contraire (1) ou, ce qui revient à peu près au

(1) C'est pour cette raison qu'il nous a fallu appuyer sur cette théorie nos raisonnements relatifs aux prix. On aurait pu, sans cela, éviter de faire appel à une théorie de la valeur dont l'exactitude n'est pas encore universellement reconnue et invoquer seulement l'action des mouvements de l'offre sur les prix qui, elle, n'est contestée par personne. Mais pour établir la possibilité de baisses générales des prix dues à la surproduction sans survenance de hausses compensatrices, il était indispensable de montrer que c'est par l'intermédiaire de l'utilité finale que se fixent les prix. Ce qui pourrait paraître oiseux et déplacé dans une étude qui ne porte pas sur la valeur devient une nécessité pour l'élucidation de certains points essentiels de la théorie de la surproduction.

même, avec les formules modernes de la loi de l'offre et de la demande, la réponse est possible. On a déjà pu donner un sens à la surproduction générale. On espère prouver par ce qui suit que cette notion devient concevable pour qui admet les nouvelles théories de la valeur. Il se pourrait bien que la négation de la surproduction générale ne soit qu'un vestige attardé de doctrines de la valeur aujourd'hui démodées ou tout au moins fortement ébranlées. Peut-être est-ce là encore un exemple de ces « survivances » tenaces qu'on constate dans les domaines les plus divers. Comme si, alors que les racines sont mortes, certains rameaux persistaient obstinément à reverdir.

CHAPITRE III

Objection psychologique à la notion de la surproduction générale. L'insatiabilité des besoins.

Une première objection d'ordre psychologique à la notion de la surproduction générale est tirée du principe de l'insatiabilité des besoins. Notre désir de presque toutes les catégories de marchandises existantes, sinon de toutes, est pratiquement inextinguible à cause de la multitude des besoins que nous nous découvrons et auxquelles ces marchandises peuvent satisfaire. On n'a pas encore vu l'humanité ne savoir que faire des articles fabriqués. Loin qu'il y ait surabondance c'est sur la pénurie de richesses que portent les doléances éternelles des hommes.

Mais il est à peine besoin de montrer que l'insatiabilité des besoins se concilie parfaitement avec la surproduction générale telle qu'on vient de l'entendre. Si les produits peuvent satisfaire en nous une foule de besoins, ces besoins n'ont pas tous cependant une égale importance.

L'échelle des besoins, quelque indéfinie qu'elle soit, ne comporte que des besoins d'intensité décroissante. Une fois les premiers besoins satisfaits, ceux qui se présentent ensuite sont moins vivaces. Après ces derniers, il en vient d'autres plus ténus. Or, on a affirmé l'excès des besoins non pas par rapport à tous les besoins possibles, mais seulement par rapport aux besoins d'une certaine intensité,

de la même intensité que ceux qui étaient satisfaits auparavant. L'accroissement des produits permet de descendre plus bas dans la hiérarchie des besoins. Le dernier besoin satisfait est ainsi un besoin moindre qu'autrefois. L'utilité finale des marchandises se réduit et par conséquent aussi leur valeur et leur prix.

Le principe de l'insatiabilité des besoins cadre fort bien avec ce qu'on appelle la loi de satiété de chacun des besoins ainsi qu'avec son corollaire la loi de l'utilité décroissante des marchandises. C'est sur la combinaison de ces principes qu'est basée, dans les formules modernes de la loi de l'offre et de la demande, la conception précise du rôle de la demande. Quand on déclare qu'il faut abandonner comme équivoque l'expression d'un excès de l'offre sur la demande parce que la demande virtuelle est quasi illimitée, on ne fait qu'appliquer le principe de l'insatiabilité des besoins. Mais on ajoute que la demande à un certain prix est limitée, qu'une demande plus considérable n'existe au même moment qu'à des prix plus bas. Et on soude de la sorte la loi de satiété au principe de l'insatiabilité.

La façon même dont la courbe de la demande est tracée dérive des deux principes en présence. On la dessine indéfinie parce que les besoins sont insatiables. Mais on l'infléchit de plus en plus parce que décroît l'intensité des besoins satisfaits par des marchandises accrues et, par suite, le prix auquel elles sont demandées.

Le principe de l'insatiabilité des besoins doit pour presque toutes les marchandises faire écarter la possibilité d'une augmentation telle qu'elle excède la puissance de nos désirs. L'utilité finale de ces marchandises et leur valeur serait alors nulle comme c'est le cas de l'air ou de l'eau de l'Océan. En ce sens une surabondance serait pratiquement impossible. Mais on n'invoque ici que la diminution, non pas l'anéantissement de l'utilité finale et des prix. En ce sens la surproduction demeure admissible. Si

la notion d'un excès des offres sur les demandes prise à la lettre est dépourvue de signification, celle d'un excès des offres sur la demande au même prix, sur la demande au prix ancien répond à une incontestable réalité (1). Les chefs d'entreprise au moment de la crise ne se plaignent certes pas de ne découvrir aucun homme disposé à consommer leurs marchandises. Ils souffrent de n'en découvrir aucun disposé à les leur payer un bon prix. L'insatiabilité des besoins n'est donc pas un obstacle à une surproduction comprise comme la source d'un fléchissement de l'utilité finale et des prix des marchandises produites.

(1) Si parfois au cours de ce travail il est question d'un excès de l'offre sur la demande, c'est d'une façon elliptique. Il faut toujours entendre qu'il s'agit d'un excès de l'offre sur la demande au même prix.

CHAPITRE IV

Première objection logique à la surproduction générale.
Le caractère relatif de la valeur.

Une autre objection à la notion de la surproduction générale, objection d'ordre *logique*, est tirée du concept même de la valeur, du caractère *relatif* qu'elle présenterait. La valeur ne constituerait qu'un rapport entre les marchandises. Elle impliquerait une comparaison entre les objets. Elle exprimerait un ordre de préférence entre eux. Par suite, les deux termes du rapport devant varier en sens contraire l'un de l'autre, une baisse des valeurs des marchandises ne saurait se comprendre sans une hausse correspondante de la valeur d'autres marchandises. Si certains objets descendent dans la hiérarchie des préférences, c'est que d'autres remontent. Une baisse générale des prix peut bien résulter d'une pénurie monétaire. Elle ne saurait provenir d'un excès de plusieurs catégories de marchandises entraînant une baisse *absolue* de leur valeur.

Mais précisément les théories nouvelles de la valeur viennent permettre d'échapper à l'objection.

Le caractère relatif est assurément attaché à la notion de valeur d'*échange*. Le pouvoir d'acquisition de certaines marchandises ne saurait se réduire sans qu'augmente celui des marchandises contre lesquelles les premières sont troquées. Une baisse générale des valeurs d'échange des

marchandises est donc une notion vide de sens. Si la progression de la production se fait d'une manière inégale entre les diverses industries, la valeur d'échange de certaines des marchandises fléchit. Mais la valeur des autres se relève. Si l'accroissement de la production a lieu de manière proportionnelle pour tous les biens, leur valeur d'échange à tous pourra demeurer immuable. Dans l'un ni l'autre cas, il ne peut être question d'un avilissement général des valeurs d'échange.

Mais derrière la valeur d'échange et lui servant de fondement, la science moderne a découvert une notion *absolue* de la valeur, à laquelle on donne des dénominations diverses mais qui correspondent à des réalités assez voisines, *utilité finale, utilité limite, ophélimité, rareté,* valeur *subjective,* valeur *personnelle,* valeur *d'usage.*

En reconnaissant l'existence de cette valeur absolue, on ne songe pas à voir dans la valeur une qualité incluse dans la chose indépendamment de nous, ce que dans l'ancienne métaphysique on aurait appelé une propriété substantielle. La psychologie moderne sait que les propriétés substantielles des choses dépassent le domaine de notre connaissance. Comme la couleur, la forme, le goût d'un objet, son utilité, sa valeur n'est pas une entité en soi. Elle ne s'imagine que par rapport à nous, par rapport à nos désirs. En ce sens elle est toujours relative.

Par valeur absolue on entend seulement une valeur qui pour chaque marchandise se conçoit isolément, sans comparaison avec les autres marchandises. Exprimant un rapport entre l'homme et les choses, elle n'exprime pas en outre nécessairement un rapport entre les choses elles-mêmes. Elle existe pour chaque objet en dehors de la considération des autres objets. Une baisse générale de l'utilité finale, de la valeur subjective des marchandises devient ainsi logiquement possible.

Certains des partisans des théories nouvelles de la valeur n'acceptent peut-être pas, il est vrai, la notion d'une

valeur absolue comprise comme il vient d'être expliqué. Mais le fait n'est pas sûr ou se réduit à une simple question de terminologie (1). En tout cas, la presque totalité des adeptes de la doctrine de l'utilité finale l'admettent sans hésitation. Et en vérité l'essentiel de cette doctrine n'est pas autre chose que cette affirmation d'une notion absolue de la valeur comme base des notions relatives, des comparaisons entre les choses qui interviennent ensuite.

Les économistes de langue allemande, les Autrichiens surtout, mais aussi certains économistes allemands, distinguent utilité finale et valeur subjective ou d'usage, mais attribuent à ces deux concepts un caractère absolu (2). Les économistes de langue anglaise tendent plutôt à assimiler la valeur d'usage à l'utilité finale et à ne parler que d'utilité (3). Ainsi font également plusieurs théoriciens de l'école mathématique écrivant en français. Et

---

(1) M. Bourguin, qui repousse la notion d'une *valeur* intrinsèque, reconnaît cependant le caractère intrinsèque de l'*utilité* des choses. Il ne rejette donc pas en définitive l'idée d'une notion absolue, support de la valeur (BOURGUIN, *Revue d'Economie politique*, 1895, p. 220). M. Gide, pour qui la valeur même d'usage exprime le *degré* de désirabilité, qui écrit qu'on « ne doit jamais parler d'une hausse ou d'une baisse de toutes les valeurs », ajoute néanmoins : « Cette proposition pourrait prendre un sens... si l'on entendait... par là que les désirs de l'homme peuvent tous à la fois augmenter ou diminuer d'intensité. » (GIDE, *Principes d'économie politique*, 10e édit., p. 51.) La dernière phrase contient un acquiescement bien net à une notion absolue de la valeur.

(2) Sont, par exemple, très explicites sur le caractère absolu de la valeur subjective ou d'usage, WIESER (*Der natürliche Werth*, 1889, p. 52, note), A. WAGNER (*Les fondements de l'économie politique*, trad. fr., I, p. 485), NEUMANN (art. *Werth* dans le *Handbuch de Schönberg*, t. I, p. 152 note 29). Le caractère absolu de la notion ressort aussi des définitions et développements de CARL MENGER (*Revue d'économie politique*, 1892, p. 170) et BÖHM BAWERK (*Positive theorie des Kapitals*, 1889, pp. 140-144).

(3) Cf. MARSHALL, *Principles of economics* (p. 8 de la 2e édition) ; J.-B. CLARK, *Essentials of economic theory*, 1907, p. 40 ; STANLEY

dans l'utilité, ou dans les expressions pour eux synonymes de *rareté* (1), *d'ophélimité* (2), ils voient un fait absolu, n'impliquant aucun ordre de préférence entre les marchandises.

Pour ma part je pense qu'il y a lieu de distinguer utilité finale et valeur subjective. L'aptitude à satisfaire un de nos besoins que possède le dernier employé parmi des articles de même espèce et qualité constitue l'utilité finale de ces articles. L'intérêt que chacun de nous attache à ces biens à cause de cette utilité constitue leur valeur (3). Cependant pour éviter les méprises ou les difficultés dont la notion de valeur subjective peut devenir la source, je préfère, sauf dans ce chapitre, renoncer à user de ce terme et continuer à ne parler que d'utilité finale.

L'important est d'insister sur cette réalité d'une notion absolue, support des notions relatives de valeur d'échange et de prix.

Or déjà de nos désirs on peut observer qu'ils se manifestent dans la conscience distincts les uns des autres, malgré tous les liens qui peuvent se nouer entre eux. Ma faim n'est pas en raison de mon besoin de vêtement ou de logement. Elle est ou elle n'est pas. Avant toute hiérarchie de nos désirs, il faut que le désir soit. L'existence des divers désirs en eux-mêmes est la base sur laquelle s'appuiera toute hiérarchie ultérieure.

Il en est de même de l'utilité finale et partant de la valeur des objets susceptibles de satisfaire nos désirs.

Jevons, *La théorie de l'économie politique*, trad. fr., pp. 146. 147 : « Rien ne peut avoir un grand pouvoir d'achat qui ne soit hautement évalué en soi ; mais l'évaluation peut être élevée en dehors de toute comparaison avec d'autres choses. »

(1) Pour M. Walras, si la valeur d'échange est une notion relative, la « rareté » est au contraire un « fait absolu » (*Eléments d'économie politique pure*, 1900, p. 102).

(2) V. Pareto, *Cours d'économie politique*, I, p. 7, n° 18.

(3) Cf. Wagner, *op. cit.*, p. 485.

Avant toute comparaison entre le blé et la laine, il faut que blé et laine soient désirables, que l'intensité du dernier besoin qu'ils satisfont ne soit pas nulle, qu'ils aient de la valeur. L'air, l'eau de l'Océan, dont l'utilité finale est nulle, n'ont pas de valeur. Le blé, la laine ont de la valeur. Ces affirmations n'impliquent aucun examen comparé des objets. Chaque espèce de choses est seulement confrontée avec nos désirs. Selon que la dernière unité de ces choses est ou non désirée, elle a ou n'a pas de valeur. L'existence d'une valeur de l'objet est la notion fondamentale. Elle est antérieure à la comparaison des marchandises entre elles. Toute comparaison la suppose. Une chose a de la valeur, telle est la proposition première. Une chose a plus ou moins de valeur qu'une autre est une proposition dérivée. La classification des valeurs pour chaque individu ne se doit pas confondre avec la valeur elle-même.

Des variations de la valeur de chaque marchandise dans l'espace et dans le temps se conçoivent indépendamment des autres marchandises suivant que croît ou s'atténue l'intensité du besoin qu'on en a. L'eau qui avait de la valeur pour un voyageur dans un désert, explique M. de Bôhm-Bawerk, n'en a presque plus ailleurs pour la même personne, parmi des sources multiples (1). Un objet a moins de valeur qu'autrefois : voilà qui s'entend parfaitement sans qu'il soit indispensable de songer aux autres objets.

De même, si un seul objet, le blé par exemple, existait qui fût susceptible d'être désiré, la notion de la valeur subsisterait. Les hommes peineraient pour produire cet objet précieux. Son accroissement ou sa diminution d'une année à une autre, suivant le résultat des récoltes, élèverait ou abaisserait son utilité finale pour chacun d'eux et par suite sa valeur.

---

(1) Böhm-Bawerk, *op. cit.*, p. 140.

Si elle est ainsi une notion absolue, l'utilité finale de plusieurs catégories de marchandises peut décroître pour les mêmes individus sans aucune nécessité d'un relèvement correspondant de l'utilité finale d'autres marchandises. Pour chaque article, en dehors de toute comparaison avec les autres biens (1), l'accroissement de sa production déprime son utilité finale. Si le fait a lieu pour plusieurs articles, la diminution s'observe pour chacun d'eux.

Or, par le mécanisme que l'on sait, ce recul se manifeste dans les prix en monnaie. Pour chacun des produits dont fléchit l'utilité finale, s'avilit aussi le prix en monnaie. Si ces baisses individuelles des prix atteignent plusieurs marchandises, on assiste à une chute des index numbers généraux des prix.

Sans doute dans cette hypothèse la valeur d'échange n'aura pu baisser pour les biens atteints par la crise sans que s'élève la valeur d'échange des biens échappant à la crise ou peu atteints. Sans doute encore pour les produits, dont déclinent l'utilité finale et les prix, il est possible qu'une augmentation strictement proportionnelle de leurs quantités laisse immobiles leurs valeurs d'échange respectives. Si le blé vaut 10 francs au lieu de 20 francs et le drap 20 francs au lieu de 40 francs, on a toujours

---

(1) On n'entend pas pour cela nier les rapports d'interdépendance entre utilités finales de diverses marchandises dus principalement à l'influence de la loi de substitution. Un excès de vin abaissant l'utilité finale de cette boisson abaisse sans doute aussi l'utilité finale de la bière. Le plus souvent, pour chacune des marchandises, la *grandeur* de son utilité finale, sinon d'ordinaire l'*existence* même de cette utilité, dépend de la quantité d'une foule d'autres marchandises. Mais il n'y a là rien qui fasse obstacle à une chute concomitante de l'utilité finale de plusieurs articles voisins quand augmente de façon excessive la production de certains d'entre eux. Le phénomène de substitution est plutôt au contraire un facteur de généralisation de la chute des prix, comme on a eu déjà l'occasion de le noter.

1 de drap = 2 de blé. L'échange se fait au même taux qu'auparavant. Mais il porte sur des marchandises également dépréciées.

A défaut d'une baisse générale des valeurs d'échange, une baisse générale de l'utilité finale et des prix des marchandises est concevable. C'est en une baisse de cette nature, conséquence d'un excès de production dans nombre d'industries, que consiste la crise.

CHAPITRE V

Seconde objection logique. L'égalité de la production et du pouvoir d'acquisition

Aux diverses théories de la sous-consommation on oppose avec raison la doctrine des débouchés, l'égalité qu'elle implique entre production et pouvoir d'achat. Mais cette égalité ne constitue-t-elle pas aussi une objection à la théorie exposée dans cet ouvrage? Ne doit-elle pas faire tenir pour logiquement impossible une surproduction générale susceptible de déterminer une baisse de l'utilité finale des marchandises?

Si les produits s'échangent les uns contre les autres, si tout produit est à lui-même son propre débouché, un accroissement de la production doit entraîner, pourrait-on prétendre, un accroissement correspondant du pouvoir d'achat. Tout article fabriqué est à la fois objet à vendre et moyen d'achat d'autres biens. Toute production augmentée de marchandises met entre les mains de ceux qui les écoulent des ressources également augmentées. Vendeurs de plus fortes quantités, ils sont par là même acheteurs de quantités amplifiées. L'accroissement de l'offre, d'une part, apparaît sans conteste comme un facteur d'avilissement des prix. Mais, d'autre part, il y correspond une progression équivalente du pouvoir d'achat, partant de la demande au même prix, progression qui est un facteur de hausse des prix. Les deux mouve-

ments se compensent et se neutralisent. Une chute générale des prix résultant d'une surproduction générale ne saurait donc se concevoir.

L'objection paraît fort redoutable. Elle s'accompagne en outre du prestige d'avoir été l'argument décisif qui a ébranlé définitivement les théories de la sous-consommation, les théories basées sur une infériorité du pouvoir d'achat par rapport à la production. Pour y répondre il suffit cependant de soumettre à une analyse un peu sévère le contenu des notions employées, production, revenu, pouvoir d'acquisition. On s'aperçoit alors de la complexité de ces notions, de la double acception qu'on est tenté de leur donner alternativement au cours d'un même raisonnement. Ici comme en une foule d'autres problèmes, une grande clarté jaillit de la distinction des phénomènes *matériels* et des phénomènes *économiques,* des phénomènes de *nature* et des phénomènes de *valeur.*

Considère-t-on les faits matériels? Il est certain que production nationale en nature et revenu national en nature, en omettant ce qui peut résulter de placements à l'étranger, comprennent exactement les mêmes choses, constituent nécessairement deux grandeurs équivalentes. C'est le même ensemble d'objets qui forme d'une part la production matérielle et d'autre part le revenu en nature de l'année.

Considère-t-on la valeur des choses, spécialement leur valeur en argent ? Il est encore certain que la valeur totale en argent de la production et le montant total des revenus en argent sont des grandeurs égales. La masse à partager est identique à la somme des portions particulières reçues par les individus.

Pour l'ensemble d'un pays pendant une année donnée on peut donc écrire les deux équations que voici :

Production *en nature* = Revenu *en nature.*

Valeur en argent de la production = Revenu *en argent.*

L'équivalence qui existe, d'après chacune de ces deux équations, entre les grandeurs considérées entraîne une équivalence semblable dans leur augmentation. Quand grandit la production en nature, grandit d'autant le revenu en nature. Quand progresse la valeur totale de la production, progresse également la somme des revenus. On est donc conduit aux deux nouvelles formules suivantes:

Accroissement de la production *en nature* =
Accroissement du revenu *en nature.*

Accroissement de la *valeur* de la production =
Accroissement du revenu *en argent.*

Est-ce l'une de ces deux équations qu'on peut invoquer au nom de la théorie des débouchés pour combattre la thèse d'une surproduction générale déterminant une baisse générale de l'utilité finale des marchandises et des prix? Nullement. En ce qui concerne la production, le seul accroissement qu'on observe de façon sûre, c'est celui des quantités fabriquées de marchandises, c'est celui de la production *en nature.* Mais si on déclare qu'à la progression des offres doit correspondre une progression égale du pouvoir d'achat, du revenu, de la demande au même prix, il s'agit évidemment des quantités d'argent qu'on est disposé à donner en échange des produits, il s'agit du revenu *en argent.* Sans y prendre garde et à cause de la dualité des notions auxquelles se réfèrent les termes employés on entremêlerait les éléments des deux formules qui précèdent. On s'appuierait sur une nouvelle et cinquième proposition qui serait celle-ci:

Accroissement de la production *en nature* =
Accroissement du revenu *en argent.*

Or autant les équations antérieures étaient dignes de foi, autant la dernière l'est peu. Pour qu'elle soit conforme à la réalité, une supposition est nécessaire. Il faut que les

prix en monnaie soient demeurés stationnaires. Dans ce cas, si la production en nature a augmenté de moitié par exemple et si les prix n'ont pas changé, la valeur en argent de cette production et par suite le revenu en argent s'élèvent aussi de moitié.

Mais les prix sont-ils restés immobiles? C'est là justement ce qui est en question. Contre la thèse de la baisse des prix comme conséquence d'une production grossie, on se prévaut de la progression compensatrice du pouvoir d'achat. Mais cette progression n'a lieu que si les prix n'ont pas fléchi. On fait donc appel contre la possibilité du recul des prix à un argument qui ne porte que si la chute des prix ne s'est pas effectuée. Le cercle est visible.

Aucun obstacle n'existe en réalité à l'avilissement des prix. Les quantités accrues de marchandises qu'un outillage devenu trop puissant jette chaque jour sur le marché satisfont maintenant des besoins de moins en moins intenses. Voilà une première vérité. Voilà un chef incontestable de réduction pour l'utilité finale des marchandises. Voilà des forces en œuvre pour pousser les prix vers la baisse. D'autre part, l'influence de ces forces est-elle paralysée par une influence contraire émanant d'autres forces, par une majoration du pouvoir d'achat en argent égale à celle de la production en nature et qui ferait compensation? On n'a aucune raison de le penser. Une augmentation du pouvoir d'achat en argent n'aurait lieu que si les prix n'avaient pas diminué. L'action des facteurs de hausse ne se ferait sentir que si déjà celle des facteurs de baisse avait été annihilée. Autant dire que toute compensation manque. Les forces de dépression demeurent seules agissantes. Les prix s'effondrent.

Ce fléchissement des prix n'est pas en contradiction avec les deux principes de l'égalité entre production et revenu en nature, de l'égalité entre production et revenu en valeur. L'accroissement de la production matérielle au moment de la crise entraîne un accroissement équi-

valent du revenu en nature. Les deux termes de l'équation relative aux choses matérielles accusent une progression identique. De même si la surabondance des marchandises fait baisser les prix, sur la base de ces prix plus faibles se réalise l'égalité entre les deux termes de la seconde équation, entre la valeur en argent de la production et le revenu global en argent.

Nos deux équations étaient autrefois:

Production de 100 choses = Revenu de 100 choses.
Production de 100 × 5 francs = Revenu de 500 francs.

La crise survient à cause d'un surcroît de production de 20 articles qui fait tomber les prix de 4 à 5 francs. On a alors:

Production de 120 choses = Revenu de 120 choses.
Production de 120 × 4 francs = Revenu de 480 francs.

L'équivalence entre production et pouvoir d'acquisition soit en nature, soit en valeur persiste toujours. Mais ce qui ne s'observe pas c'est une équivalence entre l'accroissement de la production *en nature* et du pouvoir d'acquisition *en valeur*. L'augmentation de 20 p. 100 de la production en nature ne détermine pas une augmentation égale du pouvoir d'acquisition ou du revenu en argent. Elle a pour conséquence une augmentation moins forte de ce revenu, ou même, comme dans notre exemple, une réduction de ce revenu.

L'affirmation d'une baisse générale des prix due au développement de la production ne déroge pas à ce qu'il y a d'exact dans la théorie des débouchés. Les produits s'échangent contre des produits. Le surplus des marchandises d'une industrie est acheté par le surplus des marchandises d'autres industries. La production en nature ne peut excéder le revenu en nature. La production en valeur ne saurait dépasser le montant du revenu en valeur

ou du pouvoir d'acquisition. A cette série de vérités on n'a opposé aucune contradiction. Ce qu'on a écarté ce sont seulement les fausses conséquences qu'on pourrait tirer de la loi des débouchés en notre matière par une confusion inconsciente des notions envisagées, par la confusion des phénomènes de nature et des phénomènes de valeur. Ce qu'on rejette c'est la prétendue impossibilité d'une surproduction générale, d'une surproduction qui n'aurait pas sa contre-partie dans la sous-production d'autres industries.

Il a été montré que si les produits se troquent contre les produits, si les demandes égalent les offres, si la valeur de la production s'élève à la même somme que le pouvoir d'acquisition, toutes ces équivalences s'établissent, lorsque la production croît de façon excessive, sur la base de prix plus réduits. Les marchandises d'une industrie s'échangent contre celles d'une autre industrie. Mais l'échange se fait à des prix diminués. Les offres et les demandes finissent par s'équilibrer. Mais c'est au niveau d'un prix affaibli. Production en valeur et revenu en valeur constituent des grandeurs identiques. Mais ces deux grandeurs sont l'une et l'autre affectées par l'avilissement des prix. Elles n'augmentent nullement dans les mêmes proportions que la production en nature ou le revenu en nature.

En dépit du fait que tout aboutit en définitive à un troc de produits contre les produits, une surproduction générale conçue comme il a été indiqué et déterminant une baisse générale des prix apparaît logiquement possible.

L'attitude ainsi prise ici à l'égard de la loi des débouchés demeure fort différente de celle qu'adoptent les défenseurs des théories de la sous-consommation. Ceux-ci expliquent la baisse des prix par une infériorité inadmissible du pouvoir d'acquisition relativement à la production. Mais dans la thèse défendue présentement on accepte l'égalité entre production et revenu en nature. On accepte encore l'égalité entre production en valeur et re-

venu en valeur. Ce en quoi on innove c'est en démontrant qu'à l'accroissement de la production *en nature* ne correspond pas un accroissement correspondant du pouvoir d'acquisition *en valeur*.

En outre ce n'est pas à cette infériorité de l'accroissement du pouvoir d'acquisition en valeur que par une argumentation voisine de celles des théories de la sous-consommation on attribue la baisse des prix. On renverse la formule. C'est parce que les prix fléchissent que le pouvoir d'acquisition *en valeur* ne parvient pas à progresser autant que la production *en nature*. Avec des prix stationnaires l'augmentation aurait été proportionnellement équivalente. On ne fait donc pas dépendre les prix du pouvoir d'acquisition en valeur. C'est au contraire le pouvoir d'acquisition qu'on fait dépendre des prix. On ne fait intervenir dans le raisonnement le pouvoir d'acquisition que pour répondre à des objections possibles.

Du moment qu'avec la nouvelle théorie de la valeur on peut *directement* imputer à la surabondance des marchandises le fléchissement de leur utilité finale et l'effondrement de leurs prix, on n'a nul besoin de se réclamer d'une rupture de l'égalité entre pouvoir d'acquisition et production. L'affirmation de cette égalité n'empêche pas la possibilité d'une baisse générale des prix due à la surproduction générale.

CHAPITRE VI

Objection tirée du facteur monétaire.

La théorie quantitative de la monnaie et les baisses périodiques des prix.

Il a été répondu aux objections d'ordre *psychologique* et d'ordre *logique* qui tendaient à nier la possibilité de la surproduction générale. Mais on tombe alors sous le coup d'un nouvel ordre d'objections. D'après nombre d'économistes, en particulier d'après plusieurs de ceux qui au nom de la doctrine des débouchés se refusent à accepter la thèse de la surproduction générale, si la chute des prix présente réellement un caractère de généralité, si elle ne résulte pas seulement d'une rupture d'équilibre entre industries, c'est qu'elle a une cause monétaire. L'effondrement des prix doit être attribué à l'insuffisance des quantités de monnaie.

Il faut en effet reconnaître que sans l'intervention de la monnaie, que par exemple dans un régime d'échange en nature, rien d'analogue au phénomène de la surproduction générale ne pourrait vraisemblablement se concevoir. Les seules variations de la valeur qu'on connaisse dans un pareil système économique sont des variations dans la valeur d'échange. Et une baisse générale des valeurs

d'échange n'a pas de sens. Le surplus des produits d'une industrie serait troqué contre le surplus des produits de l'autre industrie sans que se modifie la valeur d'échange des uns ni des autres. L'avilissement général de l'utilité finale des marchandises tout en existant n'arriverait à se manifester d'aucune manière.

Mais il en est différemment lorsque l'échange s'effectue par l'intermédiaire d'une monnaie. La baisse de l'utilité finale des marchandises peut trouver son expression dans la baisse des prix. Si on suppose immobile le facteur monétaire et qu'on constate un recul des index numbers généraux des prix, ce recul ne peut provenir que de la baisse de l'utilité finale des marchandises. Les valeurs d'échange peuvent ne pas avoir varié. Les produits se troquent les uns contre les autres de la même manière qu'auparavant. Mais, pour les uns et les autres, on donne moins de monnaie. Si la monnaie est restée immuable, c'est donc qu'a fléchi la désirabilité, la valeur absolue des marchandises.

C'est là l'hypothèse qu'on a faite dans les raisonnements qui précèdent. On a déclaré que la surproduction diminuait l'utilité finale des marchandises. On a ajouté que cette diminution entraînait l'avilissement des prix. C'est donc qu'implicitement on admettait l'immobilité du facteur monétaire, ou tout au moins l'absence de mouvements de ce facteur qui pussent lui faire porter la responsabilité des fluctuations cycliques des prix.

Mais cette hypothèse est-elle conforme à la réalité? N'est-ce pas dans les oscillations du facteur monétaire qu'on doit chercher l'explication des mouvements rythmiques des prix?

A ce point de nos recherches la théorie des crises rencontre ainsi la théorie de la monnaie, et spécialement cette partie de la théorie qui traite du rôle de la monnaie dans l'établissement des prix. Deux groupes de théories ont été émises sur ce rôle.

J'examinerai d'abord celles qui comptent encore aujourd'hui le plus d'adeptes dans la science, les *théories quantitatives de la monnaie.*

Ces théories sont fort nombreuses. On commencera par considérer l'application à notre sujet des deux formes qu'on donne le plus communément à la théorie quantitative de la monnaie.

Les partisans de cette théorie font le plus souvent dépendre les prix, tantôt des seules fluctuations dans les *quantités* monétaires, tantôt, en une formule plus complète, des fluctuations dans les quantités comparées de monnaie et de marchandises, autrement dit dans le degré de satisfaction du *besoin* de monnaie. L'explication monétaire de la baisse générale des prix qui caractérise la crise peut de même apparaître sous deux formes. Une première attribuerait l'alternance des années de prospérité et de dépression aux mouvements des *quantités* monétaires. Une seconde plus raffinée les attribuerait aux fluctuations dans la satisfaction du *besoin* de monnaie provenant de l'inégale allure dans l'accroissement des quantités de monnaie et de marchandises. La crise en particulier résulterait d'une augmentation de monnaie moindre que celle des marchandises, d'une pénurie relative de monnaie.

On va envisager successivement ces deux formes principales de la théorie quantitative de la monnaie dans leurs rapports avec notre sujet. Pour répondre aux objections adressées à la thèse de la surproduction générale on se placera sur le terrain même de la théorie quantitative. On acceptera le point de départ de ces théories, l'action du facteur monétaire qu'elles impliquent. On recherchera si cette action peut rendre compte des oscillations cycliques des prix. S'il n'en est pas ainsi, si les fluctuations périodiques des prix s'effectuent fort souvent en sens contraire de ce qui devrait résulter de l'influence que la théorie quantitative impute au facteur monétaire, n'en devra-

t-on pas conclure que le rythme des prix est dû à un second facteur, à des variations ne concernant que les marchandises?

Si une véritable expérimentation nous était permise, afin de savoir si la crise résulte bien des marchandises, de la baisse de leur utilité finale, et non de la monnaie, il n'y aurait qu'à immobiliser le facteur monétaire et à considérer si néanmoins le mouvement a lieu. Mais à défaut de l'expérimentation proprement dite, impossible dans les sciences sociales, n'a-t-on pas la bonne fortune de trouver dans les faits des expériences toutes réalisées où serait accomplie cette immobilisation, cette élimination du facteur monétaire? L'expérience *observée* pourrait suppléer à l'expérience *provoquée*. Si l'action du facteur monétaire se trouve éliminée et si cependant se déroulent les variations caractéristiques des cycles, les partisans même de la théorie quantitative devront admettre qu'elles résultent des fluctuations de l'utilité finale des marchandises.

SECTION PREMIERE

MOUVEMENTS CYCLIQUES DES PRIX CONTRAIRES A L'INFLUENCE ATTRIBUÉE AUX « QUANTITÉS » DE MONNAIE

L'application à la matière des crises de la théorie quantitative de la monnaie sous sa première forme, sous sa forme la plus simple, ferait dépendre les oscillations cycliques des prix des oscillations dans les quantités de monnaie. Les prix hausseraient à cause d'un accroissement du stock métallique. Ils baisseraient à cause d'une diminution ou tout au moins d'un arrêt dans l'augmentation de la monnaie. Les faits apportent-ils une confirmation à cette explication monétaire des cycles et des crises?

A peine est-il besoin de dire qu'il n'en est rien. Des événements imprévus survenant sans régularité, à des dates plus ou moins espacées, comme le sont les accroissements du stock métallique, ne peuvent pas être responsables de phénomènes périodiques, de fluctuations rythmiques. Parfois, comme dans la prospérité qui a précédé la crise de 1857, une concordance a pu être signalée entre la progression des prix et celle du stock métallique. Mais nul n'a jamais pu prétendre que la même simultanéité d'allures entre prix et stocks métalliques s'observât dans tous les cycles.

On peut aller même plus loin. On peut, à l'exemple de ce qu'ont fait MM. de Foville et Nogaro, sur les statistiques des prix et du stock métallique, pointer nombre d'années ou même de groupes d'années où les variations du stock métallique ont été nettement contraires à celles des prix.

Voici d'abord quatre groupes d'années où de très fortes *augmentations* du stock métallique en France ont été accompagnées non pas de la *hausse* des prix à laquelle on devait s'attendre d'après la théorie quantitative de la monnaie, mais bien de la *baisse* des prix. Dans chacun de ces groupes d'années les excédents d'importation de stocks métalliques atteignent des chiffres considérables. En quatre ou cinq ans, c'est un afflux total énorme de 1, 2 ou même 3 milliards de francs de métaux précieux. On aurait dû assister à une magnifique ascension des prix. On les voit en fait rétrograder sensiblement.

Baisses des prix coïncidant avec de forts accroissements du stock métallique

Années	Augmentation ou diminution du stock métallique en France en millions de francs	Index numbers des prix à l'importation de M. March. Variations par rapport à l'année antérieure
	I	
1865..........	+ 222	— 10
1866..........	+ 510	+ 2
1867..........	+ 598	— 3
1868..........	+ 321	+ 1
1869..........	+ 387	— 3
	II	
1874..........	+ 791	— 12
1875..........	+ 655	— 4
1876..........	+ 644	+ 1
1877..........	+ 541	+ 1
1878..........	+ 357	— 8
	III	
1891..........	+ 157	— 2
1892..........	+ 294	— 3
1893..........	+ 221	— 2
1894..........	+ 333	— 8
	IV	
1901..........	+ 240	— 5
1902..........	+ 296	— 2
1903..........	+ 221	+ 1
1904..........	+ 502	— 1

Voici maintenant des exemples de la même divergence de mouvements entre prix et stock métallique, mais dans la situation inverse. Ce sont cette fois des groupes d'années où le stock métallique en France ne croît que modérément, *diminue* même parfois, et où cependant, en dépit de la théorie quantitative, les prix *haussent.*

Hausses des prix coïncidant avec des faibles accroissements ou des diminutions du stock métallique

Années	Augmentation ou diminution du stock métallique en France en millions de francs	Index numbers des prix de M. March. Variations par rapport à l'année antérieure
	I	
1871	— 199	+ 5
1872	+ 49	+ 6
	II	
1888	— 36	+ 5
1889	+ 216	+ 4
1890	— 104	0
	III	
1898	— 110	+ 3
1899	+ 126	+ 8

Que conclure de ces faits? Fera-t-on valoir en faveur de la théorie quantitative de la monnaie que les prix dépendent moins des fluctuations métalliques nationales que des fluctuations mondiales ? Mais la confrontation des statistiques relatives à la production de métaux précieux dans le monde avec les index numbers par exemple de M. Sauerbeck ferait souvent ressortir, à peu près aux mêmes époques, des divergences semblables à celles qui ont été notées pour la France entre stocks métalliques et prix. Doit-on donc tenir ces discordances pour une preuve

de ce qu'a d'erroné la théorie quantitative de la monnaie? Il est possible. Voici néanmoins comment on pourrait raisonner en acceptant le principe de cette théorie.

Si on situe les années portées dans nos deux tableaux parmi les années pendant lesquelles se déroulent les cycles économiques successifs, on remarque aussitôt un rapport entre les deux phénomènes. — On a signalé, dans le premier tableau, quatre groupes d'années où l'accroissement du stock métallique, loin d'avoir relevé les prix, n'a pu empêcher leur baisse. Mais c'est que ce sont là les années de *dépression* qui ont suivi respectivement les *crises* de 1864, 1873, 1890, 1900. — De même, dans le second tableau les trois séries d'années où l'arrêt de l'augmentation, où la diminution même du stock métallique n'ont pu cependant entraver la hausse des prix, sont les années de *prospérité* qui ont précédé les *crises* de 1873, 1890, 1900. — La théorie quantitative est en défaut parce que l'influence exercée sur les prix par le facteur monétaire est paralysée par une influence contraire tenant aux cycles périodiques, à la succession régulière des phases de prospérité et de dépression. Quelle est donc cette influence?

Si la théorie quantitative conserve un fond de vérité, le facteur monétaire a bien dû avoir agi de la façon qu'elle le prévoit. L'afflux des métaux précieux en France après les crises de 1864, de 1873, de 1890, de 1900 a dû avoir réduit la valeur de la monnaie. Toutes choses égales, les prix auraient dû hausser sous l'action du facteur monétaire. Ils auraient même dû hausser d'autant plus que, comme je le montrerai longuement plus loin, dans les années de *dépression* diminue le *besoin* de monnaie par suite du ralentissement des transactions. Il y avait à la fois plus de monnaie et moins de marchandises en circulation. La hausse aurait dû prendre une allure accélérée.

Si cependant ce fut la chute des prix, c'est donc qu'en même temps que le facteur monétaire poussait à la hausse

un autre facteur poussait à la baisse. Ce second facteur se révélait plus puissant que le premier et triomphait en définitive. Or, ce second facteur ne peut consister que dans le fléchissement de l'utilité finale des marchandises. L'influence de la monnaie aurait dû déterminer l'ascension des prix. Si les prix au contraire ont reculé, c'est que s'est exercée une influence inverse et plus forte tenant aux marchandises. On a ainsi la preuve que l'élément constitutif de l'effondrement des prix au moment de la crise et pendant la dépression fut la baisse de l'utilité finale des marchandises.

On raisonnerait de même pour ce qui concerne la hausse des prix constatée, en dépit du ralentissement des importations métalliques, durant les années de prospérité ayant précédé les crises de 1873, 1890, 1900, afin de prouver que la prospérité a sa source dans une hausse générale de l'utilité finale des marchandises.

On fait ainsi plus qu'éliminer la monnaie comme cause des hausses et des baisses cycliques des prix. On montre que très souvent ces hausses et ces baisses ont eu lieu en sens inverse de ce qui aurait dû résulter des variations des quantités de monnaie. On met en lumière, aussi bien que par une véritable expérience, l'action décisive des fluctuations de l'utilité finale des marchandises. Loin que la monnaie explique le rythme des prix, c'est fréquemment dans des directions contraires à celles que la monnaie aurait dû déterminer que ce rythme a développé ses phases alternées. Les oscillations cycliques des prix ne tiennent donc qu'aux marchandises.

SECTION II

MOUVEMENTS CYCLIQUES DES PRIX CONTRAIRES A L'INFLUENCE ATTRIBUÉE AU « BESOIN » DE MONNAIE

L'application à la matière des crises de la seconde forme de la théorie quantitative de la monnaie va con-

duire encore à l'observation de mouvements des prix contraires au facteur monétaire. Il faut même attacher à ces dérogations à la théorie quantitative plus d'importance qu'à celles qui viennent d'être examinées. Premièrement parce qu'il s'agit ici d'une formule supérieure de la théorie quantitative de la monnaie. Deuxièmement parce que les dérogations dont il va être question ne se manifestent pas par intermittence comme les précédentes. Elles surviennent régulièrement, périodiquement, font partie de l'ensemble des traits spécifiques des cycles économiques.

La théorie quantitative de la monnaie, entendue comme il convient, enseigne, nous assure-t-on, que les prix dépendent non pas des quantités monétaires seules mais des quantités comparées de monnaie et de marchandises, c'est-à-dire du degré de satisfaction du besoin de monnaie. Si les prix haussent c'est que la monnaie augmente plus que les marchandises, c'est que le besoin de monnaie étant largement satisfait, la monnaie devenant relativement surabondante, son pouvoir d'achat diminue. S'ils baissent c'est que l'accroissement de monnaie demeure inférieur à celui des marchandises: la pénurie monétaire, l'insatisfaction du besoin de monnaie élèvent sa valeur, son pouvoir d'achat.

L'explication monétaire des cycles économiques dérivée de cette théorie consisterait donc à affirmer que la hausse des prix de la prospérité serait imputable à une saturation du besoin de monnaie, à une progression de la quantité de monnaie supérieure à celle des marchandises. La valeur de la monnaie fléchirait. On donnerait plus de monnaie en échange des mêmes marchandises. Les prix monteraient.

La crise et la dépression seraient dues au contraire à un accroissement de la monnaie moindre que celui des marchandises. On souffrirait d'une insuffisante satisfaction du besoin de monnaie, d'une contraction monétaire. La raréfaction relative de la monnaie augmenterait sa valeur.

On donnerait moins de monnaie pour les mêmes marchandises. Les prix baisseraient. Il ne faudrait donc pas invoquer une surproduction de marchandises, un excès des produits par rapport aux besoins. Il y aurait seulement trop de produits par rapport à la monnaie. Crise et dépression ne devraient être attribuées qu'à une insuffisance monétaire.

Pour soumettre au contrôle des faits cette seconde explication monétaire des cycles et des crises il faut faire porter l'observation: 1° sur ce qui a lieu pendant tout le cours de la prospérité et de la dépression; 2° sur ce qui se passe à l'intersection de ces deux périodes au moment de la crise et au début de la prospérité.

*
* *

Comment d'abord varie la satisfaction du besoin de monnaie durant la prospérité?

Une des principales caractéristiques de cette période consiste on le sait dans une activité industrielle intense, une multiplication considérable des transactions. Qu'on se reporte aux faits symptomatiques observés dans notre livre de la production générale. Qu'il s'agisse du commerce avec l'étranger, du trafic sur la voie ferrée, du portefeuille des banques, des opérations dans les Chambres de compensation, partout apparaissent les indices certains d'une production très grossie, et plus encore ceux d'un volume des échanges très amplifié. A des transactions très accrues correspond nécessairement une augmentation équivalente des paiements. Le besoin de monnaie pour les règlements grandit donc pendant la prospérité.

A ce premier chef d'aggravation du besoin de monnaie s'ajoute un second. La hausse même des prix oblige pour le paiement de la même quantité de marchandises à des versements de monnaie plus élevés. On a donc besoin de plus de monnaie à la fois parce qu'on achète davantage

et parce qu'on achète chaque marchandise à un prix majoré.

Or il n'est pas possible que, périodiquement, à chaque phase de prospérité, les stocks métalliques augmentent dans de fortes proportions de façon à satisfaire pleinement la demande accrue de monnaie. Il a été même montré précédemment que souvent en fait les périodes de prospérité ont coïncidé en France avec un ralentissement dans la progression du stock métallique. On souffre donc durant ces périodes d'une pénurie monétaire.

Il est vrai que l'inflation du volume des échanges porte avec elle le moyen de satisfaire partiellement au besoin qu'elle crée. Elle ajoute à l'émission des lettres de change et effets de commerce de toutes espèces, accroît ainsi la masse des substituts de monnaie susceptibles de servir aux règlements. Mais quelque ampleur que puisse prendre la circulation fiduciaire, l'insuffisance monétaire demeure néanmoins vivace, car une base métallique plus large serait nécessaire à un mouvement fiduciaire si accru.

De fait, les symptômes de cette insatisfaction du besoin de monnaie ont toujours été compris depuis les travaux de Juglar parmi les meilleurs indices de la prospérité. Durant la prospérité hausse le taux de l'escompte, se réduit l'encaisse des banques, croît la circulation de billets de banque à découvert.

Il a été déjà fait allusion à ces fluctuations dans le livre consacré à la production générale. Je donne dans le tableau I en appendice au présent chapitre les chiffres caractéristiques des variations du taux de l'escompte, de l'encaisse et de la circulation des billets de banque à découvert. Les mouvements qui commencent à la fin de la dépression se poursuivent jusqu'au terme de la prospérité, jusqu'à l'année de la crise où ils atteignent souvent leur point extrême. Mais pour qu'on ne voie pas dans l'élévation du taux de l'escompte, dans le fléchissement de l'encaisse, l'effet seulement de la crise, je signale pour chaque

cycle les chiffres relatifs à trois années. Dans chacun des petits groupes du tableau I, les premiers nombres sont ceux de l'année de la *dépression* où approximativement les fluctuations arrivent à leur dernière limite. Les seconds concernent l'avant-dernière année de la *prospérité,* l'année qui précède la crise. Les troisièmes sont relatifs à l'année où éclate la crise.

Pour des raisons bien connues, l'amplitude des oscillations est plus accusée dans les Banques étrangères, à la Banque d'Angleterre, à celle de l'empire d'Allemagne qu'à la Banque de France. En outre à cause de la politique des Banques qui défendent de plus en plus strictement leur encaisse, l'accroissement des appels faits au numéraire des Banques se marque souvent davantage par l'élévation du taux de l'escompte que par la diminution de l'encaisse, laquelle parvient parfois à être évitée.

Mais en général ce qu'on observe c'est bien pendant la prospérité la hausse du taux de l'escompte, la réduction de l'encaisse et l'accroissement de la circulation de billets de banque à découvert. Si ces mouvements apparaissent plus accentués durant l'année de la crise, notre tableau montre qu'ils présentent déjà une grande intensité dans l'année qui précède, c'est-à-dire en pleine prospérité.

Le calcul des moyennes pour les divers cycles portés sur notre tableau conduit aux chiffres suivants, en ce qui concerne le taux de l'escompte et l'encaisse :

	Taux moyen de l'escompte			Encaisse		
	Banque d'Angleterre	Banque de l'Empire d'Allemagne	Banque de France	Banque d'Angleterre (Millions de £)	Banque de l'Empire d'Allemagne (Millions de marks)	Banque de France (Millions de francs)
Fin approximative de la dépression	*2,47*	*3,48*	*2,72*	*28,2*	*803*	*2.257*
Avant-dernière année de la prospérité....	4,16	4,57	3,95	24,3	786	2.028
Année de la crise....	4,87	5,10	4,13	24,1	752	2.077

Au cœur même de la prospérité la contraction monétaire se manifeste donc très forte. La différence entre les chiffres de la dépression et ceux de l'avant-dernière année de la prospérité est bien plus considérable qu'entre ceux-ci et ceux de l'année de la crise. Ce que la crise ajoute à l'ampleur des mouvements est bien moindre que ce qui résulte de la prospérité.

La tension monétaire qui caractérise la prospérité se révélerait plus frappante si au lieu de *moyennes annuelles* j'indiquais les *maxima* atteints par le taux de l'escompte durant la prospérité. En 1899 par exemple le taux de l'escompte s'éleva jusqu'à 6 p. 100 dans les Banques d'émission d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie, de Suisse; jusqu'à 7 p. 100 dans celle d'Allemagne. En 1906 de même, le taux de l'escompte atteignit jusqu'à 6 p. 100 à la Banque d'Angleterre, jusqu'à 7 p. 100 à la Banque de l'empire d'Allemagne.

La pénurie de monnaie est donc très certaine. Elle conduit jusqu'à de sortes de crises monétaires au cours même d'une magnifique prospérité.

L'ascension du taux de l'escompte pendant les phases d'essor ne tient pas uniquement, il est vrai, au resserrement monétaire. Elle est due pour partie aux causes qui durant cette période élèvent le taux de l'intérêt. Mais la progression du taux de l'escompte atteint des proportions beaucoup plus accentuées que celles du taux général de l'intérêt. Qu'on se reporte en effet à ce qui a été dit antérieurement au sujet de l'intérêt dans notre étude des revenus. On a constaté alors, en moyenne, d'après les cours des valeurs prises comme type, une augmentation pour l'intérêt d'un minimum au maximum suivant, de 5 p. 100 en Angleterre, de 7 p. 100 en France. Or on trouve maintenant pour le taux de l'escompte un accroissement de 97 p. 100 en Angleterre, de 55 p. 100 en France. Le premier ne subit que des oscillations légères. Le second, suivant les pays, double ou grandit de moitié. Ces hausses

si considérables s'expliquent par le caractère spécial du prêt auquel se rattache l'escompte, par le fait qu'il constitue un prêt de monnaie. Elles révèlent ainsi l'insuffisance monétaire qui existe durant la prospérité.

— Pendant la dépression, ce sont les phénomènes inverses. Le ralentissement des transactions d'une part, la baisse des prix d'autre part impliquent une décroissance du besoin de monnaie. Effectivement la monnaie moins demandée reflue vers les Banques dont l'encaisse grossit. La circulation à découvert de billets de banque diminue. Le taux de l'escompte fléchit très sensiblement. C'est ce qu'on peut observer sur notre tableau en comparant les derniers chiffres de chacun de nos petits groupes aux premiers chiffres du groupe suivant. En moyenne, pour l'espace de temps que couvre notre tableau on a les mouvements suivants pendant la dépression :

	Taux moyen de l'escompte (1)			Encaisse (1)		
	Banque d'Angleterre	Banque de l'Empire d'Allemagne	Banque de France	Banque d'Angleterre (Millions de £)	Banque de l'Empire d'Allemagne (Millions de marks)	Banque de France (Millions de francs)
	—	—	—	—	—	—
Fin approximative de la prospérité.......	4,86	4,80	4,27	22,0	755	1.757
Fin approximative de la dépression.......	*2,53*	*3,41*	*2,64*	*29,8*	*926*	*2.592*

(1) Les moyennes ci-dessus sont un peu différentes de celles qui ont été données plus haut à propos de la prospérité. C'est qu'il s'agit ici de ce qui a lieu entre le terme de la prospérité et le terme de la dépression, et non comme précédemment du phénomène opposé. Par suite dans le calcul des moyennes n'entrent plus en ligne de compte les chiffres de l'année *1852* pour les Banques d'Angleterre et de France, ceux de l'année *1879* pour la Banque de l'empire d'Allemagne, ni ceux de 1907 pour les Banques des trois pays.

La dépression est bien ainsi, à cause de la diminution du besoin de monnaie, une période de pléthore monétaire.

— Tels sont les faits. Ils apparaissent diamétralement contraires à ce qu'implique la théorie quantitative qui attribue les fluctuations cycliques des prix aux variations du besoin de monnaie. Durant la prospérité, l'insatisfaction du besoin de monnaie, l'insuffisance de monnaie devraient, d'après cette théorie, déterminer l'accroissement du pouvoir d'achat de la monnaie, la chute des prix. Et c'est la hausse qui s'accuse. Durant la dépression, la diminution du besoin de monnaie, la surabondance monétaire devraient entraîner l'ascension des prix. Et c'est la baisse.

Ceux pour qui la théorie quantitative présente quelque degré d'exactitude doivent admettre que le facteur monétaire exerce néanmoins sur les prix durant les phases alternées des cycles l'influence que lui prête cette théorie.

L'insatisfaction, par exemple du besoin de monnaie pendant la prospérité, — et on raisonnerait de façon correspondante pour la dépression — la pénurie monétaire doivent tendre à relever le pouvoir d'achat d'une monnaie devenue si rare, à déprimer les prix. Si cependant on observe le contraire, s'il faut donner beaucoup de monnaie pour peu de marchandises, si ce sont les prix qui s'élèvent, c'est donc que l'action du facteur monétaire se trouve paralysée par une action opposée plus puissante. Cette dernière action ne peut être que celle d'un accroissement de l'utilité finale des marchandises. Si la monnaie certainement plus désirée ne parvient pas cependant à acheter plus de marchandises, c'est donc que les dernières unités des diverses espèces de machandises sont plus désirées encore, qu'elles satisfont des besoins plus intenses. Pour ceux qui restent encore fidèles au principe tout au moins de la théorie quantitative, c'est la preuve que la prospérité,

que l'ascension des prix résultent d'une hausse de l'utilité finale des produits (1).

Voilà bien encore une série d'expériences toutes faites que la réalité nous présente et qui comportent l'élimination de l'influence du facteur monétaire sur les prix. Il s'agit même plus que de l'élimination de ce facteur. L'expérience ne nous le montre pas seulement paralysé, neutralisé. Elle le montre contrarié, contrecarré, puisque les prix évoluent dans les phases alternées des cycles en des sens inverses de ce qui aurait dû être l'effet de ce facteur. Ces mouvements des prix ne peuvent donc être

---

(1) Les adversaires de la théorie quantitative de la monnaie peuvent nier que l'accroissement du besoin de monnaie durant la prospérité soit un facteur de baisse des prix. S'appuyant sur la distinction des deux fonctions essentielles de la monnaie, ils peuvent prétendre que le besoin accru de numéraire signifie appréciation de la monnaie comme instrument d'échange, mais non comme valeur, mesure des valeurs.

Or, ce seraient là, d'après eux, deux phénomènes fort différents. Dans le premier cas, il y a simplement besoin accru de numéraire disponible pour les paiements. C'est seulement dans le second cas qu'il y a importance plus grande attachée à l'unité monétaire, appréciation de la monnaie, volonté de donner moins de monnaie pour la même marchandise. — Chacun des deux phénomènes se révèle par des manifestations qui lui sont particulières. Dans le premier cas, quand existe un besoin plus considérable de monnaie pour le règlement de sommes plus fortes, ce qui croît c'est le sacrifice qu'on est disposé à faire pour avoir du numéraire *disponible,* c'est le taux de l'escompte. « L'argent est cher », dit-on dans le monde des affaires, lorsque monte le taux de l'escompte. C'est seulement dans le second cas, quand augmente l'importance attachée à l'unité monétaire, à la valeur de la monnaie, que le prix s'abaisse. — De même les deux phénomènes, tout en ayant des rapports entre eux, ne se meuvent pas toujours parallèlement. De ce qu'on a besoin de plus de monnaie *immédiate* ne résulte pas à coup sûr ni de façon proportionnelle qu'on soit décidé à donner moins d'argent pour la même marchandise.

Dans la prospérité, par suite, il se peut qu'on ait besoin de plus de numéraire pour les paiements, et que cependant lors de l'établisse-

imputés qu'aux changements de l'utilité finale des marchandises.

Si une chose se meut sous l'impulsion de deux forces et si on constate que ses mouvements s'effectuent en sens contraire de l'impulsion qu'il reçoit de l'une d'entre elles, n'est-on pas fondé à dire que ces mouvements sont dus à une impulsion beaucoup plus accentuée de la seconde? Si un corps céleste qu'on croyait devoir graviter autour d'un autre accomplit une révolution différente de celle qu'on avait prévue, ne doit-on pas en induire qu'il subit l'attraction d'un autre astre, alors même que cet astre serait invisible. Si le prix dépend à la fois des fluctuations dans le besoin de monnaie ainsi que de celles de l'utilité finale des marchandises et si les oscillations cycliques des prix ont une orientation contraire à celle que leur imprime le facteur monétaire, on doit nécessairement admettre, aussi bien que si le fait était établi par une véritable expérience, que ces oscillations obéissent à des variations de l'utilité finale des marchandises.

Un point demande encore à être précisé. Lorsque la théorie quantitative déclare que dans le cas d'un grand accroissement des marchandises, d'un accroissement plus considérable que celui de la monnaie, les prix fléchissent,

---

ment des prix on soit disposé à donner plus de monnaie pour la même marchandise à cause qu'on jouit d'un revenu en argent plus élevé. Le prêt de monnaie est plus cher. Mais l'argent comme valeur, mesure des valeurs, n'a pas renchéri. Sa valeur a au contraire diminué. Ce qui existe ce sont les éléments d'une hausse du taux de l'escompte, non pas d'une baisse des prix.

Est-ce de cette manière que les choses doivent être effectivement expliquées ? Peut-être ! Mais cette interprétation des faits ne peut être celle des défenseurs de la théorie quantitative. Pour ceux-ci les prix dépendent des quantités comparées de marchandises et de monnaie disponible, de l'insatisfaction plus ou moins grande du besoin de monnaie pour le paiement même des marchandises. Et c'est aux partisans de la théorie quantitative que je réponds présentement au texte.

quelle que soit la valeur de l'interprétation proposée par la théorie quantitative, le phénomène lui-même paraît bien exact. Si même il n'est pas dû à la monnaie, le recul des prix devrait se manifester comme conséquence de la plus ample production des marchandises. Qu'est-ce qui vient ici empêcher la réalisation du fait que prend comme base la théorie quantitative? On a montré que durant la prospérité l'aggravation du besoin de monnaie n'arrive pas à déprimer les prix et on y a vu la preuve que hausse durant cette période l'utilité finale des marchandises. Mais la pénurie de monnaie est due à l'abondance des marchandises en circulation. Comment cette même abondance n'entraîne-t-elle pas la baisse de l'utilité finale des marchandises et des prix?

Il a été répondu d'avance à cette question dans notre explication des mouvements cycliques des prix. Les caractères de la technique capitaliste, le long temps nécessaire à la fabrication de l'outillage industriel font que, pendant la prospérité, la production qui croît fortement est surtout la production en cours de capitaux fixes. Tant que ces capitaux ne sont pas achevés, les besoins de la consommation demeurent insatisfaits. Les prix non seulement des biens satisfaisant prochainement les besoins mais encore par répercussion ceux des autres biens demeurent élevés. C'est encore la même explication qui doit servir ici. C'est à cause de la longue durée de la création de l'outillage que pendant la prospérité, en dépit d'une intense activité industrielle, il peut y avoir à la fois pénurie de monnaie et pénurie de marchandises finies susceptibles d'être offertes à la consommation, sous-production de monnaie et de marchandises. De même à cause du long maintien en activité de l'outillage peuvent durant la dépression, en dépit de la stagnation industrielle, se manifester à la fois la pléthore de monnaie et la pléthore de marchandises finies, surproduction de monnaie et de marchandises.

*
* *

Si, après avoir étudié les variations des prix et de la satisfaction du besoin de monnaie pendant la prospérité et la dépression, on porte l'observation sur ce qui s'effectue à l'intersection de ces périodes, à l'instant de la crise et au début de la prospérité, on ne trouve plus les mêmes faits contraires à la théorie quantitative et à l'explication monétaire des cycles.

Au moment de la crise par exemple coexistent la pénurie de monnaie et la surproduction des marchandises. Les symptômes de l'insuffisance de monnaie déjà signalés pendant la prospérité atteignent aux jours de la crise leur plus grande intensité. Comme le montre le tableau donné en appendice, c'est alors que le plus souvent le taux de l'escompte est le plus élevé et l'encaisse des banques la plus réduite. C'est alors que la contraction monétaire est la plus aiguë. — De même, c'est vers le terme de la dépression, vers le début de la prospérité, que la surabondance de monnaie devient le plus considérable.

N'est-on pas fondé par suite à soutenir que les fluctuations des prix à ces deux moments des cycles économiques sont dues à l'influence du facteur monétaire. La crise en particulier, à l'encontre de la thèse défendue ici, n'a-t-elle pas une cause monétaire? La chute des prix ne tient-elle pas à l'insuffisance de monnaie?

Nullement. Tout d'abord il faut remarquer qu'une explication des mouvements cycliques des prix doit cadrer avec ce qui s'effectue dans l'ensemble et non pas seulement à deux instants du cycle. Si les variations des prix sont contraires à l'influence prêtée par la théorie quantitative au facteur monétaire durant le cours de la prospérité et de la dépression, pour ne cesser d'y être contraires qu'à l'intersection de ces périodes, il y a bien lieu de penser que même à ces minutes-là ce n'est pas le facteur monétaire qui commande au mouvement.

Mais on peut plus catégoriquement encore mettre hors de cause le facteur monétaire.

Pendant la prospérité par exemple en ce qui concerne les deux facteurs dont dépendraient les prix, on constate: 1° pour le premier facteur, pour le facteur monétaire, l'insuffisance de monnaie; 2° pour le second facteur, pour les marchandises, la sous-production de ces catégories de marchandises qui nous sont apparues comme les marchandises motrices des prix. Quant à ce qui concerne 3° l'*effet* de ces deux facteurs, les prix, on les voit qui au lieu d'obéir à l'impulsion du facteur monétaire, au lieu de baisser, se maintiennent élevés.

Avec la crise, les prix s'effondrent. Ce changement de direction dans l'*effet* doit résulter d'un changement de direction dans les mouvements de l'un ou l'autre des deux facteurs auxquels il est subordonné. Or, ce n'est pas le facteur monétaire qui s'engage dans une orientation nouvelle. Le resserrement monétaire existait déjà pendant la prospérité. Il persiste avec la crise tout en s'aggravant. La chute des prix ne tient donc pas à la monnaie. Si elle était attribuable à la monnaie, pourquoi donc ne serait-elle pas survenue une ou deux ou trois années auparavant pendant la contraction monétaire qui caractérisait déjà la prospérité? Seul le facteur marchandises subit une modification. A cause de la masse de capitaux fixes enfin terminés et entrés en exploitation la quantité de produits finis jetés sur le marché croît dans de très grandes proportions. Là où régnait la sous-production, c'est maintenant une surproduction de plus en plus menaçante. Seule donc la nouvelle allure du facteur marchandises peut rendre compte de la nouvelle allure des prix. Seules les marchandises doivent porter toute la responsabilité de la crise.

Peut-être les partisans de la théorie quantitative insisteront-ils encore et déclareront-ils que si, au même instant que la surproduction de marchandises, un

énorme surplus de métaux précieux était extrait des mines et jeté en circulation, la crise serait évitée. En tenant pour exact le principe de la théorie quantitative, c'est là une conséquence de la théorie qu'on doit sans doute accepter. Il n'en résulte pas cependant que l'absence d'une telle invasion de monnaie autorise à voir la cause de la crise dans l'insuffisance monétaire. S'il est par exemple des maladies d'origine microbienne qui pourront être évitées un jour par l'administration de certains remèdes, la cause de cette maladie, en attendant, consiste dans l'invasion microbienne et non dans le défaut de remèdes. C'est la crue d'un fleuve qui est cause qu'il déborde. Ce n'est pas l'insuffisante hauteur des quais entre lesquels il coule qui est le facteur actif de l'inondation. De même si au terme de chaque période de prospérité ne survient pas pour empêcher ou retarder la crise, avec une chimérique régularité, un extraordinaire afflux de métaux précieux, ce n'est pas l'inaction de la monnaie, c'est l'excès de marchandises qui doit être tenu pour la cause de la crise.

En se plaçant donc sur le terrain même de la théorie quantitative, on doit admettre qu'à travers les moments successifs des cycles ce sont les variations de la valeur des marchandises qui mènent tout le mouvement. A l'instant de la crise et au point de départ de l'essor, il est vrai, l'état des prix n'est pas contraire à ce qu'on pourrait attendre de l'influence du facteur monétaire. On constate cependant que ce n'est pas ce facteur qui agit. D'autre part, durant la prospérité et la dépression, les fluctuations des prix s'effectuent en des sens opposés à ce qui devrait résulter du besoin de monnaie. C'est la preuve que ces fluctuations sont la conséquence des oscillations de l'utilité finale des marchandises. La crise en particulier doit être attribuée à la surproduction de marchandises et non pas à la disette de monnaie.

SECTION III

LES DÉROGATIONS CYCLIQUES A LA THÉORIE QUANTITATIVE DE LA MONNAIE ET SA VÉRIFICATION POSSIBLE DANS LES MOUVEMENTS DE LONGUE DURÉE DES PRIX

Les dérogations à la théorie quantitative qui viennent d'être observées conduisent à faire écarter l'explication monétaire des crises. Mais on doit reconnaître qu'elles n'impliquent pas nécessairement l'entier rejet de la théorie quantitative elle-même. Si par ailleurs son exactitude était démontrée, il faudrait seulement ajouter que la théorie se voit contredite dans les phases alternées des prix à cause des entraves apportées au jeu normal des actions qu'elle suppose par des perturbations dues aux cycles économiques. En principe un accroissement des marchandises plus considérable que celui de la monnaie tendrait bien à abaisser les prix, comme le proclame la théorie quantitative, à la fois parce qu'il déprimerait l'utilité finale des marchandises et parce qu'il intensifierait le besoin de monnaie. Mais certaines caractéristiques de la technique capitaliste moderne déterminent des exceptions à cette règle. A cause du long temps requis pour la fabrication de l'outillage industriel, des périodes telles que les périodes de prospérité peuvent exister où augmente fortement l'activité productrice entraînant une progression parallèle du besoin de monnaie et où cependant les prix demeurent élevés parce que la production qui grandit est une production en cours de capitaux fixes non encore terminés et que les besoins de la consommation demeurent insatisfaits. Les prix n'obéissent pas aux rapports quantitatifs entre monnaie et marchandises parce que temporairement l'utilité finale des marchandises n'obéit pas à l'action qui paraîtrait devoir résulter de l'accroissement de la production.

Mais lorsque les facteurs perturbateurs n'interviennent pas, en dehors des cycles économiques, pour ce qui concerne par exemple les mouvements « de longue durée » des prix, la théorie quantitative de la monnaie trouverait son application. Si, dans l'ensemble d'un cycle, la circulation monétaire a été plus ample ou la quantité de marchandises plus restreinte, autrement dit si le besoin de monnaie a été plus satisfait, que dans l'ensemble du cycle antérieur, il serait possible que conformément à la théorie quantitative les prix fussent plus élevés que durant ce dernier cycle.

On pourrait ainsi attribuer à une influence du facteur monétaire en harmonie avec la théorie quantitative les trois mouvements de longue durée des prix qui se sont succédé depuis le milieu du XIX[e] siècle : les deux longues périodes de hausse (de 1850 à 1873, de 1896 à nos jours) séparées par une longue période de baisse (de 1873 à 1896).

On sait que durant ces diverses longues périodes les oscillations cycliques ont continué à se manifester.

Mais dans les longues périodes de hausse, à presque chaque retour de la prospérité les prix montent plus haut que pendant la prospérité précédente. On dirait qu'il en est ainsi parce qu'à l'action des facteurs cycliques poussant à la hausse se joint l'action de longue durée du facteur monétaire, qui tend également à relever les prix. Durant la dépression au contraire la chute des prix est peu prononcée et les prix tombent souvent à un niveau moins bas que durant la dépression antérieure. Ce serait parce que l'influence des facteurs cycliques avilissant les prix est contrariée par l'influence de longue durée du facteur monétaire qui tend à les raffermir. Dans les diagrammes représentant les mouvements des index numbers des prix, les oscillations cycliques se manifestent par la succession des courbes ascendantes et des courbes descendantes. Mais durant les périodes de hausse de longue durée, de 1850 à 1873 et de 1896 à 1913, si les lignes ascen-

dantes sont fort allongées et les lignes descendantes assez courtes, cette différence tiendrait à l'action du facteur monétaire.

Durant la longue période de baisse qui s'est étendue de 1873 à 1896, les phénomènes inverses se déroulent: hausses beaucoup moins accentuées dans les ères de prospérité; baisses très profondes dans les phases de dépression; lignes descendantes démesurément développées; lignes ascendantes à peine accusées. On déclarerait que le facteur monétaire agissant dans le sens de la baisse ajoute son influence à celle des facteurs cycliques de manière à aggraver les chutes des prix pendant les dépressions et à entraver l'élan vers la hausse pendant les phases de prospérité.

Ainsi se combinaient le jeu du facteur monétaire et celui des facteurs cycliques. Les seconds entraînent l'alternance régulière des hausses et des baisses des prix s'effectuant en dépit de la théorie quantitative de la monnaie. Mais le premier serait cause des *différences* d'ensemble entre cycles successifs, des mouvements de longue durée. Aux uns seraient imputables les oscillations des prix dans chaque cycle. Du facteur monétaire dépendrait le niveau moyen des prix autour duquel se font ces oscillations. Il est des lois qui commandent à la succession rythmique du flux et du reflux. Mais simultanément agissent d'autres lois, celles qui président à la distribution des terres et des eaux sur le globe, pour fixer la limite de la mer, la ligne hypothétique autour de laquelle se balancent les marées. Derrière les fluctuations cycliques dues aux facteurs perturbateurs se découvrirait de même dans l'arrière-fond l'action toujours présente de la loi des quantités.

Est-ce bien là ce qui a lieu? A défaut des variations cycliques, les mouvements de longue durée des prix demeurent-ils soumis à l'empire de la théorie quantitative? C'est un point que je n'ai pas à examiner ici. Il me suffit

d'avoir montré que la thèse présentée dans cet ouvrage se concilie malgré tout avec les idées maîtresses des théories quantitatives de la monnaie, se défend du point de vue où se placent les partisans de ces théories, à l'aide même des principes invoqués par eux.

SECTION IV

AUTRES EXPLICATIONS MONÉTAIRES DES CRISES

On a insisté sur les objections à la thèse de la surproduction générale qui pouvaient être tirées des deux conceptions principales, des deux conceptions classiques de la théorie quantitative de la monnaie. Mais d'autres formes de cette théorie ont été imaginées, trop nombreuses pour qu'on puisse y répondre. Il suffira d'ajouter ici quelques mots relatifs à deux d'entre elles.

D'après l'une, les prix dépendent du rapport quantitatif non pas seulement entre marchandises et monnaie métallique, mais entre marchandises et moyens de paiement de toutes sortes, métalliques et fiduciaires. Si les oscillations cycliques des prix ne peuvent être expliquées par des fluctuations rythmiques de la quantité de monnaie métallique, elles peuvent l'être par celles de la quantité des papiers de crédit. La circulation fiduciaire, billets de banque, lettres de change, chèques, croît dans la prospérité et diminue dans la dépression. Ce sont les variations de cette circulation fiduciaire ainsi adjointe à la monnaie métallique qui doivent porter la responsabilité des mouvements cycliques des prix. L'argument contre la théorie quantitative que nous avions tiré de l'augmentation du besoin de monnaie pendant la prospérité et de son fléchissement durant la dépression ne porterait pas. Il y aurait grande abondance de substituts de monnaie dans la première de ces deux phases et disette dans la seconde. Le

parallélisme entre le rythme des prix et celui des quantités de monnaie *lato sensu* persisterait.

La réfutation de cette explication monétaire des crises est déjà implicitement contenue dans l'exposé des faits présenté dans des pages antérieures.

1° Le rythme de la circulation fiduciaire dont on se réclame est réel. Mais loin de constituer la cause du rythme des prix, il n'en est que l'effet. La circulation fiduciaire ne porte pas en elle-même une raison d'inflation et de resserrement rythmiques. Pourquoi périodiquement s'amplifierait-elle et se restreindrait-elle? Si ces mouvements ont lieu c'est comme conséquence des mouvements des marchandises et des prix. Si pendant la prospérité progresse la quantité des effets de commerce, c'est à la suite de la progression des marchandises vendues. Si les banques de même augmentent l'émission de leurs billets c'est à cause des appels faits à leur crédit en vue de paiements de marchandises plus nombreuses et à des prix plus élevés. C'est parce que croît le total des sommes à acquitter que croît la circulation fiduciaire.

2° En dépit de ce qui résulte de la circulation fiduciaire, il y a bien dans la prospérité pénurie et dans la dépression pléthore de monnaie. Les preuves de cette affirmation ont été énumérées. Dans la prospérité par exemple on souffre d'une insuffisance de moyens de paiement, d'une tension monétaire, comme le montrent la réduction de l'encaisse des banques, l'élévation du taux de l'escompte. L'accroissement de la circulation fiduciaire vient atténuer la disette de monnaie. Mais il ne réussit pas à la faire disparaître. Encore moins parvient-il à y substituer une abondance des moyens de règlement. Comment peut-il être question d'un excès de monnaie de nature à déterminer la forte hausse des prix, alors que les banques augmentent de prudence et de sévérité pour sauvegarder leurs encaisses, alors que la contraction monétaire est telle qu'on en vient à parler de crises monétaires

en pleine prospérité. — De même, durant la dépression, les faits interdisent d'invoquer le déficit des moyens de règlement alors que le marché regorge de monnaie, alors que cette monnaie devenue inutile reflue vers les banques et que le taux de l'escompte fléchit grandement.

Voilà ce qu'on savait déjà par ce qui précède et qui suffit à écarter cette nouvelle application de la théorie quantitative à la matière des crises. Mais on peut lui opposer encore d'autres arguments.

3° Si la hausse des prix pendant la prospérité est due à la progression de la circulation fiduciaire, comment se fait-il que la baisse des prix, au moment de la crise, coïncide avec l'instant où cette circulation arrive à sa plus grande intensité. C'est pendant les semaines de la crise en effet que le total des billets de banque émis monte le plus souvent aux chiffres les plus élevés. Il en est sans doute de même de la valeur totale des papiers de commerce en circulation puisque c'est à cette date aussi que le portefeuille des banques atteint son maximum d'inflation. Si la théorie critiquée avait expliqué exactement ce qui a lieu dans la prospérité, on devrait assister à une accentuation plus brillante encore de l'ascension des prix. Et c'est en fait l'effondrement des cours, la crise.

4° A cette théorie comme d'ailleurs à toute explication monétaire des crises on peut enfin objecter que si le rythme des prix avait une cause monétaire, il s'observerait aussi nettement pour les produits agricoles que pour les produits industriels. On a vu au contraire la grande différence des variations cycliques des prix entre ces deux catégories de produits.

Il est inutile de continuer ces critiques. Le démenti que les faits apportent à la théorie examinée apparaît ainsi bien manifeste.

* * *

Une argumentation à peu près semblable à celle qui vient d'être développée peut aussi servir à réfuter l'ex-

plication monétaire des crises que M. Irving Fisher fait découler de sa théorie quantitative de la monnaie (1).

Dans sa conception de la théorie quantitative, le professeur I. Fisher n'entend pas seulement tenir compte de la circulation fiduciaire à côté de la circulation métallique. Il va plus loin. Il fait entrer aussi en ligne les variations de la vitesse de la circulation métallique et fiduciaire. Il étend la notion du facteur monétaire qui agirait sur les prix. Il l'étend tellement qu'il ne s'agit plus que de l'affirmation d'un fait incontestable, d'un simple *truism.*

M. I. Fisher pose ce qu'il appelle l'équation de l'échange. Un des termes de cette équation consiste dans le prix (P) du total des marchandises (T) vendues par exemple dans l'année. L'autre terme consiste dans la quantité de monnaie (M) en circulation dans le pays, ainsi que dans les procédés fiduciaires de paiement, chèques, virements compensations (M'), chacune de ces grandeurs étant multipliée par sa vitesse de circulation (V et V'). On a ainsi $PT = MV + M'V'$.

Cette équation signifie simplement que si un milliard de francs de marchandises ont été vendues dans l'année, c'est nécessairement aussi un milliard de francs qui ont été fournis en paiement au moyen de la monnaie et des procédés fiduciaires. C'est là une vérité qui se passe de toute démonstration. Il faut bien que la valeur totale des marchandises vendues égale le total des sommes données en échange, soit en monnaie, soit par un procédé fiduciaire. Il s'agit d'autant plus d'une vérité d'évidence que la monnaie métallique (M) qui figure dans l'équation consiste d'après M. Irving Fisher non pas dans la quantité de monnaie existant dans le pays, mais dans la quantité de mon-

(1) IRVING FISHER, *The purchasing power of money,* 1911. Cf. mon compte rendu de cet ouvrage dans la *Revue d'histoire des doctrines économiques,* 1911, pp. 409 et s.

naie qui se trouve en circulation, hors des banques, et qui est utilisée effectivement pour les paiements.

M. I. Fisher prétend établir que c'est du second terme de l'équation de l'échange, de l'ensemble des sommes servant aux règlements, que dépend le prix des marchandises. Il en est ainsi en particulier dans le cas des fluctuations cycliques des prix.

Pendant les phases de prospérité les prix haussent. Mais c'est parce que progressent les grandeurs constituant le second terme de l'équation de l'échange, parce que progressent et la monnaie métallique en circulation comme le révèle la diminution de l'encaisse des banques, et les substituts fiduciaires de la monnaie, et la vitesse de la circulation. Pendant la dépression la chute des prix tient à la diminution de la monnaie métallique qui retourne vers les banques, au fléchissement des recours aux procédés fiduciaires, au ralentissement de la vitesse des deux circulations métallique et fiduciaire.

Que ces mouvements de la circulation aient lieu, c'est ce qu'on ne saurait nier. Mais ils n'établissent pas l'exactitude de la thèse de M. I. Fisher. On peut répéter pour les divers éléments du facteur monétaire tel que le conçoit M. I. Fisher ce qui a été dit plus haut pour la circulation fiduciaire. Pourquoi donc les sorties rythmiques de la monnaie métallique hors des banques et les retours périodiques ensuite aux banques? Pourquoi les accroissements et les restrictions des règlements fiduciaires? Pourquoi les ralentissements et les accélérations de la vitesse des circulations? Tous ces phénomènes ne portent nullement en eux-mêmes des raisons de se mouvoir ainsi rythmiquement. Si on cherche ces raisons, on ne peut les trouver que dans les fluctuations mêmes des transactions et des prix. Pendant la prospérité c'est la multiplication des marchandises et la hausse des prix qui augmentent les appels faits à l'encaisse des banques, les règlements fiduciaires, la vitesse des circulations. Pendant la dépression,

c'est la chute des prix et la stagnation industrielle qui entraînent les effets contraires. C'est le premier terme de l'équation de l'échange qui remorque à sa suite le second. Ce n'est pas celui-ci qui commande à celui-là.

Du moment que prix et quantités de marchandises se modifient, progressent par exemple durant la prospérité, il faut bien que les sommes données en paiement, soit en monnaie, soit par un procédé fiduciaire, grandissent d'une façon équivalente. Si la valeur des marchandises échangées passe de un à deux milliards de francs, il faut bien aussi que le montant des paiements atteigne deux milliards au lieu d'un. On arrive précisément à ce résultat, non sans certaines difficultés que révèlent la hausse du taux de l'escompte, les sortes de petites crises monétaires pendant la prospérité, par de plus larges emprunts à l'encaisse des banques, une plus abondante circulation d'effets de commerce, un plus ample recours aux compensations et virements, une plus grande vitesse de la circulation. Le total des sommes données en paiement constitue une notion subordonnée dont la grandeur, nécessairement identique à celle de la valeur totale des marchandises, varie exactement dans la même mesure que cette dernière.

Faire du montant des paiements le facteur monétaire dont se réclame la théorie quantitative, c'est affaiblir singulièrement la portée de cette théorie, c'est la réduire à la simple constatation d'un inévitable état de fait. La théorie quantitative ne peut être considérée comme une théorie explicative que si elle attribue les mouvements des prix aux variations d'un facteur monétaire qui soit en quelque façon indépendant de la valeur des marchandises, aux variations de la quantité de monnaie *existante,* soit dans le pays, soit dans le monde, par exemple, ou à celles du rapport entre cette quantité et la quantité de marchandises, à celles du degré de satisfaction du besoin de monnaie.

C'est ainsi que procèdent d'ordinaire les partisans de la

théorie quantitative de la monnaie dans l'énoncé de ce qu'on a appelé les deux formes classiques de la théorie. Et on a vu comment en s'appuyant sur les principes mêmes de la théorie on a pu prouver que les fluctuations cycliques des prix dépendent non pas de la monnaie, mais des changements dans la valeur propre des marchandises.

APPENDICE

Tableau I. — *Mouvements du taux de l'escompte, de l'encaisse des banques et de la circulation fiduciaire entre la dépression et les deux dernières années de la prospérité.*

	Taux de l'escompte moyen			Encaisse			
Années	Banque d'Angleterre	Banque de l'Empire d'Allemagne	Banque de France	Banque d'Angleterre (Millions de £)	Banque de l'Empire d'Allemagne (Millions de marks)	Banque de France (Millions de francs)	Excédent des billets de banque en circulation sur l'encaisse (Banque de France)
—	—	—	—	—	—	—	—
1852	*2,15*		*3,17*	*20,6*		*585*	*46*
1856	5,84		5,51	10,9		225	395
1857	6,67		6,15	10,1		228	365
1868	*2,09*		*2,50*	*20,8*		*1.174*	*59*
1872	4,09		5,15	22,6		728	1.672
1873	4,86		5,15	22,7		763	2.094
1879	*2,51*	*3,70*	*2,58*	*32,4*	*534*	*2.115*	*84*
1881	3,48	4,42	3,84	24,6	557	1.824	752
1882	4,14	4,54	3,80	22,0	549	2.046	686
1886	*3,05*	*3,28*	*3,00*	*21,0*	*693*	*2.423*	*367*
1889	3,55	3,67	3,16	21,4	872	2.398	478
1890	4,69	4,52	3,00	21,8	801	2 513	547
1895	*2,00*	*3,14*	*2,10*	*38,9*	*1.012*	*3.292*	*235*
1899	3,75	5,04	3,06	32,3	825	3.062	758
1900	3,96	5,33	3,25	33,3	817	3.237	797
1905	*3,01*	*3,82*	*3,00*	*35,7*	*973*	*3.956*	*452*
1906	4,27	5,15	3,00	33,9	891	3.932	727
1907	4,92	6,03	3,45	34,9	843	3.674	1.226

CHAPITRE VII

La baisse générale des prix et les théories anti-quantitatives de la monnaie

---

Après avoir montré que la thèse de la surproduction générale se concilie avec la théorie quantitative de la monnaie je voudrais brièvement indiquer qu'elle se concilie aussi et mieux encore avec les doctrines anti-quantitatives. De cette façon la théorie des crises ne se trouvera pas attachée à l'un des deux groupes des théories monétaires entre lesquelles les esprits se partagent. Si elle cadre aussi bien avec les unes qu'avec les autres, sa fortune pourra être indépendante du sort qui attend les doctrines monétaires.

Les doctrines adverses de la théorie quantitative, qui paraissent trouver aujourd'hui des adeptes assez nombreux, conçoivent chacune à leur manière l'influence de la monnaie sur les prix. Mais elles s'accordent à affirmer que la valeur propre de la monnaie présente une assez grande stabilité, qu'elle demeure assez indépendante des variations de sa quantité ou des quantités comparées de monnaie et de marchandises. Il en serait ainsi parce que la monnaie n'est pas une marchandise semblable aux autres, soumise comme celles-ci à la loi de l'offre et de la de-

mande. Son caractère d'étalon des valeurs, le fait qu'elle n'est pas désirée pour elle-même mais comme un moyen d'acquérir les autres biens lui créeraient une situation spéciale, unique. Les fluctuations de la quantité de monnaie ou du besoin de monnaie n'exerceraient pas une action bien appréciable sur les prix. Les changements des prix tiendraient à peu près uniquement aux oscillations de la valeur propre des marchandises.

Si c'est du côté de ces théories qu'est la vérité, on doit en tirer cette conséquence pour notre sujet que l'immobilisation, l'élimination du facteur monétaire dont nous avions parlé, se trouve toute réalisée. Le facteur monétaire demeurant à peu près stable, les vicissitudes des prix à travers les phases alternées de nos cycles ne font que traduire les oscillations de la valeur des marchandises. L'action de la monnaie sur les prix devant, pour de si brèves périodes, être tenue pour à peu près insignifiante, le rythme des prix ne peut résulter que des marchandises. En particulier, la chute des prix au moment de la crise ne fait qu'exprimer l'amoindrissement de la valeur propre des marchandises due à leur surproduction.

Assurément l'existence d'une monnaie, l'existence d'un régime monétaire à la place de l'ancien régime des échanges en nature est indispensable pour que soit mis au jour, par une baisse des prix en monnaie, un phénomène tel que celui de la surproduction, tel que le fléchissement de l'utilité finale des biens. Mais l'intervention de la monnaie ne crée pas le phénomène. Elle lui permet seulement de se manifester. Si l'unité de longueur demeure immobile, les différences de longueur constatées ne tiennent pas à cette unité. L'emploi d'un mètre permet seulement de connaître et de préciser ces différences.

Pour les adversaires de la théorie quantitative de la monnaie, il va donc de soi que l'avilissement général des prix puisse ne pas tenir à la monnaie mais aux marchandises. L'explication de la chute générale des prix au mo-

ment de la crise par l'accroissement de la production doit leur apparaître fort admissible (1).

---

(1) M. Wieser, qui est l'auteur d'une des théories antiquantitatives de la monnaie les plus pénétrantes, écrit ainsi : « On ne doit pas attribuer aux variations de la valeur propre (de la monnaie) les changements des prix dus aux changements de la valeur des marchandises. Si on suppose que les biens de consommation sans exception puissent être offerts sur le marché en plus grande quantité relativement à la demande et que par suite, à cause de la baisse de leur utilité finale, fléchisse leur prix, le niveau des prix serait absolument plus bas, mais la valeur de la monnaie devrait être considérée comme immobile. » (*Verhandlungen des Vereins für Sozialpolitik,* 1909, p. 511.)

Ou encore : « Quand de moindres quantités de biens de consommation sont produites... la valeur de la monnaie reste cependant immobile : tous les changements des prix qui ont lieu... sont dus uniquement à la valeur des marchandises. Et n'en est-il pas de même... quand le rendement de l'ensemble de la production augmente et qu'il y a plus de marchandises ?... La valeur de la monnaie ne restera-t-elle pas encore, dans ce cas, immobile, malgré le changement de prix de certaines marchandises ? » (*Ibid.,* p. 526.)

De même, d'après Laughling : « Les changements rapides et considérables des prix ne peuvent être attribués qu'à des forces agissant du côté des marchandises » et « seules des fluctuations lentes et progressives peuvent être attendues de la part d'un étalon à qui sa grande abondance assure la stabilité. » (*Principles of money,* p. 39.)

Adde MENGER, *Revue d'économie politique,* 1892, p. 170.

CHAPITRE VIII

Le coût comme condition et comme chef d'aggravation de la crise

On a démontré dans ce qui précède la possibilité et la réalité de la surproduction générale conçue comme une abondance de marchandises dans nombre d'industries qui fait baisser leur utilité finale et leur prix. On a répondu aux objections d'ordre psychique ou logique qui tendaient à affirmer la nécessité d'une hausse compensatrice correspondante des prix dans d'autres industries ou à faire dépendre la baisse générale des prix du facteur monétaire, de l'insuffisance de monnaie.

Notre définition de la surproduction générale cependant demeure encore incomplète. Il y manque un élément important, sous-entendu dans les explications antérieures et qu'il convient maintenant de mettre en lumière.

Une baisse des prix même assez profonde et relative à beaucoup de marchandises n'est pas forcément constitutive d'une crise, d'une surproduction, d'une perturbation de l'organisme économique.

Si on s'en tenait au seul énoncé de cette baisse, on tomberait sous le coup d'une nouvelle objection tirée de la doctrine des débouchés. Si la chute des prix offre un caractère d'assez grande généralité, pourrait-on nous dire, si les valeurs d'échange, si le taux auquel s'échangent les marchandises entre elles, n'ont guère subi de variations,

qu'importe l'avilissement des prix? Pour reprendre l'exemple classique, le laboureur et le drapier qui ont produit deux fois plus de blé et de drap toucheront, si les prix baissent, moins de monnaie par unité de marchandise vendue. Mais ils auront aussi moins de monnaie à débourser par unité de marchandise à acheter. Avec sa production doublée, chacun d'eux pourra acquérir la production doublée de son voisin. Leur bien-être à tous deux aura grandi. Il y aura progression heureuse de la production, non pas surproduction.

Ce qui enlève sa portée à cette objection, c'est précisément le nouvel élément qu'il faut faire figurer dans la définition de la surproduction, c'est la considération du coût. Pour plusieurs catégories de personnes et en particulier pour les directeurs de la production, pour les entrepreneurs, un déclin général des prix de vente n'est nullement un phénomène indifférent lorsque n'y correspond pas une réduction proportionnelle du coût en monnaie. Si les valeurs d'échange n'ont pas varié, avec chaque unité des marchandises manufacturées par lui, l'entrepreneur pourrait acheter autant de marchandises qu'auparavant. Avec le produit *brut* total de son entreprise, il pourrait obtenir en échange plus de biens qu'autrefois. Mais la part de l'entrepreneur est le produit *net*, le profit. Si le coût n'a pas fortement fléchi, si la vente rapporte à l'entrepreneur moins de monnaie qu'il n'en a déboursé, ou moins que ce qu'il touchait autrefois, son profit est anéanti ou notablement réduit. Ce lui sera une maigre consolation de penser que sa production double de drap pourrait se troquer contre une quantité double de blé. Si son profit est nul ou sensiblement entamé, il ne pourra guère bénéficier de la baisse du prix du blé. Il perdra beaucoup comme producteur et ne gagnera que bien peu comme consommateur.

N'est-ce pas là ce qui a lieu au moment de la crise, ainsi que pendant tout le cours de la dépression?

Mais voici un nouvel argument contre notre thèse que la théorie de la valeur paraît ajouter à celui qui découle de la doctrine des débouchés. Pour l'ensemble de l'industrie le coût se ramène au prix des services des agents de la production, salaire, intérêt, rente foncière. Or l'égalité tend à s'établir entre prix des marchandises et prix total des services utilisés, entre prix de vente et prix de revient. La baisse des prix de vente doit donc s'accompagner d'un fléchissement *équivalent* du coût.

Si un tel fléchissement du coût s'accomplissait au moment de la crise et durant la dépression, l'écoulement des biens produits en plus grande quantité s'effectuerait sans diminution des profits pour les entrepreneurs. L'accroissement de la production ne constituerait pas une surproduction. La situation serait identique à celle dont pour beaucoup de produits l'histoire de la civilisation nous offre le spectacle, grâce à la longue succession des découvertes techniques. Pour nombre d'articles industriels, les prix sont aujourd'hui à un niveau beaucoup plus bas qu'autrefois. Mais comme ils coûtent moins à manufacturer, comme la baisse du prix a coïncidé avec un amoindrissement de l'effort humain et de la dépense en monnaie nécessaires à leur fabrication, les entrepreneurs ne souffrent pas de l'avilissement des prix. La société ne se plaint pas d'une surproduction et se félicite au contraire de l'abondance des biens mis à sa disposition.

Mais on sait déjà que cette baisse du coût équivalente à celle des prix de vente ne s'observe ni dans les mois de la crise ni pendant la dépression.

A l'instant de la crise on n'a même pas à rechercher jusqu'à quel point la tendance à l'égalité du coût et des prix peut se réaliser. Les caractères de la technique capitaliste, la longue durée de la production font que quand survient la crise qui diminue les prix de vente l'entrepreneur a déjà depuis longtemps payé, et aux cours élevés antérieurs, diverses parties du prix de revient, maté-

riel, matières premières, salaire, intérêt. Peu importe par suite que le coût se mette à diminuer en même temps que les prix de vente. Cette baisse du coût ne saurait être *rétroactive*. Pour les marchandises écoulées à l'époque de la crise, seul compte le coût ancien. Et ce haut coût rend les prix insuffisamment rémunérateurs, fait lourdement supporter à l'entrepreneur le poids de la chute des prix.

Pour constituer la crise, se joint ainsi à la chute des prix un second élément: l'absence d'une réduction équivalente et rétroactive du coût. L'augmentation de la production ne devient une surproduction que parce qu'avec cette augmentation qui avilit les prix de vente ne coïncide pas un amoindrissement correspondant du prix de revient.

Condition de l'existence de la crise, le coût élevé est en outre facteur d'aggravation de son intensité. On a vu en effet dans le livre consacré aux oscillations cycliques du prix de revient comment le coût hausse durant la prospérité. La perspective de la vente à des prix très accrus fait consentir l'entrepreneur durant cette période à certaines majorations du prix de revient réclamées par les détenteurs de matières premières, les fabricants de machines, les ouvriers, les capitalistes prêteurs. Lorsque la crise se déclare, l'effondrement des prix est pour lui d'autant plus décevant et ruineux que le coût de production a été plus onéreux.

L'examen des index numbers montre que souvent les prix, quoique en baisse, demeurent au moment de la crise ou au début de la dépression à un niveau *absolu* supérieur à celui qui est atteint dans les premières années de la prospérité antérieure ou postérieure (1). Si cependant la situation industrielle est déclarée favorable dans les premiers temps de la prospérité et désastreuse dans les pre-

(1) Voici par exemple pour certaines années de prospérité et de dépression l'état des prix qu'accusent les index numbers de M. March

miers temps de la dépression, c'est en partie à cause du faible montant du coût au début de la prospérité et de son montant excessif au début de la dépression. Il résulte du coût que ce qui fait la crise c'est beaucoup moins le *bas* prix de vente que l'*abaissement* de ce prix.

On se souvient que durant la prospérité croît non seulement le coût *en monnaie,* mais encore le coût *en nature,* la dépense dans la quantité et dans le temps d'emploi des agents de la production, travail, capital, pour l'obtention du produit requis. Si les marchandises ainsi fabriquées se trouvent n'avoir en fin de compte qu'une utilité finale inférieure à celle qui était escomptée, à celle pour laquelle on avait consenti des sacrifices accrus en travail et en capital, il y a perte non seulement pour l'entrepreneur mais encore pour la société. Le rude effort déployé se trouve être partiellement vain. Le résultat est inférieur à la peine. En régime socialiste aussi, dans des circonstances semblables, on se ressentirait de la crise. On regretterait le grand labeur dépensé pour un maigre rendement.

— Lorsque les mois de la crise ont passé, pendant les années de dépression, certains changements s'effectuent dans le rapport entre coût et prix de vente. Mais ils n'en altèrent pas le caractère essentiel. Le coût demeure trop considérable relativement au prix de vente.

Sans doute la tendance à l'égalité entre prix de vente et coût, entre prix des marchandises et prix des services des agents de la production exerce son action. Le coût

---

pour les prix à l'importation en France des matières autres que les objets d'alimentation :

	Années	Index numbers
Année de dépression........	*1884*	*114*
Année de prospérité..........	1889	113
Année de dépression........	*1892*	*103*
Année de prospérité..........	1898	93
Année de dépression........	*1902*	*109*

fléchit. Mais premièrement et à cause de la longue durée de la production capitaliste, il arrive encore que pour certains éléments du coût des marchandises vendues pendant la dépression le paiement a eu lieu durant la prospérité et aux prix excessifs de cette époque. Deuxièmement, pour les éléments du coût payés au cours même de la dépression, s'il est vrai que leur prix baisse, il baisse cependant en général moins que le prix de vente, comme nous l'a appris notre étude antérieure du rythme du coût. Pour le salaire, pour l'intérêt, pour le coût en nature, il n'a pu être observé d'ordinaire pendant la dépression que des réductions proportionnellement moindres que celles des prix des marchandises. La tendance à l'égalité entre prix de vente et coût ne se réalise qu'avec une grande lenteur.

La longue durée de la production capitaliste, la lenteur des répercussions s'unissent donc durant la dépression pour maintenir en général le coût, malgré quelques exceptions possibles dans certaines industries particulières, à un niveau trop élevé par rapport au prix des marchandises.

Dans la prospérité aussi les deux mêmes facteurs agissent, mais pour entraîner des résultats inverses. Le coût hausse moins que le prix de vente.

C'est à cause de cet état du coût qu'il peut être parlé alternativement de surproduction et de sous-production. La surproduction existe au moment de la crise et pendant la dépression parce que l'accroissement de la production détermine une chute des prix et parce que cette chute ne s'accompagne pas d'une baisse proportionnelle du coût. La sous-production existe pendant la prospérité parce que l'insuffisante quantité de certaines catégories de marchandises entraîne la hausse des prix et parce qu'avec cette hausse ne s'effectue pas une élévation équivalente du coût.

CHAPITRE IX

L'impossibilité d'une surproduction générale permanente

De la place faite au coût dans la définition de la surproduction il résulte qu'en dehors de beaucoup d'autres considérations qui militeraient dans le même sens la surproduction ne saurait présenter un caractère permanent.

Si malgré la tendance à l'égalité entre prix des marchandises et coût, il a pu être montré que le coût ne subit pas une réduction proportionnelle à celle des prix de vente pendant la crise et la dépression, et qu'il peut être ainsi parlé de surproduction, la tendance n'en existe pas moins. Aussi le coût ne peut-il se maintenir que temporairement à un niveau excessif. A la longue il doit descendre aussi bas que le prix.

Sans doute le fléchissement des prix pourrait persister et aller en s'aggravant durant de nombreuses années. Si ce fléchissement résulte d'un excès de production et non pas de découvertes techniques ayant réduit le coût en nature, pendant toute la durée de ce déclin progressif des prix, le coût pourrait continuer à demeurer trop élevé. Chaque recul des prix finirait bien par entraîner un recul du coût. Mais ce dernier ne s'effectuerait qu'avec quelque retard. L'écart entre coût et prix subsisterait à cause de

22.

nouvelles chutes des prix qui n'auraient pu encore déterminer des réductions correspondantes du coût. Une surproduction *durable* apparaît ainsi théoriquement admissible. Pendant un long temps on pourrait assister à une baisse des prix due à l'accroissement de la production, baisse ruineuse à cause de l'insuffisante diminution du coût.

La baisse des prix ne saurait cependant se prolonger indéfiniment. Les chefs d'entreprise se lasseraient de toujours produire à perte. En tout cas on ne peut penser que de regrès en regrès les prix puissent, en dehors de toute influence des améliorations techniques, devenir presque nuls. Il faut bien qu'un jour s'arrête l'effondrement des prix, qu'un point soit atteint où ils demeurent tout au moins stationnaires.

La tendance à l'égalité du coût et du prix parviendra alors après un certain délai à abaisser le coût au niveau du prix. Les raisons invoquées précédemment pour expliquer l'existence d'un coût excessif de façon temporaire ne sauraient rendre compte de la possibilité d'un coût excessif de façon permanente. Ni la durée de la production qui fait vendre les marchandises longtemps après que d'importantes fractions du coût ont été payées, ni la lenteur des répercussions économiques ne peuvent avoir d'effet pour ce qui concerne un état de choses permanent. Même si les prix restent très bas et pourvu qu'ils cessent pendant un temps assez long de fléchir davantage, un nouvel équilibre se constituera, une nouvelle adaptation du coût et du prix des services à la situation créée par le niveau des prix des marchandises. Lorsque les prix des divers éléments du coût auront diminué proportionnellement à l'avilissement des prix de vente, il ne pourra plus être question de surproduction. Chefs d'entreprise, capitalistes ou travailleurs recevront moins de monnaie en échange de leurs marchandises ou de leurs services. Mais ils en débourseront également moins pour leurs achats de toutes sortes, achats d'objets

de consommation ou achats de matières premières et d'outillage. Leur revenu réel, leur bien-être effectif sera aussi considérable qu'autrefois. On ne pourra se plaindre d'une surproduction.

Non seulement ainsi les faits ne révèlent que des surproductions temporaires. Mais théoriquement même la surproduction permanente apparaît impossible. Il a été dit que ce qui constitue la surproduction, ce n'est pas le *bas* niveau des prix. C'est leur *abaissement* à cause que le coût ne fléchit ni rétroactivement ni rapidement. Comme un abaissement indéfini des prix dû à des causes autres qu'à des progrès techniques ne saurait être admis, une surproduction permanente ne pourrait exister.

C'est là une concession théorique importante qui peut être faite aux partisans de la doctrine des débouchés. Pour des raisons, il est vrai, différentes de celles qui sont invoquées par eux et à cause de l'égalité de principe entre prix des marchandises et coût, l'hypothèse d'une surproduction permanente doit être écartée. Comme bien d'autres doctrines classiques, les conséquences tirées de la théorie des débouchés, en matière de crises, ne sont exactes que pour un état *statique*, pour un état dont les conditions seraient imaginées immobiles. Elles ne le sont pas *dynamiquement* pour des motifs voisins de ceux qui ont été maintes fois opposés à de nombreuses doctrines classiques. C'est parce que la loi de l'égalité entre coût et prix des marchandises n'exprime qu'une *tendance*, c'est en second lieu à cause de la considération du *temps* qu'en notre matière la vérité statique ne s'identifie pas avec la vérité dynamique. La surproduction générale temporaire est une pénible réalité. Mais la doctrine des débouchés est en droit de déclarer que la surproduction permanente est une chimère. La thèse défendue dans cet ouvrage ne prend donc pas absolument le contre-pied de cette doctrine. On peut donc dire qu'elle n'est pas anti-classique, mais plutôt néo-classique.

CHAPITRE X

Possibilité théorique et sens de la *sous-demande*

Il a été montré qu'à l'action de la production sur les prix s'ajoute une action secondaire de la demande due aux variations du revenu. En particulier pendant la dépression, à l'influence de la surproduction s'ajoute celle de la restriction de la demande, de ce qu'on appelle fort improprement la *sous-consommation,* de ce qu'il vaut mieux dénommer la *sous-demande.* Après qu'il a été répondu aux objections théoriques opposées à la possibilité de la surproduction, il convient maintenant de considérer les difficultés théoriques que soulève la notion d'une sous-demande.

On a su voir depuis longtemps et il a été déclaré ici-même que le principe qui sert de base aux théories de la sous-consommation, que l'affirmation d'un revenu, d'un pouvoir d'achat inférieur à la production, constituait une opinion insoutenable. Mais les arguments qui font succomber les théories de la sous-consommation ne conservent-ils pas toute leur force contre notre thèse d'une sous-demande, bien qu'il ne s'agisse dans nos explications que d'une influence secondaire de la demande sur les prix?

SECTION PREMIERE

LA SOURCE DU RYTHME DE LA DEMANDE

En ce qui concerne d'abord la source de la sous-demande, il faut déclarer que la conception de la sous-demande défendue dans cet ouvrage échappe aux critiques méritées par les théories de la sous-consommation. Ces théories font de la réduction absolue ou relative du revenu, qui entraîne la sous-demande, la *cause première* de l'effondrement des prix. On leur objecte avec raison que ce recul du revenu ne saurait être admis tant que ni les prix ni la production n'ont fléchi. Dans notre exposé, au contraire, la diminution du revenu a été présentée comme un *effet* de l'avilissement des prix. On a établi que décline le revenu national total à cause, d'une part, de la répercussion de la baisse des prix des marchandises sur le taux des revenus, à cause, d'autre part, du recul de la production, surtout de production en cours des capitaux fixes et partant de l'anéantissement des revenus, salaires, intérêts, profits correspondant à la production disparue. La diminution du revenu total en argent devient ainsi parfaitement compréhensible. L'égalité persiste entre revenu et valeur totale de la production. Mais les deux grandeurs sont toutes deux amoindries.

SECTION II

LE SENS DE LA SOUS-DEMANDE

Le sens donné dans notre étude à l'action de la demande diffère du sens qui lui est attribué dans les théories de la sous-consommation. On ne prétend nullement ici que la réduction du revenu fasse baisser les prix à cause d'une infériorité du pouvoir d'achat par rapport à

la production. Sans doute durant la dépression le total du revenu en argent tombe fort au-dessous de ce qu'était auparavant la valeur totale de la production, de ce qu'elle était pendant la prospérité. Mais on maintient qu'il reste égal à la valeur présente de la production, à sa valeur durant la dépression. Le revenu présent peut acheter toute la production présente.

Ce qu'on prétend est autre. La courbe de la demande de chaque marchandise est pour les individus dans un rapport étroit avec le montant de leur revenu en argent. Toutes autres choses étant égales, le prix en monnaie qu'une personne est disposée à donner pour l'obtention de la même quantité de biens est d'autant plus élevé que son revenu en argent est plus considérable, d'autant plus réduit que son revenu est plus faible. Lorsque fléchit le revenu en argent, baissent donc aussi les prix de demande. On ne voudra verser qu'une moindre somme d'argent pour les mêmes quantités de marchandises. Ou, ce qui revient au même, on ne voudra acheter qu'une moindre quantité de marchandises pour le même prix. On attache plus d'importance à chaque unité en argent du revenu lorsque le revenu en comprend moins. On ne veut s'en dessaisir que pour la satisfaction d'un besoin plus intense.

La courbe de la demande sociale de marchandises, résultante de l'ensemble des courbes individuelles, subit les mêmes variations. Lorsque diminue le total des revenus en argent, diminue aussi le prix en argent que les acheteurs sont disposés à payer pour les mêmes quantités de marchandises.

Voici par exemple comment on peut construire les tableaux de demande d'une marchandise particulière, en supposant que les demandes de trois individus seulement, A, B, C, contribuent à former la demande totale.

I. — *Pendant la prospérité*

	Individu A — Articles	Individu B — Articles	Individu C — Articles	Total ou demande sociale
Demande à 6 francs	1	2	0	3
Demande à 5 francs	2	3	1	6
Demande à 4 francs	3	4	2	9

II. — *Pendant la dépression*

Demande à 6 francs	0	1	0	1
Demande à 5 francs	1	2	0	3
Demande à 4 francs	2	3	1	6
Demande à 3 francs	3	4	2	9

Le tableau des demandes comporte, après la diminution des revenus, pendant la *dépression,* des réductions pour chacun des individus considérés. D'où réduction aussi pour la demande sociale. Précédemment si la production était de 3 articles et que les vendeurs fussent décidés à s'en défaire en totalité, le prix se serait établi à 6 francs. Actuellement, pour une production égale de 3 articles le prix ne pourra dépasser 5 francs.

Ce tableau montre aussi comment l'action de la sous-demande vient s'ajouter à celle de la surproduction. Pendant la prospérité, en supposant toujours que toute la production soit vendue, une production de 3 articles s'écoulait au prix de 6 francs. La production ayant augmenté, ayant atteint 9 articles, le prix se serait fixé à 4 francs si les courbes de demande étaient demeurées immobiles telles qu'elles étaient durant la prospérité. Mais comme les demandes au même prix ont fléchi à cause de l'amoindrissement des revenus, une production de 9 articles pendant la dépression ne s'écoulera qu'au prix de 3 francs. L'accroissement de la production à elle seule ferait tomber les prix de 6 à 4 francs. L'addition de l'influence

déprimante de la sous-demande les fait descendre jusqu'à 3 francs.

Mais dans l'un comme dans l'autre cas, pour la sous-demande comme pour la surproduction, il ne s'agit pas d'une infériorité du pouvoir d'achat par rapport à la production.

Si la *surproduction* fait baisser les prix, ce n'est pas parce que la société, à cause d'une insuffisance du revenu, ne *peut* pas racheter cette production accrue. C'est parce que les individus ne *veulent* pas payer le même prix qu'auparavant pour un supplément de marchandises destinées à ne satisfaire que des besoins moins intenses.

De même, si la *réduction du revenu en argent* est une seconde cause de recul des prix, ce n'est pas parce que ce revenu amoindri ne *peut* pas racheter la production. La valeur de la production a subi en effet elle aussi une diminution égale à celle du revenu. C'est parce que les individus n'étant plus titulaires que d'un revenu en argent plus faible ne *veulent* pas donner les mêmes sommes d'argent qu'autrefois pour la satisfaction des mêmes besoins.

Il n'est pas question d'un défaut de *pouvoir* d'achat. C'est un défaut de *volonté* de verser la même somme pour chaque marchandise. Il en est ainsi dans le cas de la surproduction parce qu'on estime moins chaque marchandise quand plus de marchandises sont offertes. Il en est de même dans le cas de la sous-demande parce qu'on estime davantage chaque unité du revenu en monnaie, quand ce revenu est affaibli. La surproduction consiste en une dépréciation de chacune des marchandises due à l'augmentation de leur quantité. La sous-demande consiste en une appréciation de chaque unité en argent du revenu due à la décroissance de ce revenu (1). L'action

(1) On a déjà eu l'occasion de faire observer que ces estimations plus ou moins grandes par chacun de nous des unités en argent de

de l'une et de l'autre se conçoit indépendamment de toute chimérique inégalité entre production et pouvoir d'achat. Cette action pour l'une et pour l'autre a comme conséquence une baisse des prix, laquelle à son tour entraîne une diminution simultanée et équivalente du pouvoir d'achat total et de la valeur globale de la production.

SECTION III

L'ABSENCE DE COMPENSATIONS A L'ACTION DE LA DEMANDE

Si la réduction du revenu doit en principe faire baisser les prix de demande en argent des marchandises, la situation même qui a déterminé cette réduction du revenu ne devrait-elle pas par contre amener certains relèvements des prix qui pourraient faire compensation? Le fléchissement du revenu total tient à deux chefs, à la chute des prix et à la restriction de la production, de la production surtout de capitaux fixes. Il faut successivement pour ces deux chefs examiner si des facteurs de compensation existent avec certitude.

La diminution du revenu en argent résultant de l'avilissement des prix constitue, a-t-il été dit, une cause de sous-demande et par suite de recul des prix. L'ouvrier dont le salaire baisse, l'entrepreneur qui ne parvient à écouler ses marchandises qu'avec des bénéfices moindres ou même qu'à perte ne seront à leur tour acheteurs de marchandises qu'à des prix plus réduits. Mais ne peut-on pas ob-

---

notre revenu ne doivent pas être confondues avec l'intensité du besoin de monnaie telle que la comprend la théorie quantitative. Si les prix, comme il est dit au texte, obéissent à l'action de l'importance attachée par nous à chaque élément de notre revenu en argent, il n'en résulte nullement que les mouvements cycliques des prix s'effectuent en conformité avec l'influence attribuée par la théorie quantitative aux variations du besoin de monnaie.

jecter que, d'autre part et en revanche, le consommateur qui a acheté à des prix moindres, qui a déboursé une plus faible fraction de son revenu en argent, qui a conservé ainsi un reliquat de revenu plus considérable, pourra pour ses achats ultérieurs accroître sa demande, consentir à payer des prix majorés? Toute vente à des prix abaissés diminue le revenu en argent du vendeur, mais augmente le revenu en argent demeurant *disponible* entre les mains de l'acheteur. Dans l'avenir, si le premier ne doit venir au marché que décidé à n'acheter qu'à des prix amoindris, ou à n'acheter au même prix que des quantités moindres, le second pourra être prêt à acheter à des prix plus élevés ou à acheter au même prix des quantités plus abondantes. La sous-demande de l'un n'a-t-elle pas ainsi sa contre-partie dans la plus ample demande de l'autre? La courbe de la demande sociale, résultante de l'ensemble des demandes individuelles, ne reste-t-elle pas immobile?

Il faut répondre que ce qui apparaît sûr c'est que la réduction du revenu en argent constitue un facteur de baisse de la demande et des prix. Quant à l'achat à des prix avilis, il se peut que parfois dans les marchés postérieurs il soit un facteur de relèvement de la demande. Mais rien ne prouve que la compensation ait toujours lieu.

Premièrement si on subordonne d'ordinaire sa courbe des demandes au montant du revenu en argent, il est plus douteux qu'on la subordonne aussi étroitement à la partie restante du revenu, à la partie encore disponible du revenu en argent.

Les individus attachent une beaucoup plus grande importance aux changements apportés à leur sort comme producteurs que comme consommateurs. On est très affecté par le fléchissement du revenu en argent. On ne prête guère attention à l'avantage résultant des achats à plus bas prix d'objets de consommation.

De plus, dès que comme producteur, entrepreneur, ca-

pitaliste, ouvrier, on voit baisser sa rémunération, on a conscience d'une amputation du revenu en argent *pour toute l'année*. Mais quand, comme consommateur, on commence à acheter à plus bas prix, on ne sait pas, on ne se rend pas compte qu'il s'agit là d'un état *durable* susceptible de modifier de façon persistante le revenu réel.

Pour ces raisons les producteurs se sentent beaucoup plus pauvres à la suite de la chute des prix que les acheteurs ne s'estiment plus riches. Pour ces raisons déjà, même quand a lieu une augmentation de la partie restante du revenu en argent chez l'acheteur, l'accroissement de la demande chez lui ne s'observe pas toujours, ou n'est pas immédiate, ou n'est pas assez accusée pour faire compensation à la sous-demande due au recul du revenu en argent chez le vendeur.

Mais en second lieu fort souvent n'existe ou n'existe pendant longtemps aucune augmentation du revenu en argent disponible comme contre-partie de l'abaissement du revenu occasionné par le recul des prix. La plupart des ventes ne se font pas au consommateur de détail, mais à une série de personnes, fabricants ou commerçants, qui n'achètent que pour revendre. Or, au cas d'un effondrement assez général des prix, celui qui achète pour revendre n'a aucun motif de s'estimer plus riche à cause de ses acquisitions à prix réduit. Ce qu'il obtient pour une somme moindre, il sait qu'il devra le céder à son tour pour une somme diminuée. A l'amoindrissement du revenu en argent chez le premier vendeur ne correspond aucun avantage tiré de l'acquisition à bas prix chez l'acheteur. Ou du moins l'avantage n'apparaîtra que fort tardivement, lorsqu'après une série de transformations et de ventes successives la marchandise parviendra enfin au consommateur. Mais, en attendant, la sous-demande a exercé son action déprimante sur les prix sans qu'aucun accroissement de la demande chez quiconque soit venu faire compensation.

D'autres considérations analogues pourraient être ajou-

tées. Mais ce qui a été dit suffit à établir que si la baisse des prix détermine à coup sûr, et à cause de la réduction du revenu en argent, une diminution de la demande, les quelques accroissements de la demande que cette même baisse des prix peut entraîner ne doivent pas réussir à faire compensation. L'amoindrissement du revenu en argent dû à la chute des prix constitue bien en définitive un facteur de sous-demande, un facteur de nouveau recul des prix. On a eu raison d'écrire précédemment que l'effet réagit sur la cause et renforce son action.

*
* *

Il en est de même pour le second chef d'amoindrissement du revenu en argent, pour celui qui est dû à la diminution de la production, de la production surtout de capitaux fixes.

On aurait pu cependant, et tout d'abord, songer à un relèvement compensateur des prix attribuable à cette restriction même de la production. L'aggravation du chômage des travailleurs et du matériel représente, d'une part, de moindres salaires, de moindres profits et, par suite, une moindre demande. Mais, d'autre part, il y a moindre production. La réduction de l'offre ne vient-elle pas ainsi paralyser l'influence de la réduction de la demande et empêcher l'accentuation du déclin des prix? On sait déjà qu'il n'en est rien. Ce qui décroît, c'est principalement la production en cours de l'outillage. Mais c'est de l'état des prix surtout des objets de consommation, que dépend l'ensemble des prix. Si donc tous ceux qui sont touchés par le chômage des industries productrices de capitaux fixes, ouvriers, entrepreneurs, capitalistes, restreignent leur demande d'objets de consommation, la diminution de la production en cours de capitaux fixes ne saurait faire compensation à l'influence exercée sur les prix par la sous-demande d'objets de consommation.

Mais n'existe-t-il pas certains relèvements de la demande qui eux du moins pourraient neutraliser l'action de la sous-demande?

Les individus dont le revenu dépend de l'activité des industries productrices d'outillage, chefs d'entreprise, capitalistes, ouvriers, voient leur revenu très amoindri à cause du chômage qui sévit dans ces industries. Ils diminuent leur demande de biens de consommation. Mais d'autre part ceux qui achetaient auparavant des capitaux fixes en quantités considérables ne consacrent plus pendant la dépression aux achats de ces marchandises qu'une plus faible portion de leur revenu. Il reste donc disponible entre leurs mains une part de revenu plus ample pour l'acquisition d'objets de consommation. Ne vont-ils pas accroître leur demande de ces derniers biens?

Ils le peuvent, certes. Et ceci montre encore que la sous-demande n'est pas imputable à une infériorité du pouvoir d'achat. Les objets de consommation que les uns n'ont plus les moyens d'acquérir à cause de la disparition des revenus afférents à la quantité de capitaux fixes qui ne sont plus présentement produits, d'autres pourraient les acheter à cause précisément qu'ils ne font plus la dépense d'acquisition de ces capitaux fixes.

Mais il faut répéter qu'il ne s'agit pas de pouvoir d'achat. Il s'agit de la volonté d'acquérir. Cette volonté ne dépend pas de l'importance du revenu en argent qui reste disponible après l'achat de capitaux fixes. La courbe de la demande d'objets de consommation dépend du revenu total. Or, ce revenu total est d'ordinaire sensiblement réduit. Le fait que les profits ont fléchi, que la stagnation industrielle entrave les nouvelles entreprises et oblige à l'arrêt de commandes d'outillage, n'incite pas à payer des prix plus élevés pour les objets de consommation. Bien au contraire! On se sent plus appauvri et moins disposé à accroître sa demande. Peut-être à la longue certains individus, devant l'augmentation du reliquat de re-

venu résultant des moindres achats de capitaux fixes, se décideront-ils à amplifier leurs prix de demande de biens de consommation. Mais la chose n'est pas sûre. En tout cas, jusqu'à ce qu'ils s'y résolvent, la sous-demande aura exercé son action, aggravé l'avilissement des prix.

Qu'on s'attache ainsi à la sous-demande due à la baisse des prix ou à la sous-demande due à la restriction de la fabrication de capitaux fixes, on ne trouve pas de compensations certaines à son action. A côté de la surproduction, la sous-demande apparaît donc bien pendant la dépression comme un facteur réel de l'abaissement des prix.

On montrerait de même comment doit se concevoir le rôle de la demande durant la prospérité, comment la demande peut accentuer la hausse des prix.

SECTION IV

LES LIMITES A L'ACTION DE LA SOUS-DEMANDE

Quelque effective qu'elle soit, l'importance de l'action de la demande ne doit pas être exagérée. Sans quoi on ne s'expliquerait ni le retour de la prospérité, ni la survenance de la crise.

On a déclaré précédemment que les fluctuations de la demande sont peut-être responsables d'une certaine prolongation des phases de prospérité et de dépression. Si la prospérité par exemple, si la hausse des prix persiste encore quelque temps après les premières augmentations notables des quantités de biens propres à une satisfaction prochaine des besoins, le fait tient peut-être à l'accroissement de la demande. Mais si la demande peut ainsi prolonger la prospérité de un ou de deux ans, pourquoi donc n'obtiendrait-elle pas le même résultat pendant un temps illimité? Si l'ascension des prix détermine l'ascension des revenus en argent et si cette dernière à son tour

accentue et prolonge la hausse des prix, pourquoi donc cette série d'actions et réactions, entraînant des relèvements successifs des prix, ne réussirait-elle pas à faire durer indéfiniment la hausse et à mettre obstacle à la survenance de la crise?

C'est sans doute que la progression de la demande pendant la prospérité n'est que facteur d'une élévation modérée des prix. Elle peut bien par suite paralyser l'influence déprimante des premiers accroissements de la production de biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins. Elle est incapable de neutraliser l'effet de la multiplication beaucoup plus considérable des marchandises qui s'observe au terme de la prospérité.

Le rythme de la demande est un des agents des mouvements des prix. Mais c'est un agent dont on ne doit pas trop amplifier la puissance. Ce sont les fluctuations cycliques de l'offre qui demeurent le moteur décisif du rythme des prix.

LIVRE XI

LES CAUSES DES MOUVEMENTS CYCLIQUES DE LA PRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

L'action des prix sur la production

On s'est attaché jusqu'ici à l'explication du rythme des prix. On en a vu la cause essentielle dans le rythme de la production, spécialement dans celui des quantités de marchandises susceptibles de satisfaire à une consommation prochaine. On a attribué la baisse des prix pendant la crise et la dépression principalement à la surabondance de ces marchandises, la hausse des prix pendant la prospérité à leur insuffisance. On a montré la possibilité théorique et le sens de la surproduction.

Ce stade de nos recherches étant franchi, un second stade s'ouvre devant nous. Si les oscillations cycliques des prix tiennent à celles de la production, à quoi doivent être imputées ces dernières? Pourquoi donc cette alternance de la surproduction et de la sous-production?

Afin de rendre compte des fluctuations des prix, on s'est contenté de faire appel aux lois de la valeur telles

que les formule la science moderne et de les appliquer aux faits que révélait l'observation. Pour rendre compte des mouvements de la production, il faut procéder de même.

Or, en dépit de divergences de conceptions entre économistes tout le monde admet la notion d'un prix *normal,* d'un prix *naturel,* d'un prix *d'équilibre,* autour duquel graviteraient les prix *courants,* les prix du marché, les prix effectifs. Cette notion est acceptée non seulement par ceux qui font dépendre les prix du coût de production, mais encore par ceux qui font de l'utilité le fondement et du prix des marchandises et des éléments mêmes du coût. D'après ces derniers, il est un niveau que devraient atteindre les prix des marchandises d'après l'ensemble des conditions économiques existantes, population, forces productrices, intensité des besoins, technique, si les forces productrices étaient toutes employées, réparties harmonieusement entre les diverses industries suivant les proportions commandées par les besoins, et si cet état de choses durait depuis assez longtemps. C'est autour de ce niveau d'équilibre qu'oscillent les prix courants. C'est à ce niveau qu'ils tendent à revenir.

On sait comment s'exerce cette tendance. A certain moment le prix du marché excède-t-il le prix d'équilibre? Ce prix élevé implique des profits considérables. La hausse du coût, tout en ayant lieu, n'égale pas celle du prix et laisse une marge élargie aux bénéfices de l'entrepreneur. La perspective de beaux profits conduit alors à un vif accroissement de la production. Ce dernier à son tour finit par déterminer l'abaissement du prix.

Au contraire, le prix est-il inférieur au prix d'équilibre? Les profits réduits ou même les pertes subies poussent au ralentissement de la production, lequel à son tour entraîne l'ascension des prix.

Voilà donc tout trouvé un élément au moins de notre explication du rythme de la production. Ce rythme n'est

que la conséquence du rythme même des prix. Le cours naturel des choses veut que les hauts prix de la prospérité incitent à une augmentation de la production. Cette augmentation finit par amener le fléchissement des prix et la crise. Les bas prix de la dépression obligent à une stagnation de l'activité productrice, laquelle permettra la reprise des cours et l'ouverture d'une nouvelle ère de prospérité. De même que les mouvements de la production commandent à ceux des prix, les mouvements des prix à leur tour sont responsables de ceux de la production. Les fluctuations de la production résultent de la tendance de l'organisme économique à retourner à l'état d'équilibre.

CHAPITRE II

L'action de la technique capitaliste

On se doute bien que le recours aux lois de la valeur ne nous apporte qu'une partie de l'explication cherchée. Pourquoi en effet l'industrie n'atteint-elle pas un état d'équilibre où elle se maintient? Ou du moins, puisque l'équilibre est bien difficile à conserver, pourquoi n'observe-t-on pas simplement de perpétuelles et menues oscillations autour de l'équilibre? A peine rompu l'équilibre tend à se rétablir. Par suite, à peine les prix montent-ils pendant la prospérité, que la production devrait croître et arrêter leur essor. A peine baissent-ils dans la dépression, qu'un ralentissement immédiat de la production devrait les repousser vers la hausse. Ou si des ruptures assez accusées et assez longues de l'équilibre demeurent possibles, elle devraient être accidentelles, s'effectuer à des intervalles fort irréguliers.

Or, ce que la tendance au retour à l'équilibre détermine ici ce sont des déséquilibres graves, prolongés et rythmiques. Pendant la prospérité, par exemple, on voit bien la production se mettre en mouvement sous l'action des prix. On assiste à une vive recrudescence de l'activité productrice. Mais durant un long temps la production néanmoins reste insuffisante. La sous-production persiste. Soudain un jour se manifeste une abondance de mar-

chandises si excessive qu'elle déchaîne la crise, que commence une ère de surproduction. A chaque rupture de l'équilibre, l'effort pour y revenir demeure, d'abord, impuissant pendant plusieurs années, puis dépasse le but, aboutit à une nouvelle et aussi profonde rupture en sens inverse. Au lieu de variations continuelles et à peine perceptibles autour de l'équilibre, pourquoi donc cet ample rythme alterné de la production?

Afin d'élucider ce sujet, il conviendrait à cette place de soumettre à une observation attentive les fluctuations de la production. Mais il a été déjà procédé à cette observation dans les pages antérieures relatives à l'explication du rythme des prix. On a découvert alors dans la technique capitaliste, dans les modalités du développement de la fabrication qu'elle détermine, la clef de la manière dont la production agit sur les prix. Cette même technique capitaliste ne doit-elle pas encore nous donner la clef de la manière dont les prix agissent sur la production dans l'organisation industrielle moderne? Le jeu des lois de la valeur dans les conditions qu'établit la technique capitaliste ne nous fournit-il pas l'explication du rythme de la production, comme il nous a fourni celle du rythme des prix? A la lumière de cette hypothèse, on va successivement examiner ce qui a lieu d'abord dans la prospérité et ensuite dans la dépression.

SECTION PREMIERE

LA TECHNIQUE CAPITALISTE PENDANT LA PROSPÉRITÉ ET LA « SURCAPITALISATION », SOURCE DE LA CRISE

On a exposé précédemment comment le long temps nécessaire à la fabrication des capitaux fixes rend compte du maintien des hauts prix pendant la prospérité. Mais par là même aussi on rendait compte par avance du

maintien durant cette période de l'insuffisance de la production.

La hausse des prix exerce bien sur la production l'influence que lui attribuent les théories de la valeur. Cette production augmente. Mais notre technique industrielle exige la construction avant tout d'un surcroît d'outillage pour pouvoir obtenir plus tard les objets requis. Effectivement la prospérité est une période d'intense labeur consacré à la fabrication de capitaux fixes. Mais il faut des mois, des années, pour que cet outillage en voie de construction soit enfin achevé et prêt à fonctionner. Durant ce temps, en dépit du formidable accroissement de l'œuvre de production, les quantités de biens susceptibles de satisfaire les besoins de la consommation ne peuvent augmenter que modérément. Les caractères de la technique capitaliste expliquent ainsi que se prolonge la sous-production pendant la prospérité.

* * *

De la même manière, par l'action des prix sur une production faisant grandement usage de capitaux fixes longs à construire, va s'expliquer l'intensité de la surproduction qui se prépare pendant la prospérité, le passage de la sous-production à une grave surproduction, source de la crise.

On a vu comment la crise résulte de l'excès des biens destinés à une satisfaction prochaine des besoins. Et cet excès tient à l'énorme augmentation de l'outillage mis en construction durant la prospérité et livré seulement à partir des derniers temps de cette période. On se rappelle comment les diverses statistiques relatives aux capitaux fixes finis et entrés en exploitation, machines à vapeur, broches de filature, machines diverses, locomotives, wagons, navires accusent dans les dernières années de la prospérité de très forts accroissements qui continueront

pendant les premières années de la dépression. Ce puissant surplus de forces productrices conduit à une progression correspondante de biens de consommation et détermine la grave chute des prix en quoi consiste la crise.

Il n'y a pas d'inconvénient, semble-t-il, d'appliquer à l'augmentation du capital fixe *matériel* l'expression *de capitalisation* dont il est plutôt fait usage pour le capital en argent. On pourra dire ainsi que la capitalisation matérielle en cours est très forte durant la prospérité, qu'il y a même *surcapitalisation* en cours. C'est cette surcapitalisation qui, quand elle se manifeste, quand les masses d'outillage nouvellement fabriquées entrent en service, entraîne la surproduction et la crise.

La cause directe de la surproduction et de la surcapitalisation, ce sont sans doute les erreurs des hommes. Alors qu'une extension modérée de la fabrication de capitaux fixes pendant la prospérité aurait pu suffire à rétablir l'équilibre, à remédier à la pénurie de biens qui existait, on se laisse aller à des commandes, à des constructions excessives. Dans notre régime individualiste, c'est l'entrepreneur qui est le directeur de la production. C'est à lui qu'il appartient d'adapter la production aux besoins. C'est donc lui qui, dans son incessante poursuite de plus amples profits, commet la déplorable erreur d'où sortira la crise.

Mais si les entrepreneurs ne peuvent pas toujours prévoir juste, les fausses prévisions n'ont pas cependant en soi de raisons de suivre pendant plusieurs années une même orientation, pour s'engager ensuite, comme on le verra plus loin, un long temps, dans une direction diamétralement contraire. Qu'est-ce donc qui fait qu'elles présentent un caractère cyclique et qui les rend si malaisément évitables?

C'est aux conditions établies par la technique capitaliste de la production qu'il faut attribuer la grande difficulté d'échapper à l'erreur. C'est cette technique qui doit porter,

somme toute, la responsabilité de la survenance de la surproduction.

Un trop long intervalle sépare le moment où l'outillage est commandé et celui où il peut être livré, le moment où on en commence la fabrication et celui où il peut être confronté avec les besoins. Durant ce temps persistent l'insuffisance des biens propres à une consommation prochaine, l'insatisfaction des besoins et, partant, les hauts prix. Comme les prix élevés, par l'intermédiaire des profits, incitent à l'accroissement de la production, cette action stimulante continue à exercer ses effets. En vain, la masse des capitaux fixes en voie de construction serait-elle déjà plus que suffisante pour la satisfaction future des besoins. Tant que cet outillage n'est pas terminé, il reste sans influence sur la quantité de biens finis et sur les prix. Le besoin social restant présentement insatisfait, comment penser que les moyens de sa parfaite satisfaction sont déjà créés? Alors qu'on manque de biens de consommation, comment admettre qu'il y a déjà excès de capitaux fixes en fabrication? La faible quantité de biens aptes à satisfaire les besoins du public, le maintien des prix et des profits en hausse trompent l'entrepreneur. Afin de bénéficier des beaux profits, il commande un surcroît d'outillage, aggrave la surcapitalisation en cours.

De nombreuses filatures, par exemple, sont en voie de construction. Mais elles ne sont pas achevées. Elles n'ont pas encore ajouté une once de filé aux approvisionnements existants. Les quantités de filés demeurent insuffisantes puisqu'on se les arrache à des prix élevés, très rémunérateurs pour les vendeurs. De là de nouvelles fondations de filatures qui amplifient démesurément le chiffre des broches en cours de fabrication. Le long temps requis pour l'édification des filatures, en prolongeant la période des prix accrus, illusionne l'entrepreneur et pousse à la surcapitalisation.

Pour reprendre une comparaison qui a déjà servi, si

pour remédier à l'insuffisance de chaleur dans un appartement on ravive le feu du foyer, il faudra *attendre un temps* jusqu'à ce que s'obtienne la température voulue. Comme le froid persiste et que le thermomètre continue à le signaler, on serait conduit par là, si on n'était instruit par l'expérience, à jeter plus de combustible dans l'appareil de chauffage. On en jetterait encore alors même que la quantité de combustible accumulée dans l'appareil est déjà telle qu'elle dégagera, lorsque tout aura pris feu, une chaleur intenable. En se laissant guider par la sensation de froid présente, par les indications présentes du thermomètre, on surchaufferait fatalement la pièce.

C'est à une erreur de cette sorte que conduit la technique capitaliste. Comme la production exige une fabrication préalable de capitaux fixes, tant que cette fabrication n'est pas achevée, la pénurie de biens finis fait croire à la possibilité de préparer de nouveaux accroissements de la production. L'entrepreneur ne peut constater que l'insatisfaction actuelle du besoin révélée par les hauts prix. Il ne peut savoir que sa satisfaction *virtuelle* est excessive.

L'intensité du besoin social, par l'intermédiaire des prix et des profits, constitue un excellent instigateur de la production au moment où s'ouvre la période de prospérité. Elle sera aussi un exact et implacable contrôleur de la production quand l'outillage terminé entrera en service et que se déclarera la crise. Mais, entre temps, à cause du long délai qui dans la production capitaliste sépare ce point de départ de ce point d'arrivée, le seul régulateur de la production qu'on possède devient une source d'erreurs quasi fatales.

Si dans le régime individualiste c'est l'entrepreneur qui ne parvient pas à régler avec succès sa production, il est douteux que, dans d'autres régimes, d'autres directeurs de la production montrent plus de perspicacité. Le *profit* n'est pas seul à constituer en ces circonstances un symptôme trompeur. C'est l'état des *besoins* lui-même qui

égare et aveugle les producteurs. Le degré de satisfaction présent du besoin social ne dépend que des objets actuellement offerts aux consommateurs, nullement de l'abondance de l'outillage en construction. Tant que cet outillage n'est pas terminé, ce n'est pas seulement la recherche du profit, c'est l'insatisfaction réelle du besoin qui incite à de nouvelles extensions de la production. Dans la comparaison ci-dessus ce ne serait pas le thermomètre seul qui serait coupable de l'erreur, mais bien aussi la sensation de froid. Il ne faut pas accuser le profit seul et déclarer qu'il est un indice fallacieux des besoins. C'est le degré de satisfaction des besoins présents qui, à cause de la techniquē capitaliste, constitue un indice très fallacieux de leur degré de satisfaction future.

Si même, connaissant le phénomène moderne des cycles économiques, les entrepreneurs s'efforçaient de ne pas se laisser guider par le principal régulateur de la production dont ils disposent, par l'état présent des besoins et des prix, il n'est pas sûr qu'ils pussent échapper à la crise. Souvent, en effet, ils ignorent l'importance des capitaux fixes en voie de construction. Dans les industries même où existent des informations sur ce sujet, il est un point qui reste et restera peut-être toujours incertain. C'est l'intensité du besoin au jour encore lointain où cet outillage sera achevé. Alors même que les capitaux fixes en cours de fabrication seraient déjà suffisants pour les besoins tels qu'ils existent à un moment donné, peut-on affirmer qu'ils le seront aussi pour les besoins dans un ou deux ans? D'ici là, l'accroissement de la demande ne permettra-t-il pas l'écoulement aisé d'une plus ample quantité de marchandises? Partant, n'y a-t-il pas encore avantage à élever de nouvelles usines, commander de nouveaux métiers, de nouvelles locomotives, un nouvel outillage qui précisément ne sera prêt à fonctionner qu'après un assez long délai? Dans les derniers temps de la prospérité seulement les prévisions peuvent devenir

plus aisées. La masse de capitaux fixes mis en chantier peut apparaître déjà si considérable que son caractère excessif ne puisse guère être douteux. Les entrepreneurs avisés cesseront alors toute commande nouvelle. Mais à cause des commandes anciennes il sera déjà trop tard pour éviter la crise. Leur prudence servira seulement à en atténuer la gravité.

Il faut même ajouter que si la plupart des entrepreneurs agissaient à ce moment de même, la date de la baisse des prix serait vraisemblablement avancée. On assisterait à une crise moins désastreuse, mais plus hâtive.

En fait, les chefs d'entreprise, loin de se mettre en garde contre les indications qui résultent de l'état présent des besoins, des prix et des profits, se laissent plutôt entraîner à des erreurs plus grandes que celles auxquelles devraient conduire ces indications. Il a été déjà montré, à propos des prix, comment la spéculation, au lieu de prévoir la baisse prochaine que pourra déterminer l'augmentation vraisemblable des approvisionnements, croit au contraire à la persistance de la hausse des cours et contribue jusque dans les derniers instants de la prospérité à en exagérer l'intensité. Ainsi fait-elle également pour la production. Au lieu de prêter attention à la pléthore de capitaux fixes en construction, elle suppose que la demande parviendra toujours à absorber les offres accrues. La spéculation presque constamment s'attend à la continuation de l'état présent des choses. Aux ultimes heures de la prospérité ont lieu encore d'importantes commandes d'outillage. On ne consent à se laisser détromper que lorsque la crise est imminente ou a déjà éclaté. Et c'est alors pour tomber dans un excès contraire, dans un pessimisme exagéré.

Aux méfaits de la spéculation s'ajoutent, pour aggraver la surcapitalisation, les abus du crédit. On fait durant la prospérité de larges appels aux capitaux d'autrui. Les émissions industrielles se multiplient qui permettent de

nombreuses fondations de sociétés nouvelles ou de considérables extensions des sociétés existantes (1). Toute cette augmentation du capital en argent dirigé vers l'industrie a pour but principal l'accroissement du capital matériel, l'édification d'usines, les commandes d'outillage. Cet outillage supplémentaire, lorsqu'il sera terminé et se mettra à fonctionner, accentuera encore la surproduction. Le mal pourra être d'autant plus désastreux qu'à la faveur de la fièvre productrice, des audaces de l'esprit d'entreprise, qui caractérisent la prospérité, nombre de sociétés peu solides ont pu se constituer qui sombreront à la première tourmente.

Les abus du crédit ont été si profonds et si pernicieux dans la première moitié du XIX[e] siècle qu'on y voyait souvent la cause même des crises. Aujourd'hui où ils s'observent encore, mais présentent moins d'intensité, on paraît plus disposé à ne les rendre responsables que de la plus grande violence de ces crises (2). Effectivement, pour ce qui concerne l'action des prix sur la production étudiée en ce moment, aussi bien que quant à l'action de l'offre et de la demande sur les prix, étudiée antérieurement, il faut répéter que le crédit ne fait qu'amplifier les mouvements naturels. L'erreur à laquelle conduisent la pénurie des biens finis pendant la prospérité et la difficulté de prévoir l'état des besoins à la date éloignée où seront

(1) Comme on l'a souvent noté, on peut bien, *en fait*, comprendre dans les abus du crédit les émissions exagérées d'actions aussi bien que d'obligations. Les actionnaires, bien qu'ils soient les maîtres de l'entreprise, les entrepreneurs, ne sont guère souvent, en réalité, que des capitalistes qui ont confiance dans les fondateurs de la société et leur remettent leurs capitaux contre l'espoir d'une rémunération future. Psychologiquement, c'est encore de crédit qu'il s'agit.

(2) Les abus du crédit et de l'esprit d'entreprise apparaissent par suite aussi comme un des facteurs de *différenciation* des divers cycles. Suivant que les appels au crédit ont été plus ou moins considérables, la surcapitalisation est plus forte et la crise plus grave dans tel cycle que dans tel autre.

achevés les capitaux fixes en construction, cette erreur se manifesterait sans les recours au crédit. Les entrepreneurs la commettraient même s'ils se contentaient de leurs seules ressources. C'est à la longue durée de la fabrication de l'outillage qu'il faut imputer les méprises des directeurs de la production. Le crédit empire seulement les conséquences de ces méprises.

* * *

Lorsqu'on attribue les crises aux conditions techniques de la production capitaliste, on invoque généralement la formidable puissance de l'outillage mécanique moderne qui, en peu de temps, inonde les marchés de ses produits. Et on rappelle le joli apologue conté par Sismondi, qui s'était lui-même souvenu d'une ballade de Gœthe, et où l'apprenti-sorcier Gandalin ne peut plus maîtriser les forces aveugles qu'il a déchaînées. Il est exact, en effet, que la raison immédiate de la crise consiste en la capacité de forces productrices trop accrues d'encombrer les débouchés par la masse des marchandises précipitamment manufacturées.

Mais si on ne concentre pas son attention sur la minute même de la crise, on voit d'après ce qui précède que l'ensemble du phénomène aboutissant à la crise a sa cause profonde dans un fait à première vue contraire à celui que je viens d'indiquer. A l'instant de la crise on n'aperçoit que l'aptitude de la production capitaliste à satisfaire trop et trop vite le besoin. Mais d'autre part tout le cycle économique est dû à la *longueur*, à la *lenteur* de la production capitaliste, au temps qui s'écoule entre la date où commence un nouveau procès de production et le moment où il touche à son terme. A côté de ses incontestables avantages économiques, la production capitaliste présente cet inconvénient d'une grande lenteur dans son adaptation aux besoins. Cette lenteur et la difficulté des

prévisions à longue échéance qui en résulte constituent la raison supérieure du phénomène moderne des crises périodiques.

Mais si au lieu d'entreprendre directement et immédiatement la confection des objets désirés, on a recours ainsi à des procédés détournés, à la fabrication préalable d'une *longue* série de capitaux fixes, de « biens intermédiaires », c'est afin d'*abréger* le temps de travail par unité de marchandise produite, de l'abréger surtout dans la phase de la confection des biens de consommation. La technique capitaliste présente donc deux caractéristiques en apparence antithétiques, en fait intimement liées et découlant l'une de l'autre. La *longue* production de capitaux fixes a pour but la *réduction* du temps de travail requis par unité de marchandise (1).

Ces deux caractéristiques de la technique capitaliste en apparence opposées s'associent pour exercer leur influence sur les cycles économiques. Si la première, comme il a été expliqué, si la longue durée de la fabrication de l'outillage prépare la crise, la seconde, le raccourcissement du temps de travail par unité produite, agit à son tour pour faire éclater, pour précipiter la crise. Lorsque le surcroît de capitaux fixes construits pendant la prospérité commence à entrer en service et qu'on commence à livrer les objets en vue desquels les capitaux étaient créés, alors se manifeste toute la capacité de l'outillage moderne de produire en masse, de produire rapidement. Bien vite le besoin est satisfait. Bien vite même il l'est trop. Chaque jour, une partie nouvelle de l'excessif ma-

---

(1) Contre la confusion parfois faite entre la *période de production* qui se trouve allongée et le *temps de travail* moyen par unité de marchandise qui est au contraire abrégé, V. von BOEHM-BAWERK, *Strittige Fragen der Capitals theorie*, pp. 18 et s. — V. aussi les faits cités en faveur de l'un et l'autre phénomène par M. Werner Sombart, *Der moderne Kapitalismus*, II, pp. 71 et s., 80 et s.

tériel dont la fabrication a été progressivement entreprise durant la prospérité se trouve terminée et vient ajouter un contingent nouveau à l'amas grandissant des biens. La chute des prix se déclare, puis s'aggrave. C'est la crise. Après la *longueur,* après la lenteur de la production capitaliste, c'est bien alors, mais alors seulement, qu'exerce son action la *brièveté* de la production capitaliste, le prodigieux accroissement de la productivité dû au machinisme.

SECTION II

LA TECHNIQUE CAPITALISTE ET LA SOUS-CAPITALISATION PENDANT LA DÉPRESSION

La crise survenue, les mêmes causes que précédemment, la manière dont les prix agissent sur la fabrication dans les conditions créées par la technique capitaliste, entraîne la longue durée de la surproduction et achemine vers la prochaine sous-production, source d'une nouvelle ère d'essor.

Le long temps nécessaire à la fabrication de l'outillage intervient encore.

Premièrement, il fait persister durant les premières années de la dépression l'afflux de quantités considérables de nouveaux capitaux fixes. On se souvient en effet que les périodes de fort accroissement de l'outillage fini et entré en exploitation, si elles commencent notablement après le début de la prospérité, se terminent aussi notablement après la date de la crise. Il faut bien, malgré la crise, prendre livraison des capitaux fixes commandés pendant la prospérité.

Deuxièmement, la longue durée de la fabrication de l'outillage oblige à son maintien en activité. Comme sa construction a coûté plusieurs années de travail, il a une grande valeur. On s'efforcera donc, à cause des frais éle-

vés qui continueraient à courir, de ne point le laisser chômer. Ou, si on se résigne à des arrêts partiels, on les fera aussi brefs et aussi restreints que possible.

— Ces deux facteurs réunis, dus tous deux à la longue durée de la construction de l'outillage, livraisons abondantes de capitaux fixes, maintien en activité d'un outillage coûteux, vont d'abord avoir pour effet de prolonger la surproduction. L'action des prix sur la production qu'affirment les théories de la valeur s'observe sans doute. L'avilissement des prix va faire diminuer la fabrication. Mais longtemps ce qui décroît c'est seulement la mise en chantier de nouveaux capitaux fixes. Au contraire, les quantités existantes d'outillage, les quantités manufacturées de biens de consommation augmentent. En dépit du ralentissement de l'activité industrielle, les marchés restent encombrés.

— Pour les mêmes raisons va s'effectuer la *sous-capitalisation,* cause de la sous-production qui ramènera la prospérité. Un certain fléchissement des commandes d'outillage est indispensable pendant la dépression à raison des excès de la phase antérieure. Mais il dépasse les limites nécessaires. Au bout d'un certain temps, la progression normale des besoins finira par rendre désirable un accroissement de l'outillage. On pourrait déjà en pleine dépression entreprendre la fabrication de nouveaux capitaux fixes qui seront terminés et prêts à fonctionner au jour où se dessinera la hausse des cours. Mais la surabondance des biens de consommation et des capitaux fixes finis, en faisant durer la dépression des cours, entrave toute reprise de l'œuvre de production. On se garde de travailler à un agrandissement notable de l'outillage existant à une époque où cet outillage apparaît beaucoup trop considérable.

Cette fois, pour poursuivre ma comparaison, à cause de la chaleur de la pièce, on n'alimente plus le foyer. On ne songe pas que le combustible ancien étant presque

totalement consumé, lorsque tout à l'heure la température de la chambre baissera, un long moment s'écoulera jusqu'à ce que le nouveau combustible trop tard jeté dans le foyer parvienne à rétablir la tiédeur ancienne.

Même les entrepreneurs familiarisés aves le phénomène des cycles économiques ne peuvent prévoir à coup sûr l'instant où se terminera la dépression, ni décider par suite la date où on peut sans crainte se hasarder à de nouvelles commandes d'outillage. Le régulateur ordinaire de la production est de nouveau trompeur. L'intensité du besoin social actuel, par le moyen des prix et des profits, ne révèle que l'excès des objets de consommation et de l'outillage en activité. Rien ne fait prévoir que la décroissance de la construction en cours de capitaux fixes déterminera une pénurie prochaine. Quand on constate la saturation *présente* du besoin, on ne peut croire en même temps à son insatisfaction *virtuelle*. Quand on souffre encore de la *surproduction* de biens de consommation on ne peut admettre qu'il y ait en même temps *sous-capitalisation* en cours.

Mais au bout de quelques années, lorsque, grâce au ralentissement de la production ou à l'augmentation des besoins, la réduction des stocks commence à s'effectuer, on découvre la difficulté de satisfaire le besoin social qui résulte de la sous-capitalisation. On croyait posséder trop de locomotives, trop de broches, trop de machines-outils. On constate leur insuffisance. Il faut alors s'atteler fièvreusement à leur fabrication hâtive. La prospérité reprend. Un nouveau cycle va se dérouler.

Il semble cependant que la surcapitalisation de la prospérité dépasse en importance la sous-capitalisation de la dépression. La tendance à l'excès de production paraît plus accusée que la tendance contraire. C'est pourquoi sans doute la hausse des prix au début de l'essor est moins accentuée que leur chute n'est profonde au moment de la crise. Vraisemblablement c'est surtout la surcapitalisation

de la prospérité qui doit porter la responsabilité du rythme de la production industrielle.

*
* *

La technique capitaliste, le long temps nécessaire à la confection des capitaux fixes, détermine ainsi l'alternance rythmique de périodes assez amples de surproduction et de sous-production. Les délais qu'elle impose au succès de l'action des prix sur la production prolongent chacun des mouvements alternés de cette dernière et préparent le retour d'un mouvement en sens contraire. La hausse des prix pousse pendant la prospérité à l'accroissement des biens susceptibles de satisfaire les besoins de la consommation. Mais comme le résultat se fait attendre, cette attente entraîne la surcapitalisation, partant, la surproduction et la crise. Pendant la dépression, comme la surproduction se prolonge, la baisse des prix conduit à une sous-capitalisation qui favorise l'ouverture d'une nouvelle ère de prospérité. Chacune des phases du cycle porte en elle-même les raisons de l'avènement de la phase antagoniste. Chacune est grosse de la phase inverse. La prospérité suscite la crise. La dépression fait renaître la prospérité. A cause des conditions créées par la technique capitaliste, les prix commandent à la production et la production aux prix de telle façon que l'industrie se trouve engrenée dans une chaîne sans fin d'actions et de réactions qui constituent les cycles économiques.

CHAPITRE III

Intensité et possibilité du rythme de la capitalisation

SECTION PREMIERE

INTENSITÉ DU RYTHME DE LA CAPITALISATION MATÉRIELLE

Le rythme de la fabrication de l'outillage industriel, de ce que nous avons appelé la capitalisation, la capitalisation matérielle, est une des pièces les plus importantes de l'explication du rythme général de la production. C'est la surcapitalisation de la prospérité qui finit par déchaîner la crise. C'est la sous-capitalisation de la dépression qui fait revenir la prospérité. Quelques développements sont ainsi nécessaires sur l'intensité et la possibilité d'un tel rythme.

L'intensité du rythme est très grande. Une longue série de statistiques nous a appris combien sont considérables les fluctuations dans l'importance des capitaux fixes construits. L'activité productrice de la prospérité consiste surtout en un puissant effort pour l'accroissement de l'outillage. La stagnation de la dépression provient surtout du large chômage dans les industries produisant des capitaux fixes. Le contraste entre prospérité et dépression est même si vivement accusé dans ces industries, qu'on a pu se demander si elles n'étaient pas les seules à participer

aux oscillations cycliques et si les autres industries, si celles qui produisent des biens de consommation ne demeuraient pas à peu près étrangères à ces oscillations.

On a montré qu'il n'en était rien. Mais il est aisé de concevoir que quand des variations dans les quantités de biens de consommation commandent aux mouvements cycliques généraux, elles déterminent des oscillations bien plus amples dans la fabrication de l'outillage. Le montant de la construction annuelle d'instruments de production, en vue de remplacer les capitaux fixes hors d'usage et d'augmenter progressivement l'outillage existant, n'égale en effet qu'une portion assez faible de l'outillage actuellement employé à la production des objets de consommation. Si nous supposons que la proportion est du dixième, et si dans une année donnée la fabrication des objets de consommation devait s'accroître d'un dixième, la production relative à l'outillage devrait cette année-là doubler : puisqu'à une production normale et annuelle d'un dixième devrait s'ajouter une production supplémentaire égale encore à un dixième. Une légère extension des industries de consommation exigera une extension beaucoup plus considérable des industries productrices de capitaux fixes.

Un exemple hypothétique montrera comment les choses pourront se passer aux époques de prospérité et de dépression. A une industrie d'objets de consommation utilisant 100.000 métiers devrait, je suppose, correspondre une fabrication annuelle moyenne de 10.000 métiers. Mais, comme conséquence d'un déficit de 10 p. 100 des objets de consommation, entraînant le besoin de 10.000 métiers supplémentaires, on constate que, pendant les cinq années de la prospérité, à la production normale de 50.000 métiers, s'ajoutent un contingent de 10.000 métiers rendu nécessaire par le déficit d'objets de consommation, et un second contingent de 10.000 métiers constituant la surcapitalisation de la prospérité. La production est de 70.000 métiers ou de 14.000 annuellement. Dans les cinq

années de la dépression, par suite d'un excès de 10 p. 100 des objets de consommation, la production, au lieu d'être de 50.000 métiers, se voit diminuée de 10.000 métiers à cause de cet excès d'objets de consommation, impliquant un excès égal d'outillage, et de 10.000 autres métiers par suite de la sous-capitalisation de la dépression. La production est de 30.000 métiers ou de 6.000 annuellement. Tandis que la quantité d'objets de consommation produite oscille entre un déficit et un excès de 10 p. 100, entre 90 et 110, le déficit ou l'excès de métiers qui en est la conséquence fait bondir la fabrication des instruments de production de 60 à 140, puis la fait s'effondrer de 140 à 60. Un déficit de 10 p. 100 d'objets de consommation fait plus que doubler, fait croître de plus de 100 p. 100 la production de capitaux fixes. Un excès de 10 p. 100 d'objets de consommation réduit au chômage plus de la moitié de l'industrie productrice d'outillage.

De faibles fluctuations dans les quantités des biens de consommation peuvent être ainsi la source de fluctuations très considérables dans les industries productrices de capitaux fixes. Il suffit d'insensibles oscillations à la base de la pyramide économique pour déterminer de terribles ébranlements, des écroulements retentissants parmi les constructions qui sont au sommet.

SECTION II

POSSIBILITÉ DES FLUCTUATIONS DE LA CAPITALISATION MATÉRIELLE

La forte intensité des fluctuations dans la production de l'outillage industriel étant ainsi expliquée, il faut examiner maintenant ce qui la rend possible, ce qui permet en particulier le grand labeur consacré à la fabrication des capitaux fixes pendant la prospérité.

On écrit souvent que l'un des facteurs principaux — non pas le facteur exclusif — dont dépend le montant de la capitalisation matérielle à un moment donné, consiste dans l'importance de la quantité de biens déjà produits, de ce qu'on dénomme parfois le « fonds de subsistance », *lato sensu,* biens de consommation, outillage en service ou en cours de construction (1). Plus on est déjà pourvu pour le présent et plus on peut produire en vue de l'avenir. Plus est abondant le fonds de subsistances et moins la satisfaction des besoins présents ou prochains demande de bras. Plus par suite est considérable le nombre de travailleurs disponibles pour la fabrication de nouveaux capitaux fixes destinés à la satisfaction des besoins futurs.

Or, voici cependant que les mouvements de la capitalisation matérielle à l'intérieur des cycles périodiques s'effectuent en des sens entièrement contraires à cette opinion. L'œuvre de production des capitaux fixes augmente dès le début de la prospérité malgré qu'alors le fonds de subsistances soit faible, que cette faiblesse même, relative à la fois aux objets de consommation et à l'outillage, soit la source de la prospérité. La capitalisation se ralentit au moment de la crise, au début de la dépression, en dépit de l'accroissement du fonds de subsistances, accroissement tel qu'il se traduit par la surproduction.

C'est que la conception exposée est relative à l'état d'équilibre, le seul auquel songent d'ordinaire les auteurs lorsqu'ils élaborent la théorie de la formation du capital. Mais le phénomène des cycles économiques, le manque perpétuel d'équilibre entre la production et le besoin que ce phénomène indique viennent se jeter en travers de la théorie. Il arrive alors qu'en dépit de cette théorie l'insatisfaction du besoin, la hausse des prix, au début de la prospérité, incitent à une forte capitalisation malgré l'in-

---

(1) WAGNER, *Grundlegung der Politischen Œkonomie,* Zweiter Teil, p. 303. BOEHM-BAWERK, *op. cit.* pp. 42, 100, 337 et s.

suffisance du fonds de subsistances. Et la saturation du besoin, la baisse des prix, au début de la dépression, déterminent une moindre capitalisation malgré l'amplification du fonds de subsistances.

C'est le jeu des besoins et des prix qui pousse ainsi à la violation de l'une des règles de la théorie générale de la formation du capital. Mais ce qui permet cette violation c'est *l'élasticité* du montant de la *consommation* sociale et surtout l'élasticité du montant du *travail* social.

Un fonds de subsistances amoindri rend plus pénible une production accrue de capitaux fixes. Mais l'influence du fonds de subsistances n'est pas telle que cette extension de la capitalisation devienne impossible. Consommation ni travail social ne sont en effet des grandeurs immuables. Si, comme au début de la prospérité, l'état des prix est favorable, la capitalisation pourra s'accroître en dépit de la pénurie du fonds de subsistances. La société se privera, diminuera sa *consommation*, résistera à la tentation d'employer plus d'ouvriers à la création des biens de consommation qui lui font défaut. Surtout elle augmentera son *labeur* total de façon à pouvoir amplifier la production d'outillage. On allongera la durée des journées de travail. On multipliera les heures supplémentaires. On rappellera dans les ateliers la foule des chômeurs de la période précédente. On ira même chercher parfois de nouveaux bras dans la population des campagnes ou dans les pays agricoles limitrophes.

Or, ce sont bien ces phénomènes qu'on observe en temps de prospérité. Sans doute on cherche à fabriquer plus d'objets de consommation. Mais l'accroissement de cette fabrication se heurte aux limites qu'impose l'importance de l'outillage existant. La création de capitaux fixes étant le premier acte du procès de production, c'est vers cette création que se porte l'effort de la période de prospérité. C'est vers les industries productrices d'outillage qu'on

dirige principalement les chômeurs de la période précédente.

Malgré leur progression absolue, la part relative des biens de consommation dans l'ensemble de la production diminue ainsi pendant la prospérité à cause d'un accroissement plus considérable de la fabrication des capitaux fixes. Le pourcentage des hommes qui travaillent à la production des biens de consommation, des biens destinés à satisfaire les besoins présents, fléchit au profit du pourcentage des hommes employés à la fabrication des biens destinés à la satisfaction des besoins futurs. L'ère de la capitalisation est une époque où on produit plus qu'on ne consomme. La prospérité est une période de privation où on se résigne à une satisfaction imparfaite des besoins présents en vue d'accroître la richesse des années à venir. Ou, plus exactement, c'est une période de surtravail où la consommation croît moins que le labeur auquel on s'assujettit.

On expliquerait de la même manière que dès le début de la dépression, en dépit de l'augmentation du fonds de subsistances, diminue le travail consacré à la capitalisation à cause d'une aggravation particulièrement intense du chômage dans les industries productrices d'outillage.

L'influence sur la formation du capital matériel que l'on prête au fonds de subsistances se trouve ainsi contredite par les faits. Mais il est vraisemblable que cette influence reste cependant toujours agissante. On a là seulement un nouvel exemple de ces dérogations que les cycles apportent souvent aux facteurs généraux ou de « longue durée » et de la façon dont cependant ces facteurs, mais de loin et de haut, continuent à commander aux phénomènes économiques.

Les fluctuations du taux de la capitalisation à l'intérieur de chaque cycle s'effectuent certes en désaccord avec les conséquences normales du fonds de subsistances.

Mais si on compare plusieurs cycles ou plusieurs pays entre eux et si, dans un cycle ou dans un pays donné, le fonds de subsistances est plus considérable que dans un cycle antérieur ou que dans un autre pays, il est bien possible que, dans l'ensemble, le montant de la capitalisation y soit aussi plus ample: plus élevé encore dans la prospérité, tombant à un niveau moins bas dans la dépression. Ainsi se révélera l'action de la loi de longue durée. Les mouvements relatifs à l'intérieur de chaque cycle, l'alternance régulière de la surcapitalisation et de la sous-capitalisation obéissent aux facteurs secondaires perturbateurs résultant des cycles. Mais le taux moyen de la capitalisation autour duquel se font les fluctuations relatives, ce taux moyen ou normal par rapport auquel il peut être parlé, comme je le fais, de surcapitalisation et de sous-capitalisation, le montant *absolu* de la capitalisation dans l'ensemble du cycle dépendent pour une grande part du fonds de subsistances existant, de la loi générale qui préside à la formation du capital.

On doit même penser que l'absence d'un fonds de subsistances un peu notable empêcherait un pays pauvre de connaître les périodes de prospérité avec leur abondante construction de capitaux fixes nouveaux, et par suite aussi les crises périodiques auxquelles aboutit la surcapitalisation. Lorsque la pénurie des biens de consommation relèverait leurs prix, la pauvreté générale du pays, ne laissant pas le temps d'attendre, ne permettrait pas de recourir à la fabrication « détournée » qui commence par créer une longue série de biens intermédiaires avant d'arriver aux objets de consommation requis. Au lieu de dresser au préalable des usines, de construire des machines, on produira immédiatement à la main les marchandises nécessaires. Au lieu de mettre en chantier de grands bateaux à vapeur pour la pêche au loin, on se contentera de petites barques pour la pêche côtière. Cela revient à dire que l'exiguïté du fonds de subsistances

fait échapper en principe les pays pauvres aux cycles industriels parce qu'elle leur rend inaccessible toute technique capitaliste. Ou plus exactement ces pays ne souffrent des crises périodiques que par contre-coup de ce qui survient dans les pays à technique capitaliste.

Sans leur fonds de subsistances nos sociétés modernes ignoreraient les crises périodiques parce qu'elles n'auraient pu adopter la technique capitaliste et qu'on doit tenir cette technique pour la cause du phénomène. L'existence d'un certain fonds de subsistances fait partie de l'ensemble des *conditions* nécessaires à la survenance des crises périodiques.

SECTION III

POSSIBILITE DU RYTHME DE LA CAPITALISATION EN VALEUR OU DES PLACEMENTS INDUSTRIELS

Au rythme de la capitalisation matérielle doit nécessairement correspondre un rythme de la capitalisation en valeur. Si durant la prospérité, par exemple, plus de capitaux matériels sont construits, il faut aussi que plus d'épargnes soient placées dans l'industrie pour acheter ces capitaux matériels, qu'ait lieu un accroissement du capital en argent des entreprises industrielles.

Lorsque se manifeste la pénurie de marchandises dans une branche de production particulière, la théorie économique enseigne que la hausse des prix et des profits dans cette industrie y attire le capital-valeur. Le capital émigre d'autres industries moins heureuses. Ou bien c'est une portion du montant annuel des épargnes plus large qu'auparavant qui se dirige vers l'industrie florissante.

Mais ces moyens de contenter le besoin de capital en argent dans certaines industries au détriment des autres industries ne peuvent plus suffire pendant la prospérité, où la hausse des prix et des profits présente un caractère

d'assez grande généralité. Ce qu'il faut alors, c'est une augmentation absolue du montant annuel total des épargnes, c'est la constitution d'un surcroît de capital en argent pour acquérir le surcroît de capital matériel fabriqué. Effectivement, la somme des épargnes annuelles et des placements industriels progresse considérablement pendant la prospérité, comme on l'a montré dans le chapitre relatif aux sociétés.

On pourrait cependant se demander si certains facteurs ne sont pas en action, durant cette période, qui tendraient à réduire les épargnes.

Chacun de nous est porté à des épargnes d'autant plus réduites que notre revenu présent est plus restreint et que notre revenu futur présumé est plus élevé. Notre pauvreté actuelle et notre richesse à venir amoindrissent notre penchant à l'épargne.

Or, durant la prospérité, la hausse des prix des marchandises achetées semble une raison de diminution du revenu réel présent. D'autre part, on escompte un accroissement du revenu en argent futur grâce à la hausse des profits probables. Il a été exposé antérieurement qu'il y avait là une double raison pour que hausse le taux de l'intérêt. Mais n'est-ce pas là aussi une double raison pour que fléchisse le total des épargnes? Nullement.

D'abord, s'il est vrai que, par suite de la hausse des prix, à un revenu en argent égal correspond un revenu réel moindre, susceptible d'affaiblir le penchant à l'épargne, le revenu réel total de la société croît cependant pendant la prospérité à cause d'une très notable augmentation du revenu en argent global. Les quantités d'objets de consommation produites et achetées augmentent durant cette période, quoique dans de moindres proportions que celles de capitaux fixes. La société ne se sent pas plus pauvre, mais, au contraire, beaucoup plus riche.

En outre, le revenu en argent qui grandit est surtout celui de l'entrepreneur. La hausse des profits dépasse de

beaucoup celle des prix. Ce que chefs d'établissement ou riches actionnaires peuvent perdre comme consommateurs reste bien inférieur à ce qu'ils gagnent comme entrepreneurs par l'ascension des profits. Cet accroissement de leur revenu en argent et de leur revenu réel va inciter ces catégories de personnes à de plus abondantes épargnes. En dépit du renchérissement du coût de l'existence, elles pourront vivre plus largement et cependant consacrer aux placements industriels des sommes beaucoup plus importantes qu'auparavant. La plus grosse part de la progression du revenu en argent de la société pendant la prospérité demeure entre les mains des entrepreneurs. Et la plus grosse part de ce surcroît de revenu est non pas dépensée par eux en achats de biens de consommation, mais épargnée, capitalisée.

D'ailleurs, fort souvent les grandes sociétés anonymes ne s'en remettent pas aux particuliers du soin d'épargner de larges fractions des profits. Elles s'en chargent elles-mêmes. Comme on a eu plusieurs fois l'occasion de l'indiquer, elles ne distribuent pendant les années prospères que des portions relativement faibles des bénéfices. Elles conservent l'excédent en vue de l'exécution de travaux neufs, de l'accroissement de leur outillage, de leur force productrice.

Si la hausse des prix des biens présents n'empêche pas ainsi la plus grande ampleur de la capitalisation en valeur, la prévision de hauts revenus futurs n'y met pas non plus obstacle. Sans doute la perspective des beaux revenus à venir, aggravant la dépréciation du futur, est de nature à détourner de l'épargne. Mais, d'autre part, l'élévation accentuée de l'intérêt et des dividendes triomphe de cette répugnance à épargner et accroît en définitive le montant des épargnes. Tel individu qui épargnait autrefois pour effectuer des placements à 4 p. 100, et qui à cause de l'augmentation probable de son revenu futur serait disposé à vivre plus largement dans le présent et à moins

épargner si les placements se faisaient toujours à 4. p. 100, se décidera néanmoins à de plus fortes épargnes pour bénéficier d'un intérêt ou d'un dividende monté à 6 p. 100.

L'ascension du taux de l'intérêt et du profit peut ainsi déterminer une plus grande abondance d'épargnes non seulement chez ceux qui, comme entrepreneurs, ont vu croître leur revenu présent, mais encore dans le reste de la société. Beaucoup d'individus, demeurés d'abord étrangers aux placements industriels et n'ayant connu de la prospérité que la hausse des prix qui a restreint leur bien-être, se résolvent à une nouvelle réduction de ce bien-être présent afin de tirer parti à leur tour de l'ascension du taux de l'intérêt et du profit. A la privation involontaire de jouissances présentes résultant de la hausse des prix, ils ajoutent une nouvelle privation, cette fois volontaire. Les émissions industrielles d'actions ou d'obligations trouvent parmi eux nombre de souscripteurs.

Ainsi concordent les mouvements de la capitalisation matérielle et de la capitalisation en valeur, les mouvements de la production en nature et de l'emploi du revenu en argent. La quantité de biens de consommation produits grossit. Mais elle ne grossit pendant une bonne partie de la prospérité que faiblement. C'est qu'aussi le montant du revenu national en argent destiné à être consacré à l'achat de ces biens, s'il augmente, n'augmente que modérément. Le revenu global de la classe ouvrière, par exemple, qui en fait est presque totalement dépensé en achats d'objets de consommation, croît sans doute, mais ne croît que dans des proportions modestes. La production qui grandit surtout, c'est la production en cours de l'outillage industriel. Mais c'est aussi que les revenus en argent les plus amplifiés sont les profits, les revenus susceptibles pour la plus large part d'être épargnés, placés, consacrés à l'acquisition de capitaux fixes. En outre, sans que se soit même élevé leur revenu, bien des individus peuvent être amenés, par l'appât de hauts dividendes ou

intérêts, à majorer leurs épargnes, leurs placements industriels, aux dépens de leurs achats en biens de consommation.

En ce qui concerne la production, si elle croît au total, c'est la production de capitaux fixes seule qui croît non seulement de façon absolue, mais encore de façon relative. En ce qui concerne le revenu en argent, de même, s'il augmente au total, c'est la partie du revenu épargnée qui seule augmente de façon absolue et de façon relative.

Il faut observer qu'il n'est pas nécessaire que les hauts profits de la prospérité aient été déjà perçus pour que puisse commencer l'œuvre de la capitalisation matérielle. Les commandes d'outillage peuvent se multiplier dès le début de la prospérité, dès qu'apparaît l'espoir de profits élevés. Ou même les fabricants de capitaux fixes, stimulés par les hauts prix, en entreprennent la production sans attendre les commandes. C'est plus tard seulement, quand l'outillage sera achevé, quand on voudra en prendre livraison, que le paiement devra s'en faire à l'aide des profits touchés dans l'intervalle. Encore grâce au crédit l'heure du versement pourra-t-elle être reculée. Point n'est besoin d'imaginer deux étapes, la première où on accumulerait les profits, la seconde où, à l'aide de ces profits accumulés, on achèterait, on ferait construire les capitaux. Les deux choses peuvent avoir lieu de concert. Capitaux fixes et épargnes dues principalement aux profits accrus se constituent simultanément.

Encore moins est-il indispensable de supposer, comme le veut la théorie de l'épargne précédemment critiquée, que des épargnes se soient amassées pendant plusieurs années, pendant ce qui constitue la dépression, pour rendre possible et déterminer la prospérité. Les variations du besoin par le jeu des prix et des profits suffisent à expliquer les phénomènes. L'insatisfaction du besoin par la hausse de la valeur et du prix des objets de consommation révèle l'insuffisance de l'outillage. Par la hausse en-

core des prix, à laquelle se joint l'attrait des hauts profits, le besoin incite les producteurs à la capitalisation matérielle. Par cette même ascension des profits, enfin, le besoin crée les moyens de la capitalisation nécessaire, augmente les épargnes à l'aide desquelles on paie les capitaux fixes fabriqués.

On pourrait montrer de même comment pendant la dépression concordent les mouvements de la capitalisation matérielle et de la capitalisation en valeur. En même temps que diminue la première fléchit aussi la seconde, à cause surtout de la réduction des profits industriels.

* * *

A la corrélation étroite qui existe entre capitalisation en *nature* et capitalisation en *valeur* s'ajoute une nouvelle corrélation avec des phénomènes *juridiques* correspondants (1). Dans le régime juridique moderne, l'accroissement des capitaux fixes durant la prospérité implique un accroissement parallèle de la propriété privée de quelques individus. Le patrimoine général de la nation ne peut grossir que par l'augmentation des fortunes de certaines personnes. En fait, deviennent propriétaires d'une très grosse part de l'outillage construit pendant la prospérité, les entrepreneurs qui les acquièrent grâce à leurs profits augmentés et partiellement capitalisés. Or, une telle appropriation peut prêter à réflexions.

Lorsqu'ils traitent de la genèse du capital matériel, certains économistes veulent que le capital soit dû uniquement à du travail ancien cristallisé. Ils diront donc que pendant la prospérité c'est le surcroît de travail, le surtravail ouvrier, qui produit le surplus de capitaux fixes.

(1) C'est encore ici un nouvel exemple de l'utilité de la distinction entre phénonèmes économiques, physiques et juridiques sur laquelle il a été dit déjà que M. Chatelain avait bien raison d'appeler l'attention des économistes.

Mais le régime juridique existant en donne la propriété à leurs employeurs. C'est la classe ouvrière qui augmente son labeur. Ce sont les employeurs qui en retiennent le fruit.

D'autres économistes font avec raison dans la formation du capital matériel une place à l'épargne. Il y a épargne, au point de vue des phénomènes matériels, en ce sens que la société, au lieu d'employer toute son activité à la production immédiate de biens de consommation susceptibles de satisfaire les besoins présents, se prive des jouissances présentes qu'elle pourrait ainsi obtenir et consacre une part de son travail à la production de capitaux fixes en vue de la satisfaction des besoins futurs. Durant la prospérité, par suite, on dira que l'on se résigne à de plus fortes privations de cette nature, puisque diminue la part relative des biens de consommation dans la production totale. La société accepte de consommer beaucoup moins qu'elle ne fabrique.

Mais qui se prive réellement pendant cette période? Qui diminue ses achats de biens de consommation? Ce n'est probablement pas l'entrepreneur: la hausse des profits industriels lui permet des acquisitions accrues d'objets de consommation malgré des épargnes plus fortes. Ce n'est peut-être pas non plus la classe ouvrière: on a vu que le salaire réel, que le pouvoir d'achat du salaire en argent, grandit plutôt durant la prospérité. Mais ce pourraient bien être les classes sociales ne participant pas à la production industrielle. Elles achètent à des prix élevés les produits de l'industrie. Elles sont ainsi obligées d'amoindrir leur consommation. Ce sont elles qui se privent et ce sont les titulaires des profits industriels qui voient progresser leur fortune. Ce sont les premières qui paient la richesse augmentée des seconds. Leur privation est la rançon de l'accroissement du capital d'autrui.

La prospérité est une période de *rente* pour l'entrepreneur industriel, rente prélevée sur le consommateur et principalement, semble-t-il, sur le consommateur appar-

tenant aux classes étrangères à l'industrie. Dans la dépression, au contraire, la situation se renverse. Le consommateur tire avantage de l'abaissement des prix, des profits industriels, des pertes même de l'entrepreneur.

Et voilà sans doute un des multiples méfaits des cycles économiques. Pendant une des phases du cycle, l'œuvre nécessaire de l'accroissement de l'outillage, des forces productrices matérielles, se fait au bénéfice des uns et au moyen de prélèvements sur d'autres (1). Pendant la deuxième phase du cycle, ce sont les seconds qui voient les désastres des premiers servir à leur bien-être.

Vraisemblablement, en outre, si au lieu d'opposer des catégories de personnes les unes aux autres, on pouvait considérer la situation de chacun des individus, on verrait que fort souvent il n'y a pas compensation entre ce qui a lieu dans la prospérité et dans la dépression. Ce ne sont pas toujours ceux des entrepreneurs qui ont le plus tiré profit de la prospérité qui souffrent le plus de la dépression. Ce ne sont pas les consommateurs qui ont le plus perdu à la hausse des prix de l'une des périodes qui gagnent le plus à la baisse de l'autre période. Les fluctuations cycliques sont la source de nombre de bonnes et de mauvaises fortunes individuelles imméritées.

---

(1) Dans un régime socialiste également, si persistent les cycles économiques et si les prix demeurent soumis au jeu des offres et des demandes, la période de prospérité sera une période de prix élevés et, partant, d'un côté, de diminution de la *part* du produit total présentement consommée par la population, de diminution du bien-être *relatif* des citoyens, d'un autre côté d'accroissement du « bénéfice », de la « rente » de l'Etat : rente capitalisée également par l'Etat et cristallisée en définitive en ces capitaux fixes nouveaux qui viennent grossir le patrimoine collectif. La société se sera imposé une restriction de sa consommation présente ou plutôt un surcroît de travail en vue d'augmenter le capital national, de se préparer plus de bien-être pour l'avenir. Mais en régime socialiste la propriété de ce surcroît d'outillage appartiendra à l'Etat et non pas à quelques particuliers.

CHAPITRE IV

Causes de la généralité du rythme de la production

On a expliqué comment à cause des caractères de la technique capitaliste l'action des prix sur la production s'effectue de telle manière qu'au lieu d'oscillations continuelles et irrégulières autour de l'équilibre se déroule un ample rythme alterné. On a rendu compte ainsi de la *périodicité* des mouvements de la production. Mais on n'a pas donné les raisons de l'assez grande *généralité* de ces mouvements, de leur simultanéité dans nombre d'industries particulières. Pourquoi est-ce une grande partie de l'organisme économique qui, comme en un cercle fatal, se trouve engagée dans la série des mêmes phases successives?

S'il est vrai que la technique capitaliste rende les cycles économiques difficilement évitables, on ne voit pas au premier abord pourquoi ces cycles, dans chaque industrie, ne se développeraient pas indépendamment les uns des autres. Leur durée, leur début et leur terme pourraient varier pour les diverses industries. Un nombre excessif de filatures nouvelles serait déjà terminé et prêt à entrer en exploitation alors qu'on commencerait à peine à construire les nouvelles installations pour l'éclairage électrique. Là, ce serait déjà la crise et ici on serait encore au début de la prospérité.

Si les choses s'effectuaient ainsi, de nombreuses industries à technique capitaliste offriraient le spectacle de cycles réguliers propres à chacune d'elles. Mais pour l'ensemble de l'industrie aucun rythme bien net n'apparaîtrait. Durant de longues années on pourrait constater un état très voisin de l'équilibre, la sous-production de certaines des industries faisant compensation à la surproduction des autres et mettant obstacle aussi bien à une crise générale qu'à une prospérité générale.. Ou encore, suivant les circonstances, suivant les croisements des cycles particuliers, suivant l'intensité des fluctuations spéciales, ce pourraient être des oscillations très irrégulières tantôt très longues et tantôt très brèves. Si on suppose que chaque affluent d'un fleuve passe par d'assez amples périodes alternées de crue et de décrue, mais que ces périodes ne soient pas concomitantes, la hauteur des eaux du fleuve pourrait subir les variations les plus capricieuses. Elle pourrait demeurer toujours à peu près au même niveau ou, suivant les hasards des rencontres entre les crues et les décrues particulières et suivant leur importance, subir des variations successives très fortes ou très faibles, durables ou précipitées.

Pourquoi n'est-ce pas là ce qui a lieu? Pourquoi les cycles de nombreuses industries coïncident-ils de façon à constituer un cycle présentant une assez grande généralité? A propos de la surproduction générale, on a montré plus haut la possibilité et la réalité de cette surproduction. Mais pourquoi effectivement est-ce une surproduction de cette nature qui s'observe périodiquement?

Sans doute la généralité des mouvements périodiques ne doit pas être exagérée. On a vu bien des discordances avec les fluctuations générales non seulement dans les industries à technique peu capitaliste, mais même dans les autres. En outre, on se rappelle combien la durée et l'intensité des oscillations des prix varient d'un cycle à un autre. On n'a pas oublié cette brièveté de certaines

des phases de prospérité ou de dépression, cette imprécision parfois de leurs limites, de leur début et de leur terme, ou encore ces successions à de brefs intervalles de deux chutes des prix dont la seconde seule paraît vraiment constituer la crise. Ces différences entre cycles généraux peuvent tenir à des causes accidentelles fort diverses. Mais il se peut que pour une part elles résultent de divergences dans les oscillations cycliques de la production spéciales aux diverses industries. Peut-être est-ce quand ces fluctuations particulières de la production coïncident assez exactement entre elles que le cycle général offre une grande régularité. Peut-être souvent est-ce au contraire la situation inverse, le défaut de simultanéité entre les mouvements rythmiques particuliers qui est un des facteurs des irrégularités remarquées pour beaucoup de cycles. Les oscillations propres à certaines des industries feraient plus que compenser l'influence des autres et accéléreraient, retarderaient ou compliqueraient le développement normal du cycle général.

Mais, le plus fréquemment cependant, persiste un rythme ayant un caractère d'assez ample généralité, et ce rythme implique la concordance d'allures dans les mouvements cycliques de la production de nombreuses industries.

Si c'est là ce qui s'aperçoit en fait, il ne paraît pas aisé de demander l'explication sûre du phénomène ni à une observation attentive, ni à une démonstration rigoureuse. On ne peut guère qu'émettre des hypothèses.

Que les fluctuations aient lieu de concert pour les industries qui s'échelonnent en vue d'une même production, et dont les unes sont les principales clientes des autres, voilà qui se conçoit sans peine. La hausse des prix des tissus de laine, entraînant par répercussion la hausse des prix des filés, de la laine peignée, des machines utilisées dans l'industrie lainière, cardes, peigneuses, métiers de toutes sortes, détermine dans le tissage, la filature, le peignage,

l'industrie de la construction de machines, des accroissements conjoints de la production, lesquels conduiront plus tard à une chute collective des prix. Une solidarité économique très étroite lie plusieurs industries en un même groupe. Et les mouvements des diverses industries du groupe se commandent mutuellement de manière qu'ils tendent à ne former que de larges cycles communs.

Mais on ne peut tenir cette observation pour une explication suffisante du problème. La concordance des fluctuations de la production va plus loin. Elle a lieu également entre cycles relatifs à beaucoup de groupes distincts. On comprend la survenance de crues et de décrues concomitantes pour les affluents d'un fleuve venant d'une même région. Mais pourquoi si souvent le même phénomène pour des affluents venant de régions différentes dont l'état hydrologique peut être dissemblable?

C'est sans doute à la solidarité économique qu'il faut encore recourir pour rendre compte d'une aussi grande généralité des mouvements, mais à une solidarité dont il faudrait beaucoup amplifier le domaine d'application.

On doit penser que vraisemblablement entre les divers groupes d'industries particuliers dont il vient d'être question n'existe pas l'indépendance de conditions qu'on aurait pu imaginer au premier abord.

Par la loi de substitution déjà, l'état prospère ou fâcheux d'une industrie tend à se propager à des industries susceptibles de satisfaire les mêmes besoins. La bonne ou la mauvaise fortune de l'industrie lainière tend à gagner les autres industries textiles.

De plus, par les achats des matières premières nécessaires, une hausse ou une baisse des prix tend à se répandre dans les industries les plus lointaines. La hausse des prix des tissus de laine, a-t-il été dit, pousse vers une hausse semblable les prix des filés, les prix des machines. Mais il faut ajouter que c'est là un facteur de hausse aussi pour les multiples industries du bâtiment

participant à la construction des usines, pour les industries des transports, pour les charbonnages. Ce n'est pas tout. Chacune de ces dernières industries à son tour, étant cliente de beaucoup d'autres, tend à susciter le même mouvement de hausse parmi la foule d'industries auprès desquelles elle se fournit. La hausse développe ses ramifications dans les directions les plus différentes et les plus éloignées. Les divers grands groupes d'industries s'enchevêtrent les uns dans les autres.

En outre, ainsi qu'il a été longuement montré, par la répercussion des prix sur les revenus et par celle des revenus sur l'intensité de la demande, toute hausse ou toute baisse des prix spéciale à une marchandise est un facteur de hausse ou de baisse pour toutes les autres marchandises. A côté de l'action d'une industrie sur les industries dont elle est la cliente et par contre-coup sur les industries dont ces dernières sont les clientes, nous est apparue, par l'intermédiaire des revenus, une action moins énergique peut-être mais plus étendue sur l'ensemble des autres industries.

La solidarité économique jette un réseau très complexe de liens multiples entre toutes les sections de l'organisme économique. Des industries répondant à des besoins fort différents sont attachées les unes aux autres par des rapports d'interdépendance très indirects, très malaisés à préciser et cependant réels.

Ne doit-on pas conclure de là que la communauté d'allures entre les groupes industriels présente quelque chose de nécessaire ou tout au moins de normal? Au lieu de cycles particuliers se déroulant séparément, ce doivent être des cycles se mouvant de concert.

Il est difficile que l'état de santé de chacune des parties d'un corps vivant reste parfaitement indépendant de celui des autres. Une étroite solidarité biologique fait que d'ordinaire une maladie grave d'un des organes implique un malaise général débilitant les autres, ou qu'à l'inverse le

bon état général aide à triompher rapidement du mal qui atteint l'un d'eux.

En matière économique aussi il s'agit de phénomènes qui participent de cette faculté des phénomènes vivants de réagir constamment les uns sur les autres, de se modifier perpétuellement par des répercussions mutuelles. Certaines des industries peuvent malaisément être prospères si les autres souffrent d'une crise. Et inversement. Des actions multiples et compensatrices s'exercent entre industries. Une lutte de tendances a lieu. Mais la tendance qui l'emporte devient la tendance largement générale. Des courants particuliers se croisent en des sens divers. Mais certains des courants finissent par être les plus forts et entraînent dans une même direction la plupart des industries. Voici deux branches de la production où à un moment donné la situation est telle que si elles demeuraient isolées, étrangères l'une à l'autre, les prix seraient respectivement de 110 et de 98, les prix d'équilibre étant de 100. En fait, à cause de leur dépendance mutuelle, les prix s'établiront à un niveau différent. Ils seront par exemple de 109 et de 103. La prospérité assez accentuée d'une des industries aura une influence plus puissante que la dépression à peine marquée de l'autre. La première attirera la seconde à sa remorque. Au lieu que de deux industries, l'une soit prospère et l'autre languissante, toutes deux jouiront de la prospérité, quoique à un degré inégal. Dans tous les cycles on trouve ainsi des industries qui n'ont pas toujours été les mêmes, tantôt industries textiles, tantôt industries métallurgiques, électriques, industries des transports, qui paraissent mener le mouvement et entraîner à leur suite les autres industries.

De là résulte que se conditionnant réciproquement, se stimulant ou se déprimant les unes les autres, la plupart des industries passent à peu près ensemble par les mêmes phases. Les mouvements particuliers ne sont sans doute pas entièrement exclus. Mais à l'ordinaire la prospérité

ne peut se dessiner pour un groupe important d'industries que si n'y fait pas obstacle un état de dépression trop accusé dans les autres industries. L'essor des premières implique déjà l'essor des secondes ou tout au moins un état assez proche de la prospérité. Lorsque après avoir baissé les prix se mettent à hausser ou inversement c'est que pour beaucoup d'industries à peu près simultanément se clôt une des phases du cycle et s'ouvre la suivante. Pour poursuivre encore notre comparaison, on peut supposer que malgré que les affluents d'un fleuve viennent de régions différentes, leurs crues et leurs décrues se fassent presque conjointement grâce aux communications souterraines des eaux de leurs bassins respectifs.

La solidarité économique serait ainsi responsable de la généralité des mouvements cycliques de la production et des prix. Mais ce qu'on entend expliquer par cette solidarité, ce n'est pas simplement la tendance à la généralisation des mouvements particuliers. Malgré cette tendance l'assez forte généralité des mouvements pourrait ne pas avoir lieu. Au moment où la prospérité de certaines des industries tendrait à se généraliser, la dépression d'autres industries pourrait faire de même. Dans l'ensemble il pourrait y avoir compensation. Ce dont on a voulu rendre compte c'est justement de l'absence ou plutôt de l'insuffisance de ces mouvements compensateurs. Ce qu'on a voulu montrer, c'est qu'à cause des perpétuelles actions et réactions mutuelles entre industries leurs cycles ont tendance à se dérouler de concert. La solidarité des prix entraîne le parallélisme dans les variations de l'activité industrielle. Surproduction et sous-production, surcapitalisation et sous-capitalisation s'effectuent pour nombre d'industries de façon à peu près concomitante. Le gros de l'organisme économique traverse presque simultanément les mêmes phases alternées.

CHAPITRE V

Causes du caractère international du rythme de la production

Le caractère international des cycles et des crises pose un problème semblable à celui que soulève leur généralité. La technique capitaliste de la production explique l'existence des cycles dans les pays où elle est largement répandue. Mais pourquoi les cycles ne se déroulent-ils pas dans les diverses contrées de façon indépendante, avec des durées et à des dates différentes suivant les circonstances spéciales à chaque région? Pourquoi la crise en Angleterre ne coïncide-t-elle pas avec la pleine prospérité en France? Pourquoi le début de l'essor en Allemagne ne survient-il pas quand persiste encore la dépression aux Etats-Unis?

Si les phases des cycles se succèdent à peu près simultanément dans les pays industriels, c'est sans doute encore à cause de la solidarité économique qui les unit. Et ici encore il faut insister sur ce point que la solidarité économique ne se borne pas aux répercussions de la situation d'une région sur celle des autres. Si des raisons d'une prospérité durable s'affirmaient dans un pays au moment où la crise sévit dans un autre, les répercussions mutuelles auraient simplement pour résultat d'atténuer chez l'un et chez l'autre ce que leur état respectif présente

d'excessif, de déterminer chez l'un et chez l'autre un état voisin de l'équilibre, ou qui tout au moins ne constituerait ni une prospérité ni une dépression marquée. La solidarité économique a une portée plus large. Comme elle subsiste constamment, comme elle est assez étroite, elle réussit à entraîner dans les divers pays une quasi-simultanéité des fluctuations cycliques, à créer à peu près en même temps chez eux les conditions de la prospérité ou de la crise (1).

La concomitance des variations périodiques ne doit sans doute pas être exagérée. Des facteurs spéciaux à chaque pays agissent incontestablement. Pour les prix en particulier, les droits de douane, le coût des transports assurent au marché national en ce qui concerne certaines marchandises une indépendance plus ou moins grande à l'égard des marchés étrangers. De là une intensité des crises moindre en telles contrées que dans d'autres, moindre en France qu'en Allemagne en 1900, qu'aux Etats-Unis en 1907. De là ces crises propres aux Etats-Unis en 1893, 1903.

Mais à côté des causes de différenciation, existent pour les mouvements des prix des causes de leur parallélisme. Droits de douane et coût des transports n'empêchent pas les échanges internationaux d'atteindre des proportions considérables, d'être ainsi des agents d'une tendance au nivellement des cours. De plus, pour beaucoup d'industries, les divers pays sont obligés de demander aux mêmes marchés étrangers certaines de leurs matières premières. Ou enfin c'est dans les mêmes marchés étrangers que les industries exportatrices des diverses nations entrent en concurrence les unes avec les autres.

---

(1) Cf. *Rapport de la Commission des Valeurs de douane pour 1907*, p. 342 : « La crise américaine avait été la plus violente manifestation d'une crise générale existant à l'état latent dans presque tous les pays du monde devenus de plus en plus solidaires les uns des autres. »

De là, l'allure à peu près semblable des prix dans nombre de pays que révèlent les index numbers généraux. Par voie de conséquence, la solidarité des prix entraîne une assez grande concordance dans les oscillations de la production. Par l'action mutuelle du rythme des prix sur celui de la production et du rythme de la production sur celui des prix, les cycles économiques se développent dans les pays à technique capitaliste à peu près aux mêmes dates. Et les nations non encore parvenues à une large adoption de cette technique subissent aussi aux mêmes époques le contre-coup des cycles économiques.

CONCLUSION

CAUSES DE LA SURVENANCE MODERNE DES CRISES PÉRIODIQUES

I. — Résumé de l'explication. Idées maîtresses.

Pour résumer à grands traits les résultats de nos recherches, on peut dire qu'on a abouti à rendre compte du rythme des prix principalement par celui de la production et du rythme de la production par celui des prix.

Dans chacune de ces deux explications on a fait intervenir les deux mêmes idées maîtresses. D'une part, comme il était naturel en une matière où les variations des prix tiennent une place si importante, on a vu dans les phénomènes observés une application des lois ordinaires de la valeur et des prix. D'autre part, une grande lumière a été projetée sur les faits par la considération de certaines caractéristiques de la technique capitaliste de la production: le long temps requis pour la construction des capitaux fixes et le nécessaire maintien en activité d'un outillage aussi coûteux.

*
* *

S'est-il en effet agi de l'explication du rythme des prix? On a eu recours aux lois qui déterminent ce qu'on appelle les prix *courants* des marchandises, leurs prix sur le marché. A tout moment ces prix dépendent de l'offre et de la demande ou plus exactement des courbes d'offre

et de demande. Comme la demande, par elle-même, n'a pas paru avoir de raisons de passer par des mouvements alternés d'accroissement et de diminution, comme la production au contraire présentait le spectacle de fluctuations de cette nature, ce sont les variations rythmiques de l'offre qu'on a rendues responsables des oscillations cycliques des prix.

La crise en particulier a bien semblé résulter d'une surproduction, d'une pléthore de marchandises. On a insisté sur la possibilité de cette *surproduction générale*. On en a précisé le sens. Pour ce qui concerne le second terme de cette expression on a fait remarquer que la généralité de la surproduction n'implique pas en fait son universalité. Pour ce qui concerne le premier terme, on a montré que la production ne peut pas être excessive par rapport à la totalité de nos besoins. Mais elle peut être trop considérable pour la satisfaction des besoins de même intensité que ceux qui étaient contentés auparavant, trop considérable par suite pour que ne fléchissent pas l'utilité finale et le prix des marchandises. Encore cette chute des prix ne constitue-t-elle une surproduction que parce que le coût ne peut pas lui aussi baisser rétroactivement dans les mêmes proportions. Une surproduction permanente demeure rationnellement impossible.

Mais les mouvements cycliques de la production ne rendent compte de ceux des prix que dans les conditions créées par la technique capitaliste. On a pu comprendre ainsi que pendant la prospérité, à cause du temps nécessaire à la construction de l'outillage, la production globale puisse croître sans que fléchissent les prix. Ce qui augmente, c'est surtout la fabrication en cours de l'outillage industriel. Jusqu'à ce qu'il soit terminé et entré en service, le besoin de capitaux fixes et par suite aussi le besoin de biens de consommation ou de services directs restent insatisfaits. La sous-production de ces derniers biens ou services persiste en dépit du grand effort producteur qui

ne prépare que leur abondance future. L'ascension de leurs prix soutient tout l'échafaudage des hauts prix. Dans la dépression de même, ce qui se ralentit fortement, c'est la construction de capitaux fixes. Mais le puissant outillage légué par la période antérieure et qu'il faut bien laisser en activité à cause de son coût élevé, les quantités importantes de capitaux fixes mis en chantier dans la prospérité et achevés seulement dans les premières années de la dépression font durer la surproduction de biens susceptibles de satisfaire prochainement les besoins, maintiennent l'avilissement général des prix.

Le contre-coup de ces phénomènes se fait ressentir dans la multitude des autres manifestations de la vie économique et sociale. Après la loi qui commande aux prix des marchandises entre en jeu la loi qui commande aux prix des services des agents de la production. Le rythme des prix entraîne à sa suite un rythme du salaire, de l'intérêt, des profits. A son tour, le rythme des revenus ou du bien-être agit sur les mouvements de la population, des mariages, de la natalité, du paupérisme, de la criminalité, du rendement des impôts, et sur une foule d'autres faits.

Le coût aussi se trouve influencé. Non pas seulement le coût en argent, comme on aurait pu le présumer d'après les fluctuations du salaire et de l'intérêt. Mais, en outre, le coût en nature, la productivité. Des variations cycliques s'observent dans la manière dont agissent les divers facteurs de la productivité, dont s'effectuent la concentration industrielle, la sélection des entreprises, la propagation des perfectionnements techniques, dont opère la concurrence. Si des choses on passe aux hommes, le rythme apparaît dans le coût en existences humaines, dans le nombre des accidents du travail.

Les fluctuations du rythme des revenus et du coût présentent en soi une grande importance. Celles qui concernent le revenu ouvrier et le chômage posent des problèmes

sociaux fort graves. Mais ces fluctuations apportent en même temps des éléments complémentaires à l'explication du rythme des prix.

Du rythme des revenus résulte en effet un rythme de la demande qui généralise, intensifie et peut-être prolonge les mouvements de hausse et de baisse des prix. La spéculation, le crédit interviennent dans le même sens, amplifient considérablement les oscillations naturelles, sont la cause de ce que la crise a souvent de très violent. L'état du coût aussi, condition essentielle de la surproduction ou de la sous-production, comme il vient d'être dit, est une raison d'aggravation de la crise.

Mais ces faits ne constituent que des facteurs secondaires des variations des prix. On doit les tenir pour tels parce qu'ils sont dus eux-mêmes à ces variations. La réaction de l'effet sur la cause en augmente la puissance. Mais l'explication du rythme des prix demeure la façon dont la production commande aux prix dans une technique caractérisée par la longue durée de la création de l'outillage

*
* *

S'est-il agi ensuite de l'explication du rythme de la production?

On a encore fait appel aux lois de la valeur et des prix. Mais il a été question cette fois des lois qui président à l'établissement non plus du prix *courant,* mais de ce qu'on dénomme le prix *normal,* le prix *d'équilibre.* Malgré la diversité des conceptions scientifiques au sujet de la valeur, on s'accorde à admettre la tendance des prix courants à graviter autour du prix normal, du prix d'équilibre, grâce à l'action de ces prix courants sur la production. Toute hausse du prix courant au-dessus du prix d'équilibre stimule un accroissement de la production qui finit par déprimer le prix. Tout avilissement du prix courant favorise un ralentissement de la production qui finit par faire remonter les cours.

Mais ici encore les lois de la valeur n'ont pu avoir comme conséquences le rythme assez ample de la production, l'alternance régulière de plusieurs années de surproduction et de sous-production, de surcapitalisation et de sous-capitalisation qu'à cause de la technique capitaliste. Sans doute le facteur direct de ces excès successifs en des sens contraires consiste dans les fausses prévisions des hommes. Mais ce qui rend ces fausses prévisions quasi inévitables, c'est la technique capitaliste.

Pendant la prospérité l'élévation des prix pousse au développement de la production. Mais ce développement ne peut avoir lieu qu'après une construction préalable de l'outillage nécessaire. Comme cette construction dure longtemps, l'insuffisante satisfaction des besoins, la persistance des hauts prix incitent, pendant tout ce temps, à de nouvelles commandes, à de nouvelles fabrications de capitaux fixes, à leur fabrication en quantités bientôt excessives, à une *surcapitalisation*. Cette surcapitalisation en cours finit par devenir apparente à mesure que s'achèvent d'importantes fractions de l'outillage en voie d'exécution. La surproduction se révèle. Les prix s'effondrent. La crise éclate.

Pendant la dépression qui s'ouvre alors, la baisse des prix entraîne le ralentissement de la production. Mais à cause de la technique capitaliste, ce qui diminue immédiatement, c'est seulement la mise en chantier de nouveaux capitaux fixes. L'excès de l'outillage fini et encore grossi par d'incessantes livraisons, la surabondance de biens de consommation due à un outillage coûteux qu'on ne veut pas arrêter prolongent l'avilissement des prix. Tant que subsiste cet avilissement, tout courage manque pour entreprendre l'extension de l'outillage existant. Une *sous-capitalisation* a lieu qui prépare le retour de la sous-production et de la prospérité.

La solidarité économique, comprise dans un sens très large, fait concevoir que ces mouvements s'effectuent de

concert dans nombre d'industries, que les fluctuations cycliques présentent une assez grande généralité.

* * *

Le jeu des lois de la valeur dans les conditions établies par la technique capitaliste a donc permis successivement d'expliquer les rythmes des prix et de la production (1).

Il ne faudrait d'ailleurs pas croire qu'on tourne en cercle quand on rend compte du rythme des prix par celui de la production et du rythme de la production par celui des prix. La production qui intervient comme cause dans l'une des explications n'est pas celle qui apparaît comme effet dans la seconde. C'est la fabrication de biens finis propres à satisfaire prochainement les besoins qui agit sur les prix. C'est sur la production à entreprendre de ces biens et de l'outillage nécessaire à leur fabrication que les prix agissent. C'est le procès de production parvenu à son terme qui commande aux prix. Ce sont les débuts de nombreux procès de production nouveaux que les prix alternativement favorisent et découragent. A cause de la technique capitaliste un assez long temps sépare ces deux stades de la production. Plusieurs années s'écoulent entre le moment où les prix engagent la production dans une direction nouvelle et le moment où le résultat de ce changement d'orientation finissant par se manifester dans les quantités des biens propres à satisfaire les besoins de la consommation, ces quantités à leur tour modifient l'allure des prix. Durant cet intervalle s'étendent les périodes de prospérité et de dépression.

(1) La théorie des crises est ainsi une portion importante de la théorie *dynamique* des prix. C'est la théorie des variations cycliques générales des prix dans les sociétés à technique capitaliste. Elle expose la manière dont, sous l'influence de cette technique, s'établit la moyenne générale des prix courants et s'effectue la tendance au retour vers le prix normal, vers le prix d'équilibre.

II. — La cause de la survenance moderne des crises périodiques. La technique capitaliste.

Des deux faits qui dominent toute l'explication des cycles et des crises, l'un, le jeu des lois de la valeur, constitue un phénomène très ancien. C'est le second seul, c'est la technique capitaliste qui est un fait nouveau. C'est donc à cette technique qu'il faut attribuer la survenance depuis une centaine d'années des crises périodiques, des cycles économiques, autrefois ignorés.

C'est l'apparition de la technique capitaliste, son acclimatation progressive dans les pays industriels modernes qui ont transformé l'influence de la production sur les prix et celle des prix sur la production en un rythme allongé dont les phases successives s'enchaînent et se déterminent mutuellement. C'est elle qui abuse les chefs de la production, les entrepreneurs et les conduit à de fausses prévisions alternées. Dans la production capitaliste, c'est en vue d'un futur assez éloigné qu'on fabrique, qu'on entreprend de nouveaux procès de production, qu'on se décide à la construction d'un nouvel outillage. Mais c'est d'après l'état présent des prix et des besoins qu'on suppute ce futur. Or, le degré de satisfaction futur des besoins, les prix futurs dépendent surtout de l'importance de la production en cours de capitaux fixes. Comme cette production en cours, qu'elle soit très accrue ou au contraire très ralentie, n'exerce pas d'influence sur les prix présents, on se laisse conduire par un indice trompeur. La technique capitaliste en prolongeant la hausse des prix pendant la prospérité et leur baisse pendant la dépression pousse à des fabrications d'outillage tour à tour excessives et insuffisantes. Elle entraîne l'organisme économique dans l'engrenage des phases de surcapitalisation acheminant vers la crise et des phases de sous-capitalisation ramenant la prospérité.

Dans la production peu capitaliste d'autrefois, où il n'était pas fait usage d'un outillage très long à construire et dispendieux, les mêmes raisons d'erreur n'apparaissaient pas. On produisait pour le présent. On pouvait donc se laisser guider sans crainte par l'état présent des prix. Sans avoir à procéder à une période préliminaire de création de capitaux fixes, on s'attaquait directement à la fabrication d'objets de consommation, lorsque leur pénurie se révélait. On diminuait immédiatement cette fabrication lorsque leur abondance se manifestait. L'équilibre entre production et besoin n'était sans doute jamais exactement atteint. Mais en omettant ce qui résultait des variations irrégulières des récoltes, pour la production proprement industrielle, il ne pouvait guère y avoir que d'incessantes et menues fluctuations autour de l'état d'équilibre.

On se souvient de la comparaison avec le chauffage des appartements à laquelle on a eu recours précédemment. A cause du long moment qui doit passer jusqu'à ce que d'une part s'enflamme suffisamment le combustible jeté dans le foyer, jusqu'à ce que d'autre part se consume le combustible versé en excès, on court risque d'avoir alternativement des pièces imparfaitement ou exagérément chauffées. Mais dans le même ordre de faits familiers, il est facile de citer des genres de besoins dont la satisfaction s'effectue plus heureusement, parce qu'elle peut être instantanée, parce qu'on n'a pas à *attendre*. Avec un bon système de lampes électriques, par exemple, on peut à tout moment obtenir exactement le degré d'éclairage voulu.

Cette différence entre chauffage et éclairage, dont tous les jours nous nous rendons compte, illustre bien la différence dans l'adaptation aux besoins entre la fabrication très capitaliste d'aujourd'hui et la fabrication peu capitaliste antérieure au XIX[e] siècle. Tant qu'on produisait directement et immédiatement les objets de consommation requis, cycles et crises périodiques restaient inconnus. S'il y avait souvent pénurie de marchandises, c'étaient des

pénuries irrégulières ou des pénuries « de longue durée » étrangères à notre sujet. Ce qui a amené les crises périodiques, ce qui oblige à produire pour le futur, à prévoir le besoin futur et incite à des erreurs rythmiques dans ces prévisions, c'est la technique capitaliste, la fabrication moderne au moyen d'un outillage puissant, le long temps nécessaire à la construction de cet outillage ainsi que son long maintien en activité.

III. — Le socialisme et les crises périodiques. Le régime socialiste supprimerait-il les crises périodiques?

L'un des deux facteurs qu'on a fait intervenir dans l'explication des crises périodiques, le jeu des lois de la valeur, constitue ce que, suivant une terminologie qui tend à se répandre et qui a été souvent employée dans cet ouvrage, on peut appeler un phénomène d'ordre *économique*. Il tient aux besoins de l'homme, aux traits permanents de sa nature psychique. Le second, la technique capitaliste, constitue un phénomène d'ordre *physique, matériel*.

De là résulte qu'il n'est pas certain que l'avènement du régime socialiste puisse mettre fin aux crises périodiques.

Le socialisme en effet ne peut prétendre apporter de changements à ce qui, dans l'état présent des choses, apparaît comme une conséquence de la nature humaine, aux phénomènes purement *économiques*. Après comme avant le socialisme, les hommes attacheront toujours moins d'importance à chaque unité de marchandises lorsque leur abondance permettra la satisfaction de besoins de moins en moins intense. Si donc trop de marchandises ont été fabriquées, on s'apercevra d'une façon ou d'une autre, suivant l'instrument d'échange employé et en tout

cas si, comme il est probable, il est fait usage de monnaie, on s'apercevra de la réduction de la valeur des choses. On estimera le rendement inférieur à l'effort. On regrettera le vain labeur, la perte de valeurs sociales. En régime socialiste aussi se manifestera la surproduction.

De même subsistera la technique capitaliste, qui conduit à cette surproduction. Le socialisme n'entend pas supprimer les conditions *physiques* de la production contemporaine. Il accepte l'emploi du capital *matériel*, le recours à une fabrication préalable de capitaux fixes en vue d'accroître la productivité de l'effort humain, les quantités d'objets de consommation. Les caractères de cette technique capitaliste auxquels on a dû imputer la survenance moderne des crises périodiques pourront donc amener les mêmes effets que dans le présent. Le long temps nécessaire à la construction de l'outillage, en prolongeant la durée des prix élevés, pourra pousser à la surcapitalisation, source de la crise. Le long maintien en activité d'un outillage coûteux, en prolongeant la durée des prix avilis, pourra déterminer une sous-capitalisation, laquelle fera revenir la prospérité.

Ce que le socialisme veut supprimer, c'est le régime *juridique* actuel, c'est la propriété privée du capital, c'est la direction individualiste de la production. Mais les facteurs des crises périodiques sont avant tout d'ordre *économique* et *matériel*. Des transformations d'ordre juridique ne touchent pas aux raisons fondamentales du phénomène. On ne peut donc affirmer qu'elles arriveraient à le faire disparaître.

Certains faits d'ordre *juridique* influent cependant aussi aujourd'hui sur la préparation des crises. On a admis que la technique capitaliste n'allait pas jusqu'à faire de la crise une nécessité inéluctable. Elle la rend seulement très malaisée à éviter. Mais ceux qui, aujourd'hui, commettent les fatales erreurs, ce sont ceux que notre régime *juridique* met à la tête de la production.

Ce sont les entrepreneurs qui se laissent tromper par la persistance des hauts profits durant la prospérité sans tenir compte de la masse des capitaux fixes en voie d'achèvement et se laissent entraîner à la surcapitalisation d'où sortira la crise. En régime socialiste où disparaissent entrepreneurs et profits, où la production s'effectue en vue du besoin sous la direction de fonctionnaires spéciaux, ceux-ci n'étant plus troublés par l'appât du profit ne réussiront-ils pas à mieux maintenir la capitalisation matérielle, la production d'outillage dans de justes limites?

Il n'est pas sûr. Ce qui égare aujourd'hui les directeurs de la production, ce ne sont pas seulement des faits tenant au régime juridique, à la propriété privée, ce n'est pas seulement le niveau du *profit.* L'état des *prix,* lui-même, l'intensité actuelle des *besoins,* phénomènes indépendants de notre régime juridique, phénomènes d'ordre *économique,* sont aussi, à cause de la technique capitaliste, des guides infidèles pour les chefs d'entreprise. Ils pourront donc l'être également dans l'Etat socialiste. Le degré d'insatisfaction actuelle du besoin, l'état des prix dissimulent l'excès des capitaux fixes en cours de fabrication, font croire à tort à une insuffisance d'outillage et ne fournissent aucune indication sur ce que sera le besoin lorsque cet outillage entrera en activité. S'il y a insuffisance de marchandises produites, les prix s'élèvent. En régime socialiste le public réclamera impérieusement un accroissement de la fabrication. Tant que durera la hausse des prix, les réclamations continueront. Elles pourront ainsi, en dépit de la pléthore de capitaux fixes en cours de construction mais non encore terminés, inciter à la surcapitalisation et, par suite, à la surproduction.

Toute production d'outillage de quelque importance a lieu en vue d'un besoin futur assez reculé. A l'heure où on l'entreprend, on ignore ce que sera le besoin le jour où l'outillage sera achevé. Quoi que l'on fasse, il faut prévoir longtemps à l'avance le besoin. Par suite, à défaut

de régulateur sûr, on ne peut prétendre le faire avec certitude. Abusé par ces régulateurs mensongers que sont l'intensité actuelle du besoin, les prix présents, on risque de préparer la sursaturation ou l'insatisfaction future du besoin, la surproduction ou la pénurie.

Les conditions qui induisent en erreur agiront donc encore en régime socialiste. Les transformations juridiques n'amèneront de changements que dans la qualité des personnes susceptibles de commettre l'erreur. Peut-être les fonctionnaires chargés de diriger la production socialiste seront-ils plus heureux que les entrepreneurs modernes. Mais peut-être se laisseront-ils tromper comme eux par l'état présent des prix et des besoins. On a eu l'occasion de faire remarquer précédemment que là où comme en Allemagne l'exploitation des chemins de fer appartient à l'Etat on constate le même rythme dans la construction de l'outillage que là où cette exploitation incombe à des Compagnies privées. En Allemagne comme ailleurs, on a noté pour les chemins de fer, le ralentissement dans les commandes d'outillage pendant la dépression et l'insatisfaction des besoins du public pendant la prospérité, la multiplication alors des commandes dont l'exécution se fait naturellement attendre de longues années. Sans doute une connaissance plus approfondie des phénomènes cycliques pourra décider les administrations d'Etat à une politique plus habile. Mais elle pourrait conduire aussi à une semblable politique les Compagnies privées, les trusts, les cartels, ou même les simples particuliers. Pour les uns comme pour les autres il faut reconnaître combien il est difficile en période de prix élevés de se refuser à des commandes excessives, de résister à la pression du public qui se plaint de la pénurie de marchandises. En période de dépression, de même, alors que les marchés sont encombrés, il apparaît bien dangereux d'entreprendre de nouvelles fabrications d'outillage pouvant amener une aggravation de l'état de choses dont on souffre.

Il est possible qu'en régime socialiste on parvienne à mieux éviter les crises de surproduction générale ou à les rendre moins nocives. Mais il se peut aussi qu'elles y deviennent plus pernicieuses, sans parler de nouvelles causes de frottements économiques qui pourraient surgir. En l'état présent des choses, on ne saurait dire davantage.

Comme pour d'autres notions, comme pour l'intérêt par exemple ou la rente foncière que l'on a pu tenir pour des catégories *juridiques,* pour des conséquences de la propriété privée, jusqu'à ce que des analyses plus pénétrantes en aient montré le caractère *économique,* naturel, indépendant de toute forme de propriété, les conditions essentielles des crises périodiques de surproduction doivent aussi être considérées comme étant non pas d'ordre juridique, mais d'ordre *économique* et *physique*, indépendantes du droit en vigueur. Le mal ne vient pas de la production individualiste en vue du profit. Il vient de la technique capitaliste et du mauvais régulateur de la production que sont l'intensité actuelle des besoins et l'état présent des prix. On ne peut donc déclarer qu'à coup sûr le socialisme nous délivrerait des crises périodiques de surproduction.

* * *

Dans les crises le socialisme voit une conséquence fatale de notre régime juridique, la preuve saisissante de sa malfaisance. La surproduction a un caractère général. Plus encore. Elle a un caractère quasi permanent, puisque ses conditions existent de façon constante. Elle révèle ainsi l'impossible durée du système juridico-économique contemporain, la contradiction organique où il se débat convulsivement, l'impasse où il s'enferme et où il doit finir par sombrer.

Pour des économistes tels que J.-B. Say et ceux qui l'ont suivi, la surproduction n'a rien de général. Elle consiste en une simple rupture d'équilibre entre les diverses

branches de la production, en une imparfaite répartition des forces productrices entre les différentes industries. C'est un mal accidentel. C'est aussi un mal passager. Le remède agit spontanément. Le cours naturel des choses pousse au retour de l'équilibre.

L'observation des faits et l'explication à laquelle cette observation nous a conduit dans cet ouvrage oblige à n'être ni si pessimiste que les uns, ni si optimiste que les autres.

Contre les premiers il faut maintenir que les crises ne résultent pas du régime juridique moderne. La surproduction ne saurait présenter un caractère permanent. Elle n'est pas absolument inévitable. Elle est due aux erreurs des directeurs de la production.

Mais à la différence des seconds on doit penser que la technique industrielle moderne rend très difficile d'échapper à l'erreur. A cause de cette technique, l'intensité actuelle des besoins telle qu'elle se manifeste par le niveau des prix illusionne sur l'intensité du besoin futur. La proportion à garder entre la production à entreprendre et le besoin futur dont il faut deviner l'importance devient un problème fort malaisé à résoudre. La surproduction en outre est bien une surproduction générale au sens qui a été donné à cette expression. Enfin elle est périodique. Si le remède à la surproduction agit en effet de lui-même, il a été constaté comment la tendance au rétablissement de l'équilibre fait tomber dans un état de déséquilibre inverse du précédent, lequel ramène à nouveau la crise. La périodicité des crises est due à la manière dont s'effectue dans la production capitaliste la tendance au retour à l'équilibre. Par une sorte de cruelle ironie, l'effort pour ramener l'ordre est la cause du maintien du désordre. Le désir d'ajuster la production aux désirs de la consommation, de pallier aux excès ou à l'insuffisance de cette production entraîne son inadaptation constante aux besoins. Mais le désordre prend, si on peut dire, une allure régu-

lière. C'est d'une façon rythmique que les cycles déroulent leurs phases alternées de prospérité et de dépression, d'activité industrielle fiévreuse et de déplorable chômage, à l'intersection desquelles se place la crise.

Réussira-t-on jamais à éviter les erreurs qui conduisent aux crises périodiques? Ce serait déjà un résultat précieux que de trouver les moyens d'atténuer d'une façon notable les effets désastreux de ces crises. Il est permis de croire que pour y arriver on doit se rendre exactement compte des caractères essentiels du phénomène auquel il s'agit de porter remède: ce qui est la justification d'études de la nature de celle qu'on vient de lire.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE V

Le rythme de la production générale et premier essai d'explication

LIVRE VI

Le rythme de la production de l'outillage industriel et des matières premières

LIVRE VII

Les oscillations cycliques dans la production de biens de consommation

LIVRE X

Possibilité théorique de la surproduction générale et de la sous-demande

LIVRE XI

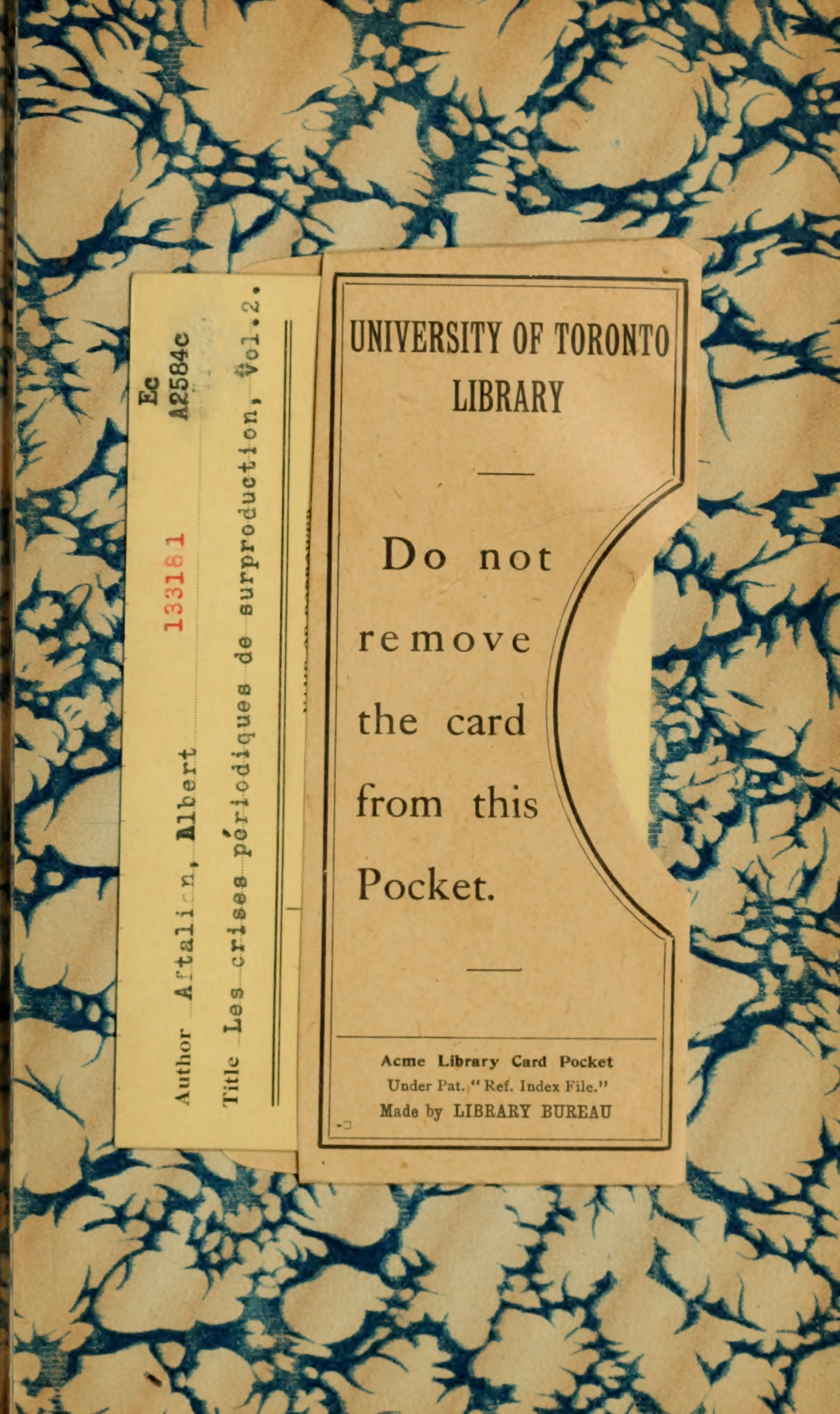
Les causes des mouvements cycliques de la production

CONCLUSION

Causes de la survenance moderne des crises périodiques

L'UNION TYPOGRAPHIQUE
IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE
Villeneuve-Saint-Georges
(S.-et-O.)




Ec
A2584c
133181
Author Aftalion, Albert
Title Les crises périodiques de surproduction, Vol.2.
UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
Do not remove the card from this Pocket.
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File."
Made by LIBRARY BUREAU

